

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA CONDITION EN FRANCE
DES
SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE
ÉTRANGÈRES
ET
DES RÉFORMES A Y APPORTER

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 17 Décembre 1901

PAR

E. LEYRIS

Président : M. LYON-CAEN, *professeur.*

Suffragants : { MM. LARNAUDE, *professeur.*
BOURGUIN, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot (5^e arrond.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA CONDITION EN FRANCE
DES
SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE
ÉTRANGÈRES
ET
DES RÉFORMES A Y APPORTER

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 17 Décembre 1901

PAR

E. LEYRIS



Président : M. LYON-CAEN, *professeur.*
Suffragants : { MM. LARNAUDE, *professeur.*
BOURGUIN, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot (5^e arrond.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

I

INTRODUCTION

L'intervention et la protection de l'Etat au regard des sociétés commerciales nationales, organes essentiels dans l'Etat, sont, en général, motivées et justifiées par :

1° L'ignorance économique forcée qu'entraînent la division du travail et l'accentuation toujours plus marquée des spécialités ; — 2° L'intérêt direct de l'Etat ; — 3° Les doctrines de l'Economie nationale.

Application à un cas particulier : les Compagnies nationales d'assurances sur la vie.

Toute société se développe et se perfectionne d'après une progression variable mais continue. Chaque jour voit apparaître une idée nouvelle dont la réalisation donne bientôt un résultat effectif bon ou mauvais. La somme algébrique de ces résultats, toujours positive si l'on considère une période suffisamment longue, constitue le progrès.

Pour être reconnu, constaté, ce progrès doit être palpable et concret. Les idées abstraites qui l'ont engendré restent discutables aussi longtemps que dure la période de gestation ; elles s'imposent complètement lorsque les faits ont justifié

l'hypothèse. Elles participent alors à la vie même qu'elles ont créée et prennent corps avec la réalité des résultats.

Parmi les idées ainsi cristallisées en des institutions actuellement vivantes, le principe d'association est peut-être le plus universellement accepté. Essentiellement souple de sa nature, il se plie à toutes les exigences, répond à tous les besoins, facilite toutes les tâches. Quel que soit l'effort exigé pour atteindre un but, on peut-être assuré d'avance qu'une combinaison appropriée de l'association permettra de le fournir.

Aussi voit-on maintenant à chaque nouveau besoin répondre cette association correspondante. L'éducation générale est si bien faite à cet effet, l'habitude si confirmée, que la réflexion n'est plus indispensable, le réflexe suffit. Il n'est même plus nécessaire qu'il s'affirme pour provoquer la création de la société capable de le satisfaire. L'esprit d'association devine ce besoin, le développe, l'excite pour en augmenter l'intensité, le crée même s'il n'existe déjà, pour en profiter et en vivre, et l'on voit naître ces trusts gigantesques qui sont à la société proprement dite ce que la forêt immense, impénétrable et même nuisible de l'Equateur est à la forêt de nos contrées tempérées, plus modeste, moins luxuriante, mais susceptible d'exploitation raisonnée et de facile accès.

*
* *

L'expression concrète de cet esprit d'association est la société, et, entre toutes, la société commerciale. Dans la lutte

quotidienne soutenue par l'homme, l'esprit d'initiative individuel, bien vite convaincu d'impuissance, s'est modestement incliné devant un principe dont il devinait la nécessité, et s'est résigné à disparaître dans un groupe, à n'être plus qu'une partie d'un tout. C'est «... qu'il savait n'y rien perdre, « mais y gagner au contraire un accroissement de force(1) ». De l'ensemble de ces abdications, de ces délégations volontaires de droits, résulte une personnalité nouvelle qui devient celle du groupe, de la société. On conçoit alors la naissance d'un organe nouveau, formé de la substance même des individus, mais animé d'une vie propre due au principe mystérieux et encore insondé que traduisent sans l'expliquer les solidaristes lorsqu'ils disent qu'il n'y a pas seulement juxtaposition mais association (2).

Du fonctionnement de cet organe nouveau, de l'exécution continue du travail pour lequel il a été créé, résultent le développement individuel de chacun de ses membres et le développement parallèle de l'Etat, à condition bien entendu que cet organe soit essentiellement national. Tous deux y trouvent un égal avantage : l'individu parvient à surmonter une difficulté, devant laquelle, seul, il serait demeuré impuissant. L'Etat bénéficie de la réussite même, de la prospérité générale qui en résulte, de la prospérité particulière de chacun des membres de l'association, de la dime qu'il peut prélever par l'impôt sur les nouvelles richesses créées.

La société a été un agent de production, *elle a créé de la*

1. Larnaude. Cours de droit public.

2. Deschamps. Cours d'histoire des doctrines économiques.

valeur, et, comme l'impôt ne peut frapper que la richesse existante, elle lui a préparé une abondante moisson qui sans elle ne serait peut-être pas sortie de terre.

Utile à l'individu, utile à l'Etat, telles sont donc les deux qualités maîtresses de la société commerciale. L'une est inséparable de l'autre. L'Etat est intéressé au même titre que l'individu à encourager la diffusion du principe, à protéger efficacement, dans l'intérêt des citoyens engagés dans une société, et dans le sien propre, les efforts que cette société tente tous les jours pour se rendre utile à la masse en faisant bien ses propres affaires. L'intérêt personnel, qui pour l'individu est déjà collectif jusqu'à un certain point et embrasse la famille, s'étend encore, pour la société commerciale, jusqu'à comprendre tous ses membres. Les mêmes causes qui obligent cet intérêt individuel à devenir, qu'il le veuille ou non, la cause du progrès général, aiguillonnent également la société, et lui interdisent de réussir sans avoir apporté à la masse son contingent d'utilité.

*
* *

Par une sorte de loi des contraires, l'idée d'association facilite le développement d'un principe opposé, d'une scission des facultés, des attributions, des spécialités, conduit en un mot à la division du travail. L'idée admise et qui domine, la coordination des efforts de tous, permet à l'individu de se reposer sur son voisin du soin de ce qu'il ne peut faire lui-même, et d'être assuré de pouvoir se procurer, par un échange plus ou moins bien équilibré, tous les objets qui lui

sont nécessaires. Aussi chaque individu se cantonne-t-il soigneusement dans la spécialité qu'il a choisie. Par l'application continue de ses facultés à la même tâche, il y devient d'une habileté consommée. Il n'est pourtant pas le seul, et chacun de ses concurrents, en développant lui aussi son adresse professionnelle l'oblige à s'acharner à se perfectionner chaque jour davantage. A ce jeu, il perd toute notion approfondie de ce qui l'entoure. Même éminent dans sa spécialité, il ignore presque complètement toutes les autres. Celles de ses facultés qui se sont développées et perfectionnées au service de sa tâche journalière soit au contraire atrophiées et impuissantes s'il veut les appliquer à un autre effort. Ce phénomène passe souvent inaperçu, et tel individu qui est parvenu à un haut degré de perfection spéciale se croit par cela même universel et juge souvent les autres spécialités avec d'autant plus d'autorité qu'il les connaît moins. Un préjugé erroné encourage cette singulière doctrine en accordant à des savants illustres, à des artistes éminents le droit de juger des sujets qu'ils ignorent et donne à leurs bizarres conclusions une sorte d'autorité empruntée à ce prestige mérité dont ils jouissent mais qui devrait rester rigoureusement limité.

Malgré cette division obligatoire du travail, on ne peut prétendre parquer les individus dans leurs spécialités et limiter leurs efforts au simple mécanisme de l'échange. Les produits qu'ils retirent de leur travail sont sans cesse supérieurs à la quantité nécessaire à la satisfaction de leurs besoins immédiats, et la force même des choses les oblige à les diviser en deux parts. L'une servira, soit directement, soit par l'échange,

à leur procurer ce qui leur est indispensable ; l'autre constituera un solde disponible, et depuis longtemps chacun sait combien il lui importe, dans son propre intérêt, de ne pas thésauriser cet excédent, mais au contraire de le faire fructifier, de le considérer comme un agent supplémentaire de production.

Ces soldes, réunis, permettent précisément de fonder ces sociétés qui multiplient à l'infini l'effort individuel et constituent un organe animé d'une vie et d'une complexité nouvelles. Cet organe peut à volonté, fonctionner au service de la spécialité choisie déjà par ceux qui l'ont créé, ou participer au contraire à l'exploitation d'une industrie qu'ils ignorent et qu'ils ne seront pas à même de surveiller. On voit quel sera dans ce cas l'aléa du risque, et l'on peut ajouter que, même dans la première hypothèse, la machine est devenue si importante, si compliquée, que malgré ce qu'ils peuvent croire, leurs connaissances premières ne suffisent plus pour leur permettre d'en comprendre le fonctionnement et d'en diriger habilement la marche.

Pourtant le sol disponible renaît sans cesse. Les sociétés se multiplient, la facilité d'y participer s'accroît, car la division des parts augmente le nombre des actions et en diminue le montant. Chacun recourt à ces placements. Les uns s'imaginent les surveiller : d'autres plus modestes, jugent mieux la situation et s'en remettent un peu à l'inspiration et beaucoup à la chance. On conçoit pourtant quels dangers résulteraient d'une série d'échecs ; pour l'individu, car il y perdrait son épargne ; pour l'Etat, car il verrait disparaître une source de

revenus ; pour le progrès, car il serait enrayé par une crainte justifiée et ne verrait plus se créer, au service des idées nouvelles et fécondes ces sociétés si habiles à en tirer un parti propice au développement général.

Il est donc indispensable de prévenir les erreurs, de suppléer, en ce temps de division du travail, à l'insuffisance forcée des connaissances de chacun.

Permettre à l'individu de se spécialiser de plus en plus, sans arrière-pensée, en le déchargeant du souci de chercher à comprendre ces spécialités diverses auxquelles il veut confier son épargne, tel doit être le but poursuivi.

*
* *

S'il est souvent difficile de préciser le but que l'on veut atteindre, de le dégager d'une manière aussi nette qu'exacte, il est encore plus délicat d'indiquer la route à suivre, les mesures à prendre, l'allure à conserver pour y parvenir. Nous ne vivons pas, en effet, à l'état de liberté absolue, mais bien de liberté réglée (1) aussi la tâche sera-t-elle lourde pour l'Etat à qui incombe la responsabilité de délimiter les droits et les devoirs. Il y a là pour lui l'occasion d'appliquer les principes d'un paternalisme bien compris et reposant sur la distinction entre le capable et l'incapable (2). Nous avons vu que bien peu sont assez instruits pour se confier en connaissance de cause, à des

1. Larnaude. Cours de Droit public.

2. Larnaude. Cours de Droit public.

sociétés déterminées, et que beaucoup qui se croient en état de les surveiller, se font illusion sur leurs propres forces. L'Etat devra donc intervenir, avec prudence toutefois, en limitant son action au strict nécessaire. Il n'usera pas du régime préventif proprement dit, souvent brutal et prohibitif sans discernement ; il n'emploiera pas davantage le système purement répressif, inhabile à réparer les malheurs causés, constatation tardive, sanction inutile des ruines qu'il n'a pu empêcher. Il soumettra ces sociétés au système préventif réglementaire, c'est-à-dire leur permettra, moyennant des garanties soigneusement calculées, de se mouvoir librement dans un cercle déterminé, suivant certaines règles limitatives. Il endiguera ainsi les erreurs, diminuera les chances de catastrophe, restreindra les spéculations hasardeuses. Mais, comme toutes institutions humaine, il ne pourra échapper au reproche d'impuissance relative. Il ne prétendra pas du reste à la perfection, et se bornera à enrayer le mal sans le supprimer tout à fait. Il cherchera seulement à rassurer l'individu qui désire participer à la création de ces sociétés, en lui garantissant la solidité de ces organes auxquels il va se confier. Il les éprouvera, les étudiera, sans participer à leur construction, comme le fait un ingénieur des mines pour les chaudières qu'il doit vérifier avant d'en permettre l'emploi. Comme lui, s'il est satisfait de son examen, il leur délivrera une estampille ; comme lui encore, il assistera, impuissant à des explosions, mais il pourra se dire que s'il lui a été impossible de les prévenir tout à fait, il en a du moins réduit le nombre dans une énorme proportion. A l'individu de faire le reste, d'évaluer l'assistance de l'Etat à sa valeur exacte, de faire

entrer cette garantie en ligne de compte, non pas comme absolue, mais comme relative. A lui de surveiller les variations possibles entre deux termes donnés de cette inconnue auxiliaire dont on n'a pu lui certifier que les limites extrêmes. Si l'Etat ne joue pas alors ce rôle de Providence infailible réclamé par certains, il n'en remplit pas moins un office nettement déterminé, et l'individu est en droit d'exiger de lui ce minimum de garantie à défaut de la garantie totale matériellement impossible à déterminer.

*
* *

Si l'Etat est ainsi amené, dans l'intérêt particulier des citoyens, à s'inquiéter de ces sociétés, *son propre intérêt l'y incite encore davantage.*

Il est assuré en effet de subir le contre coup de toute entreprise chimérique ou hasardeuse qui échouerait dans la ruine des incapables assez naïfs pour y participer. L'incidence générale des Krachs est assez connue pour qu'il soit inutile d'insister davantage.

Il est donc à la fois de son devoir et de son intérêt de sauvegarder les sociétés qui, tout en poursuivant le même but, se créent sur des bases autrement solides et offrent toutes les garanties de sécurité possibles. Il n'a pas le droit de le faire directement, car il doit se garder de trop intervenir ou de sembler décerner un prix à telle ou telle société. Mais il lui est facile d'applanir la voie de ces entreprises, en arrachant les herbes parasites et nuisibles qui se dévelop-

peraient à leur détriment et s'engraisseraient de leur substances avant de disparaître misérablement. Nous trouvons là encore la nécessité d'une mesure indirecte mais dont le résultat est des plus efficaces. Sans absorber ces organes dont il reconnaît l'utilité, et qui le dispensent de mille soucis en résolvant eux-mêmes des problèmes auxquelles souvent il ne peut faire face, l'Etat les appuie, les soutient, souvent même les garantit.

Son intervention est alors complète. Elle s'exerce en faveur des individus qui ont confié leur épargne à cette société, actionnaires ou créanciers ; en faveur de la société elle-même dont la disparition, le mettrait dans le plus cruel embarras. Au premier rang de ces sociétés indispensables au bon fonctionnement de l'Etat, qui doit par suite se montrer aussi jaloux de leur prospérité que les actionnaires eux-mêmes, la Banque de France, les compagnies de chemins de fer, le Crédit Foncier jouent depuis longtemps ce rôle de *Sociétés d'utilité publique*.

*
* *

Nous avons jusqu'à présent considéré l'Etat comme abstrait et impersonnel, sans tenir compte des frontières. Les événements nous prouvent chaque jour davantage la valeur économique considérable de cet élément et la nécessité absolue de l'introduire dans toute discussion. Les idées ont varié. Elles ont oscillé considérablement sous l'influence de deux poids contraires jetés dans les balances opposées ; libre échange et protection. Puis les oscillations ont diminué d'amplitude, les

opinions absolues ont semblé moins défendables, leur intransigeance farouche a paru dériver d'une conception bien simpliste des faits. Des opinions intermédiaires ont réussi à mieux satisfaire les exigences du raisonnement, et la nécessité s'est imposée de résoudre le problème, *pour chaque cas particulier*, plutôt que de plier chaque question à une loi générale aussi brutale qu'inapplicable.

La méthode des enquêtes a prévalu ; on a été conduit à examiner chaque industrie séparément, à se demander si, par elle, les frontières devraient s'accroître ou disparaître. On a vu, par une série de monographies faites avec soin, combien des dispositions trop simples répondaient peu à la complexité de la question. Sans renoncer à ébaucher des tentatives de solution, on s'est mis sérieusement en garde contre le danger de jour en jour plus évident des généralisations hâtives. Aux systèmes absolus qui avaient prévalu tour à tour dans un sens ou dans l'autre, succède maintenant une doctrine qui, sans avoir la prétention de satisfaire tout les intérêts en jeu, espère du moins les concilier dans la mesure du possible. L'antagonisme fréquent de l'économie privée et de l'économie nationale, le rôle opposé de la valeur en échange dans l'une et dans l'autre ont amené d'éminents économistes à résister à ce fétichisme aveugle du coût de production minimum devant lequel tout semblait devoir s'incliner.

D'après eux :

« ... Pour que cette différence dans le coût de production
« puisse être considérée comme décisive en faveur du com-
« merce international, il faut :

« 1^o Qu'il ne s'agisse pas d'une industrie indispensable à la
« sécurité du pays, et qu'on ne veuille pas sacrifier.

« 2^o Qu'on ne sacrifie pas une ancienne industrie s'il y a
« beaucoup d'ouvriers et de capitaux engagés dans cette in-
« dustrie » (1).

Il importe en effet de ne pas se borner à ne considérer qu'un
seul côté de la question :

« Il faut considérer l'homme non seulement comme
« consommateur, mais comme producteur. Pour accroi-
« tre la consommation, il faut commencer par accroître la
« production ... » (2).

Et les considérations suivantes, répondent par avance aux
objections possibles :

« .. Il semble bien qu'il soit injuste d'empêcher un Fran-
« çais de faire une bonne affaire avec un Anglais, sous pré-
« texte qu'il pourrait en faire une moins bonne avec un Fran-
« çais. Mais de même que le service militaire est contraire à
« l'intérêt privé mais nécessaire à l'existence de l'Etat, de
« même la protection est nécessaire dans l'intérêt général et si
« l'Etat, au nom de ses intérêts, peut demander trois années
« de sa vie, il a aussi le droit de demander des impôts.

« Est-il nécessaire qu'il y ait dans un pays certaines indus-
« tries. C'est une question qui ne peut même pas être discutée.
« Chaque pays doit pratiquer toutes les industries néces-
« saires à la défense nationale, comme l'industrie métallur-
« gique. Il s'ensuit naturellement une charge. Il ne s'agit pas

1. Cauwès. Cours d'économie politique.

2. Deschamps. Cours d'histoire des doctrines économiques.

« de savoir si l'on pourrait avoir à meilleur marché des ca-
« nons ou des fusils en Angleterre : il faut que nous puissions
« nous-mêmes les fabriquer. C'est une dépense lourde, mais
« nécessaire. De même tout pays doit avoir chez lui de quoi
« satisfaire à sa subsistance » (1).

Quelques-uns vont même plus loin :

« Dans certains cas on peut conserver avec avantage une
« industrie *parasite*. Exemple : Industrie nécessaire à la dé-
« fense nationale ; industrie donnant emploi à des ouvriers
« qu'on ne saurait employer ailleurs ; industrie qui se forti-
« fiera par la suite etc... » (2).

Un protectionnisme éclairé, prudent et relatif, d'autant plus justifié qu'il ne prétend s'exercer qu'après une longue enquête motivée, semble donc aujourd'hui la solution la plus appropriée aux besoins généraux et particuliers, à l'intérêt de l'Etat comme à celui des individus.

D'autre part, l'étude approfondie des rapports intimes qui existent entre l'organisation économique d'un pays et son commerce international, la liaison directe de cette organisation, de cet outillage économique avec son unité politique, conduisent tout naturellement à penser que :

« Entre les différentes parties d'une nation qui constitue
« un tout politique, il existe une véritable solidarité, comme
« par exemple le fait de subir les mêmes impôts ... » (3).

A ces charges communes correspondent des avantages

1. Alglave. Cours de législation financière.

2. Jay. Cours de législation industrielle.

3. Cauwès. Cours d'économie politique.

communs (développement de voies ferrées, des canaux, des ports, des routes, des télégraphes, etc.,) et de cette similitude de situation résulte une répercussion réciproque de la bonne et de la mauvaise fortune.

Ce qui devient donc « essentiel, en matière de commerce « international, c'est le fait de la souveraineté politique » (1). Alors que les communications sans cesse plus nombreuses établissent des relations internationales plus fréquentes, que les marchés du monde entier semblent solidaires les uns des autres, les frontières se relèvent et s'accroissent tous les jours davantage pour protéger avec une efficacité croissante les groupements consanguins et complexes qu'elles entourent.

*
* *

Tout être qui se perfectionne se différencie. Pour répondre à chaque besoin, un organe nouveau apparaît qui se développe, se spécialise peu à peu. Les sociétés se conforment à cette loi biologique, et les nations sont d'autant plus puissantes, d'autant mieux équilibrées, d'autant plus indépendantes qu'elles l'ont mieux comprise. Un pays spécialisé presque exclusivement dans l'agriculture ou dans l'industrie est manifestement inférieur à celui qui a cherché au contraire dans l'application de ces deux idées complémentaires : division du travail et coordination des efforts de tous, un développement uniforme et qui n'a pas à craindre par suite un arrêt brusque de fonctionnement. On se trouve alors en présence de la *nation*

1. Cauwès. Cours d'économie politique.

normale de List basée sur la complexité et le développement harmonique des forces productives. La France de Colbert et de Napoléon I^{er}, l'Angleterre d'Elisabeth et des Stuarts, l'Allemagne de Bismark, l'Amérique de Mac Kinley, la Russie d'Alexandre III ont multiplié en silence derrière les barrières protectrices de leurs tarifs ces nouveaux organes, faibles d'abord, hésitants et timides, bien vite rassurés et puissants, aujourd'hui en pleine vigueur.

Si l'on fait exception pour certaines industries manifestement impossibles à créer, parce qu'un obstacle naturel insurmontable tel que le climat par exemple s'y oppose ou augmente le coût de la production dans des proportions inacceptables, on peut en conclure qu'une nation peut et doit créer chez elle toutes les industries qui lui sont nécessaires.

Elle n'aura donc plus à demander à l'étranger que :

« Les choses que le sol ne renferme pas ou que le climat ne peut fournir. C'est l'évidence même qu'il y a nécessité à se le procurer par le commerce. Même s'il n'y a pas d'impossibilité matérielle, il peut y avoir des impossibilités à cause du prix de revient. Exemple : la vigne en Angleterre.... » (1).

Tous les autres produits seront fournis par les forces productives nationales. Il semblera dans certains cas plus avantageux de recourir au commerce international si par une fabrication économique il peut le fournir à un prix inférieur.

1. Cauwès. Cours d'économie politique.

mais, loin d'être absolue, cette règle, nous l'avons vu, est au contraire strictement limitée. Presque toujours l'intérêt individuel devra s'effacer devant l'intérêt supérieur de l'Etat, qui par un relèvement approprié de tarifs, soutient en connaissance de cause et non plus en vertu d'une prohibition aveugle une industrie nationale indispensable à la collectivité.

*
* *

L'effort individuel est bien souvent impuissant à réussir dans ces tentatives qui enrichissent à la fois, l'individu et l'Etat par l'exploitation fructueuse d'une idée nouvelle. La société commerciale s'impose presque toujours et peut seule triompher des risques divers, des pertes forcées, des tâtonnements inévitables du début. C'est donc vers elle que va se tourner la sollicitude de l'Etat, et cette protection qu'il devait déjà à chacun des individus qui la composent, si peu capables de défendre leurs intérêts, à la société elle-même si utile à tous, il la doit bien plus encore s'il voit se créer la concurrence d'une société étrangère qui vient opérer sur son propre sol. Tout à l'heure, son devoir et son intérêt le conduisaient à favoriser le développement d'un organisme utile et nouveau. Maintenant, il est impérieusement obligé de le défendre contre un organisme identique, mais parasite, qui non seulement peut empêcher la société naissante de grandir et de rendre des services chaque jour plus évidents, mais encore l'atrophier, l'anéantir même. La complexité de la nation décroît alors d'une unité, l'harmonie économique est rompue, et le monopole

étranger triomphant s'implante et prélève désormais sur la fortune nationale une dime sans cesse renouvelée.

Intervention obligatoire, sagement nuancée, tel est le rôle de l'Etat, dès qu'une société se forme pour répondre à un besoin déterminé. Les causes de cette intervention étant multiples, à chaque cas particulier doit répondre une modalité différente. Pour être appropriée, utile à tous, cette intervention doit tenir compte de toutes les données du problème : de l'incapacité relative de ceux qui ont confié leurs intérêts à la société, de l'utilité de cette société pour l'Etat, du rayon d'action nécessaire à lui délimiter, de la protection à lui accorder à proportion du rôle qu'elle joue dans l'économie nationale. Autant de questions qui doivent être résolues successivement, et dont les réponses doivent se compléter mutuellement sous peine de rompre un équilibre essentiel au succès de l'entreprise. Il importe peu en effet, de prendre telle disposition satisfaisante sur l'un des points si les autres ne sont pas traités. Mais la souplesse de l'idée d'association, la multiplicité des combinaisons diverses qu'elle permet, interdisent de fixer d'avance une règle générale. Il n'y a que des cas particuliers. Pour plusieurs sociétés considérées, la réponse peut être différente, les dispositions opposées. Chacune doit être étudiée séparément et peut donner lieu à des règles spéciales.

La *méthode d'observation* permettra de « ... constater des faits d'ordre général, de créer des rapports entre eux et d'en déduire des lois économiques ... » (1).

1. Alglave. Cours de législation financière.

La *méthode expérimentale* viendra assurer et vérifier les lois déduites de l'observation, or l'expérience, « cette observation dans laquelle les faits sont introduits par la volonté de l'opérateur peut être faite et vérifiée par d'autres que l'opérateur lui-même. *L'Economiste peut considérer comme résultat d'une expérience les suites d'un essai tenté par un Etat ...* » (1).

La réunion de ces deux méthodes permettra de contrôler les conclusions tirées de l'observation et de les croire vérifiées jusqu'à un certain point.

*
* *

Nous allons essayer d'appliquer ces règles à l'étude d'un cas particulier des plus importants « *les sociétés nationales d'assurances sur la vie* » application essentiellement heureuse du principe d'association. Nous trouverons chez elles les caractères généraux communs à toutes les sociétés, et que nous avons signalés en passant. Mais chacun d'eux empruntera à l'institution elle-même une importance relative dont la valeur mieux précisée, semblera d'autant plus considérable. Les raisons de l'intervention de l'Etat apparaîtront à l'évidence, surtout en ce qui concerne *l'application des principes de l'économie nationale à la protection contre les entreprises étrangères similaires*. Mais tout se tient dans cet ordre d'idées, et l'étude de la protection raisonnée contre les dangers intérieurs doit précéder, pour mieux en montrer la nécessité, la *recherche des*

1. Alglave. Cours de législation financière.

mesures indispensables contre les dangers extérieurs. Cette recherche constitue l'objet essentiel de ce travail. Bien que l'étude concerne un cas isolé, il est facile de voir, par ce qui précède, que si les déductions logiques et particulières qui en résulteront ne sont que des solutions appropriées à un cas spécial, elles n'en sont pas moins obtenues par une méthode générale voulue et raisonnée. Si les conclusions peuvent être discutées, on ne pourra du moins reprocher aux raisonnements d'où elles résulteront d'avoir été dominées par l'unique considération de la défense d'une cause limitée. Chercher à démontrer la vérité d'un principe général par l'étude approfondie d'un cas particulier, tel est notre but.

CHAPITRE II

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'ASSURANCE SUR LA VIE

Les créatures inférieures et les espèces d'une éphémère durée sont les seules qui consentent à se contenter de la satisfaction exclusive des exigences de l'heure présente. Dès que l'on s'élève dans l'échelle des êtres apparaît le souci du lendemain, trahi par des mesures de prévoyances appropriées. L'instinct supplée chez beaucoup à l'intelligence et leur suggère des combinaisons merveilleuses de justesse et d'ingéniosité.

Il n'en est malheureusement pas toujours ainsi de l'homme. Mais s'il se montre trop souvent inférieur sur ce point à certains animaux dont il semble dédaigner l'exemple, il les surpasse facilement lorsqu'il tourne vers cette question les facultés maîtresses dont la nature l'a doté. Ainsi que dans tout problème dont la complication nécessite l'emploi d'une équation d'un degré élevé, on trouve plusieurs solutions. Les unes sont positives, et satisfont de tout point aux exigences des données; d'autres sont imaginaires et incapables de donner un résultat utile; d'autres enfin sont franchement négatives

et ne peuvent conduire qu'à un échec évident doublé d'une perte certaine.

Ce qui apparaît tout d'abord à l'individu lorsqu'il recherche le moyen le plus pratique de se garantir contre les calamités multiples qui peuvent le frapper, c'est son impuissance à se défendre seul. Et, par individu, il ne faut pas entendre seulement l'homme isolé :

« ... L'intérêt personnel est quelque chose de plus élevé
« que l'égoïsme, et aussi de plus logique. Il serait souvent
« mieux nommé : intérêt familial, intérêt privé. L'intérêt de
« l'homme et celui des siens ne font qu'un. *L'intérêt person-*
« *nel est un intérêt collectif* ce n'est donc pas de l'é-
« goïsme ... » (1).

La famille, qui est à la fois pour l'homme un repos, un ennoblement, une récompense, constitue en même temps pour lui une lourde charge. Tant que sa force reste entière, il ne s'en aperçoit même pas. Mais s'il est un devoir impérieux pour lui, c'est de prévoir l'affaiblissement, la disparition même de cette force, l'effondrement qui en résulterait pour lui et pour les siens. De là l'idée de l'épargne, la recherche de l'emploi judicieux qu'il pourrait en faire pour parer à cette redoutable éventualité, la constatation accablante de son insuffisance, car dans la plupart des cas la satisfaction obligée des besoins journaliers lui laisse un solde trop faible pour que le plus avantageux des placements puisse le transformer en une réserve véritable.

1. Deschamps. Cours d'histoires des doctrines économiques.

L'idée d'association se présente alors à l'esprit douloureusement inquiet de ces chefs de famille qui désirent atténuer pour eux-mêmes et surtout pour ceux qui ne vivent que par eux la menace d'un inconnu redoutable. Ils cherchent si la réunion des efforts en vue d'un but commun ne permettra pas d'obtenir ce que l'effort individuel est impuissant à procurer à chacun d'eux. Se borner à totaliser les résultats de toutes ces bonnes volontés, ne serait pas encore assez : il faut trouver dans leur grand nombre le moyen de recourir à une combinaison nouvelle plus harmonieuse, différente de la capitalisation brutale trop simpliste, impuissante du reste à réparer les coups du hasard. Après bien des tâtonnements infructueux, bien des essais empiriques dont l'insuccès a souvent découragé les bonnes volontés, une forme d'association appropriée est apparue qui résolvait enfin le problème de la manière la plus scientifique et la plus satisfaisante à la fois :

Constituer avec tous les membres du même âge une mutualité ; calculer, année par année, les chances de mortalité afférentes à chaque âge et prévoir par suite, par chacune des années à venir le nombre des malheurs à réparer. Répartir par avance ces malheurs entre tous les membres de la mutualité destinés à survivre chaque année, et réaliser ainsi, en demandant bien peu à chacun d'eux une somme considérable qui sauvera toute famille privée de son chef.

Tel a été le remède enfin trouvé, et il est facile de prévoir dès l'abord combien est délicate l'application de ces principes, et quels calculs compliqués, inaccessibles aux profanes

ils nécessitent. Plus on avance dans l'étude de la question, plus la complexité s'accroît.

La totalité des versements de chaque chef de famille, l'ensemble des primes, forme en effet un capital considérable dont l'administration est des plus délicates. Ces dépôts ainsi effectués, et sur lesquels repose l'espoir des assurés, cette somme dont chacun d'eux fait l'abandon, à charge de la voir revenir à sa famille augmentée des primes des survivants jusqu'à concurrence d'une somme prévue et promise, ne peuvent satisfaire aux exigences implacables de la mortalité que s'ils ne restent pas improductifs. Les intérêts qui en résultent viennent s'ajouter aux versements proprement dits et diminuent l'étendue du sacrifice annuel qu'il faut exiger de chacun. Si l'on s'était borné à recueillir purement et simplement les primes, à les thésauriser, à les distribuer aux familles frappées dans l'année, la prime à réclamer à chaque intéressé eût dû être bien plus considérable. On voit donc encore apparaître un nouvel élément de calcul qui n'est pas pour simplifier le problème et qui pourtant en améliore les données.

*
* *

La caractéristique de cette combinaison est donc de reposer sur l'association : mais si l'on serre la question d'un peu plus près, on s'aperçoit que ce terme est trop général. *Mutualité* convient mieux, car il précise davantage le mode d'association auquel on a recours. Ces chefs de famille fon-

dent en effet une véritable mutualité dans laquelle chaque année *les survivants paient pour les morts*. Un compte scrupuleux est tenu des versements de chacun. Au cours de l'année écoulée, les familles éprouvées ont reçu les indemnités fixées. Le calcul préalable de la mortalité a permis de préciser les cotisations à exiger de chaque membre de l'association pour réparer ces malheurs prévus à l'avance, et comme, par mesure de prudence, les primes ont été légèrement chargées, tous les malheurs de l'année se trouvent réparés dans la mesure espérée et une nouvelle mutualité composée des membres survivants se forme sur les mêmes bases, pour l'année suivante.

Mais la situation n'est plus la même. Chacun des chefs de famille ayant vieilli d'une année, la mortalité prévue pour l'année qui vient sera plus considérable. La prime à exiger devra donc être plus élevée. La mutualité s'est affaiblie d'autre part par la disparition d'un certain nombre de ses membres survenue l'année précédente, par décès ou pour toute autre raison. Le sacrifice à consentir sera d'autant plus grand pour les survivants. Il importe de pouvoir accepter de rechercher même de nouveaux adhérents destinés à renforcer l'association.

La mutualité repartant du début de chaque année après liquidation complète de l'exercice qui précède, cette adjonction sera facile et s'effectuera tout naturellement au taux, plus élevé, qui résulte implacablement de la mortalité prévue à cet âge.

Ainsi conçoit-on, pour tous les âges de la vie, une mutua-

lité dont les comptes sont annuellement liquidés, et qui doit, pour se reformer chaque année, et se trouver en état de réparer les malheurs prévus, consentir un sacrifice de plus en plus élevé.

On voit de suite les deux points faibles du système. Les exigences de la mortalité augmentent d'une part chaque année : de l'autre, le nombre des survivants qui doivent y faire face diminue rapidement. La somme qu'il faudrait leur demander s'accroît par suite dans de telles proportions, que l'on prévoit pour eux l'impossibilité de la verser à un âge où leurs ressources personnelles de travail et d'énergie seront considérablement diminuées, souvent même taries.

Cette prime était très légère dans les premières années du contrat, elle est trop lourde dans les dernières. On compense cette inégalité en répartissant l'effort à fournir sur toutes les années. On demandera au début plus qu'il n'est nécessaire : sur ces versements, on prendra chaque année la somme strictement indispensable, au taux de mortalité prévue pour le fonctionnement de la mutualité dans l'année qui vient ; le surplus sera mis en réserve au compte de l'assuré et capitalisé à un taux prévu. On opérera de même à chaque liquidation et l'on arrivera à une époque où l'âge de l'assuré sera tel que son versement, toujours identique, sera devenu insuffisant, eu égard à la mortalité toujours croissante. On puisera alors à la réserve personnelle constituée en son nom. Chaque année on y prendra la somme nécessaire pour l'ajouter à sa prime désormais insuffisante, et la porter au chiffre exigé par la

mortalité. — Nouveaux calculs compliqués qui résolvent de nouvelles difficultés vaincues.

L'effort de chaque assuré sera ainsi prévu à l'avance et uniforme dans toute sa durée. Chaque compte étant tenu séparément avec le plus grand soin, si une raison quelconque oblige un intéressé à quitter l'association, il pourra recevoir immédiatement le solde dont il reste propriétaire, c'est-à-dire la réserve ainsi constituée (Habituellement les contrats prévoient le cas, et déterminent, par un barème annexé à la police la partie de ce solde qui revient à l'assuré au bout de une, deux.. etc., années. La mutualité en conserve en effet une faible part, comme dédommagement de ses frais généraux, et la totalité si l'assuré se retire de l'association avant d'avoir payé trois primes. — Cette part du solde ainsi déterminée est *la valeur de rachat*). C'est donc sur l'existence, sur le développement normal de ces réserves, sur leur gestion respectueuse des règles inflexibles des probabilités que reposent les bases les plus solides de l'institution.

*
* *

Si chaque assuré a la faculté de quitter l'association quand il le désire ou quand il y est contraint par les circonstances, le contrat est tel qu'il peut en revanche le maintenir si bon lui semble et continuer à en bénéficier moyennant le paiement de sa prime alors même que les circonstances primitives ont changé. Lorsqu'il a contracté, il était en parfait état de santé, il n'a même été admis à le faire qu'à cette condition. Aujourd-

d'hui il est malade, presque mourant ; un dénouement fatal est proche, l'échéance est presque certaine. Il garde pourtant le droit de continuer à faire partie de l'association. Ce n'est plus d'une mutualité simple, mais bien d'une mutualité perfectionnée, de *mutuellisme* qu'il s'agit. Au moment du contrat les intéressés ont mis en commun des risques égaux la forme de l'institution les oblige à réunir dans la suite les mêmes risques, même inégaux, et à en supporter, *sans danger*, les conséquences. Et cette opération, douteuse au point de vue commercial, mais d'une moralité élevée, n'est pas à tout prendre si mauvaise, car la statistique en a prévu les effets et en a tenu compte dans la détermination de la prime qu'elle a dictée.

Les combinaisons qui parviennent à vaincre des difficultés si nombreuses reposent sur l'association de ces comptes séparés, tenus à jour chacun avec un soin scrupuleux, soumis à toute autre chose qu'à une capitalisation brutale et aveugle impuissante du reste à donner les mêmes résultats.

Chacun d'eux, si faible qu'il soit, est minutieusement articulé ; chacun des fragments dont il se compose est soigneusement étiqueté, réuni aux fragments de même espèce qui se trouvent exister dans les autres comptes, et cette réunion raisonnée de parcelles de grandeurs variables, mais d'identique composition forme un tout homogène et qui répond à un besoin prévu. Cette dissociation obligée des comptes particuliers montre bien la stérilité personnelle de chacun d'eux. Leur association seule est féconde et peut résoudre la difficulté. Cette difficulté, pour être vaincue, a dû être divi-

sée. Il a été ainsi possible de remédier séparément à chacune de ces exigences, et pour tout effort ainsi tenté on a dû faire appel à chaque compte particulier dans une proportion déterminée. Le compte a donc varié terriblement dans la suite des inventaires successifs qui ont constaté l'effort exigé de lui, et s'est trouvé réduit chaque année à un solde constaté régulièrement. Impuissant s'il est isolé, il peut tout, uni aux autres. Il disparaît presque dans le groupe qui l'absorbe, et s'il conserve pourtant une personnalité propre, elle est réduite au strict nécessaire, à une simple existence prouvée, délimitée tous les ans. Il doit se contenter de cette vie générale à laquelle il participe et dont il peut profiter, mais il perd toute faculté créatrice s'il se sépare de l'association.

L'adhésion donnée à cette association ne peut donc être assimilée à un placement dont il est impossible de suivre les variations. L'assuré accepte de faire partie d'un cercle ; il verse une cotisation pour recueillir les avantages attachés au titre de membre. Mais cette cotisation tombe et disparaît dans la masse commune.

Une raison particulière a motivé la demande d'un supplément de cotisation. C'est la gestion de ce supplément qu'il peut contrôler. C'est lui seul qu'il peut réclamer s'il y a lieu, en totalité ou en partie suivant les conventions.

Si les résultats obtenus par la mutualité sont supérieurs à ceux qu'une simple capitalisation pourrait donner, même avec les meilleurs placements, c'est précisément par ce que le principe en est tout différent. Il y a là une idée bien plus complexe : on joint l'utilisation de placements avantageux dont les

résultats sont escomptés jusqu'à un certain point à une série de combinaisons particulières basées sur des probabilités de mortalité. Seule, la réunion de ces diverses méthodes complémentaires peut donner le résultat cherché.

*
* *

Le jeu de ces diverses combinaisons, l'harmonie relative d'où résulte leur homogénéité, l'équilibre parfait qui leur est nécessaire exigent impérieusement un emploi sévèrement contrôlé des fonds qui leur sont confiés.

Ces fonds, nous l'avons vu, doivent être placés, et deux causes principales peuvent de ce chef causer un tort grave à l'association et déjouer les calculs péniblement élaborés.

1° Les intérêts produits seront faibles, inférieurs à ceux sur lesquels les calculs avaient tablé. Les cotisations qui en résulteraient seront alors insuffisantes pour faire face aux exigences de la mortalité.

2° Les placements eux-mêmes, mal compris subissent une dépréciation considérable. Les cotisations, les réserves dont ils représentent le montant sont diminuées d'autant. Il n'y aura plus seulement défaut de l'augmentation sur laquelle on comptait, il y aura perte véritable.

On voit de suite quelle grave perturbation pourrait en résulter par une institution si utile. Et, il faut bien le dire nulle société ne peut prétendre totalement à l'abri de surprises de ce genre. La crainte de cet imprévu redoutable doit donc amener la mutualité à s'en garantir par une mesure analogue

à celle qu'ont prise ses membres pour eux-mêmes lorsqu'ils l'ont fondée. Mais si le but est identique, la combinaison sera différente. Une société se formera dont toutes les mutualités annuelles seront les filiales. Elle constituera un capital social destiné à faire face aux éventualités facheuses que nous venons de signaler, dans le cas où elles se produiraient. Chaque mutualité s'organisera, fonctionnera en toute sécurité, certaine dès lors d'y trouver un appui supplémentaire s'il y a lieu. Chacun des membres qui la composent sera absolument assuré de voir versée aux siens la somme éventuelle qu'il a voulu leur garantir, et si un hasard malencontreux vient diminuer le rendement ou la valeur des fonds placés, il sait qu'il n'aura aucunement à en souffrir.

Si même une épidémie augmente la mortalité dans des proportions inattendues, le capital social sera encore prêt à répondre des malheurs supplémentaires non prévus par les tables et que la mutualité seule serait impuissante à réparer. Il apparaît donc comme le complément nécessaire, indispensable, de ces mutualités, et, comme les actionnaires qui l'ont fourni et qui ont accepté de courir ces chances diverses se trouvent avoir un intérêt considérable à ne pas le voir exposer à la légère, ils exigent pour eux-mêmes la direction, la gestion de ces mutualités dont ils répondent. Les assurés, du reste, ne peuvent prétendre à la surveillance complète de ces combinaisons si compliquées dont la spécialité leur est tout à fait étrangère. Il s'acceptent donc la proposition, consentent cette délégation de leurs droits en échange de la sécurité supplémentaire, de la garantie qui leur est donnée. Leur certi-

tude d'échapper aux dangers du hasard est double maintenant : *leur assurance se trouve assurée elle-même par le capital social.*

C'est ainsi que la société anonyme d'assurance à prime fixe s'impose en l'Etat actuel de la science comme la solution la plus complète et la plus sûre à la fois du problème de la prévoyance. Elle réunit en elle plusieurs idées essentielles dont elle a cherché à tirer parti dans la mesure du possible et qu'elle amalgame pour en obtenir des résultats multiples. Une expérience de près d'un siècle a déjà montré les services qu'elle était capable de rendre et permet de juger ceux plus considérables encore qu'on est en droit d'en attendre dans l'avenir. Sans cesse ses combinaisons se différencient et répondent à des besoins nouveaux qui attendaient une solution. Nous n'avons parlé jusqu'à présent que du chef de famille menacé par la mort et qui cherche à garantir les siens contre la ruine qui en résulterait. *L'assurance vie entière* est indiquée pour lui s'il pense disposer toute sa vie de ressources identiques ; s'il craint au contraire de ne pouvoir payer ses primes que pendant ses années de travail productif, *l'assurance à primes temporaires* lui donnera la même garantie en échange de versements un peu plus élevés. S'il désire garantir sa famille contre sa disparition immédiate et toucher lui-même, dans le cas où il survivrait au bout d'un certain nombre d'années, la somme fixée, *l'assurance mixte* le lui permet.

Et le chef de famille n'est pas le seul aux besoins duquel, les combinaisons répondent. Pour le vieillard isolé, incapa-

ble de travail, qui possède un petit capital dont les revenus sont insuffisants à le faire vivre, il existe une mutualité analogue, administrée par la société, et qui peut lui servir, en mettant des capitaux semblables en commun et en les combinant avec les chances de mortalité, un revenu de beaucoup supérieur à celui que lui procureraient les intérêts d'un placement hasardeux dans lequel il risquerait de voir s'évanouir ses dernières ressources. S'il s'obstine à vivre, en donnant tort à la mortalité prévue, il n'a rien à craindre. — La mutualité dont il fait partie sera en perte, mais le capital social sera là pour lui assurer son revenu. Dans ce cas encore aucun placement, mais combinaison complexe toute différente et autrement féconde.

On pourrait ainsi multiplier à l'infini les exemples, et à chaque besoin découvrir une forme correspondante de l'assurance. — Ce serait descendre inutilement dans le détail. Nous avons vu la genèse de la société d'assurance à prime fixe. — L'organe est apparu résultant des recherches et de ébauches préalables ; il n'a pas été créé par l'abstraction pure il n'est arrivé à la perfection relative qu'à la suite d'essais successifs des plus concrets, souvent malheureux. Il est bon en passant de rappeler l'un d'eux, celui qui est le plus tombé dans le discrédit public : nous voulons parler des *tontines*. Les sociétés de ce genre étaient fondées par des membres qui versaient une cotisation. Le total de ces cotisations, dûment capitalisé par des opérations financières *dans le détail desquels les assurés ne pouvaient intervenir*, était partagé, au bout d'un nombre d'années fixé à l'avance, entre ceux des sociétaires

assez heureux pour survivre. Il y avait donc loterie, jeu véritable basé sur les hasards de la survivance, cotisations perdues pour les morts, d'où aggravation de situation pour leur famille au lieu d'un appui tutélaire, gain problématique même pour les survivants, car le capital primitif pouvait être mal administré, et ils n'avaient aucun moyen de l'empêcher. Nulle idée de prévoyance, nulle réparation du malheur pour les familles en deuil, bien au contraire. — *Les morts payaient pour les vivants* et l'on voit par là même la différence capitale avec les assurances actuelles dans lesquelles les vivants paient pour les morts et réparent ainsi, dans la mesure du possible, le dommage causé par leur disparition. — Le discrédit public a justement frappé cette immorale combinaison, elle n'est plus aujourd'hui qu'à l'état de souvenir. Il était bon pourtant de la rappeler pour montrer la prévoyance remplaçant la spéculation, la science succédant au hasard, le progrès véritable au progrès factice. La comparaison fait ressortir à l'évidence l'utilité essentielle de l'institution actuelle dont nous allons étudier les divers éléments.

CHAPITRE III

DES SERVICES « TECHNIQUES » RENDUS PAR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES FRANÇAISES, ET DES MESURES GÉNÉRALES QUE CES SERVICES LEUR PERMETTENT DE RÉCLAMER.

131.000 actionnaires ont consenti à risquer 143 millions destinés à former le capital social, la garantie supplémentaire de ces mutualités, et ont fondé, de 1819 à 1881, 17 sociétés anonymes françaises d'assurances sur la vie. Au 1^{er} janvier 1901, ces 17 compagnies se trouvaient avoir, depuis leur fondation, garanti à des assurés dont le nombre est bien difficile à déterminer, le versement intégral, aux époques convenues, de 12 milliards 710 millions. Dans le cours de l'année 1900 en particulier, les compagnies ont versé à 6.095 familles, pour réparer les malheurs causés par la disparition de leur chef, 58 millions 223.856 francs.

7.805 intéressés ont reçu, par suite de l'échéance de la période convenue, des sommes bien supérieures à celles que n'importe quel placement aurait pu leur assurer, et dont le total

s'élève à 66 millions 048.638 francs. Pour ces deux catégories, les compagnies françaises ont donc versé en 1900 à 13.900 personnes la somme totale de 124 millions 272.494 francs qui est venue répondre, au moment précis, aux exigences prévues de la fatalité, de quelque façon qu'elle se manifestât : mort, vieillesse, impuissance de continuer plus longtemps l'effort journalier. A l'heure actuelle cette garantie subsiste pour le paiement futur de 3 milliards 663 073.000. On est en droit de dire que si 9 milliards environ on pu être distribués ainsi sans à-coup et sans mécompte à des familles qu'ils ont sauvé de la gêne et quelquefois de la misère, le capital social y a grandement contribué.

Le versement de cette somme énorme n'a pas été le seul effort fourni par ces sociétés. Pendant la même période, des annuités basées sur la mise en commun des capitaux, des rentes viagères, bien différentes on l'a vu, d'un simple intérêt ont permis à un nombre considérable de vieillards de trouver chez les compagnies d'assurances une augmentation de leurs faibles ressources. Ces compagnies ont servi, pendant une durée variable, des rentes viagères s'élevant à 170 millions 931.000, et, au 1^{er} janvier 1901, 76 millions 631.000 étaient toujours en cours de distribution annuelle.

Les services rendus par ces compagnies dans le passé, permettent de préjuger ceux qu'on peut en attendre dans l'avenir. Les 443.459 assurés qui consentent un sacrifice dans l'espoir de toucher au moment opportun les 3 milliards 663.072.671 francs promis par leurs contrats peuvent avoir toute confiance.

Les 107.664 rentiers qui espèrent recevoir annuellement les 76 millions 651.000 destinés à soutenir leur existence dans des conditions fortement améliorées n'ont pas à craindre de voir suspendre le paiement de ces rentes. Ces 17 compagnies françaises garantissent donc à 553.143 personnes la tranquillité absolue de l'avenir, et si l'on réfléchit que chaque contrat correspond souvent à l'existence d'une famille entière, on comprend de quelle utilité une telle institution peut être pour un pays qui la voit réussir et se développer, quel rang privilégié elle doit occuper parmi les organes multiples nécessaires au fonctionnement de la *nation normale*.

*
* *

La complexité évidente des opérations nécessaires à la gestion de ces mutualités, la multiplicité des combinaisons qui exigent chacune la création d'une mutualité différente, les calculs de probabilités si compliqués qu'elles nécessitent, constituent une spécialité des plus caractérisées, inaccessible à tout profane. Les membres de ces mutualités ont déjà délégué leurs pouvoirs aux actionnaires des compagnies en échange de la garantie fournie ; ces actionnaires sont eux-mêmes impuissants à surveiller le fonctionnement de l'institution. Ils sont obligés à leur tour de déléguer leurs pouvoirs à des techniciens spéciaux, chargés d'assurer la marche de la compagnie suivant les règles mathématiques qui s'entrecroisent et se commandent mutuellement.

Nous retombons alors dans les dangers que la spécialité

obligatoire fait courir à tout actionnaire, et nous comprenons dans ce cas particulier la nécessité de l'intervention de l'Etat, justifiée déjà par un raisonnement général. Ces 131.000 actionnaires qu'ont engagé 143 millions pour éviter toute perte à ces 550.000 assurés, pour leur assurer au contraire contre une éventualité fâcheuse toujours possible le paiement des sommes qu'ils escomptent, méritent bien quelque intérêt. Sans doute ils espèrent retirer un profit de leur garantie. Mais ce profit est subordonné aux chances d'une gestion incompréhensible pour eux, qu'ils doivent confier les yeux fermés aux techniciens de l'entreprise, et l'on sait que les erreurs des savants sont souvent les plus redoutables de toutes. En revanche, si les bénéfices ne sont qu'éventuels, une dépréciation subite de la propriété foncière, des valeurs mobilières, une catastrophe inattendue qui amène une baisse des meilleurs placements contre toute prévision, peut transformer le gain en perte et entamer le capital garantie.

Ces actionnaires ont donc des droits incontestables à la protection de l'Etat, et celui-ci ne peut que leur savoir gré d'avoir consenti à risquer l'aléa d'une entreprise avantageuse à un si grand nombre de citoyens. Il ne doit pas envisager seulement les bénéfices qu'ils peuvent recueillir dans certaines années favorables, mais songer aussi aux vides qu'ils seront peut-être obligés de combler de leurs propres deniers, dans l'avenir. Ces compagnies ne jouissent du reste d'aucun monopole. La libre concurrence à laquelle elles restent soumises permet d'affirmer que les primes demandées ne sont pas trop élevées, que la garantie donnée n'est pas trop coû-

teuse. Les sociétés anonymes d'assurances sur la vie, constituent donc dans l'Etat une force productive de premier ordre, et le produit qu'elles fournissent au public, la garantie contre les malheurs futurs « *le vaccin contre le hasard* » (1) demandé chaque jour un peu plus, parce qu'il est mieux apprécié, tend à devenir d'un usage si répandu, que cette industrie s'affirme de plus en plus comme d'utilité publique entre toutes.

Les actionnaires fondateurs auxquels l'Etat a donné, comme aux actionnaires de toute société anonyme, des pouvoirs de surveillance déterminés par la loi de 1867, peuvent donc en outre réclamer de lui un appui et une bienveillance toute spéciale à raison même de l'objet paticulièrement intéressant de leur industrie. Il est essentiel en effet que, dans un Etat bien administré, le gouvernement recherche le *coefficient d'utilité particulier à chaque entreprise*, pour en déduire le degré d'intérêt et de protection qui lui est dû. L'égalité absolue est une chimère, il ne viendrait à l'idée de personne de placer au même plan l'Institut Pasteur et l'usine où se fabrique une eau dentifrice quelconque.

Les Compagnies d'assurance sur la vie ont le droit de réclamer un coefficient fort élevé dans ce classement des industries à raison même de leur objet et du chiffre considérable de capitaux qui y sont engagés. L'actionnaire d'une Compagnie vie, doit mériter aux yeux de l'Etat une protection plus caractérisée que l'actionnaire d'une entreprise de publicité lumineuse dont l'utilité est à la rigueur contestable.

1. D'Avenel. *Le mécanisme de la vie moderne*.

Tous deux pourtant semblent égaux devant la loi qui leur marque le même intérêt c'est-à-dire impose à la constitution de ces sociétés si différentes, quant à leur objet les mêmes mesures préventives destinées à donner à leurs actionnaires les mêmes pouvoirs de vérification et de surveillance.

Appui bien platonique, donné par un Etat qui se désintéresse du but de l'entreprise et ne s'inquiète que de l'individu.

Les faits ont conduit pourtant déjà à la création presque officielle de cette hiérarchie des sociétés dans la sollicitude du gouvernement. La construction des chemins de fer, par exemple, était d'une urgence telle, que l'Etat, contrairement à toute règle économique a consenti à garantir aux *actionnaires*, dont les apports permettaient de les achever, un minimum de dividende. — Qu'a-t-il fait en agissant ainsi, si ce n'est reconnaître implicitement que certains actionnaires étaient plus intéressants que d'autres, *à raison même de l'objet de leur entreprise*. — Sans en demander autant pour les Compagnies d'assurances nationales, on est en droit d'exiger pourtant leur reconnaissance officielle à ce titre nouveau à créer « *Sociétés d'utilité publique* ».

L'établissement d'utilité publique est dans la main de l'Etat. — La société d'utilité publique bien plus libre, mais aussi plus exposée doit, en échange des risques qu'elle consent à courir, jouir d'une liberté d'allures relative et trouver toujours auprès de l'Etat un appui des plus bienveillants et des plus caractérisés, motivé par la connaissance exacte des services qu'elle rend chaque jour.

*
* *

Si les actionnaires sont intéressants, combien le sont davantage encore les assurés. Pour eux, il s'agit presque toujours d'un espoir suprême, de la totalité de leur épargne, du pain quotidien que seule la Compagnie d'assurances peut leur garantir. Pendant de longues années, ils se sont privés de tout pour réaliser le versement de cette prime destinée à assurer la tranquillité de leurs vieux jours s'ils survivent, celle de ceux qu'ils aiment s'ils viennent à disparaître. Ou bien ils se sont résignés à l'abandon définitif de leur petit capital afin d'obtenir en échange un revenu suffisant pour vivre. Ce problème si ardu de la vieillesse et de la mort, qui tient le premier rang des questions sociales, est résolu pour un nombre considérable de citoyens par des combinaisons bien comprises de leurs sacrifices mutuels appuyées sur le capital social des Compagnies d'assurances. Combien sont dès lors intéressants, ces placements qui absorbent la *totalité de l'épargne* alors que la plupart des autres n'en comprennent qu'une partie. Certes, la chute d'une société financière ordinaire cause quelques ruines, mais le nombre de ceux qui ont risqué la totalité de leur avoir dans cette entreprise est assez restreint. Beaucoup sont atteints, peu sont ruinés. Leur perte est limitée, et il leur reste en général assez pour se relever par le travail et réparer le dommage.

Dans un cas semblable, les assurés n'ont plus au contraire aucun espoir si la Compagnie à laquelle ils s'étaient confiés vient à sombrer. Les rentiers qui avaient abandonné leur petit

capital sont exposés à mourir de faim. Ceux qui pensaient s'être assuré par leurs versements un capital de secours pour leur propre vieillesse, ou pour leur famille, se retrouvent avec leurs seuls bras. Les kracks du comptoir d'escompte, du Panama, ne sont pas comparables à celui qui résulterait de la chute d'une Compagnie d'assurances. Il y a eu perte dans le premier cas, il y aurait ruine complète dans le second.

Terrible perspective pour un Etat conscient de son devoir. Sans doute il ne peut avoir la prétention de prévoir tous les malheurs, mais il doit avoir le souci sans cesse présent de les prévenir dans la mesure du possible. De là l'obligation impérieuse pour lui de veiller avec un soin jaloux sur la prospérité de ces sociétés, non seulement pour les surveiller, pour assurer leur bon fonctionnement comme un tuteur jaloux et qui comprend sa responsabilité, *mais encore pour écarter de leur route tout ce qui pourrait nuire à leur marche, à leur développement.* L'institution complète doit lui apparaître dans la réunion indissoluble des actionnaires et des assurés. Il ne peut borner sa protection aux assurés seuls, car il romprait l'harmonie de la combinaison qui repose précisément sur l'intégralité des intérêts en jeu. L'inflexibilité de cette règle économique doit dominer toutes les préoccupations politiques. Les théories sociales, trop abstraites, ne peuvent que s'incliner devant la brutalité des faits, et la constatation de cette évidence oblige l'Etat à voir dans les sociétés d'assurances une des industries vitales, *organe indispensable de la nation complexe*, qu'il doit protéger et défendre contre les ennemis du dedans et ceux du dehors. De là deux genres de mesures :

I. — Une législation préventive, qui, tout en laissant aux compagnies nationales une liberté d'action relative, indispensable à leur fonctionnement, ne leur permet pourtant de se créer et de se mouvoir que dans des conditions soigneusement calculées, et telles que les catastrophes sont rendues presque impossibles.

II. — Une législation protectrice ou, à défaut, des mesures gouvernementales animées du même esprit et qui défendent les compagnies nationales contre la concurrence étrangère et par suite :

1° Leur garantissent une prospérité si utile à l'Etat qu'elles déchargent d'un souci de prévoyance, et rendent plus solides les mutualités formées par tous les citoyens désireux de chercher dans la combinaison de leurs efforts réciproques un refuge contre les coups de la fortune ;

2° Garantissent chaque citoyen pris isolément contre les promesses souvent irréalisables, toujours incomprises des sociétés étrangères. Cette mesure paternaliste indirecte évite au gouvernement la peine d'étendre au loin sa protection diplomatique souvent inefficace, en prévenant les contestations et les ruines possibles. Utile à l'industrie, elle l'est également à l'Etat, puisqu'elle empêche une diminution éventuelle de la fortune générale dont il aurait à souffrir.

Bien d'autres considérations qui seront exposées en leur place militent également en faveur de ces mesures protectrices.

Pour mieux en découvrir la base, il est indispensable de commencer par préciser les conditions qui doivent régir dans

le pays même le fonctionnement des compagnies nationales. Les mesures protectrices n'étant destinées qu'à consolider la prospérité qui doit résulter de ces dispositions intérieures appropriées, ce sont ces dispositions même qu'il convient de déterminer tout d'abord.

CHAPITRE IV

DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE EN MATIÈRE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE

I. — Autorisation

L'article 37 du Code de commerce de 1807 subordonnait la création de *toute société anonyme* à l'autorisation préalable et *spéciale* du gouvernement. « ... Cette autorisation était pré-
« cédée d'un examen des statuts auxquels des modifications
« pouvaient être exigées. L'autorisation et l'approbation des
« statuts étaient données par un décret rendu sur l'avis du
« Conseil d'Etat. La même approbation était nécessaire pour
« les modifications apportées aux statuts. En outre, le gou-
« vernement avait, sur les sociétés anonymes, un droit de
« surveillance qui lui permettait même de révoquer l'autori-
« sation. Le législateur avait cru devoir établir l'autorisation
« préalable et la surveillance afin de protéger les intérêts des
« créanciers qui ne peuvent se faire payer que sur les biens
« sociaux, et d'empêcher les fraudes commises au préjudice

« des actionnaires qui, pour la plupart, ne participent point
« à la rédaction des statuts, arrêtés seulement par les fondateurs... » (1).

La loi de 1867 a substitué à ce régime de réglementation étroite des dispositions plus libérales. L'autorisation préalable et la surveillance du gouvernement ont disparu pour la plupart des sociétés anonymes. L'article 37 du Code de commerce a été supprimé, et remplacé par des prescriptions plus faciles à suivre et contenues dans la loi elle-même. Le système de la liberté réglementée subsistait donc toujours, mais les règles préventives élargies donnaient aux sociétés une liberté d'allures bien plus considérable. On considérait les actionnaires et les créanciers de presque toutes les sociétés anonymes comme plus capables de se défendre désormais eux-mêmes. L'Etat leur permettait de se mouvoir plus librement et se libérait en partie d'une responsabilité qui lui semblait gênante.

En ce qui concernait les sociétés anonymes d'assurances sur la vie, il en fut tout autrement. On admit que si leurs actionnaires, comme ceux de toutes les autres sociétés pouvaient à la rigueur se contenter, en ce qui les concernait, de la protection des nouvelles mesures préventives édictées par la loi, il n'en était pas de même des assurés, dont la situation si intéressante exigeait le maintien de l'intervention de l'Etat. Rien ne fut donc changé à la législation préexistante ; en ce qui concernait ces sociétés, et l'article 37 du Code de com-

1. Lyon-Caen, *Traité de Droit commercial*.

merce, supprimé pour toutes les autres sociétés anonymes, demeura en vigueur pour elles seules.

Les conditions spéciales de ce cas si particulier nécessitaient bien une dérogation à la règle générale, et les économistes sont unanimes à le reconnaître : « ... Les sociétés d'assurances sur la vie font des opérations de longue durée se « rattachant à des calculs assez compliqués fondés sur la « durée moyenne de la vie humaine. Les intéressés ne com- « prennent pas le plus souvent les opérations ; il est à crain- « dre qu'ils ne se laissent très facilement tromper. Afin de « les protéger on a cru devoir maintenir l'autorisation préalable pour les sociétés de cette sorte. . » (1).

« ... Cette sévérité tient à ce que les sociétés d'assurances « opèrent à long terme. Elles doivent donc présenter des « garanties sérieuses de solvabilité, d'honnêteté dans les évaluations des risques... » (2).

« ... Une institution qui a pour objet d'assurer contre des « risques ne ressemble pas à une société de finance ordinaire. Elle ne fait pas appel aux spéculateurs, mais à des « gens prudents qui cherchent la sécurité de l'avenir par la « voie de l'assurance, tout en étant incapables d'en analyser « les combinaisons. *Il y a donc nécessité de veiller pour eux.* « Or l'assurance n'est pas une opération de hasard. Elle a « pour fondements des données scientifiques susceptibles d'appréciation et de contrôle. *N'y a-t-il pas à redouter que la « concurrence entre les assureurs n'amène l'avilissement du*

1. Lyon-Caen, *Traité de Droit commercial*.

2. Thaller, *Traité de Droit commercial*.

« *prix des primes au-dessous du niveau nécessaire d'après le*
« *calcul scientifique des risques.* L'assuré est un acheteur de
« *sécurité, de garantie, qui est absolument hors d'état de*
« *reconnaître si cette garantie est sérieuse ou illusoire...*
« *L'assurance est un contrat de bonne foi. Promettre fraudu-*
« *lement, c'est-à-dire d'une manière imprévoyante la répa-*
« *ration d'un préjudice, alors qu'on néglige de constituer les*
« *ressources financières nécessaires, est la chose que la loi ne*
« *doit pas tolérer.* On s'explique donc aisément qu'une légis-
« *lation qui laisse se former librement les sociétés commer-*
« *ciales puisse, sans inconséquence, soumettre la constitu-*
« *tion des sociétés d'assurances à des conditions préalables*
« *ou surveiller leur fonctionnement, afin d'empêcher le public*
« *d'être dupe de la mauvaise foi ou victime de l'igno-*
« *rance... » (1).*

Ces restrictions paternalistes d'une mesure libérale étaient donc maintenues dans l'intérêt exclusif des assurés. Les actionnaires n'y gagnaient rien, car ces mesures étaient plutôt faites pour gêner leur action et celle des techniciens chargés d'assurer le fonctionnement de la société. Il fallait pourtant reconnaître qu'il était bien du devoir de l'Etat de s'intéresser plus spécialement aux assurés, mais on pouvait en revanche exiger de lui que ce souci si légitime ne se manifestât pas par des mesures trop étroites, capables de compromettre la marche même de la société et d'arrêter par suite son développement.

1. Cauwès, *Traité d'Economie politique*.

L'art. 66 de la loi de 1867 est ainsi conçu : « ... Les associations de la nature des tontines, et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, restent soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. Les autres sociétés d'assurances pourront se former sans autorisation. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles elles pourront être constituées ».

De l'examen de ce texte il résulte :

1^o Que l'ancien article 37 du Code de commerce de 1807 reste en vigueur, dans toutes ses dispositions, pour les sociétés anonymes d'assurances sur la vie ;

2^o Que les mesures spéciales, édictées par le règlement d'administration publique prévu par l'article 66 précité et rendu par décret du 22 janvier 1868 ne concernent que les sociétés d'assurances *autres que les sociétés d'assurances sur la vie*, et qui peuvent se former sans autorisation ;

3^o Les statuts des compagnies vie, approuvés spécialement pour chaque compagnie par le Conseil d'Etat, remplacent pour elles ce règlement d'administration publique.

*
* *

L'article 66 de la loi de 1867 prescrit donc le maintien d'une intervention dont les deux modes d'exercices sont :

Autorisation,

Surveillance.

L'autorisation est facile à définir.

L'article 37 du Code de commerce portait : « La société
« anonyme ne peut exister qu'avec l'*autorisation* du gouver-
« nement et avec l'*approbation* pour l'*acte qui la con-*
« *stitue* ».

Ce qui est maintenu c'est donc :

« ... l'autorisation telle qu'elle existait précédemment pour
« toutes les sociétés anonymes, c'est-à-dire des statuts *exa-*
« *minés* au ministère du commerce, *discutés* au Conseil
« d'Etat, *amendés* s'il y a lieu, et finalement *approuvés* et
« *visés* par un décret d'autorisation... » (1).

La nécessité de cette *autorisation*, ainsi maintenue en 1867 demeure toujours évidente... On doit en effet écarter tout d'abord le principe de la liberté absolue :

« ... Le public a peut-être acquis une certaine expérience
« du contrat d'assurance. Mais ce contrat exige de telles ga-
« ranties de stabilité qu'il n'a pas paru possible de laisser
« les sociétés d'assurance sur la vie se former librement
« comme la loi de 1867 l'a permis aux autres sociétés com-
« merciales... » (2).

La liberté réglementée proprement dite ne concilie pas davantage les intérêts engagés.

La loi aurait dans ce cas à fixer elle même des règles générales auxquelles les sociétés devraient se conformer pour la fixation du capital social, les placements, le calcul des réserves, et en général tous les points réglés par les statuts. Or, les sociétés préexistantes auxquelles leurs statuts permettent

1. De Courcy, *Autorisation et surveillance*.

2. Chauchat. Rapport au Conseil d'Etat 1886.

des règles différentes ont des droits économiques acquis qu'il est impossible de méconnaître et de modifier sans compromettre gravement leur prospérité. Ces nouvelles dispositions légales ne pourraient par suite être appliquées qu'aux sociétés futures, d'où deux régimes : autorisation pour les anciennes sociétés, liberté réglementée pour les nouvelles. Dualité des plus fâcheuses :

« ... Plus que toutes les autres, les sociétés d'assurances ont besoin d'un régime uniforme à cause des liens que la réassurance établit entre elles... » (1).

Le principe de l'autorisation, qui constitue du reste une forme spéciale de la liberté réglementée demeure donc le seul possible.

« *L'approbation des statuts* (par le conseil d'Etat) « qui accompagne l'autorisation, a pour effet d'empêcher la « société de les modifier sans un motif grave et dont elle doit « justifier devant le gouvernement. Les assurés sont ainsi « protégés contre les surprises qui peuvent se produire dans « les assemblées d'actionnaires où quelquefois un groupe impatient d'augmenter le dividende peut obtenir de la majorité un vote qui, en modifiant les statuts, peut compromettre la situation de la compagnie, et par conséquent celle « des assurés. *Ces considérations ont convaincu le Conseil « d'Etat, que le régime de l'autorisation devait être maintenu...* » (2).

1. Chauchat. Rapport au Conseil d'Etat.

2. Chauchat. Rapport au Conseil d'Etat.

Les compagnies d'assurances nationales se sont rangées à cet avis.

« ... En ce qui concerne la constitution des sociétés d'assurances sur la vie, nous reconnaissons que la multiplicité et surtout la longue durée des engagements que contractent ces sociétés est une raison suffisante pour les maintenir sous le régime d'exception consacré par la loi de 1867. *Nous pensons en conséquence qu'il convient d'astreindre à l'autorisation du gouvernement la création des compagnies d'assurances sur la vie..* » (1).

« ..Ence qui concerne la constitution des sociétés nationales d'assurances sur la vie, nous nous inclinons, devant la réglementation actuelle qui impose à leur création la condition de *l'autorisation du gouvernement basée sur une enquête préalable et l'examen contradictoire des statuts. Cette procédure dure semble justifiée par l'importance et la longue durée des engagements contractés...* » (2).

*
* *

Quelles sont donc les *formes* et les *conditions* de cette *autorisation* unanimement acceptée ?

Les fondateurs d'une société d'assurances sur la vie doivent s'adresser au ministre du commerce et lui remettre un projet de statuts et une liste de souscripteurs. Le ministre s'enquiert

1. Compagnies du comité vie. Lettre au ministre du commerce 1895.

2. Compagnies du syndicat de vie. Lettre au ministre du commerce 1895.

de la solvabilité et de l'honorabilité de ces souscripteurs et demande à cet effet un rapport à la préfecture de police.

Il examine ensuite les statuts et s'assure qu'ils ne contiennent rien de contraire aux lois françaises et particulièrement à la loi de 1867.

Le Conseil d'Etat saisi délibère et souvent amende les statuts. Il porte son attention sur deux points principaux : les *tarifs* et la *limitation des placements permis*. Si ces statuts après un examen approfondi semblent offrir des garanties sérieuses, l'approbation nécessaire est donnée par le Conseil d'Etat. L'autorisation en résulte.

Si des circonstances quelconques nécessitent une modification des statuts, elle ne pourra être effectuée qu'après une nouvelle discussion, une nouvelle approbation du Conseil d'Etat, à laquelle devra s'ajouter une nouvelle autorisation du gouvernement.

On voit combien est sérieuse une telle garantie et qu'elle confiance peuvent inspirer des compagnies qui ont supporté avec succès un examen aussi minutieux.

Il ne faut pas croire toutefois que ces mesures si sévères aient la prétention d'éviter totalement des événements futurs que l'Etat se reconnaît impuissant à empêcher tout à fait, mais qu'il déclare seulement restreindre dans la mesure la plus complète possible.

« L'autorisation est un véritable brevet de capacité
« donné après un examen, celui des statuts. A d'autres exa-
« mens, le gouvernement confère d'autres brevets de capa-
« cité, ceux d'avocat, de capitaine au long cours d'ingé-

« nieur civil, sans compter les grades de l'armée, ces
« brevets sont des propriétés acquises et ne peuvent être
« confisqués....

«..... Une fois autorisées après examen de leurs statuts,
« les sociétés pourvues de l'autorisation ont de même leur
« diplôme. Elles sont qualifiées. Le gouvernement ne garan-
« tit pas certes qu'elles seront toujours bien administrées ni
« prospères. Il ne garantit pas davantage que tous les méde-
« cins seront heureux dans leurs opérations, tous les capitai-
« nes vigilants, tous les ingénieurs habiles ni tous les avocats
« éloquents. Il les a qualifiées, désignées à la confiance du
« public comme présumées aptes à remplir certaines fonc-
« tions, il n'est pas responsable des accidents » (1).

*
* *

La garantie ainsi précisée, qui résulte des formes et des conditions de cette autorisation ainsi donnée par l'Etat français aux compagnies nationales, les assurés la retrouvent-ils dans l'autorisation donnée par le même Etat aux compagnies étrangères ?

La réponse doit être formellement négative.

Ce même mot se retrouve identique dans les deux cas, il a les mêmes effets légaux, mais une signification toute différente. Il confère les mêmes privilèges aux deux espèces de sociétés, mais les unes ne les obtiennent qu'après avoir fait toutes leurs preuves, alors que les autres les reçoivent d'une

1. De Courcy, *Autorisation et Surveillance.*

coutume internationale aussi courtoise que bénévole. Ainsi un jeune attaché d'ambassade de quelque minuscule république sud américaine peut recevoir de notre ministre des affaires étrangères la même décoration que l'un de nos savants éminents. Ils seront tous deux légalement officiers de la Légion d'honneur par exemple, recevront officiellement les mêmes honneurs : il n'existera pas moins une différence considérable entre leurs valeurs respectives.

Il faut donc se garder de ne voir que la lettre et chercher à pénétrer l'esprit de la législation. S'il n'y a pas accord parfait, harmonie évidente entre ces deux éléments, des modifications peuvent et doivent être apportées. L'école historique juridique allemande admet que «... le droit étant en perpétuelle adaptation au milieu, il faut le laisser se former lui-même.....» (1). C'est de ce libéralisme conscient de la force d'évolution et de progrès que nous nous réclamons. Il importe de distinguer ce qui est de ce qui doit être.

Contrairement à ce qu'ont prétendu quelques auteurs, les droits conférés aux sociétés étrangères sont, il faut le reconnaître, identiques à ceux dont jouissent les compagnies françaises. La même étiquette leur est appliquée, bien à tort du reste, et une réforme s'impose. Le droit n'est plus adéquat au milieu, il doit se modifier, obéir à cette règle perpétuelle d'adaptation que nous venons de signaler.

«..... Avant la loi de 1857, dit M. Lyon-Caen, les sociétés « anonymes étrangères ne pouvaient avoir *en France d'exis-*

1. Deschamps, Cours d'histoire des doctrines économiques.

« tence légale que grâce à l'autorisation du gouvernement
« donnée en vertu de l'art. 37 du C. com.. Sans doute les prin-
« cipes du droit international public d'après lesquels les
« lois personnelles suivent les étrangers en France conduit à
« y reconnaître les personnes civiles étrangères, mais ce
« principe ne saurait avoir pour les personnes civiles une
« plus grande étendue que pour les personnes physiques. Les
« lois relatives aux personnes physiques étrangères cessent de
« les régir en France quand ces lois sont contraires à des lois
« françaises d'ordre public qui, à raison même de leur carac-
« tère, obligent les étrangers comme les Français (Code civil
« art. 3). On ne doit donc pas reconnaître en France l'exis-
« tence d'une personne civile étrangère, spécialement d'une
« société, quand cela conduirait à violer une loi française
« d'ordre public. Tel aurait été le résultat de l'admission en
« France des sociétés anonymes étrangères avec autorisation
« du gouvernement français. C'étaient en effet des motifs
« d'ordre public qui avaient été donnés pour justifier l'autori-
« sation préalable des sociétés anonymes. Cambacérès disait :
« l'ordre public est intéressé dans toute société qui se forme
« par actions » (1).

Jusqu'en 1857 cette doctrine prévaut. L'administration maintient toujours pour les sociétés anonymes étrangères de toute espèce, la nécessité de cette autorisation préalable, *spéciale à chaque société*. A tort ou à raison, le gouvernement s'estimait capable d'ouvrir sur chacune d'elles une enquête

1. Lyon-Caen, *Traité de droit commercial*.

approfondie et de pouvoir lui accorder en toute conscience, la même *autorisation spéciale*, le même *visa particulier* qu'aux sociétés anonymes françaises. Cette prétention, que pour notre part nous ne croyons pas justifiée (car nous verrons combien une telle enquête offre peu de garanties) l'amenait toutefois à subordonner *l'existence légale en France des sociétés anonymes étrangères à des investigations qui efficaces ou inefficaces n'en existaient pas moins*.

Le 30 mai 1857 une loi nouvelle change complètement les conditions de cette existence légale. Toutes les sociétés anonymes (belges) qui ont déjà reçu de leur pays l'autorisation nécessaire à leur existence, reçoivent *en bloc, sans le moindre examen préalable* l'autorisation du gouverneur français. Le pouvoir exécutif reçoit du pouvoir législatif le droit d'accorder par décret (ayant force de loi par conséquent) la même autorisation *générale*, dans les mêmes conditions de générosité aveugle, donnée d'un seul trait de plume à *l'ensemble des sociétés anonymes* de tout pays qui lui semblera mériter cette faveur, pourvu qu'elles aient obtenu l'autorisation problématique de ce pays.

L'autorisation dont il s'agit est, on le voit, toute différente de celle que l'article 37 du Code de commerce exigeait auparavant des sociétés anonymes étrangères. Celle-ci en effet était *spéciale à chaque société*, et ne s'accordait qu'*après une enquête longue et minutieuse* faite par le gouverneur français. Il suffit maintenant que la société ait satisfait aux dispositions souvent peu connues d'une loi étrangère pour qu'elle soit *présumée* offrir des garanties différentes. Mais, si la

garantie n'est que présumée, les droits inhérents à l'autorisation sont eux, complètement effectifs.

« ... Le devoir du gouvernement français est avant de donner
« une telle autorisation d'examiner, si, grâce aux disposi-
« tions de la loi étrangère et aux pratiques du gouvernement
« étranger, les sociétés anonymes du pays dont il s'agit
« offrent des garanties *à peu près égales* à celles que présen-
« tent les sociétés anonymes françaises » (1).

C'est bien en effet le régime de l'*à peu près* et l'autorisation ainsi accordée n'offre qu'une garantie bien approximative.

« ... L'autorisation du gouvernement français, en constatant
« implicitement que la loi étrangère offre des garanties *à*
« *peu près égales* à celles de la loi française *a précisément*
« *pour but de dispenser les sociétés étrangères de l'observation*
« *des dispositions de celles-ci...* » (2).

Cette appréciation si éclairée de la loi est bien (en ce qui concerne les assurances vie du moins) sa condamnation la plus complète. Elle montre la différence de traitement, l'absence d'enquête, le vide de l'autorisation ainsi accordée. Mais ce n'est pas tout.

« ... Les organes dont doivent être pourvues les sociétés
« *sont déterminés par leur loi nationale* : il y a là une condi-
« tion de la constitution de la société. C'est cette loi égale-
« ment qui sert à fixer les pouvoirs dont sont investis, *fût-ce*
« *en France*, les représentants de la société, et la responsabi-

1. Lyon-Caen. *Traité de droit commercial*.

2. Lyon-Caen. *Traité de droit commercial*.

« lité qu'à raison de leurs fautes ils peuvent encourir... » (1).

Il en résulte que les sanctions habituelles, garanties civiles et pénales indispensables pour maintenir les droits des assurés sont inexistantes. Telle mesure défendue par la loi française comme imprudente ou même dangereuse est licite pour la loi étrangère, et le mandataire de la société étrangère en France peut tranquillement la prendre, dans la plénitude de ses droits, alors que le directeur ou l'administrateur d'une compagnie française encourrait, pour le même fait, une responsabilité pécuniaire doublée d'une condamnation des plus graves.

« ... Il y a un tel lien entre l'organisation des sociétés et
« les peines applicables à ceux qui violent les règles concer-
« nant leur constitution, *que les dispositions spéciales de la*
« *loi de 1867 sur les délits en matières de sociétés par actions*
« *ne sont pas applicables lorsqu'il s'agit de sociétés étran-*
« *gères par actions, même à l'occasion de faits accomplis en*
« *France...* » (2) Que veut dire alors la loi de 1857, lors-
qu'elle déclare que... « les sociétés étrangères peuvent exercer
« tous leurs droits et ester en justice, *en se conformant aux*
« *lois françaises* ».

Il ne faut voir là qu'une déclaration de façade, destinée à calmer l'opinion par une satisfaction de pure forme et à lui faire prendre le change par la rédaction trompeuse d'une illusoire garantie.

«... Formule malencontreuse. En réalité, ces sociétés relè-

1. Lyon-Caen. *Traité de droit commercial*.

2. Lyon Caen. *Traité de droit commercial*.

« vent de leur loi d'origine pour la validité de leur constitu-
« tion et pour l'organisation de leur personnel. Elles n'ont
« pas à faire publier leurs statuts en France. *Elles en sont*
« *dispensées, même si elles y entretiennent des succursales,*
« ce qui est une imperfection du système. Seulement les mar-
« chés qu'elles font en France sont réglés par le droit fran-
« çais. Elle ne peuvent pas déroger chez nous aux disposi-
« tions d'ordre public telles que la loi des loteries... » (1).

M. Lyon-Caen est d'un avis identique, et ne trouve aucune garantie dans cette rédaction de la loi.

« ... La loi du 30 mai 1857 contient une disposition très
« vague. Elle reconnaît aux sociétés dûment autorisées en
« France le droit d'exercer leurs droits, *en se conformant aux*
« *lois françaises...*

« ... Selon nous, quand la loi de 1857 soumet les sociétés
« étrangères aux lois françaises, elle entend seulement indi-
« quer que ces sociétés sont soumises à nos lois, *dans la mesure*
« *ou ces lois régissent les individus étrangers d'après les*
« *principes généraux du droit international privé.* Aussi nos
« lois ne régissent-elles les sociétés étrangères qu'en tant
« qu'il s'agit de lois réelles, de lois d'ordre public ou de pro-
« cédure (article 3 du Code civil) à tous autres égards les lois
« du pays de ces sociétés les suivent en quelque sorte comme
« les lois personnelles suivent les individus étrangers et leur
« doivent être appliquées, même en France. L'application de
« ces règles générales peut présenter des difficultés, aussi

1. Thaller. *Traité de droit commercial.*

« n'est-il pas sans utilité de prévoir et de résoudre les principaux conflits qui s'élèvent... » (1).

Exception faite pour un délit caractérisé de droit commun, pour une escroquerie par exemple, tout ce qui touche au fonctionnement même de la société, régi par des règles étrangères peu connues, souvent insuffisantes, est inattaquable et jouit de l'impunité la plus complète. La loi de 1867, en effet, n'a modifié sur aucun point la loi de 1857. Il n'y est fait mention d'aucune abrogation expresse, et l'abrogation tacite n'est pas admise par notre jurisprudence. *L'autorisation maintenue par la loi de 1867 pour les compagnies françaises, est qui n'est autre que celle de l'ancien article 37 du Code de commerce de 1807 est toute différente de celle accordée aux compagnies étrangères par la loi de 1857.* Il est donc évident que les compagnies françaises sont soumises à une règle autrement sévère que les compagnies étrangères. Alors que la loi de 1867 établit une distinction entre les sociétés qui jouiront d'une liberté nouvelle, et celles qui devront accepter l'intervention de l'Etat, la loi de 1857 ne distingue pas. Elle est toujours en vigueur, et, après comme avant cette loi de 1867 qui a imposé aux compagnies d'assurances sur la vie françaises une tutelle spéciale, les compagnies d'assurances sur la vie étrangères demeurent en France libres de toute entrave.

« ... Le décret général, délivré *in globo*, à toutes les sociétés « d'un même Etat vaut témoignage rendu par le gouverne-

1. Lyon-Caen. *Traité de droit commercial*.

« ment français que le système sous lequel elles sont fondées
« à l'étranger est suffisamment protecteur pour notre épargne
« et notre commerce » (1).

Le gouvernement français ne peut donc établir entre les sociétés étrangères cette distinction qu'il a créée par la loi de 1867 entre les sociétés françaises, à raison de leur objet. Il s'est interdit par avance, par les termes mêmes de sa loi de 1857, la possibilité de nuancer son autorisation, de la subordonner, pour certaines sociétés spéciales étrangères, à des exigences aussi nécessaires que justifiées. Ayant par esprit de libéralisme international accepté les unes, il doit subir les autres sans discussion, et accorder à toutes les mêmes droits. Cette règle, motivée par un sentiment bien compris des besoins du commerce universel, devient donc dangereuse par sa rigidité même et, dans le cas particulier des compagnies d'assurances sur la vie, il est facile d'en voir les conséquences désastreuses.

Ce régime d'une autorisation dont nous connaissons les formes spéciales, réclamé par les économistes, accepté par les compagnies françaises, précisé par la loi de 1867, les compagnies étrangères y échappent alors que les compagnies nationales y restent soumises. De là une inégalité choquante, injuste pour les compagnies françaises, qu'elle livre, entravées, à une concurrence privilégiée, dangereuse pour les assurés auxquels le mot fatidique d'*autorisation*, identique dans les deux cas, peut donner le change, nuisible à l'Etat,

(1) Taller, *Traité de droit commercial*.

directement intéressé, nous le savons, à la prospérité commune de ces deux éléments complémentaires, actionnaires et assurés.

« ... Notre législation nous paraît trop large à l'égard des
« sociétés étrangères. Les sociétés d'assurances françaises
« sont soumises à l'autorisation préalable et à la surveillance
« du gouvernement ; elles sont obligées de placer leurs fonds
« en valeurs déterminées et doivent observer pour leurs pri-
« mes un tarif parfois élevé qui est basé sur les tables de
« mortalité. Si l'autorisation, la surveillance du gouverne-
« ment, les règles restrictives concernant les emplois de fonds
« et les tarifs s'expliquent par la nature des opérations, *il*
« *serait nécessaires que les sociétés étrangères d'assurances sur*
« *la vie fussent elles-mêmes soumises à toutes ces règles que*
« *notamment on exigeât pour elles l'autorisation spéciale du*
« *gouvernement français...* »

« ... On peut remarquer que la loi du 9 avril 1898 concer-
« nant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont
« victimes dans leur travail est entrée dans cette voie en sou-
« mettant à la surveillance et au contrôle de l'Etat les compa-
« gnies d'assurances contre les accidents, *françaises ou étran-*
« *gères...* » (1).

Cette conclusion motivée d'une longue et savante étude, précise les défauts de la loi de 1867 et propose un remède. Nous nous appuyons sur l'autorité si éminente de M. Lyon-Caen pour réclamer une modification indispensable de l'état de

1. Lyon-Caen, *Traité de droit commercial*.

choses actuel, mais nous la proposerons légèrement différente. Nous chercherons donc à parvenir au but qu'il a tracé lui-même, par une autre route.

Il propose, et les auteurs de nombreux projets de loi dont nous aurons à parler par la suite proposent comme lui, de soumettre, *par une loi*, les compagnies étrangères aux mêmes règles que les compagnies françaises. Cette solution, d'une équité apparente incontestable serait des plus satisfaisantes si elle était pratiquement applicable. Là est précisément la question : l'est-elle ? Nous ne le pensons pas.

Nous croyons en effet à l'impossibilité absolue pour le gouvernement français d'accorder, *en connaissance de cause* aux sociétés étrangères la même autorisation qu'aux compagnies nationales. Si donc il y a impossibilité matérielle, peu importe d'inscrire dans la loi une mesure inapplicable. La lettre ferait illusion sur l'esprit. La garantie ainsi donnée, l'égalité de traitement poursuivie seraient l'une et l'autre complètement illusoires. Il suffit pour s'en rendre compte de revenir sur les divers éléments de cette autorisation à laquelle sont soumises les compagnies françaises ; on voit immédiatement qu'il est inutile d'essayer leur application aux compagnies étrangères.

I. Pour une compagnie française, les fondateurs adressent au ministre du commerce le projet des statuts, la liste des souscripteurs. Le ministre s'enquiert de l'honorabilité et de la solvabilité des souscripteurs et demande à cet égard un rapport à la préfecture de police. Si des fondateurs étrangers, américains par exemple, font la même demande et soumet-

tent les mêmes pièces, comment le ministre pourra-t-il se renseigner sur l'honorabilité, la solvabilité de fondateurs, d'administrateurs ou d'actionnaires du Connecticut ou du Nebraska.

II. Il examine ensuite les statuts de la compagnie française et s'assure qu'ils ne contiennent rien de contraire aux lois françaises et particulièrement à la loi de 1867. Pourra-t-il exiger que les statuts de la compagnie étrangère soient rédigés conformément à la loi française, ou même que ses propres bureaux connaissent les législations commerciales du monde entier pour vérifier si cette compagnie se conforme à la loi de son pays d'origine. Dans ce dernier cas du reste, les garanties de ces législations différentes seraient inégales, il y aurait donc inégalité de traitement.

III. Le Conseil d'Etat discute et souvent amende les statuts. Il porte son attention surtout sur deux points principaux : les *tarifs* et la *limitation des placements permis*. Est-il possible que le Conseil d'Etat impose nos tarifs aux sociétés étrangères, contrôle les tarifs du monde entier, se livre à une limitation des emplois de fonds des sociétés étrangères, apprécie les placements permis, les opérations sur les terrains du monde entier, les fonds tures ou péruviens, les obligations du Honduras, les actions du Transcontinental Memphis, etc.

IV. Si une société française veut modifier ses statuts, c'est-à-dire varier les conditions imposées et d'où résulte la garantie, une nouvelle discussion du Conseil d'Etat sera nécessaire, que suivra une nouvelle approbation de ce corps éminent. Une nouvelle autorisation du gouvernement viendra ensuite permettre le changement.

Pour une société étrangère, comment connaître les modifications apportées aux statuts. La surveillance même restreinte à ce point particulier est impossible.

On est donc en droit de dire que la prétention d'obtenir une garantie véritable, équivalente à celle qui résulte de l'autorisation donnée aux compagnies françaises est injustifiée. Il faut donc adopter les conclusions de M. de Courcy auquel nous avons emprunté les éléments de cette discussion et reconnaître avec lui, que le projet de soumettre les compagnies étrangères à l'autorisation du gouvernement « ... aboutit pratiquement à l'absurde... (1) ».

Pourtant, si le législateur confiant, désireux d'accorder aux assurés cette garantie verbale, introduit cette disposition dans la loi, qu'arrivera-t-il ? L'enquête administrative sur laquelle repose le principe même de l'autorisation ne pourra être faite, et tout se réduira à une simple procédure diplomatique. La société étrangère fera appuyer sa demande par son ambassadeur qui se portera garant pour elle. Il sera délicat de ne pas accorder créance à cette attestation, et, si une enquête est pourtant ordonnée, elle sera de pure forme. Notre ambassadeur auprès de la puissance intéressée en sera chargé, et lui aussi se trouvera dans une situation embarrassante qui lui dictera d'avance ses conclusions. Le tout se résoudra par l'octroi courtois d'une autorisation délivrée les yeux fermés.

Les compagnies étrangères le savent si bien que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, elles acceptent volontiers

1. De Courcy, *Autorisation et surveillance*.

l'éventualité de ce régime. Leurs représentants entendus par la commission du Sénat ont déclaré :

« ... Qu'elles accueilleraient volontiers le régime de l'autorisation (et de la surveillance), même la plus sévère, « pourvu qu'il fût identique à celui des compagnies françaises... » (1).

La certitude que cette identité ne peut être que nominale, les amène même à désirer cette assimilation, d'où résultera pour elles le droit de se parer d'une étiquette qu'elles feront valoir à grand renfort de réclames. Elles escomptent l'impossibilité où se trouverait le gouvernement français d'opposer à leur demande d'autorisation, un refus qui pourrait être justifié, mais que l'état des relations internationales ne permet pas.

Les compagnies françaises qui le comprennent, préfèrent encore voir les compagnies étrangères leurs concurrentes jouir de la liberté actuelle. Bien que créant une inégalité fâcheuse, cette liberté est encore moins désavantageuse pour elles que la prétendue protection résultant d'une enquête illusoire, et qui contrairement au but poursuivi, ne serait profitable qu'aux seules compagnies étrangères.

« En ce qui concerne les sociétés étrangères nous avons « pensé autrefois qu'elles devraient être soumises à une *autorisation spéciale* du gouvernement français. Aujourd'hui, nous reconnaissons qu'il est à peu près impossible de « se rendre compte de la situation d'une compagnie étran-

1. Bozérian. Discours au Sénat 1884.

« gère, et, dans ces conditions, il serait périlleux pour le gouvernement d'assumer la responsabilité d'une autorisation qu'il ne pourrait donner en pleine connaissance de cause.

« Il serait plus dangereux encore pour l'épargne française de permettre à des sociétés étrangères de se targuer d'une autorisation du gouvernement qu'elles ne manqueraient pas d'exploiter à grand renfort de réclames, puisque déjà certaines d'entre elles invoquent comme une autorisation qui leur serait propre, le décret présidentiel du 6 août 1882.

« Nous estimons en conséquence que la seule condition qu'on puisse leur imposer, c'est d'avoir été autorisées dans leur pays d'origine... » (1).

« ... En ce qui concerne le régime applicable aux compagnies étrangères, nous vous prions de vouloir bien vous reporter à l'argumentation contenue dans notre note de laquelle il résulte que toute *intervention de l'Etat dans l'autorisation et la surveillance de ces sociétés ne saurait être qu'un leurre pour le public et un péril pour l'Etat.*

« Nous pensons en conséquence que toute mesure restrictive du régime de liberté dont elles jouissent actuellement irait contre son but... » (2).

L'impossibilité absolue où se trouve l'Etat de soumettre les compagnies étrangères à une autorisation dont la forme et les garanties seraient identiques à celle des compagnies françaises conduit donc au maintien *du statu quo* de la législation, puisque les compagnies nationales, elles-mêmes l'ac-

1. Compagnies du comité vie. Lettre au ministre du commerce 1895.

2. Compagnies du syndicat vie. Lettre au ministre du commerce 1895.

ceptent. Mais il est facile, malgré la similitude apparente de la situation actuelle d'indiquer aux assurés combien est différente cette autorisation du gouvernement français, accordée en vertu de la loi de 1867, et que certaines compagnies étrangères font sonner si haut.

1° Les Compagnies étrangères reçoivent *l'autorisation au titre étranger*. Ce terme dont la signification exacte est comprise de tous lorsqu'il s'applique à des décorations ou à des grades militaires, complète, par une épithète explicative, le mot d'autorisation, qui employé seul, n'est pas suffisamment clair.

2° Cette *autorisation n'est pas spéciale*, c'est-à-dire accordée en connaissance de cause à chaque compagnie, mais *générale*, c'est-à-dire délivrée en bloc à toutes les compagnies de ce pays, à titre de courtoisie internationale. Elle est donc *impersonnelle*, et chaque compagnie la reçoit automatiquement en naissant, par le fait même qu'elle a reçu au loin de son propre gouvernement, une autorisation dont il est difficile de surveiller la forme et impossible de contrôler la valeur.

A l'abri derrière cette estampille dérisoire, les compagnies étrangères peuvent se livrer à telles entreprises qui leur plaît même à celles qui demeurent interdites aux compagnies françaises similaires ; il leur est loisible de modifier à volonté leurs statuts, sans que l'Etat français se permette d'intervenir, sans même qu'il ait à en être informé.

Chaque compagnie française, au contraire, reçoit une *autorisation particulière* du gouvernement, *reposant sur une ap-*

probation motivée du Conseil d'Etat. Nous n'avons pas à revenir sur l'enquête si minutieuse qui précède cette approbation.

Nous trouvons donc :

D'un côté, *autorisation impersonnelle au titre étranger.* De l'autre : *autorisation personnelle à chaque compagnie doublée d'une approbation motivée et d'un visa du Conseil d'Etat.*

Pour les compagnies étrangères : *Liberté d'action absolue, faculté d'agir même contrairement à la loi française.*

Pour les compagnies françaises : *Rayon d'action limité par des statuts prudents et dont toute modification doit être approuvée et autorisée suivant les mêmes règles.*

Une inégalité aussi scandaleuse n'a déjà que trop duré. Telle était déjà en 1886 l'opinion du Conseil d'Etat.

«.... La loi du 24 juillet 1867 ne contient aucune disposition relative aux sociétés étrangères. Elles ne sont par conséquent soumises aujourd'hui qu'à la loi du 30 mai 1837....

«.... On peut dire qu'actuellement toutes les sociétés d'assurances de tous les pays peuvent venir faire concurrence aux nôtres sans aucune autorisation spéciale, sans aucune surveillance.....

«.... Peu de législations sont aussi libérales que la nôtre pour les sociétés étrangères et il faut reconnaître que, depuis quelques années surtout presque toutes ont exigé des sociétés étrangères des garanties plus ou moins considérables. Les unes les ont soumises à une *autorisation*

« *spéciale* comme en Espagne, en Prusse, en Grèce et dans
« la plupart des cantons suisses. Les autres ont exigé en
« outre un *cautionnement fixe* comme en Autriche, en Hon-
« grie, en Portugal et surtout dans les Etats-Unis d'Améri-
« que, soit même le dépôt de sommes dont le chiffre varie
« suivant l'importance des opérations comme en Italie et en
« Russie. L'Angleterre exige aussi un dépôt proportionnel,
« mais sans autorisation, et avec des conditions de publicité
« particulière... (1) »

Puisque cette inégalité de traitement aboutit, d'une part, à des résultats aussi choquants et que, d'autre part, l'application d'une égalité législative présente des difficultés matérielles insurmontables, comment rétablir l'équilibre indispensable aux intérêts des assurés, des actionnaires et de l'Etat ? Le remède consiste à tourner la difficulté.

L'Etat a délivré aux compagnies nationales, comme aux compagnies étrangères une *autorisation*. Il est de son devoir, en ce qui concerne les compagnies étrangères, d'avertir les citoyens de la différence de garantie présentée par cette autorisation qu'il n'a pu refuser. A lui de signaler cette différence en publiant une note officielle rédigée par les jurisconsultes du Conseil d'Etat et destinée à éclairer les assurés *en faisant ressortir les valeurs respectives des deux autorisations*. Il remplira ainsi son devoir actif d'intervention, et il évitera d'assumer une écrasante responsabilité dont pourraient lui demander compte un jour les assurés français, qui

1. Chauchat, *Rapport au Conseil d'Etat*.

auraient eu à se repentir de s'être confiés trop facilement à cette similitude apparente de garantie.

Il n'y aurait là du reste que l'exercice du *pouvoir d'interprétation*, et, dans l'espèce, aucune intervention législative n'est nécessaire. La procédure de la réforme se trouve simplifiée d'autant, et rien ne semble plus facile que de l'accomplir. « *Ejus est interpretari cujus est condere...* » Le gouvernement a reçu délégation du pouvoir législatif par la loi de 1857 ; il est investi par lui du droit de peser et d'apprécier les garanties offertes par une autorisation étrangère avant d'en accorder lui-même une semblable. Le décret émané de lui, et délivrant cette autorisation à toutes les compagnies d'un même pays, déjà autorisées dans ce pays, a donc force de loi. La loi de 1867 lui confère également le droit d'accorder par un décret législatif l'autorisation nécessaire aux compagnies nationales.

Il a donc le droit et le devoir d'expliquer nettement par un *règlement interprétatif* le sens exact et comparé de ces deux autorisations légales, directement émanées de lui. Il le doit à la fois : aux assurés qu'il croit garantir et qu'il trompe involontairement en s'abstenant ; aux actionnaires auxquels il cause un préjudice considérable ; à lui-même enfin, dont l'intérêt le plus évident est de voir prospérer l'institution intégrale nationale, s'il veut en recueillir les avantages.

CHAPITRE V

DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE EN MATIÈRE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE

(Suite)

II. — Surveillance

Les mêmes raisons qui ont déterminé le législateur de 1867 à maintenir l'autorisation préalable pour les compagnies françaises d'assurances sur la vie, l'ont amené à leur imposer également la *surveillance* du gouvernement.

Si l'autorisation, dont nous connaissons la procédure, se plie facilement, en ce qui concerne les compagnies françaises du moins, aux exigences de la situation et conduit à une garantie véritable, il n'en est plus de même de la *surveillance*, presque impossible à exercer, et qui constitue dès lors pour l'Etat une responsabilité qu'il a fini par décliner.

Ce mot de surveillance en effet, bien que maintenu dans la loi de 1867 n'a reçu aucune définition, ne vise aucun but

précis, n'aboutit à aucun résultat. Il n'est dès lors qu'un véritable mot de parade.

Certaines compagnies commerciales, comme les compagnies de chemins de fer par exemple, se sont vu imposer des *commissaires de surveillance* nommés par le gouvernement et dont la mission a été précisée, dès leur fondation, et délimitée par leurs statuts.

D'autres, comme la Banque de France, le Crédit foncier, ont, en échange de privilèges spéciaux, reçu du gouvernement des *gouverneurs* dont les pouvoirs sont également précisés par les statuts.

En ce qui concerne les compagnies d'assurances sur la vie, leurs statuts sont muets, ce qui semble du reste assez naturel. Elles n'ont demandé aucune faveur, aucune subvention, aucune garantie d'intérêts, aucun monopole, aucune assistance, aucune dérivation d'une part quelconque du domaine public. Une telle indépendance d'action, une telle vitalité ne permet pas de préciser facilement les points sur lesquels devra porter cette surveillance. Certaines compagnies, qui ont *contracté avec l'Etat*, comme la Banque de France, le Crédit foncier, les compagnies de chemins de fer, ou avec les municipalités, comme les compagnies d'eaux, d'éclairage, de voitures publiques, ont reçu des avantages ou des concessions en échange desquels une surveillance a été organisée, surveillance corrélative des avantages reçus et *contractuelle*. Chaque compagnie intéressée a donc pu en débattre la forme et ne l'accepter qu'après l'avoir fait adapter aux besoins des intérêts particuliers qu'elle administre. Un effort commun a

constaté, par traité, l'harmonie de cette surveillance qui peut dès lors s'exercer et sauvegarder les intérêts qu'elle entend défendre sans nuire au bon fonctionnement de la société.

Les compagnies d'assurances sur la vie ne jouissent d'aucun monopole, elles sont en libre concurrence et en nombre illimité. Elles ont obtenu, après un examen préalable, une autorisation qui équivaut à un diplôme d'aptitude et de capacité. Elles sont donc brevetées comme peuvent l'être un médecin ou un avocat. Elles ne sont pas privilégiées, en nombre limité, comme les notaires ou les avoués. *Le contrat n'est intervenu nulle part, ni par suite la discussion préalable* de la forme dans laquelle peut et doit s'exercer une surveillance bien comprise. Si elle est imposée ce ne sera pas en compensation d'avantages consentis, mais dans l'intérêt seul des assurés. Elle est donc pour l'Etat plutôt un devoir qu'un droit et son mode d'exercice n'étant fixé par aucune convention qui ait permis aux compagnies de se défendre et de l'harmoniser avec les besoins de la société, une grande prudence est nécessaire dans son application, sous peine de tomber dans un arbitraire dangereux pour les compagnies, par suite pour les assurés dont elles administrent les intérêts, et pour l'Etat lui-même qui subit le contre-coup de toute variation défavorable de leur prospérité.

L'objet de cette surveillance ne peut être que la fidèle observation des statuts, de ces statuts approuvés par le Conseil d'Etat et qui déterminent à la fois la zone d'action et la limite des pouvoirs de la compagnie. Une première garantie de cette

fidèle observation réside dans la responsabilité personnelle des administrateurs. Cette responsabilité est assez lourde et les peines encourues assez sévères pour donner toute confiance aux assurés.

Pourtant, dans certains cas particuliers, des difficultés se présentent. Des infractions à ces statuts peuvent être commises, sans être bien nettement caractérisées. Il peut y avoir force majeure, délibération prise par un nombre insuffisant d'administrateurs alors que les autres sont dans l'impossibilité matérielle d'être présents et que pourtant une décision essentielle doit être prise.

Il peut y avoir également infraction irréfléchie et innocente, infraction douteuse et litigieuse. Qui sera compétent alors pour apprécier ? S'il y a procès, la solution est indiquée : les tribunaux auront qualité pour déterminer s'il y a ou non infraction. Mais s'il n'y a pas procès, il n'existe aucun corps chargé de fixer une interprétation doctrinale. Des professeurs, des commentateurs consultés ne pourront donner que des opinions.

Si le gouvernement, au cours de sa surveillance, déclare qu'il y a violation des statuts, et si la compagnie le nie et lui oppose une interprétation différente de ces statuts, qui décidera ? Ce ne peut être le gouvernement qui se jugerait alors lui-même et violerait le principe de la séparation des pouvoirs. Il n'y aurait donc aucune solution possible au litige si aucun procès n'était soulevé :

« ... Donc la surveillance du gouvernement est absolument
« vaine et illusoire puisque la compagnie réprimandée, incri-

« minée ou menacée pourra toujours soutenir, même audacieusement si l'on veut, que le gouvernement se trompe et qu'elle attend une plainte pour se justifier devant la justice... » (1).

Quels pourront être *les organes* de cette surveillance ? Des commissaires spéciaux, évidemment. S'ils se bornent à surveiller uniquement les statuts, ils n'auront que bien peu à faire. S'ils doivent également surveiller la gestion des compagnies, la question sera toute différente. Le gouvernement reconnaîtra dans ce cas accepter la charge d'éclairer les assurés sur leur situation vraie et sur les garanties qu'elles présentent et assumera par suite la grave responsabilité d'une tutelle permanente.

Plusieurs causes peuvent compromettre le crédit d'une compagnie :

1° *L'exagération des dépenses.* (Remises, commissions, courtages, frais de loyer, de mobilier, de personnel, de voyages, de publicité). Le gouvernement peut-il être bon juge de la mesure exacte ; aura-t-il le droit de critiquer un loyer trop élevé, des annonces trop répétées, une installation trop somptueuse ?

2° *Le placement des fonds.* Le conseil d'administration peut se tromper, faire des achats malheureux de terrains par exemple. Le gouvernement peut-il être juge de la prudence, de la sagacité financière des administrateurs. Les commissaires de surveillance auront-ils le droit d'opposer leurs propres lumières à celles des membres du conseil ;

1. De Courcy, *Autorisation et surveillance.*

3° *L'inventaire* qui se compose de l'estimation des engagements de la compagnie, et de la détermination des réserves qu'elle doit posséder pour y faire face. Ces réserves sont « la représentation, l'équilibre, la balances des risques et des engagements...

« ... La science mathématique enseigne les règles de l'établissement de l'inventaire ou de l'estimation des engagements, mais ces règles ne sont pas prescrites par les statuts... » (1).

Il faut distinguer en effet les principes fixes, invariables, des éléments mobiles qui sont : le taux de l'intérêt calculé et la table de mortalité prise pour base.

« ... Il y a donc place à une certaine élasticité ou à un certain artifice dans le calcul des réserves qui semblera toujours matériellement correct...

« ... L'opération d'un inventaire est extrêmement laborieuse... Il faut estimer, inventorier un à un tous les engagements, suivant l'âge actuel de l'assuré ou du rentier... » (2).

Où trouver le personnel capable de comprendre les détails de cet inventaire et de le surveiller en connaissance de cause. Supposons-le même trouvé, comment opérera-t-il ?

Pour surveiller l'application des statuts, un commissaire de surveillance devra recevoir communication de tous les procès-verbaux du conseil d'administration, assister même

1. De Courey, *Autorisation et surveillance*.

2. De Courey, *Autorisation et surveillance*.

aux séances. Il devra également avoir connaissance de tous les éléments de l'inventaire et, si dans les calculs compliqués sur lesquels il repose, les deux actuaire, celui de la compagnie et celui du gouvernement sont en désaccord, qui les départagera ? Qui aura compétence pour juger ce litige. Comme pour l'interprétation des statuts, on se heurte à un litige injugeable.

Le problème de la surveillance est donc des plus délicats à résoudre, et comme pour l'autorisation, il importe de ne pas se contenter de la valeur apparente des mots, mais bien de chercher à définir leur signification exacte. Plus le gouvernement réclamera de droits, plus il s'imposera de devoirs, plus il rendra lourde la responsabilité qu'il assumera concernant la gestion du conseil d'administration et la correction de l'inventaire.

*
* *

Ce souci de la responsabilité, le gouvernement en a depuis longtemps déjà compris les charges. Vers 1875, au moment où beaucoup de compagnies nouvelles d'assurances sur la vie se fondaient « ... L'administration du commerce commença
« à craindre la responsabilité qui pèserait sur elle le jour où
« les compagnies nouvelles qui se prévalaient bien haut de
« la surveillance légale du gouvernement, fonctionneraient
« en réalité librement et sans contrôle... » (1).

Le gouvernement élaborait donc un projet de règlement

1. Chauchat, Rapport du Conseil d'Etat.

d'administration publique qui fut rejeté par le Conseil d'Etat *comme comportant des vérifications trop étendues* et comme intéressant non seulement les assurés, mais les actionnaires. La section des travaux publics, saisie de l'étude de ce règlement faisait remarquer que « ... ce n'était pas un système de « surveillance par l'administration qu'il faudrait établir, mais « un système de *publicité* qui permettrait aux assurés « eux-mêmes de surveiller leurs intérêts, et aux spécialités « compétentes de les éclairer par des discussions contradic- « toires ; que la loi pourrait organiser les conditions de cette « publicité et les pénalités nécessaires ainsi que l'ont fait la « législation d'Angleterre et celle des Etats-Unis d'Amérique. « Que ce système paraîtrait répondre beaucoup mieux *au* « rôle que le gouvernement doit conserver et qui est de *facili-* « *ter à chacun le moyen de surveiller ou de faire surveiller* « *ses propres intérêts, sans que l'administration s'en charge* « *elle-même...* »

Malgré cet avis, une décision ministérielle du 15 mai 1877 prescrivit la surveillance étroite des compagnies par la commission des tontines. Le 14 mai 1880 le Conseil d'Etat annula cette décision. Comme à ce moment plusieurs demandes d'autorisation étaient soumises au gouvernement et par suite au Conseil d'Etat, la section des travaux publics, chargée d'examiner les statuts des nouvelles compagnies et de leur donner l'approbation nécessaire, émit l'avis de profiter de cette occasion pour leur *imposer statutairement* des dispositions réglant le mode de surveillance et de publicité.

Le ministre, craignant de créer une dualité de régime,

puisque les anciennes compagnies seraient restées soumises à des statuts différents, ne crut pas devoir accepter cette proposition, et accorda aux nouvelles compagnies l'autorisation prescrite, aux conditions déjà imposées aux anciennes.

On avait donc tenté déjà, mais en vain de régler cette question de surveillance par décision ministérielle, par règlement d'administration publique ou par décret d'autorisation imposant des statuts rédigés en conséquence.

Une loi semblait désormais nécessaire pour résoudre la difficulté. Elle fut déposée au Sénat le 6 décembre 1883.

Le rapporteur M. Bozérian, déposa son rapport le 24 juillet 1884. Il indiquait que, dans l'esprit de la commission, le règlement prévu, qui devait être l'*œuvre du Conseil d'Etat* et organiser par délégation la surveillance, s'appliquerait aux sociétés préexistantes comme aux sociétés futures. Pour lui, comme pour la section des travaux publics (13 mars 1877).

« ... La surveillance du gouvernement doit être limitée
« dans le double but :

- « 1^o De ne pas lui imposer une responsabilité trop lourde ;
- « 2^o De ne pas gêner les sociétés dans l'administration de
« leurs affaires ».

Le 27 novembre 1884, dans la discussion de la loi, M. Denormandie fit remarquer qu'aux termes de l'arrêt du Conseil d'Etat du 14 mai 1880, le décret qui avait approuvé et autorisé les statuts d'une compagnie préexistante, constituait une sorte de contrat dont elle pouvait se réclamer. Or, ces compagnies, jouissaient d'après ce contrat d'une liberté à peu près complète en ce qui concernait le placement des fonds et

le calcul des réserves. Il lui semblait donc douteux que le règlement prévu eût qualité pour porter atteinte à ce contrat.

M. Bozérian répondit en distinguant *les conditions d'existence*, droit acquis, *des conditions de surveillance* pour lesquelles il n'en était pas de même et qui par suite *demeureraient modifiables à volonté* si les circonstances en démontraient la nécessité.

« Il ne s'agit pas, dit-il, d'une question touchant au fonds
« du droit, mais d'une question de procédure. Ce fonds du
« droit, c'est le fait de la surveillance ; la procédure c'est le
« mode d'exercice de cette surveillance. *Or il est de principe*
« *que les lois de procédure régissent les faits antérieurs aussi*
« *bien que les faits à venir. La surveillance devra être la*
« *même pour toutes les sociétés...* » (1).

Il demeure donc acquis que, pour l'*autorisation* et la zone d'action dévolue par les statuts qu'elle a visés, les compagnies ont un droit acquis et immuable.

En ce qui concerne au contraire la *surveillance*, le mode d'exercice peut en être modifié par le gouvernement si les événements le nécessitent.

Les compagnies peuvent par suite s'élever contre une modification apportée aux conditions d'une autorisation déjà donnée, modifications qui ne peuvent être apportées sans violer un véritable contrat. Elles doivent s'incliner au contraire devant tout changement du mode d'exercice de la surveillance, car le gouvernement, en agissant ainsi, ne fait qu'user de

1. Bozérian. Discours au Sénat.

la plénitude de son droit. L'exercice même de ce droit reste évidemment soumis à certaines règles économiques et commerciales soucieuses de la prospérité des compagnies, mais il n'en demeure pas moins possible si les éventualités l'exigent. La discussion de la forme de ce mode d'exercice est des plus justifiées et s'impose tout naturellement : sa légalité est inattaquable. Le champ reste donc ouvert pour l'avenir au gouvernement, si la forme idéale de surveillance parvient à ressortir des multiples discussions soulevées par toutes les bonnes volontés qui se sont montrées ces dernières années si désireuses de dégager enfin la solution cherchée. Il possède les pouvoirs nécessaires pour l'imposer à toutes les sociétés nationales sans exception, à celles qui existent déjà, comme à celles qui se fonderont dans l'avenir, sans violer en rien le contrat né de l'autorisation.

Il est essentiel d'affirmer en passant son droit absolu de soumettre, le cas échéant, les sociétés étrangères au même mode de surveillance. Elles aussi vivent sous le régime d'une autorisation d'où résulte un contrat. Mais, pas plus pour elles que pour les sociétés françaises il n'y aura, dans l'application d'un régime de surveillance, violation de ce contrat. L'autorisation dont elles jouissent ne pourra pas plus les dispenser de cette surveillance nouvelle, que leur propre autorisation n'en exemptera les compagnies françaises. Il n'y aura aucune rétroactivité pour les unes, ni pour les autres, mais application d'une forme nouvelle d'un principe ancien et justifié. Ceci dit, pour l'avenir seulement, puisqu'à l'heure actuelle les compagnies étrangères ne sont soumises à aucune espèce de surveillance.

Il en résulte que, si comme cela s'est déjà présenté pour l'autorisation, des impossibilités matérielles peuvent faire renoncer à cette surveillance des compagnies étrangères, sa légalité éventuelle n'en est pas moins certaine ; et, si des difficultés trop considérables ne permettent pas d'obtenir par cette mesure législative ainsi justifiée l'égalité de traitement si désirée, le gouvernement pourra du moins chercher à s'en rapprocher dans la mesure du possible par des mesures appropriées, et préciser nettement la différence de garantie qui résulte de cette inégalité forcée.

*
* *

Le projet de loi voté par le Sénat en 1884 et déposé à la Chambre le 2 février 1885 maintenant *la surveillance du gouvernement*.

La Chambre ayant été renouvelée, le même projet fut déposé une deuxième fois par le ministère Brisson le 25 novembre 1885 et une commission parlementaire nommée pour l'examiner. Peu après M. Lockroy ministre du commerce le retirait. Il lui reprochait :

1° De donner au Conseil d'État une délégation mal définie, quant à sa portée ;

2° D'être trop imprécis pour que le règlement d'administration publique pût efficacement organiser un système de publicité et prescrire une sanction autre que le retrait de l'autorisation prévu par les décrets et qui, sous prétexte de défendre les assurés, équivalait à l'écrasement de la compagnie.

Il semblait pourtant au ministre urgent de prendre un parti, car la récente faillite du Crédit Viager venait de montrer l'impuissance du gouvernement et la responsabilité qui le menaçait. Il fallait donc :

1° Ou décharger le gouvernement de la responsabilité que lui donnait l'article 6 de la loi de 1887 ;

2° Ou préciser les obligations qui lui incombait et lui donner les moyens de les remplir.

En conséquence le ministre s'adressa au conseil d'Etat et lui demanda d'élaborer un projet de loi. Nous avons déjà vu qu'à la suite de ces travaux préparatoires le principe de *l'autorisation*, dûment expliqué et justifié, fut maintenu. Il restait à élucider la question beaucoup plus délicate de la *surveillance*.

Le conseil d'Etat admit que l'art. 66 de la loi de 1867 avait non seulement donné un droit au gouvernement, mais *qu'il lui avait imposé une obligation*. Il encourait de ce chef une grave responsabilité, car les assurés se reposaient sur lui, et *ce mot de surveillance* les rassurait bien plus encore que le *mot d'autorisation*. Mais de grandes difficultés s'élevaient : difficultés *de forme* relatives à l'organisation de cette surveillance, difficultés *de fond* relatives à l'exercice même de cette surveillance. On pouvait à la rigueur espérer, avec le temps, surmonter les premières en formant peu à peu un personnel présentant l'expérience et l'indépendance nécessaires pour remplir la délicate mission de vérifier la comptabilité si compliquée d'une compagnie. Il n'en était plus de même des difficultés *de fond*.

Comment, en effet, préciser *l'objet* de surveillance. Pour être efficace, elle devrait porter sur tous les points essentiels au succès de l'affaire : tarifs, choix de risques, manière de calculer les réserves pour risques en cours, placement des fonds qui doivent représenter ces réserves. Or une société d'assurances est une société commerciale dont les bénéfices ne sont pas fixés à l'avance et qui contracte avec les assurés suivant certaines conditions dont elle doit subir, les chances bonnes ou mauvaises. Il y a donc un certain aléa susceptible de variation, et il est bien délicat pour l'Etat de déclarer que la société est en bonne ou mauvaise voie et de lui délivrer ainsi une sorte de certificat.

Les *statuts* qui ont été imposés à la société, lui ont prescrit des règles générales de gestion, mais *lui ont laissé une certaine latitude par l'application de ces règles.*

Les statuts imposent des *tarifs*, or un tarif est la combinaison de deux éléments : mortalité, placement de fonds à un certain taux d'intérêt. La table de mortalité demeure invariable, mais le taux d'intérêt choisi 4 0/0 d'abord, 3 1/2 maintenant, n'est pas toujours approprié à l'état des affaires. Il a fallu autoriser par les statuts la société à tenir compte de ces variations d'intérêts en abaissant ou en élevant les tarifs de 1/10 en plus ou en moins. Si la compagnie, usant de cette faculté, adopte un tarif qui n'est plus rémunérateur et compromet sa situation, le gouvernement est impuissant, puisque la société court à sa ruine, mais agit dans la plénitude de ses droits.

Le *choix des risques* dépend du médecin de la compagnie. Le gouvernement est incompétent pour juger ses apprécia-

tions qui doivent être aussi commerciales que techniques, car s'il est trop facile, la compagnie sera en perte ; s'il est trop difficile, la concurrence profitera de sa sévérité.

La *manière de calculer les réserves* est indiquée dans les statuts des compagnies fondées depuis 1880. Les statuts des compagnies antérieures sont muets à ce sujet. Les actuaires compétents ne sont pas d'accord sur la meilleure méthode à suivre : comment l'Etat pourra-t-il dès lors prendre une partie est imposer un mode déterminé ?

Le *placement des fonds*, imposé par les statuts, semble au premier abord facile à surveiller, mais la vérification même n'est qu'une simple constatation qui ne signifie pas grand chose. L'important n'est pas de savoir si le placement est statutaire, mais si les valeurs mobilières ou immobilières sont portées à leur prix réel. Les statuts ne peuvent fixer aucune règle à ce sujet, car un désaccord existe sur la meilleure méthode à suivre, comme sur le calcul des réserves. Il appartient donc aux compagnies de calculer leur actif comme elles le jugent convenable.

En somme tous ces points différents concernant l'existence d'une société qui vit et se développe, il a semblé nécessaire de tenir compte de cet état dynamique, de ne pas les fixer d'une manière trop absolue, de ne pas les rendre d'avance immuables, ce qui ne conviendrait qu'à une institution destinée à demeurer à l'état statique. On a divisé en général chaque cas en deux parties : l'une fixée, par les statuts, l'autre laissée à la sagesse des administrateurs. De là vient la difficulté de la surveillance. Les commissaires doivent se borner à

surveiller la partie statutaire proprement dite, car, pour le surplus, la société est en droit de réclamer la part de liberté qui lui est dévolue et dont elle a usé régulièrement. La garantie donnée par cette surveillance ne sera donc que partielle alors que le public la croit aussi complète que possible.

Pour toutes ces raisons, *le Conseil d'Etat se ralliait à l'idée de supprimer la surveillance*, afin de débarrasser le gouvernement d'une responsabilité trop lourde et trop mal définie. Après avoir cherché, d'autre part, par quel procédé les assurés pourraient être le mieux protégés, *il adoptait le principe de la publicité* qui lui semblait mieux que tout autre capable de résoudre ce problème.

«.... Les contrats d'assurances sont de leur essence des
« contrats à long terme. L'assuré est appelé à verser des
« primes pendant une longue période avant d'entrer en pos-
« session du capital, soit par lui-même, soit par ses ayants
« droit. En sens inverse, le rentier viager s'est irrévocable-
« ment dessaisi de son capital dans l'espoir de toucher pen-
« dant toute la durée de son existence la rente convenue. Il
« faut donc que l'un et l'autre, c'est-à-dire, *les véritables in-*
« *téressés, puissent suivre périodiquement la situation de la*
« *compagnie avec laquelle ils ont traité. Le devoir du gouver-*
« *nement est de les mettre à même de se rendre compte de*
« *cette situation, mais ce sont eux-mêmes qui doivent s'en ren-*
« *dre compte. Telle est la solution de la question. Le gouver-*
« *nement ne doit pas surveiller directement, mais il doit exi-*
« *ger que les sociétés publient les documents nécessaires pour*

« *que les intéressés surveillent eux-mêmes. Chacun reste*
« *ainsi dans son rôle naturel.*

« Ce système a d'ailleurs la consécration de l'expé-
« rience. Il fonctionne en Angleterre en vertu de la loi du
« 9 août 1870 qui oblige les compagnies d'assurances sur la
« vie à établir leurs comptes rendus conformément à des mo-
« dèles très complets et déterminés par la loi. Ces documents
« sont réunis et publiés périodiquement. La loi *édicte des*
« *amendes* contre toute compagnie qui *négligerait de les pro-*
« *duire ou les produirait incomplètement et une pénalité*
« *contre toute personne qui aurait falsifié lesdits documents...*

« Le principal motif pour lequel la surveillance a été
« supprimée, c'est son caractère indéterminé qui la rendait
« difficile à exercer et compromettante pour le gouverne-
« ment, tout en étant pour les assurés illusoire et inefficace.

« *Pour que les assurés ne soient pas induits en erreur,*
« *le mot de surveillance disparaîtra complètement de la*
« *loi.... (1) ».*

Le Conseil d'Etat maintenait en revanche *le mot de vérifica-*
tion qui convient à la seule partie relativement applicable de
cette surveillance, celle qui intéresse l'observation des statuts.

« Cette vérification ne sera pas une obligation pour le
« gouvernement, mais seulement un droit qu'il exercera
« quand il le jugera convenable, et le plus souvent à la suite
« de discussions amenées par la publicité, et sur la plainte
« des intéressés.... » (2).

1. Chauchat, *Rapport au Conseil d'Etat.*

2. Chauchat, *Rapport au Conseil d'Etat.*

Pour le Conseil d'Etat, le but à poursuivre, l'idée juste et réellement pratique était donc d'éclairer le public par une publicité organisée. Au gouvernement incombera le devoir de substituer à une surveillance pratiquement impossible, compromettante pour lui, tracassière pour les compagnies, la publication de comptes rendus et d'inventaires suffisamment clairs, qui permettront la libre discussion et la surveillance autrement active des concurrents s'exerçant par leurs actuels.

L'article 2 de la loi proposée par le Conseil d'Etat organisait cette publicité. Les compagnies devaient fournir des comptes rendus détaillés de leurs opérations, et y annexer des tableaux conformes à des modèles à déterminer par un règlement ultérieur d'administration publique.

Ces tableaux n'étaient pas annexés à la loi, car on les considérait comme étant plutôt de la compétence du Conseil d'Etat que de celle du Parlement. Il importait de plus de pouvoir les modifier plus tard s'il était nécessaire, sans être obligé de recourir à une loi. Le souci de conserver la souplesse nécessaire au mode d'exercice de cette forme spéciale de surveillance, s'était déjà manifesté en Angleterre où des tableaux analogues avaient été annexés à la loi, mais avec cette restriction spéciale que «.... le ministre du commerce « pourra en modifier la forme, afin de mieux remplir le but « que se propose la loi... » (1).

Ainsi que l'avait décidé déjà le Sénat, cette publicité devait être exigée de toutes les compagnies, de celles qui

1. Chauchat, *Rapport au Conseil d'Etat*.

existaient déjà, comme de celles qui pourraient se fonder à l'avenir. Les compagnies étaient déjà soumises à l'obligation de déposer divers documents destinés à éclairer, dans la mesure du possible, cette surveillance de l'Etat. Ce dépôt s'effectuait : au ministère du commerce, à la préfecture de la Seine, à la préfecture de police, à la chambre de commerce, et au greffe du tribunal de commerce. L'article 3 de la loi prescrivait également le dépôt des mêmes documents au parquet. Le procureur de la République, chargé dès lors de surveiller l'application de la loi devenait responsable de son exécution et pouvait requérir plus facilement contre les administrateurs s'il y avait lieu.

L'article 4 obligeait le ministre du commerce à s'assurer chaque année que le dépôt des documents prescrits avait été effectué et à le constater par une note spéciale, publiée au *Journal officiel*.

L'article 5 édictait des pénalités sévères contre les administrateurs et les directeurs qui avaient fait ces publications légales tardivement ou incomplètement.

L'article 6 précisait et limitait le rôle de l'administration.

Elle pouvait intervenir lorsque l'examen des documents livrés à la publicité lui permettait de croire à la non-exécution ou à la violation des statuts. Le ministre avait alors le droit de procéder aux vérifications nécessaires, préalable indispensable d'un retrait d'autorisation possible. Mais les formes de cette vérification, à raison de leur importance même, devaient être déterminées par un règlement ultérieur, longuement médité, émané du Conseil d'Etat.

Quant au *retrait d'autorisation*, il constituait pour l'Etat un droit et non pas une obligation. Le danger qu'il pouvait présenter pour les intérêts des assurés, s'il était décidé à la légère, avait amené à décider qu'il ne pouvait être prononcé que par décret, rendu en Conseil d'Etat, la compagnie appelée est dûment entendue.

Il y avait donc réorganisation complète, changement radical du système, *aveu explicite que cette surveillance du gouvernement maintenue par la loi de 1867 était irréalisable*. Une publicité, respectueuse à la fois de l'intérêt des assurés et de la liberté d'action relative, indispensable au succès de toute entreprise, semblait la solution la plus pratique et la plus justifiée.

Pour diverses raisons, M. Lockroy, ministre du commerce, n'accepta pas ce projet de loi qui lui semblait insuffisant sur d'autres points, et l'on demeura plusieurs années dans le *statu quo* le plus complet. Mais, en 1893, on sembla de nouveau se rallier à cette idée, et le ministre du commerce, M. Lourties, invitait l'Institut des actuaires français à nommer une commission chargée d'établir des tableaux destinés à faire ressortir le plus clairement possible les comptes rendus des opérations des compagnies françaises d'assurances sur la vie.

Le 16 mars 1893, cette commission était nommée ; le 15 juin, M. Guieysse, son président-rapporteur, soumettait à l'Institut des actuaires les modèles des tableaux, et le 21 décembre 1893, l'ensemble de ces modèles était adopté à l'unanimité. Le 15 mars 1894, le ministre du commerce ren-

dait obligatoires ces tableaux, pour toutes les sociétés nationales d'assurances sur la vie.

Il rappelait dans sa circulaire que, par leur acte d'autorisation, ces compagnies étaient tenues de remettre tous les six mois des états de situation au ministre du commerce, à la Préfecture de la Seine, à la Préfecture de police, à la Chambre de commerce et au Tribunal de commerce. Ces états devaient être conformes aux modèles donnés par l'administration.

D'autre part, dans le décret approuvant les nouveaux tarifs basés sur l'adoption des tables AF et RT et au taux de 3 1/2 0/0, le Conseil d'Etat insérait une clause obligeant les compagnies visées par ces décrets à publier chaque année le compte rendu de leurs opérations en y annexant des modèles à déterminer par le ministre du commerce.

Pour cette rédaction, le ministre avait pensé qu'il ne pouvait mieux faire que de s'adresser aux spécialistes par excellence, à l'Institut des actuaires, et, confiant dans leur expérience, il avait accepté leur projet dans son intégralité.

«... Comme vous pouvez vous en convaincre, Messieurs,
« disait-il dans sa circulaire, le but que s'est proposé mon
« département, en adoptant le cadre de ces tableaux, a
« été d'exiger la production des éléments indispensables
« pour que le contrôle institué par la loi s'exerce dans les
« limites tracées par le Conseil d'Etat. Ces tableaux ont donc
« été préparés de manière à donner des indications précises
« sur les comptes des sociétés d'assurances sur la vie, tout en
« restreignant au minimum possible les publications qu'elles

« sont tenues de faire. Lesdits tableaux fourniront aux assu-
« rés les éléments nécessaires pour juger en connaissance
« de cause les opérations des compagnies... »

Après avoir énuméré les différents tableaux, le ministre ajoutait :

« ... Tels sont, Messieurs, les modèles des états qui devront
« être fournis dorénavant par les compagnies d'assurances
« sur la vie, à l'appui du compte rendu de leurs opérations.
« L'usage seul pourra en révéler les imperfections. Je me
« réserve d'ailleurs de les compléter ultérieurement si le besoin
« s'en fait sentir, ou de vous réclamer des éclaircissements
« sur les parties du compte rendu qu'il me paraîtrait utile de
« développer dans l'intérêt du contrôle... »

Ces tableaux devraient être adressés avec le compte rendu aux corps et autorités désignés dans l'acte d'autorisation. Ils devaient en outre être *publiés* par les compagnies, qui demeuraient astreintes à cette obligation.

C'est cette organisation qui existe à l'heure actuelle, c'est elle qui a établi et régularisé cette publicité indispensable suivant des règles à la fois scientifiques et commerciales, en respectant d'une façon presque parfaite les divers intérêts en cours. L'étude de ces tableaux va, du reste, nous montrer les enseignements qu'il est possible d'en tirer.

Ils comprennent 9 modèles :

Modèle n° 1. — Compte général des profits et pertes de l'exercice précédent, se composant du crédit et du débit, auquel il convient de joindre le *modèle n° 2*, annexe au compte

général des profits et pertes, et comprenant les comptes financiers relatifs aux diverses catégories d'assurances, détail explicatif des comptes généraux du modèle n° 1.

Modèle n° 3. — Balance générale des écritures au 31 décembre comprenant l'actif et le passif dont le détail explicatif est donné dans les modèles 4, 5 et 6, annexes de la balance générale des écritures.

Modèle n° 4. — Etat des valeurs mobilières et immobilières comprises dans l'actif de la balance.

Modèle n° 5. — Etat des réserves pour risques en cours au 31 décembre.

Modèle n° 6. — Etat des réserves correspondantes aux réassurances cédées à diverses compagnies. Cet état est destiné à faire connaître quelles sont les compagnies qui réassurent la compagnie étudiée, et quels capitaux elles lui garantissent. Si la compagnie traverse une période difficile, il est intéressant de savoir dans quelle proportion ses réassureurs répondent et par conséquent consolident son crédit.

« ... Mais, disait le ministre, comme les compagnies ne
« sont pas dans l'habitude de donner le chiffre de leurs réas-
« surances détaillées, ce tableau ne sera pas publié. Si inté-
« ressante qu'elle soit, cette publication pourrait être con-
« sidérée comme attentatoire à la sécurité des opérations
« d'assurances. La concurrence pourrait s'emparer des ren-
« seignements contenus dans ce tableau et causer ainsi un
« véritable préjudice à des compagnies très honorables quoi-
« que peu importantes ».

Le modèle 6 devait donc être communiqué confidentiellement au ministre, mais ne recevoir aucune publicité.

Il y a quelques restrictions à faire en passant sur l'opportunité *de la permanence* de cette mesure. Une indiscretion des bureaux, toujours à craindre, peut la rendre préjudiciable au secret commercial indispensable aux compagnies. Il serait à souhaiter que cette communication ne demeurât exigible que dans le cas éventuel où une vérification semblerait nécessaire. Le résultat cherché serait obtenu sans courir le risque de livrer imprudemment et inutilement à la concurrence le secret des opérations des compagnies.

Modèle n° 7. — Mouvement des polices, capitaux et rentes, assurés pendant l'exercice, réassurances non déduites.

Modèle n° 8. — Mouvement des capitaux et rentes assurés pendant l'exercice, réassurances déduites.

Modèle n° 9. — Statistique sommaire des décès survenus pendant l'exercice.

*
* *

Cette publicité si soigneusement étudiée par les actuaires, ces ingénieurs de l'art mécanique des probabilités, donne toute satisfaction aux desiderata si sagement formulés par le Conseil d'Etat, sans entraver la marche des compagnies. Celles-ci, loin de récriminer contre cette publicité obligatoire si détaillée, s'en déclarent au contraire pleinement satisfaites :

« ... C'est par la publication obligatoire des moindres dé-

« tails de leur fonctionnement, que les compagnies peuvent et doivent être contrôlées.

« Par une circulaire en date du 15 mars 1894, votre prédécesseur a réglé la forme des comptes rendus des compagnies d'assurances sur la vie. Ces prescriptions sont, pour la première fois, en 1895, mises en pratique, il convient d'en surveiller l'application. Vous êtes investi, Monsieur le Ministre, du droit de rappeler, s'il est nécessaire, les compagnies à leur observation... » (1).

« ... En ce qui concerne le mode de surveillance à appliquer aux compagnies nationales... nous avons la plus formelle conviction que l'intervention officielle, compromettante pour l'Etat, et peu compatible avec les conditions de libre initiative que réclame le développement de toute entreprise commerciale ne réussira jamais à protéger les intérêts du public au même degré que le contrôle mutuel, armé de la publication de documents authentiques, complets, prescrits par le gouvernement et commentés par les intéressés... » (2).

La gestion des compagnies d'assurances sur la vie, françaises, est donc publiée au grand jour. Sans doute son examen nécessite des connaissances spéciales, inaccessibles au plus grand nombre, mais la concurrence, toujours attentive, peut, s'il est nécessaire, souligner facilement toute erreur susceptible de donner des conséquences fâcheuses. La crainte de voir découvrir et signaler facilement par les actuaires des autres

1. Compagnies du Comité vie. Lettre du ministre du Commerce, 1895.

2. Compagnies du Syndicat vie. Lettre du ministre du Commerce, 1895.

compagnies toute opération irrégulière ou dangereuse est un frein des plus puissants et retient les administrateurs dans les limites permises par les statuts. Il y a surveillance mutuelle et commerciale, d'autant plus jalouse et plus efficace qu'elle est dictée par l'intérêt, et les assurés bénéficient de cet état de choses, bien préférable à une surveillance administrative que nous avons vu ne pouvoir être qu'impuissante et tracassière. Les compagnies nationales ainsi exposées au grand jour par cette publicité périodique, obligatoire et complète, offrent donc toute garantie et le gouvernement satisfait par suite à tout ce que les associés peuvent réclamer de lui. *Il ne les garantit pas directement, mais il met à leur disposition le moyen le plus efficace qu'il soit possible d'imaginer de se garantir eux-mêmes.*

*
* *

En ce qui concerne les compagnies étrangères d'assurances sur la vie opérant en France, le contraste est complet. Nous avons vu combien était factice cette *autorisation impersonnelle* qui leur était donnée et qu'elles font sonner si haut. *Pour la surveillance il n'en est même pas question. C'est le néant.* Libre à elles de faire tel placement aventureux, de présenter dans des prospectus alléchants un actif problématique et invérifiable, de se livrer à telle opération risquée qu'il leur plaira, le gouvernement n'a pas à le savoir, il ne s'en inquiète même pas. Sévère, et à juste titre, envers les compagnies françaises, il n'exige des compagnies étrangères au-

cune espèce de publicité, il ne prétend exercer sur elles aucune surveillance.

Aussi ces compagnies opèrent-elles librement et sans la moindre contrainte. Nous ne pouvons les connaître que par leur publicité personnelle et il faut avouer à la vérité qu'elles la font assez fréquente et assez répétée ; mais, par un souci très naturel de leurs intérêts, elles n'y introduisent que des éléments flatteurs pour elles et destinés à faire ressortir leur habileté et leurs mérites. On ne peut le leur reprocher, mais on est en droit d'exiger des renseignements plus complets, plus précis, et qui permettent à tout intéressé de juger par lui-même les détails techniques de ces entreprises et le bien fondé de leurs allégations. Jusqu'à ce jour aucune publicité véritablement digne de ce nom, aucun compte rendu détaillé n'a été imposé, *ni même demandé* à titre de renseignement à ces compagnies. Les mesures prises à l'égard des compagnies françaises font ressortir par le contraste l'inertie du gouvernement, la différence de garantie qui en résulte pour les assurés, l'infériorité que doivent subir dans la lutte commerciale les compagnies nationales.

On peut même se demander par quelle aberration, quel fétichisme du prétendu respect des relations internationales un tel régime peut subsister. Un système semblable ne relève pas de la générosité mais de l'ignorance la plus complète d'un état de choses par lequel sont compromis chaque jour davantage les intérêts des assurés français qui se livrent, confiants, à des compagnies étrangères dont ils ne soupçonnent pas la liberté sans bornes. A ces assurés, il convient d'ajouter

les compagnies françaises dont nous avons montré le rôle véritable de *sociétés d'utilité publique* et l'Etat lui-même, qui s'affaiblit dans la même proportion, en laissant passer à l'étranger les éléments vitaux d'une industrie essentielle entre toutes et qui mérite de tenir le premier rang parmi celles que la doctrine de l'économie nationale nous impose d'encourager et de défendre avec la dernière énergie.

Qu'il s'agisse de surveillance ou de publicité, les compagnies étrangères s'en soucient fort peu. Elles ne sont, à l'heure actuelle, pas plus soumises à l'une qu'à l'autre, et les difficultés matérielles que nous avons passées en revue et qui s'opposent à l'exercice d'une surveillance effective des compagnies françaises sont bien plus considérables encore lorsqu'il s'agit de compagnies étrangères.

Comment imposer et surveiller une *fidèle observation des statuts*, puisque la société jouit du droit de modifier à volonté ces statuts rédigés conformément à une loi étrangère, contradictoire peut-être avec la loi française ?

Quant aux *organes de la surveillance*, comment pourraient-ils opérer efficacement ? Leur intervention, leur examen des dépenses, des placements de fonds, de l'inventaire, l'appréciation motivée qui en résultera, pourront être attaqués par un conseil d'administration étranger qui opposera leur incompetence en ce qui concerne la législation et l'économie financières propres au pays d'origine de la société. Les commissaires de surveillance signaleront en vain de redoutables fautes, un litige en résultera qui ne pourra être tranché que diplomatiquement, et très probablement dans le sens dicté

par la courtoisie internationale. Les droits et les devoirs de ces fonctionnaires seront donc plus illusoires encore qu'en présence des compagnies nationales et la sanction de leurs critiques justifiées absolument nulle. Les administrateurs prétendront avoir agi dans la plénitude des droits accordés par leurs statuts, et il se trouvera souvent qu'ils auront raison, puisque ces statuts peuvent être impunément en contradiction formelle avec les lois françaises.

S'il était prouvé pourtant qu'il y a bien violation de ces statuts étrangers, on ne pourrait pas davantage trancher le différend. Il faudrait appliquer les peines et les répressions prévues par la loi étrangère et cette application même serait le plus souvent impossible. L'incompétence serait certainement soulevée, très probablement adoptée, et la certitude de cette impossibilité de la sanction annulerait l'effet préventif que l'on prétend obtenir par cette surveillance en même temps qu'elle empêcherait à la fois toute répression pénale et toute réparation civile.

Si donc la surveillance est impossible plus encore que lorsqu'il s'agit de compagnies nationales, l'obligation de la publicité s'impose doublement.

Les règles auxquelles sont soumises statutairement les compagnies françaises sont connues, étudiées, mûrement pesées : la publicité intervient pour prouver à tous, gouvernement, actionnaires, assurés, qu'elles ont été rigoureusement respectées.

Les règles, qui régissent les compagnies étrangères sont inconnues, relèvent d'un esprit et d'une législation différentes

de l'esprit et de la législation françaises, et sont modifiables à volonté : à la publicité de faire connaître les *résultats complets, aussi détaillés que possible*, d'une gestion qui jouit de cette liberté presque illimitée. Elle devient la seule garantie que puissent avoir l'Etat et les assurés français *et cette garantie se trouve encore subordonnée à l'exactitude problématique des déclarations faites*, car le pouvoir éventuel de vérification, si délicat en ce qui concerne les compagnies nationales, *devient alors impossible à exercer*. En admettant même cette exactitude, l'enseignement à tirer de ces comptes rendus est assez aléatoire, et le droit de l'Etat se doublera du devoir d'avertir les assurés français de son incompétence relative à apprécier la solidité des placements indiqués. A cette incompétence correspond un défaut de garantie qu'il est nécessaire de leur signaler et la publication de ces documents doit par suite être précédée d'une note explicative dans laquelle sera précisée, *comme pour l'autorisation à titre étranger*, la valeur exacte qu'il faut attacher à la publication de ces comptes rendus étrangers.

*
* *

Le danger de la scandaleuse immunité dont jouissent les compagnies étrangères a depuis longtemps frappé les esprits.

« ... Il a paru convenable, disait au Sénat, le 6 décembre 1883, M. Martin Feuillée, ministre de la justice, dans son exposé du projet de loi sur les sociétés, *d'accorder aux*

« personnes morales étrangères les mêmes droits qu'aux personnes naturelles... Aucune raison ne porte à leur en accorder davantage ».

Or, en droit international privé la caractéristique des droits dont peuvent jouir les personnes *naturelles* est précisément une restriction des droits accordés aux nationaux.

« ... Les précautions prises par la loi à l'article 90, ajoutait-il (relatives à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement et concernant les compagnies nationales) sont a fortiori applicables aux sociétés étrangères que le gouvernement français ne peut surveiller chez elles, et qui ne sont peut-être guère surveillées dans leur propre pays. Sans cela, les nationaux qui traiteraient avec ces sociétés seraient exposés au plus graves dangers. De plus, elles seraient en situation de faire une concurrence aux sociétés françaises analogues, d'abaisser les tarifs, de demander des primes moindres, si elles n'étaient pas soumises aux mêmes obligations. Il faut le répéter : on peut aller jusqu'à traiter chez soi les étrangers comme des nationaux, mais l'hospitalité n'exige pas qu'on aille au delà, et qu'on traite les étrangers mieux que les nationaux... »

Le 27 novembre 1884, le Sénat adoptait l'article 91 de la loi qui lui était présentée et qui consacrait cette opinion, en soumettant les compagnies étrangères aux dispositions de surveillance et d'autorisation prévues pour les compagnies nationales, en y ajoutant l'obligation du dépôt d'un cautionnement « ... destiné à titre de réserve à couvrir le total des risques en cours en France ».

Quelques mois après, M. Monod, conseiller rapporteur, appréciait en ces termes ces dispositions nouvelles devant l'Assemblée générale de la Cour de cassation, toutes Chambres réunies :

« ... Voici un titre qui renferme d'importantes innovations.
« On peut en résumer l'ensemble en disant que, faisant droit
« à de nombreuses réclamations, il soumet les sociétés
« étrangères au même traitement que les sociétés françaises
« et leur impose en France les mêmes obligations. Notre com-
« mission approuve absolument ce principe. Les étrangers ne
« peuvent se plaindre de ce que notre législation ait, vis-à-vis
« d'eux, les mêmes exigences que vis-à-vis de nos nationaux.
« Le droit de prendre, dans l'intérêt des actionnaires et des
« obligataires français, du public en général, les mêmes pré-
« cautions contre les sociétés étrangères que contre les socié-
« tés indigènes est évident, et il est bon de l'exercer. *Il ne*
« *faut pas laisser l'épargne française exposée sans défense à*
« *l'exploitation des sociétés étrangères constituées souvent on*
« *ne sait comment...* » (1).

Cette loi n'ayant pu être discutée à la Chambre, le Conseil d'Etat, saisi à son tour de la question, adoptait, en 1886, ainsi qu'on l'a vu, le principe d'une publicité destinée à remplacer une surveillance administrative qu'il jugeait impossible, soumettait, dans le projet de loi élaboré par lui, les compagnies étrangères aux mêmes publications, et, modifiant la quotité du cautionnement fixé par le Sénat, en acceptait du moins le principe.

1. Chauchat, Rapport au Conseil d'Etat.

L'article 9 de son projet était ainsi conçu :

« Toute société étrangère d'assurances sur la vie doit, pour les affaires qu'elle fait en France, dresser un inventaire à part, et publier chaque année un compte rendu auquel sont annexés des tableaux dressés suivant les modèles imposés aux sociétés françaises ».

Et les conclusions du rapporteur de la loi soulignaient ainsi cet article : «.... C'est le seul moyen de permettre aux assurés d'apprécier la garantie que donne la société, le compte rendu doit d'ailleurs contenir les tableaux dressés suivant les modèles imposés aux sociétés françaises ».

La loi votée en 1884 par le Sénat, déposée sur le bureau de la Chambre par M. Pierre Legrand, ministre du commerce, n'avait pas semblé suffisante à son successeur M. Lockroy qui avait chargé le Conseil d'État d'en élaborer une nouvelle. Celle-ci ne le satisfît pas davantage, et, devenu simple député, il déposait à son tour un nouveau projet de loi le 2 juin 1887.

Dans ce projet, les compagnies étrangères étaient soumises aux mêmes règles que les compagnies françaises, en ce qui concernait l'autorisation la surveillance et la publicité, et obligées en outre de déposer à la Caisse des dépôts et consignations les réserves correspondantes aux assurances contractées en France.

Le 12 février 1894, M. de Saint-Germain, député, déposait à son tour un nouveau projet de loi, visant spécialement les sociétés étrangères. Ces sociétés devaient être astreintes à employer en rentes sur l'Etat français la moitié des sommes

perçues pour les assurances contractées en France, et les titres devaient être déposés à la Caisse des dépôts et consignations, pour garantir les assurés, par privilège.

L'article 2 portait : « Toute société étrangère d'assurances sur la vie doit, pour les affaires qu'elle fait en France, dresser un inventaire à part, et publier chaque année un compte rendu particulier... »

Presque en même temps, M. Jules Roche, député, déposait également un projet de loi en se proposant « d'établir, *dans le seul intérêt du public*, et par une loi générale de police, le droit commun de toutes les sociétés françaises ou étrangères... ».

Bien que garanti par ce programme contre tout soupçon de protectionnisme, il n'en arrivait pas moins à demander l'égalité de traitement pour les compagnies françaises et étrangères, en ce qui concernait l'autorisation, la surveillance et la publicité. *Il réclamait également des précautions spéciales pour les réserves représentant les assurances contractées en France, et une publicité particulière à leur égard.*

Le 16 juillet 1894, après une longue période pendant laquelle les projets déposés attendaient patiemment leur tour dans l'ombre et le mystère des commissions, MM. Paul Guieyesse, Audiffred, Léon Bourgeois et Recard, députés, présentaient à leur tour un projet de loi dont l'exposé des motifs est des plus intéressants.

« ... L'importance des compagnies d'assurances sur la vie grandit heureusement chaque jour. Rien que pour les compagnies françaises, les capitaux assurés ne s'élèvent pas à

« moins de 3 milliards 500 millions (1), les rentes viagères à
« près de 50 millions (2). C'est une partie considérable de la
« fortune publique qui est ainsi confiée à la gestion des com-
« pagnies d'assurances et d'autant plus intéressante qu'elle
« est le plus généralement le fruit d'efforts continus et per-
« sistants. *En outre, de nombreuses sociétés étrangères drai-
« nent les capitaux de l'épargne en dehors du pays. Elles
« fonctionnent en dehors de presque tout règlement, à tel
« point, que des sociétés françaises qui se verraient refuser à
« coup sûr l'autorisation préalable du gouvernement viennent
« fonctionner en France à titre étranger... ».*

Et les auteurs du projet de loi font alors appel au rapport présenté par M. Cheysson, au 32^e congrès de sociétés savantes et lui empruntent entre autres, les passages suivants :

« ... On peut dire qu'actuellement toutes les sociétés d'as-
« surances de tous les pays peuvent venir faire concurrence
« aux nôtres sans aucune *autorisation spéciale* ni sans *aucune*
« *surveillance*. Ce libéralisme absolu contraste de la façon
« la plus surprenante d'une part, avec le régime fait dans
« presque tous les pays aux sociétés étrangères d'assurances
« sur la vie, et, d'autre part, avec les principes qui inspirent
« actuellement notre politique douanière. Alors que dans
« toutes les branches de notre industrie nous cherchons à
« défendre le *travail national* contre la concurrence du
« dehors, il se trouve que, sur le terrain des assurances au
« contraire les étrangers sont privilégiés par rapport à nos

(1) Aujourd'hui 3 milliards 663 millions.

(2) Aujourd'hui 76 millions 631.000.

« nationaux et qu'ils échappent aux obligations gênantes
« qui pèsent sur nos propres compagnies en matière d'auto-
« risation. *C'est là ce qu'on pourrait appeler du protection-*
« *nisme à rebours...* ».

M. Cheysson reproche ensuite aux compagnies françaises de ne voir que leur propre intérêt lorsqu'elles se bornent à réclamer le *statu quo* en ce qui concerne l'autorisation et la surveillance. Nous savons déjà quelles sont leurs raisons, et pourquoi elles refusent énergiquement de se rallier à un projet qui donnerait une solution nominale et non pas effective aux dangers exposés d'une si lumineuse manière par M. Cheysson.

Il trouve également insuffisante la garantie donnée par la publicité, et la discussion possible qui peut en résulter. Il lui reproche d'être impuissante à prévenir les catastrophes, et s'appuie sur l'énormité des intérêts en cours, sur la durée des contrats, pour réclamer une surveillance plus accentuée. Le difficile est justement d'en préciser le mode et les organes. Ces points ont déjà été discutés, et il est inutile d'y revenir. Du reste, la discussion, provoquée par la publicité, et jugée insuffisante par M. Cheysson, ne serait pas la seule garantie des assurés. Le *pouvoir de vérification* de l'Etat pourrait s'exercer, s'il y a lieu, et la crainte du retrait de l'autorisation, des résultats désastreux que causerait la seule annonce d'une enquête possible, retiendrait les administrateurs dans les limites d'une prudente gestion.

Si, malgré tout, l'erreur se produit, on peut être certain qu'une surveillance, même directe, eût été également im-

puissante à la prévenir. Il faut donc en conclure que, malgré la force des arguments présentés par M. Cheysson, *la publicité, et elle seule*, doit être maintenue. Il signale la légimité des craintes que l'on peut concevoir et l'intérêt tout particulier que l'Etat doit témoigner aux assurés, à raison même du caractère spécial de leur épargne. La justesse de ces considérations est absolue, et nous les avons depuis longtemps invoquées nous-même, mais leur exposé détaillé ne prouve pas l'excellence du remède proposé. Nous tendons au même but, mais nous prétendons éviter par un procédé différent les malheurs qui peuvent survenir, et nous retournons à *la surveillance* le reproche que M. Cheysson fait à *la publicité*. Il croit à son infaillibilité complète; nous croyons, pour notre part, qu'elle laisse se produire, aussi bien que la publicité que nous savons impuissante parfois, les erreurs et les fautes. Mais si ces deux procédés, qui ne peuvent donner qu'une garantie relative, se valent quant aux résultats, ils diffèrent considérablement quant à leur exercice, puisque l'un d'eux permet à la société de se mouvoir librement ainsi que l'exigent les règles économiques, alors que l'autre, au contraire, multiplie les entraves à chaque pas et viole par instants le secret indispensable aux opérations commerciales.

Si l'on fait abstraction de toutes ces réserves motivées, et si l'on admet pourtant, pour les compagnies nationales, le mode de surveillance spécial, préconisé par M. Cheysson et introduit dans le projet de loi de M. Guieyesse « ... *la création d'un comité consultatif des assurances* destiné à éclairer « le gouvernement et à suppléer le Conseil d'Etat pour les

« questions spéciales aux assurances et à *contrôler les réserves...* » il faudra bien admettre que ce comité demeurerait impuissant et désarmé devant les compagnies étrangères. La différence de traitement s'accroîtrait encore davantage au détriment des compagnies nationales, à l'avantage des compagnies étrangères, et, dans le cas particulier dont nous cherchons à déterminer les règles, le remède serait pire que le mal.

L'examen de l'article 24 du projet de loi déposé par M. Guieyesse et inspiré par le rapport de M. Cheysson le prouve surabondamment.

ART. 24. — Le comité est nécessairement consulté :

1^o *Sur toutes les demandes d'autorisation des sociétés d'assurances sur la vie...*

Pour les compagnies étrangères, le comité ne peut donner aucun avis, l'autorisation est automatique.

2^o ... *Sur toute demande de modification de statuts...*

Même résultat, même autorisation automatique. Les statuts n'ont même pas à être déposés, à plus forte raison les modifications.

3^o ... *Sur toute demande de modification des méthodes du calcul des tarifs et des réserves.*

Résultat identique. La décision des administrateurs étrangers suffit. Le comité consultatif ne peut intervenir.

4^o ... *Sur toute demande de modification du mode de placement des fonds...*

Ceci rentre toujours dans les droits statutaires de la société étrangère ; aucune surveillance possible par le comité.

5° ... *Sur les formes à donner aux comptes rendus et aux tableaux annexes publiés par les sociétés...*

En ce qui concerne les sociétés étrangères, le seul devoir du comité (et sa création est inutile à cet effet, les bureaux spéciaux du ministre du commerce suffisent) est de déclarer que ces publications sont communiquées au public à titre de renseignement, et sans la moindre garantie du gouvernement, vu l'impossibilité de la vérification. Tout ceci subordonné, bien entendu, avec ou sans comité consultatif, à une publicité obligatoire, préalablement imposée aux compagnies étrangères.

6° ... *Sur les bases du calcul des réserves qui doivent être constituées par les sociétés...*

Là encore, le seul devoir du comité serait de prévenir qu'il ne saurait garantir l'exactitude de déclarations qu'il n'est pas à même de vérifier.

7° ... *Sur les résultats du contrôle ayant pour objet la vérification du calcul des réserves, ainsi que la composition et l'évaluation de l'actif des sociétés...*

Même impuissance du comité, par suite même prudence, mêmes déclarations sous toutes réserves.

8° ... *Sur les résultats de la comparaison entre la mortalité prévue et la mortalité réelle observée dans chaque société, et sur l'insuffisance des réserves qui pourrait apparaître à la suite de la comparaison...*

Impossibilité toujours complète d'une certitude absolue, obligation d'en prévenir les assurés.

9° ... *Sur toutes les mesures que ces résultats pourraient commander...*

La certitude de ces résultats ne pouvant être complète à raison de l'impossibilité de la vérification, une sage abstention est de la prudence la plus élémentaire.

10° .. *Sur le retrait de l'autorisation donnée aux sociétés*

Ce point serait peut-être le seul sur lequel le comité pourrait donner une opinion motivée, et encore ne pourrait-elle être basée que sur des impressions générales. Mais pour émettre un tel avis, on peut trouver, auprès du ministre du commerce, des autorités compétentes, sans être obligé d'y recourir à un organe spécial.

La création d'un comité chargé de décider de toutes ces mesures qui, appliquées aux compagnies françaises sont peut-être susceptibles de donner avec elles des résultats utiles (et la question est des plus discutables) est donc *absolument inutile en ce qui concerne les compagnies étrangères*. L'adoption de ce mode particulier de surveillance ne ferait qu'accentuer la dualité du régime actuel et aggraver l'inégalité choquante du système déjà tant de fois signalée et critiquée. Si donc la création de ce comité consultatif peut demeurer réservée, et son utilité être admise à la rigueur en ce qui concerne le résultat qu'on peut attendre de son fonctionnement vis-à-vis des compagnies française, *le système de la publicité* reste en revanche le seul possible, le seul capable de donner aux assurés français un *moyen relatif* de surveiller leurs intérêts s'ils les ont confiés à des compagnies étrangères. Et l'État, à qui incombe le devoir de rendre cette publicité obligatoire, doit également exiger de ces compagnies une double publi-

cité. L'une éclairera la gestion totale de la compagnie étrangère puisque les intérêts des assurés français sont étroitement liés à sa prospérité générale ; l'autre, *spéciale aux assurances contractées en France* fera ressortir le montant total de la dette de cette compagnie envers le pays et par suite décidera et motivera l'attitude de l'État à son égard.

Le gouvernement, conscient de son impuissance à vérifier tous les chiffres que cette société étrangère lui fournira devra ne les accepter que comme approximatifs, et prévenir les assurés de leur valeur relative. Il sera de son devoir étroit de leur faire connaître la différence exacte qui existera entre la *publicité imposée et vérifiée des compagnies françaises* et celle qui sera demandée au *bon plaisir des compagnies étrangères* et reproduite *sans vérification possible*.

Là encore, il importera de ne pas se payer de mots, et, malgré la similitude apparente, chacune des *deux publicités* devra être interprétée, par règlement spécial, émané du gouvernement en Conseil d'Etat.

Dans le premier cas (compagnies françaises) nous aurons des comptes rendus imposés, vérifiés, et dont la moindre inexactitude rendra leurs auteurs passibles d'une pénalité sévère.

Dans l'autre cas, ces comptes rendus seront demandés au bon plaisir des sociétés étrangères : ils demeureront invérifiables, et leurs auteurs auront la faculté de pouvoir les falsifier sans risquer la moindre pénalité.

Un gouvernement soucieux de remplir les devoirs qui lui incombent devra donc, pour cette publicité qui remplacera

la surveillance, comme pour l'autorisation, *user du pouvoir d'interprétation* et ne pas laisser planer un doute regrettable dont les conséquences pourraient être désastreuses. *Il définira exactement la garantie relative ainsi obtenue, et s'attachera surtout à bien la préciser, et à la différencier nettement de celle présentée, par la publicité, semblable en apparence des compagnies françaises.*

*
* *

Le 8 mars 1888, l'anomalie vraiment extraordinaire de la situation actuelle était signalée à la Chambre par M. Chastenet, député, dont les discours résument admirablement la question toute entière.

« Les compagnies d'assurances étrangères, comme toutes
« les sociétés étrangères, ne relèvent que de la permission
« générale qui a été successivement accordée à toutes les sociétés anonymes et autres associations commerciales de tous les
« pays. On peut donc affirmer qu'actuellement toutes les sociétés d'assurances du monde entier peuvent venir faire
« concurrence aux nôtres sans aucune autorisation, à l'abri
« de toute surveillance et de tout contrôle. Par conséquent,
« nous nous trouvons en présence de ce phénomène, que toutes
« les compagnies étrangères d'assurances sur la vie peuvent
« venir s'implanter chez nous et s'épanouir largement au soleil de France, sans autorisation, sans contrôle, et sans
« être soumises à l'obligation de faire des placements déterminés, échappant ainsi à nos propres lois à l'ombre des-

« *quelles s'étiolent les sociétés indigènes d'assurances sur la*
« *vie...*

« ... Nous voyons ainsi en France, coexister en matière
« d'assurances deux principes antagonistes : le principe de la
« réglementation et le principe de la liberté sans contrôle,
« avec cette circonstance aggravante que le premier est appli-
« qué aux compagnies françaises, tandis que les compagnies
« étrangères en sont exemptes. Il en résulte que les compa-
« gnies françaises ne pouvant employer leurs fonds qu'en
« placements déterminés, de tout repos, il est vrai, mais de
« médiocres revenus, les sociétés étrangères, libres de pla-
« cer leurs capitaux dans des valeurs plus aléatoires, mais
« plus rémunératrices aussi, peuvent diminuer proportion-
« nellement le taux de leurs primes et faire à nos compagnies
« nationales une concurrence insoutenable.

« C'est grâce à cette hospitalité que les sociétés d'assuran-
« ces étrangères sur la vie se sont considérablement dévelop-
« pées en France, et nous voyons les grandes compagnies
« d'assurances étrangères, la New-York, la Mutual Life,
« l'Equitable, la Gresham, prélever tous les ans sur l'épar-
« gne française une somme de 15 millions qui passe l'Atlan-
« tique. Ces millions s'en vont, nous les saluons avec l'es-
« pérance lointaine de les voir revenir, mais *rien n'est moins*
« *sûr, car il nous arrive souvent de ces pays lointains, l'écho*
« *de faillites, de désastres financiers, contre lesquels nos capi-*
« *taux confiants ne sont pas assurés à leur tour...* ».

Le 3 avril 1900, préoccupé plus que jamais de cet état de choses, considérablement aggravé du reste, M. Chastenet dé-

posait un projet de loi qui tendait à établir cette égalité absolue tant désirée entre les compagnies françaises et étrangères. Si les mesures préconisées étaient discutables quant à la facilité pratique de leur application (autorisation, surveillance, comité consultatif, etc.), l'intention était du moins des plus nettes, et le projet, le dernier en date, procède comme tous les précédents, de la constatation d'une situation inacceptable et du désir d'y remédier le plus tôt possible.

Il y a donc longtemps déjà que cette question retient, à juste titre, l'attention des législateurs, et l'importance qu'on y attache s'affirme par la continuité même des tentatives et des recherches auxquelles se sont livrés le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation, le Gouvernement, la Chambre, le Sénat. Ces efforts n'ont pas encore abouti, et les propositions diverses, les solutions tentées demeurent toujours à l'état de projet.

Par contre, la situation reste toujours la même. Les mutualités françaises, les compagnies qui les administrent demeurent dans cette situation d'inégalité et d'infériorité qui permet aux compagnies étrangères de se développer impunément, de drainer les capitaux français pour des entreprises hasardeuses et de compromettre à la fois l'épargne des assurés qui s'y aventurent, les intérêts des compagnies françaises impuissantes à lutter contre une concurrence libre de tout frein, la prospérité de l'Etat exposé à subir brusquement le contre-coup des ruines qu'il n'aura pas empêchées et qui voit dès à présent diminuer une source importante de revenus à laquelle il ne semble pas prendre garde.

« ... Il en résulte que les compagnies françaises ne pouvant

« employer leurs fonds qu'en placements déterminés de tout
« repos il est vrai, mais de médiocres revenus, les sociétés
« étrangères, libres de placer leurs capitaux dans des valeurs
« plus aléatoires mais plus rémunératrices aussi, *peuvent*
« *diminuer proportionnellement le taux de leurs primes et*
« *faire à nos compagnies nationales une concurrence insou-*
« *tenable... ».*

Ces paroles déjà citées, dans le discours de M. Chastenet, sont à mettre de nouveau en évidence, car là est en effet l'écueil. Il est difficile pour le public d'apprécier sainement les garanties que peut offrir telle ou telle entreprise, s'il n'y est pas aidé par le gouvernement. Il ne sait pas lire les imprimés, les réclames qu'on lui présente. Pour lui, toutes les compagnies françaises ou étrangères, mues par le même mobile d'intérêt personnel présentent la même sécurité. Il va donc à celles qui demandent la prime la moins élevée (et ce sont naturellement les compagnies étrangères) et se contente de leurs déclarations sans les contrôler. Le voudrait-il qu'il ne le pourrait même pas puisque nul document de publicité n'est exigé d'elles.

Si dans un avenir que nous espérons prochain, ces comptes rendus sont enfin exigés, qu'y verra-t-il si ce n'est des chiffres qu'il croira certains.

Pour combattre cette redoutable course au bon marché, à l'assurance de qualité douteuse, l'intervention de l'Etat est donc indispensable. Le paternalisme passif ne peut suffire : pour être efficace, il doit devenir des plus actifs, et sa manifestation la plus essentielle sera *cette déclaration très nette,*

très explicite, souvent répétée, que l'autorisation donnée aux compagnies étrangères ne peut valoir celle accordée aux compagnies françaises et que la publicité exigée des compagnies étrangères ne présentera jamais les mêmes garanties de vérité que celle imposée aux compagnies françaises.

CHAPITRE VI

LES ENSEIGNEMENTS DE LA PUBLICITÉ OFFICIELLE DU BUREAU FÉDÉRAL SUISSE

I

Les réserves. — L'actif. — Les placements immobiliers

La plupart des Etats de l'Europe n'ont pas montré une insouciance aussi complète de leurs véritables intérêts, et presque toutes les législations étrangères renferment de sévères mesures de défense. La Suisse, en particulier, a soumis, par la loi fédérale du 23 juin 1885, les compagnies d'assurances qui veulent opérer chez elles à la surveillance du Conseil fédéral.

Les compagnies étrangères doivent fournir, entre autres choses, *des comptes rendus annuels dans la forme prescrite par la loi, et des tableaux contenant toutes les indications demandées par le bureau fédéral des assurances.*

Nous ne discuterons pas les divers détails de cette législation, ni le fonctionnement complet de ce bureau. Nous nous

bornerons à étudier les rapports publiés par lui depuis 1886, afin de montrer les enseignements qu'une publicité intelligemment faite permet de découvrir.

Cette publicité nous fait pénétrer très avant dans l'administration intérieure de 33 compagnies : 6 suisses, 8 allemandes, 11 françaises, 5 anglaises, 3 américaines. Or, parmi les 22 compagnies, étrangères pour nous, dont ces comptes rendus fédéraux éclairent la gestion, deux seulement opèrent en France : la *New-York*, l'*Equitable*, toutes deux américaines. Nous les étudierons spécialement, puisque nous trouverons dans ces rapports suisses des éléments d'information qui nous font en France totalement défaut. Nous ne possédons en effet aucun document, aucune publication qui nous permette de les juger. Leurs prospectus seuls nous donnent des indications vagues, alléchantes, mais que nous ne pouvons vérifier. Les comptes rendus fédéraux nous fournissent au contraire, pour une période de quatorze années, 1885-1899, des détails fort complets, et, comme un certain nombre de compagnies françaises opèrent également en Suisse, la comparaison sera facile. Les unes et les autres sont en effet soumises aux mêmes questionnaires, et leurs opérations présentées d'une manière identique. Nous pourrions donc juger par un exemple concret des effets et de l'utilité de la publicité. Les conclusions que nous découvrirons par le rapprochement de ces chiffres seront inattaquables si l'on considère la haute compétence du Bureau fédéral et son incontestable impartialité.

*
* *

Les onze compagnies françaises opérant en Suisse géraient au 1^{er} janvier 1900, d'après le compte rendu fédéral, les intérêts de 298.390 assurés, dont les contrats représentaient 3 milliards 404.384.862 francs et ceux de 98.160 rentiers auxquels ils assuraient le paiement d'arrérages s'élevant annuellement à 75.946.546 francs.

D'après le même compte rendu, la *New-York* comptait :

437.766 assurés dont les contrats en cours s'élevaient à..	5.503.363.936
9.277 rentiers devant toucher annuellement.....	9.212.114

et l'*Equitable* :

345.338 assurés dont les contrats représentaient.....	5.464.723.991
2.269 rentiers devant toucher annuellement.....	3.848.849

Les réserves jugées nécessaires pour faire face à ces engagements s'élevaient, réassurances déduites, aux totaux suivants :

Compagnies françaises..	1.840.113.142
<i>New-York</i>	1.013.353.592
<i>Equitable</i>	1.121.307.697

Si l'on décompose cette garantie globale en deux parties, on trouve :

Réserve correspondant aux diverses assurances :

Compagnies françaises..	1.089.062.347
<i>New-York</i>	940.332.911
<i>Equitable</i>	1.097.853.436

Réserve correspondant aux rentes :

Compagnies françaises..	751.050.795
<i>New-York</i>	73.020.775
<i>Equitable</i>	33.454.261

Et, si l'on compare les contrats en cours aux réserves correspondantes :

Pour les assurances :

	Contrats	Réserves
	—	—
Compagnies françaises..	3.404.384.862	1.089.062.347
<i>New-York</i>	5.503.363.936	940.332.911
<i>Equitable</i>	5.464.723.991	1.097.853.436

Pour les rentes :

	Contrats (arrérages annuels)	Réserves
	—	—
Compagnies françaises..	75.946.546	751.150.805
<i>New-York</i>	9.212.114	73.050.079
<i>Equitable</i>	3.848.849	33.454.261

On voit, dès le premier coup d'œil, combien *les réserves françaises sont importantes, eu égard au total des contrats en cours*. L'écart est même si considérable entre les réserves ainsi jugées nécessaires par les compagnies françaises et celles dont se contentent les compagnies américaines que toute explication suffisante pour le justifier complètement semble bien difficile. Le seul moyen de comparer exactement les deux situations consisterait à rapprocher le *modèle 5* exigé des compagnies françaises par le ministre du commerce, et contenant le détail, par catégorie d'assurances, des réserves pour risques en cours, d'un tableau identique, renfermant les mêmes indications fournies par les compagnies américaines, *indications dûment vérifiées*. Ce tableau n'est pas exigé, et, le serait-il, que sa vérification serait des plus

difficiles. Nous ne pouvons, par suite, que rester, jusqu'à preuve du contraire, sur l'impression suivante :

1° Les compagnies françaises croient nécessaire de constituer des réserves considérables, et le détail du tableau 5 du compte rendu exigé par le ministre du commerce nous permet de vérifier l'exactitude des chiffres qu'elles nous donnent et l'existence effective des réserves annoncées ;

2° Les compagnies américaines se contentent de réserves bien moins considérables pour une dette bien plus élevée. Aucune publication, faite en France, ne nous permet de juger si les règles mathématiques essentielles sont respectées. La publication suisse, d'autre part, ne mentionnant que des renseignements globaux, aucune des vérifications de détail indispensables n'est possible, en ce qui concerne ce point particulier, si le capital, et, même cette publicité, qui nous fournit pourtant des indications utiles, supérieures à celles que l'Etat français peut nous donner, se trouve par suite incomplète.

*
* *

Il ne suffit pas à une compagnie, pour éclairer ses assurés, d'indiquer les réserves qu'elle juge nécessaires, et de les calculer suivant telle ou telle méthode, il faut encore justifier des ressources existantes qui les rendent véritablement effectives, et dont la réalisation permet précisément de satisfaire aux exigences de l'assurance au fur et à mesure des besoins. L'ensemble de ces ressources constitue l'*actif*.

La situation respective des onze compagnies françaises et

des deux compagnies américaines opérant en Suisse était à cet égard, au 1^{er} janvier 1900, la suivante :

		Contrats d'assurances en cours.	Actif correspondant
Dette		Rentes en cours	
—		—	—
Compagnies françaises .	Assurances.....	3.404.784.862	2.130.567.335
	Rentes.....	75.946.546	
<i>New-York</i>	Assurances.....	5.503.363.936	1.225.451.220
	Rentes.....	9.212.114	
<i>Equitable</i>	Assurances.....	5.464.723.991	1.452.147.382
	Rentes.....	3.848.849	

Si l'on veut avoir un tableau plus précis, plus homogène, il suffit de considérer qu'une rente viagère dure dix ans, en moyenne, et que le chiffre des capitaux qui correspond aux contrats de rentes existants s'obtient en multipliant par 10 le chiffre de ces rentes. En opérant ainsi, et en ajoutant ce résultat au chiffre des assurances proprement dites, on aura pour chaque compagnie le chiffre total des capitaux correspondant à l'ensemble des contrats en cours.

	Assurés et rentiers	Capitaux des contrats en cours	Actif correspondant
	—	—	—
Compagnies françaises..	396.550	4.163.850.322	2.130.567.335
<i>New-York</i>	447.053	5.595.485.076	1.225.451.220
<i>Equitable</i>	347.667	5.503.212.981	1.452.147.382

La *New-York* compte donc 50.503 assurés *de plus* que les compagnies françaises, et ses contrats en cours *dépassent* les contrats de ces compagnies de 1 milliard 431.636.754. Pour répondre à ces exigences supplémentaires, abstraction faite

de toute opinion sur la méthode mathématique employée pour le calcul des réserves pour risques en cours, la richesse effective de cette compagnie est *inférieure* de 905.116.115 fr. à la richesse effective des compagnies françaises.

L'*Equitable* compte 48.883 assurés de moins que les compagnies françaises, mais le chiffre de ses contrats en cours est néanmoins *supérieur* de 1 milliard 339.362.659. La richesse effective de cette compagnie est pourtant *inférieure* de 678.359.953 fr. à la richesse effective des compagnies françaises.

On voit donc combien la situation économique de ces dernières est supérieure à celles des deux compagnies américaines. Sans doute chacune d'elles a moins d'assurés, moins de contrats en cours, mais elle possède, proportionnellement, des ressources bien supérieures. Il importe peu qu'une compagnie ait dix fois plus d'assurés et annonce un actif qui semble colossal à première vue, si cet actif n'est pas augmenté lui-même dans une proportion correspondante. Or, nous venons de voir que, bien loin d'être supérieur, il est au contraire inférieur. Pour être proportionnellement aussi riches que les onze compagnies françaises prises dans leur ensemble, les deux compagnies américaines devraient posséder les actifs suivants :

<i>New-York</i>	2.863.409.094
<i>Equitable</i>	2.815.895.123

Il leur reste donc à acquérir, pour se trouver dans une situation économique aussi florissante :

<i>New-York</i>	4.637.657.874
<i>Equitable</i>	4.336.747.741

En acceptant même l'hypothèse de réserves calculées suivant une méthode suffisamment rigoureuse, nous pouvons donc dire que la garantie offerte par les compagnies françaises est autrement solide que celle des deux compagnies américaines. Les placements qui représentent leur actif peuvent en effet baisser, par suite de ces événements fortuits, impossibles à éviter, la marge qui leur restera sera toujours assez large pour remédier à cet inconvénient, et *résultera précisément de l'importance relative de cet actif, comparée au chiffre des contrats en cours.*

*
* *

Mais l'*importance* de l'actif ne doit pas demeurer seule en cause. Sa *composition* est autrement importante à étudier, car les chiffres les plus considérables peuvent n'être qu'une garantie aléatoire, et la confiance qu'il convient de leur accorder ne sera justifiée que si les éléments divers qui les composent sont assurés de garder toujours une valeur identique.

Les compagnies françaises d'assurances de toute nature étaient astreintes jusqu'à ces derniers temps à n'employer leurs fonds, exception faite pour les sommes nécessaires aux besoins du service courant, qu'à l'achat de placement limitativement énumérés et considérés comme de tout repos. Ces placements, modifiés légèrement ces dernières années pour

les compagnies vie, et par un décret du 10 juillet 1901 pour les autres compagnies d'assurances étaient les suivants :

Immeubles,

Rentes sur l'Etat,

Bons du Trésor ou *autres valeurs créées ou garanties par l'Etat*,

Action de la Banque de France,

Obligations des départements et des communes,

Obligation du Crédit foncier de France,

Obligations des Compagnies françaises de chemins de fer *qui ont un minimum d'intérêt garanti par l'Etat*.

D'après les comptes rendus du bureau fédéral, l'actif des onze compagnies françaises se décomposait ainsi, au 1^{er} janvier 1900 :

Partie non versée du capital social ou du capital de		%
garantie	76.874.400	3,61
Hypothèques	125.081.730	5,87
Immeubles.	454.096.154	21,31
Valeurs	1.222.586.463	57,38
Prêts sur nantissements ou polices. — Effets à recevoir.	73.945.408	3,56
Espèces en caisse chez les banquiers	4.613.599	0,22
Créances et divers	171.088.694	8,04
Commissions escomptées à amortir.	280.887	0,01
	2.130.567.335	100,00

A la même date, les actifs des deux compagnies américaines considérées, *New-York* et *Equitable* étaient les suivants :

	New-York	%	Equitable	%
Capital social non versé.	»	»	»	»
Hypothèques	188.419.442	15,35	194.730.006	13,20
Immeubles	88.530.882	7,22	200.249.243	13,79
Valeurs	779.914.908	63,34	828.061.031	57,02
Prêts.	86.481.468	7,06	102.650.055	7,07
En banque	52.086.390	4,25	94.697.630	6,52
Créances, divers	30.318.530	2,48	33.778.791	2,33
Commissions à amortir	»	»	1.010.626	0,07
	1.235.451.220	100,00	1.452.147.382	100,00

Si l'on rapproche les actifs ainsi décomposés on obtient :

	Compagnies françaises	New-York	Equitable
Capital social non versé	3,61	»	»
Hypothèques	5,87	15,35	13,20
Immeubles.	21,32	7,22	13,79
Valeurs.	57,38	63,34	57,02
Prêts	3,56	7,06	7,07
En banque.	0,22	4,25	6,52
Créances, divers	8,04	2,48	2,33
Commissions à amortir.	»	»	0,07
	100,00	100,00	100,00

La comparaison de ces tableaux permet de constater les points suivants :

1° Il existe chez les compagnies françaises une garantie particulière, représentée par la partie du capital social non encore versée, mais exigible au besoin des actionnaires, pour le chiffre rigoureux de 76.874.400 fr., absolument irréductible, indépendant de toute variation possible du marché des valeurs. Il y a donc là un capital important dont la quotité certaine est à l'abri de toute éventualité.

Cette portion de l'actif, ainsi cristallisée, n'existe pas chez les compagnies américaines dont les ressources, toutes en ligne, représentées par des valeurs sujettes à variations, ne sont appuyées par aucune réserve supplémentaire analogue.

2° Les compagnies françaises ont cru devoir faire entrer dans leurs placements une quote-part importante d'*immeubles*, 434.096.194 fr. représentant les 21,31 0/0 de leur actif.

Les compagnies américaines n'ont pas suivi cet exemple.

<i>La New-York</i> n'en possède que.....	88.530.882 soit 7,22 0/0
<i>L'Equitable</i> n'en possède que.....	200.219.243 soit 13,79 0/0

Sans rien préjuger, il faut constater cette différence de principe, car les immeubles figurent dans les valeurs indiquées par la loi française et peuvent être considérés comme un placement des plus sérieux. Peu appréciés par les compagnies américaines, ils ont été en revanche recherchés par les compagnies françaises qui ont largement profité de la facilité qui leur était accordée, pour employer des sommes considérables en ces placements qui, par leur nature même ne se prêtent que peu à des mutations fréquentes et dont les profits reposent bien plus sur une administration prudente et sage que sur les fluctuations du marché.

3° Les compagnies françaises et américaines sont d'accord pour accorder la place prépondérante aux *valeurs mobilières* qui forment le gros chiffre de l'actif :

Compagnies françaises.....	1.222.586.463 soit 57,30 0/0
<i>New-York</i>	779.914.908 soit 63,64 0/0
<i>Equitable</i>	828.061.031 soit 57,02 0/0

4° Les *capitaux en banque* sont réduits par les compagnies françaises au strict nécessaire pour assurer les besoins du service courant. Elles n'y consacrent que 4.613.599 soit 0,22 0/0 de leur actif. Aucune spéculation hasardeuse, aucun virement de fonds, aucun jeu de bourse ne sont possibles avec une si faible somme. Cette considération est d'autant plus importante que les administrateurs et les directeurs peuvent employer ces fonds à leur guise, puisque par leur destination même, ils sont à leur disposition pleine et entière pour assurer la marche de la compagnie. Les autres compagnies européennes dont le compte rendu suisse nous fait connaître le fonctionnement en ont jugé de même :

Les six compagnies suisses pour un actif de 155.770.581 ne consacrent à cet effet que 1.720.565 soit 1,10 0/0 de leur actif.

Les huit compagnies allemandes, pour un actif de 1 milliard 440.391.800 seulement 10.681.384 soit 0,74 0/0.

Les cinq compagnies anglaises, pour un actif de 568 millions 425.848 seulement 10.110.372 soit 1,78 0/0.

Les deux compagnies américaines opèrent autrement. Elles conservent, à la disposition de leurs administrateurs et de leurs directeurs :

<i>New-York</i>	52,086.390 soit 4,25 0/0
<i>Equitable</i>	94,697.630 soit 6,52 0/0

Ces deux compagnies procèdent donc d'après une toute autre méthode que les trente compagnies de toute nationalité, précitées. Il leur semble nécessaire de laisser à la disposition

de leurs organes directeurs des sommes bien plus considérables à proportion que celles jugées suffisantes par les compagnies des autres pays. Ces capitaux restent fatalement sans contrôle, par leur nature même et se prêtent par suite à toute combinaison qu'il plaira aux administrateurs de décider, sans qu'il soit possible aux assurés de la juger ou même de la connaître.

Les compagnies françaises au contraire, sont de toutes les compagnies considérées, celles dont les administrateurs se contentent de la proposition minima 0,22 0/0 de l'actif. Ce sont donc elles qui présentent sur ce point le moins d'aléa, et qui tiennent leurs conseils d'administration dans les limites les plus étroites et les mieux surveillées.

Le tableau suivant fait ressortir cette différence :

Fonds en banque			
Compagnies suisses	4,40	0/0	de leur actif.
— allemandes	0,74	0/0	—
— anglaises	1,78	0/0	—
— françaises	0,22	0/0	—
New-York	4,25	0/0	—
Equitable	6,52	0/0	—

La conclusion de cette comparaison est que la zone financière qui doit rester, pour les besoins commerciaux et économique à l'absolue discrétion de la Direction est plus restreinte pour les compagnies françaises que pour toutes les autres. La parfaite correction de leur gestion, la stabilité de leurs affaires, la solidité de leurs placements réduisent au minimum leurs besoins journaliers, bien que leur chiffre d'affaires soit des plus considérables et leur actif plus élevé que ceux des autres compagnies. Le besoin d'une sorte de réservoir com-

pensateur occulte des fluctuations des affaires ne se fait pas sentir pour elles, et, si la moindre variation se produisait, elle serait connue de suite, faute précisément de pouvoir puiser à volonté dans ce réservoir pour en atténuer les effets. Son absence même est donc une garantie de plus, et la faiblesse de la zone financière arbitraire ainsi dévolue reste la preuve la plus favorable du désir sans cesse affirmé des compagnies françaises de n'accomplir leurs opérations qu'au grand jour.

*
* *

Nous avons vu que les compagnies françaises ont placé en *immeubles* une part considérable de leur actif, et que les 2 compagnies américaines que la publicité des comptes rendus fédéraux nous permet d'étudier n'ont pas procédé de même. Le chiffre total de leurs immeubles est pourtant assez considérable pour qu'il soit intéressant d'étudier le détail de ce genre de placements pendant l'espace des 14 années que cette publicité nous fait connaître.

Rappelons qu'au 1^{er} janvier 1900 :

Immeubles

Les 11 C ^{es} françaises possédaient	454.096.154	soit 21,31 % de leur actif.	
La New-York possède.....	88.530.882	soit 7,22 %	—
L'Equitable —	200.219.243	soit 13,79 %	—

Depuis 1887, les unes et les autres se sont développées, ont augmenté leur fortune immobilière, et la suite des revenus annuels qu'elles en ont obtenu est contenue dans le tableau suivant, *établi à l'aide des comptes rendus fédéraux*.

	Compagnies françaises		New-York		Equitable	
	Valeur des immeubles	Revenu	Valeur des immeubles	Revenu	Valeur des immeubles	Revenu
1887.....	236,489,588	9,520,991	35,449,534	457,451	82,040,225	2,312,498
1888.....	247,634,660	10,073,910	35,693,735	462,890	105,269,611	4,004,895
1889.....	266,543,665	11,392,416	48,244,360	941,974	94,791,009	4,161,755
1890.....	282,973,544	12,231,801	68,633,832	1,766,422	109,584,357	3,824,356
1891.....	297,199,336	12,893,626	74,329,855	2,979,810	140,568,801	6,220,376
1892.....	325,395,954	13,491,678	64,411,877	3,042,293	161,718,992	7,472,607
1893.....	347,316,228	14,165,471	64,944,501	3,292,559	197,424,768	7,847,832
1894.....	366,047,503	14,303,002	68,095,754	3,441,125	198,629,995	7,738,578
1895.....	382,422,590	14,679,900	73,758,253	3,518,965	204,267,042	8,188,072
1896.....	393,499,274	14,984,381	80,373,361	3,605,740	211,889,812	9,502,706
1897.....	411,129,140	15,756,184	84,790,340	3,857,021	221,605,148	9,643,844
1898.....	433,360,340	16,431,921	85,715,970	2,746,489	209,449,857	10,282,579
1899.....	445,935,418	17,043,513	85,716,675	2,724,576	196,201,311	10,775,413

Ce qui permet de constater que ces compagnies ont tiré de leurs placements immobiliers des revenus dont les taux ont été les suivants :

	Compagnies françaises	New-York	Equitable
1887	4,02	1,29	2,82
1888	4,07	1,30	3,80
1889	4,27	1,95	4,39
1890	4,32	2,57	3,49
1891	4,34	4,01	4,42
1892	4,45	4,72	4,63
1893	4,08	5,07	3,78
1894	3,88	5,05	3,92
1895	3,84	4,77	4,01
1896	3,81	4,49	4,48
1897	3,83	4,55	4,35
1898	3,79	3,20	4,91
1899	3,82	3,18	5,49

Elles ont donc retiré, de ces placements immobiliers pendant ces 13 années.

Les compagnies françaises...	4,02 0/0
La <i>New-York</i>	3,65 0/0
L' <i>Equitable</i>	4,20 0/0

L'examen de ces tableaux indique que le taux du revenu des immeubles français n'a durant cette longue période oscillé que bien peu ; les impôts nouveaux, créés ces dernières années, donnent la raison de la légère diminution de ce taux qui demeure pourtant largement rémunérateur. La *New-York* et l'*Equitable* présentent au contraire des sursauts inattendus

et l'élévation courante des revenus des dernières années leur permet seule d'obtenir des résultats moyens satisfaisants. Il est clair que, si elles s'en étaient tenues aux taux de 1,29 0/0 et 2,82 0/0 de 1887 leur situation n'eût guère été brillante. Les variations brusques sont des plus singulières, mais, *si l'on admet que les chiffres donnés au bureau fédéral sont exacts*, il faut les accepter.

Un autre élément de comparaison existe heureusement. Ce sont les rapports des surintendants chargés en Amérique de surveiller, suivant des règles que nous ne pouvons ni connaître ni sérieusement apprécier, la gestion de ces compagnies, rapports qui ne sont pas publiés en France. Certaines revues spéciales y ont pourtant puisé des renseignements que nous allons reproduire *et comparer aux données par les compagnies au bureau fédéral*.

D'après les rapports du surintendant des assurances de l'Etat du Connecticut par 1896, 1897, 1898 et celui au surintendant de l'Etat de New-York pour 1899, les détails de la gestion des immeubles de la *New-York* et de l'*Equitable* étaient les suivants.

	Valeur des immeubles	Dépenses		Total des dépenses	Revenu <i>brut</i>	Revenu <i>net</i>
		Réparations et charges	Impôts			
New-York	1895 .	82,946,375	634,460	1,453,296	3,427,726	1,974,430
	1896 .	87,337,563	748,731	1,592,453	3,641,328	2,048,844
	1897 .	88,055,857	807,646	1,860,407	3,857,798	1,997,690
	1898 .	85,341,240	845,707	1,690,217	4,518,825	2,828,608
	1899 .	87,972,300	4,475,457	1,870,209	4,587,645	2,717,436
Équitable	1895 .	211,834,501	1,264,756	5,489,040	7,752,394	2,568,354
	1896 .	221,596,596	4,523,355	5,475,360	9,537,635	4,362,275
	1897 .	209,441,773	4,493,025	4,367,240	9,655,772	5,288,532
	1898 .	208,517,321	4,448,429	3,395,012	10,432,382	6,137,370
	1899 .	198,955,969	2,063,033	4,795,939	10,442,873	5,646,933

Si l'on rapproche les revenus *bruts* et *nets* relevés par les surintendants américains, de ceux portés à la connaissance au bureau fédéral sur les 2 compagnies considérées, on a le tableau suivant :

	Revenu <i>brut</i>	Revenu <i>net</i>	Revenu donné au Bureau fédéral
New-York			
1895.	3.427.726	1.974.430	3.518.965
1896.	3.641.328	2.048.844	3.605.740
1897.	3.857.798	1.997.690	3.857.021
1898.	4.518.825	2.828.610	2.746.489
1899.	4.587.645	2.717.436	2.724.576
Equitable			
1895.	7.752.394	2.568.364	8.188.072
1896.	9.537.635	4.362.275	9.502.706
1897.	9.655.772	5.288.532	9.143.844
1898.	10.132.382	6.137.370	10.282.579
1899.	10.442.873	5.646.933	10.775.413

La *New-York* semble donc avoir donné au bureau fédéral, comme revenu de ses immeubles, le *revenu brut* en 1895, 1896, 1897 et le *revenu net* en 1898 et 1899.

L'*Equitable* paraît avoir donné le *revenu brut* pendant les 5 années.

En comparant les *taux de placement*, d'après les rapports des surintendants, et d'après les chiffres fournis au bureau fédéral, on trouve, [pour] les 5 années considérées :

	New-York		Equitable	
	Chiffres donnés au Bureau fédéral	D'après les Surintendants	Chiffres donnés au Bureau fédéral	D'après les Surintendants
1895. .	4,77	2,38	4,02	1,22
1896. .	4,49	2,35	4,48	1,96
1897. .	4,55	2,27	4,35	2,52
1898. .	3,20	3,31	4,91	3,31
1899. .	3,18	3,09	5,49	2,84

Il y a tout lieu d'adopter les chiffres des surintendants mieux placés pour connaître l'exacte vérité, alors que le bureau suisse doit se contenter des déclarations que les compagnies veulent bien lui faire, des réponses qui sont fournies à son questionnaire et qu'il ne peut vérifier. La comparaison des *gestions respectives d'immeubles* des compagnies françaises et américaines donne alors les résultats suivants :

	Compagnies françaises	New-York	Equitable
1895	3,84	2,38	1,22
1896	3,81	2,35	1,96
1897	3,83	2,27	2,52
1898	3,79	3,31	3,31
1899	3,82	3,09	2,84

La moyenne *réelle* des 5 années est la suivante :

Compagnies françaises.	3,82
<i>New-York</i>	2,68 au lieu de 4,04
<i>Equitable</i>	2,37 au lieu de 4,73

Nous sommes loin des moyennes apparentes indiquées par le compte rendu suisse, et nous pouvons en déduire la confiance que doivent nous inspirer les moyennes générales de 3,55 0/0 et 4,20 0/0 qu'ils nous ont permis de calculer pour l'ensemble des exercices de 1887 à 1899.

Nous trouvons donc dans l'étude qui précède la preuve frappante de l'utilité d'une publicité obligatoire, en même temps que de son insuffisance relative.

Tout dépend des réponses faites par la compagnie étrangère au questionnaire qui lui est adressé, et la difficulté presque insurmontable que le gouvernement éprouve à vérifier l'exactitude de tous les renseignements ainsi fournis rend incomplets les avantages qui résultent de cette publicité.

Le gouvernement qui la fait obligatoire et en publie les résultats doit donc affirmer bien haut qu'il ne les donne que sous toutes réserves, et sans la moindre garantie. *Faute de cette précaution, il tromperait les assurés, et manquerait au premier de ses devoirs.*

Le rapport du surintendant du Connecticut pour l'année 1900 nous indique que, pour cet exercice, le revenu des immeubles n'a pas beaucoup augmenté :

	Valeur des immeubles	Dépenses		Total des dépenses	Revenu <i>brut</i>	Revenu <i>net</i>	o/o
		Répara- tions et charges	Impôts				
New-York .	87.698.964	1.006.555	1.186.223	2.192.778	4.935.568	2.742.790	3,12
Equitable..	197.869.042	2.848.252	1.905.306	4.753.558	10.617.939	5.864.381	2,96

et, puisque nous venons de faire état de ces renseignements quasi-officiels, il est intéressant d'y relever les mêmes résultats en ce qui concerne une autre compagnie américaine, la *Mutual Life*, qui n'opère, pas en Suisse, nous ignorons pourquoi, mais qui compte de nombreux assurés en France. Elle relève à ce titre de cette publicité que nous réclamons et dont nous nous efforçons de démontrer la nécessité.

Les renseignements fournis par les rapports officiels du surintendant du Connecticut, concernant la *Mutual Life*, nous permettent d'établir le tableau suivant :

	Valeur des immeubles	Dépenses		Total des dépenses	Revenu <i>brut</i>	Revenu <i>net</i>	‰
		Répara- tions et charges	Impôts				
1895...	114.963.649	1.633.726	785.079	2.418.806	4.570.870	2.152.063	1,88
1896...	117.963.432	2.271.709	1.076.444	3.348.154	4.666.123	1.317.969	1,11
1897...	112.037.642	2.137.358	1.098.457	3.235.816	4.835.942	1.600.126	1,43
1898...	106.319.991	2.206.382	1.001.389	3.207.771	5.060.722	1.852.950	1,74
1899...	119.410.604	2.225.241	1.446.534	3.671.776	5.153.819	1.482.042	1,25
1900...	122.154.615	2.425.605	1.441.878	3.867.483	5.504.028	1.636.545	1,34
Moyenne pour les 6 années : 1,75 ‰							

La comparaison générale des taux obtenus par les placements immeubles des compagnies françaises, de la *New-York*, de la *Mutual Life*, de l'*Equitable*, nous donne :

	Compagnies françaises	New-York	Équitable	Mutual Life
1895	3,84	2,38	1,22	1,88
1896	3,81	2,35	1,96	1,11
1897	3,83	2,27	2,52	1,43
1898	3,79	3,31	3,31	1,74
1899	3,82	3,09	2,84	1,25
1900	» »	3,12	2,96	1,34
Moyenne . . .	3,82	2,15	2,47	1,75

Et, si l'on prend la moyenne des revenus obtenus par les trois compagnies américaines, on trouve :

	Compagnies françaises	Compagnies américaines
1895	3,84	1,63
1896	3,81	1,81
1897	3,83	2,17
1898	3,79	2,70
1899	3,82	2,42
1900	» »	2,51
Moyenne . . .	3,82 0/0	2,20 0/0

Pendant l'année 1899 les onze compagnies françaises qui avaient placé, en *immeubles*, 445.935.418 fr. en ont retiré un revenu *net* de 17.043.516 fr. soit 3,82 0/0.

Les trois compagnies américaines qui avaient placé 406.338.873 fr. de la même manière, n'en ont retiré que 9.846.411 fr., soit 2,42 0/0. On ne peut, devant un semblable résultat que féliciter ces dernières compagnies d'avoir introduit dans leur actif une proportion d'immeubles relativement faible. Mais il est bon pourtant de faire remarquer en passant *quelle différence de gestion ressort de cette compa-*

raison, et de quel intérêt peut être pour les assurés français une publicité obligatoire qui la ferait ressortir.

*
* *

Nous avons tablé jusqu'à présent sur le chiffre total d'immeubles, tel qu'il a été accusé par les compagnies américaines, et nous avons admis que ce total correspondait à leur valeur exacte.

Or, on conçoit facilement que la légère élévation du taux de placement constatée dans ces dernières années ne sera réelle et véritable que si elle provient d'une augmentation effective des revenus.

Or, si l'on compare, pour l'*Equitable* par exemple, les années 1896 et 1897, on trouve les revenus suivants :

	Valeur des immeubles	Revenu net	0/0
1896....	221.596.596	4.362.275	1,96
1897....	209.441.773	5.288.532	2,52

La valeur des propriétés immobilières a diminué d'une année à l'autre de 12 millions, et le revenu en a augmenté de 115.000 fr. Le résultat final apparent, élévation du taux de placement de 1,96 0/0 à 2,52 0/0 est bien faite pour frapper l'imagination à première vue. Mais, à la réflexion la seule explication plausible est la suivante :

La valeur des immeubles avait été portée dans l'actif pour un chiffre exagéré afin d'enfler cet actif le plus possible. Pour se rapprocher un peu de la vraisemblance, on a cherché en-

suite à ramener cette valeur à des chiffres correspondant un peu mieux à la réalité véritable. Mais pour le faire, il a fallu sacrifier une partie des bénéfices de l'année ; aussi trouve-t-on sur le rapport du surintendant de l'Etat du Connecticut :

« A déduire pour être affecté à réduction de la valeur d'immeubles comme cela peut se trouver correct

. 3.500.000 dollars »,

soit 17.130.000 francs.

Mêmes constatations l'année suivante :

	Valeurs des Immeubles	Revenu net	0/0
1897.....	209.441.773	5.288.532	2,52
1898.....	208.517.321	6.137.370	3,31

On peut admettre à la rigueur que l'élévation du taux provient seulement de la diminution des charges, et que la diminution de la valeur des immeubles s'explique par des ventes justifiées, mais que dire l'année suivante :

	Valeurs des Immeubles	Réparations et Charges	Impôts
1898.....	208.517.321	2.546.582	1.448.429
1899.....	198.955.969	2.732.906	2.063.033

L'Equitable possède en 1899, 10 millions d'immeubles de moins qu'en 1898 ; or, ses réparations et charges ont pourtant augmenté de 200.000 francs et ses impôts de 600.000 francs ?

Ces anomalies ne peuvent s'expliquer que par un virement de fonds véritable, destinés à ramener à leur valeur exacte des immeubles comptés à un prix exagéré afin d'augmenter

artificiellement un actif destiné à miroiter aux yeux des assurés. Cet amortissement est sans doute une mesure excellente, mais tant qu'il ne sera pas terminé, c'est-à-dire tant que les immeubles évalués arbitrairement par les compagnies américaines au chiffre de 406.338.873 ne rapportent que 2, 20 0/0, *on sera en droit de dire qu'ils sont loin de présenter la même garantie qu'une quotité identique d'immeubles possédée par les compagnies françaises et rapportant 3,82 0/0.*

Si l'on suppose cet amortissement destiné à se continuer pour ramener les immeubles américains à leur valeur exacte, on peut admettre qu'ils n'offriront une garantie équivalente que lorsqu'ils ne seront plus portés à l'actif que pour 268 millions 160.104 francs. C'est, en effet, cette somme qui à 3,82 0/0. taux des immeubles français, rapporte les 10.243.716 francs obtenus en 1900 par les 3 compagnies américaines. Lorsque l'exagération voulue de l'évaluation des immeubles aura disparu, c'est-à-dire lorsque la valeur actuelle aura été diminuée de 138.178.769 francs la garantie présentée par les photographies répandues à profusion pourra être considérée comme équivalente à celle des immeubles français. Mais ces 138.178.769 francs, il faudra les demander encore aux bénéfices futurs, qui se trouveront pendant longtemps encore grevés de ce prélèvement indispensable et diminués d'autant. Quoi qu'il en soit, si l'on veut ramener à sa vraie valeur cet élément de l'actif des compagnies américaines, *il faut le diminuer tout d'abord de ces 138 millions qui y sont indûment portés.*

*
* *

Si l'on veut acquérir la certitude de la justesse de ce raisonnement, il suffit d'étudier le détail des comptes rendus publiés par le bureau fédéral, et l'on y trouvera, pour la *New-York* et l'*Equitable* du moins, la *Mutual Life* n'opérant pas en Suisse, la preuve de ce souci de l'amortissement d'une évaluation exagérée d'immeubles.

		Amortissements sur immeubles	Pertes sur ventes d'immeubles	Diminution de la valeur des propriétés
New-York...	1891. . .	11,327.407	»	»
	1892. . .	»	182.414	»
	1893. . .	»	101.897	»
	1894. . .	»	101.403	290.819
	1895. . .	»	177.929	592.386
	1896. . .	»	209.130	3.957.551
	1897. . .	»	424.329	5.069.648
	1898. . .	»	56.750	6.598.341
	1899. . .	»	»	3.967.896
		11,327.407	4.079.803	20.185.822
Total des amortissements de fait : 35,593,032				
Equitable....	1889. . .	3.409.620	»	
	1890. . .	1.711.386	»	
	1891. . .	4.681.001	»	
	1892. . .	4.118.007	»	
	1893. . .	2.817.146	»	
	1894. . .	»	»	
	1895. . .	7.774.050	»	
	1896. . .	»	»	
	1897. . .	18.539.965	»	
	1898. . .	4.060.478	»	
	1899. . .	1.107.347	202.042	
		47.919.000	202.042	
Total des amortissements de fait : 48,121,042				

Les 2 compagnies réunies ont donc depuis 1889 jusque fin

1899 ramené leurs immeubles à une valeur plus approchée en sacrifiant une somme totale de 83.714.074. Malgré ces sacrifices, nous savons qu'au 1^{er} janvier 1900 cette partie de leur actif était encore évaluée à 87.972.300 pour la *New-York* et 198.955.963 pour l'*Equitable*, soit ensemble 286.928.269 fr. ne rapportant respectivement à ces 2 compagnies que 3,09 0/0 et 2,84 0/0. L'*Equitable* semble avoir amorti constamment. La *New-York* au contraire a dû vendre et remplacer par d'autres les immeubles qui lui paraissaient une acquisition peu avantageuse. Mais cet arbitrage ne s'est pas accompli sans pertes importantes dont les traces se retrouvent dans les comptes rendus, qui doivent être ajoutés aux amortissements de fait, et le chiffre élevé de ces pertes trahit l'importance de ces ventes.

Le rapport de 1900 du surintendant de l'Etat du Connecticut ne peut par suite porter que sur l'examen de la valeur de ceux de ces immeubles qui demeuraient encore en 1899 la propriété de la *New-York*. « Ce rapport nous apprend que « le prix coûtant réel des immeubles de la *New-York* a été de « 108.316.664 et que c'est par des amortissements successifs « s'élevant à 20.617.700 francs qu'il a été ramené sur les livres « à 87.698.964. L'immeuble des boulevards (boulevard des « Italiens, à Paris) figure à l'actif pour 6.735.751, mais il a « coûté en réalité 11.890.728. La compagnie a donc dû amor- « tiser sur ce seul immeuble 5.154.977... » (1).

Cette compagnie a donc continué en 1900 l'amortissement

1. *Moniteur des Assurances*, 1901.

commencé les autres années. Ce chiffre de 20 millions est forcément trop faible, puisque l'examen ne peut porter que sur les immeubles encore possédés par la *New-York*, mais il n'en existe pas moins dans ce rapport une constatation précieuse et dont les termes mêmes attestent la méthode d'amortissement suivie.

Ces 2 compagnies n'ont pas encore atteint le but définitif cherché, et leurs immeubles, toujours trop majorés, ne rapportaient encore en 1900 que 3,12 0/0 et 2,96 0/0. Ils ont donné en 1900 2.742.790 francs à la *New-York* et 5.864.381 à l'*Equitable*. En les supposant ramenés à leur valeur réelle et au taux de 3,82 0/0 que rapportent les immeubles français, cette valeur réelle s'obtient en capitalisant ces revenus à 3,82 0/0, soit pour la *New-York* 72.324.345 au lieu de 87.648.464 pour l'*Equitable* 153.517.827 au lieu de 197.869.042 ce qui indique que, pour arriver à la solidité et au taux des immeubles français ces deux compagnies doivent amortir encore, suivant la même méthode :

La <i>New-York</i>	15.374.619
L' <i>Equitable</i>	44.351.215

Ce qui revient à dire que leurs immeubles sont encore surélevés dans leurs actifs respectifs jusqu'à concurrence de ces sommes qu'il convient de déduire de ces actifs si l'on veut pouvoir les comparer à celui des compagnies françaises.

*
* *

La constatation même de ces amortissements, leur nécessité, l'aveu implicite qu'ils constituent une majoration d'actif

est un indice des plus graves d'une différence capitale de doctrine dans la gestion des intérêts des assurés. Nous y trouvons une première preuve du danger qu'une législation et une surveillance étrangères peuvent faire courir à des assurés nationaux qui s'y confient aveuglément et qui ne peuvent se douter des oppositions véritables que la différence de mœurs et de race introduit dans des institutions de même nom. Ce qui chez nous constituerait une faute des plus graves passible de sévères pénalités, une erreur économique capable d'enlever à tout jamais à une société le crédit indispensable à son existence, n'est aux Etats Unis qu'un péché véniel, voire même une opération tout à fait régulière. Il n'y a donc pas à récriminer contre cette méthode, justifiée par l'esprit aventureux qui convient en Amérique à toute opération financière. Mais il importe que les assurés français soient éclairés, que ce rapprochement de chiffres puisse être fait, que ces points différents soient mis en lumière, et là encore apparaît la *nécessité d'une publicité* qui seule pourra leur apporter quelques-uns de ces enseignements.

Encore cette publicité ainsi imposée devra-t-elle n'être donnée, comme nous l'avons déjà vu, que pour ce qu'elle vaut véritablement, c'est-à-dire à *titre de renseignement et sans la moindre garantie*, puisque aucune véritable vérification ne sera possible. De l'examen de cette partie de l'actif des compagnies américaines, de ces renseignements combinés et rapprochés du bureau fédéral et du surintendant des assurances de l'Etat du Connecticut, des calculs largement ventilés qu'ils suggèrent ressort donc encore l'absolue néces-

sité d'une publicité obligatoire, imposée aux compagnies étrangères, et d'une *note interprétative* du gouvernement déterminant la valeur exacte de cette publicité.

CHAPITRE VII

LES ENSEIGNEMENTS DE LA PUBLICITÉ OFFICIELLE DU BUREAU FÉDÉRAL SUISSE

II

Les placements mobiliers. — Comparaison générale des placements de fonds

Le compte rendu fédéral nous apprend que les onze compagnies françaises et les deux compagnies américaines ont fait entrer dans leur actif une importante proportion de *valeurs mobilières*.

Elles en possédaient au 1^{er} janvier 1900 :

Compagnies françaises...	4.222.586.436	soit 57,38 0/0	de leur actif
<i>New-York</i>	779.914.908	soit 63,64 0/0	—
<i>Equitable</i>	828.061.031	soit 57,02 0/0	—

Nous connaissons d'autre part la solidité des placements-valeurs imposés par leurs statuts aux compagnies françaises.

Rentes sur l'Etat ;

Bons du Trésor ou autres valeurs *créées ou garanties par l'Etat* ;

Actions de la Banque de France ;

Obligations des départements et des communes ;

Obligations du Crédit foncier de France ;

Obligations des *compagnies françaises de chemins de fer qui ont un minimum d'intérêt garanti par l'Etat*.

Le portefeuille des valeurs des compagnies françaises soumis à ces règles impérieuses de prudence était ainsi composé au 1^{er} janvier 1900 :

	Valeurs mobilières	0/0 de l' <i>Actif</i> total	0/0 du Portefeuille
Fonds publics	461.017.787	21,64	37,71
Valeurs garanties par un Etat	631.705.629	29,65	51,67
Obligations des communes et des départements	37.537.216	1,76	3,07
Obligations de chemins de fer.	71.273.412	3,34	5,83
Actions de chemins de fer et autres valeurs	21.052.221	0,99	7,81
	1.222.586.465	57,38	100 »

A la même date, le portefeuille des valeurs des deux compagnies américaines se décomposait, d'après le bureau fédéral de la façon suivante :

	Capitaux	0/0 de l'Actif total	0/0 du Portefeuille
New-York			
Fonds publics	93.540.004	7,63	11,99
Valeurs garanties par un Etat.	»	»	»
Obligations des Etats	81.001.958	6,61	10,39
Obligations de chemins de fer.	544.471.971	44,43	69,81
Actions de chemins de fer et autres entreprises indus- trielles	60.900.975	4,97	7,81
	779.914.908	63,64	100 »
Equitable			
Fonds publics	25.538.615	1,75	3,09
Valeurs garanties par un Etat.	1.240.065	0,08	0,15
Obligations des Etats	10.350.458	0,71	1,25
Obligations de chemins de fer.	696.581.918	47,98	84,12
Actions de chemins de fer et autres entreprises indus- trielles	94.349.975	6,50	11,39
	828.061.031	57,02	100 »

Et, si l'on rapproche ces deux tableaux, on voit immédiatement ressortir une différence de méthode organique, qui correspond à l'esprit, à la race et à la législation particulière de chacun des deux pays.

La comparaison de ces deux méthodes donne :

	Compagnies françaises	New-York	Equitable
<i>en % de l'Actif total</i>			
Fonds publics	21,64	7,63	1,75
Valeurs garanties par un Etat	29,65	»	0,08
Obligations des communes et des départements	1,76	6,61	0,71
Obligations de chemins de fer	3,34	44,43	47,98
Actions de chemins de fer et autres valeurs industrielles	0,99	4,97	6,50
	57,38	63,64	57,02
<i>en % du Portefeuille</i>			
Fonds publics	37,71	11,99	3,09
Valeurs garanties par un Etat	51,67	»	0,15
Obligations des communes et des départements	3,07	10,39	1,25
Obligations de chemins de fer	5,83	69,81	84,12
Actions du chemins de fer et autres valeurs industrielles	1,72	7,81	11,39
	100,00	100,00	100,00

La proportion de cette répartition en 0/0 de l'actif total a été relevée directement sur les renseignements du bureau fédéral ; la proportion en 0/0 du portefeuille a été calculée d'après les chiffres généraux fournis par lui.

Si l'on examine ces valeurs, on s'aperçoit qu'il est possible de les scinder en deux espèces, car l'importance donnée par les compagnies américaines aux *valeurs de chemins de fer*, permet de les mettre à part, en un groupe spécial.

On peut ainsi grouper ces placements :

	Compagnies françaises	New York	Equitable
En 0/0 de l'Actif total			
Fonds publics	53,05	14,24	2,54
Valeurs garanties par un Etat . .			
Obligations des communes . . .			
Obligations et actions de chemins de fer	4,33	49,40	54,48
En 0/0 du Portefeuille			
Fonds publics	92,45	22,38	4,49
Valeurs garanties par un Etat . .			
Obligations des communes . . .			
Obligations et actions de chemins de fer	7,55	77,62	95,51

Le contraste est complet. Des valeurs de la première espèce, nous ne dirons rien. Elles sont assez connues pour que leur éloge ne soit plus à faire, et, à moins de cataclysmes dont la répercussion serait telle qu'aucune valeur ne pourrait y résister, on est en droit de dire qu'elles représentent le maximum de sécurité réalisable. Les compagnies américaines n'en possèdent qu'une part relativement faible alors que la presque totalité du portefeuille français en est composé.

Elles ont au contraire porté tout leur effort vers l'acquisition d'obligations et d'actions de chemins de fer, alors que les compagnies françaises n'en ont acheté que relativement peu. Encore convient-il de remarquer que la possession de ces actions et de ces obligations n'est statutairement autorisée que si elles jouissent de la garantie de l'Etat. Il en résulte que

les placements mobiliers des compagnies françaises peuvent être dans leur totalité assimilés à des fonds d'Etat.

*
* *

Que sont au contraire ces chemins de fer des Etats-Unis qui entrent dans la composition du portefeuille mobilier des compagnies américaines pour une part presque exclusive : 77,62 0/0 pour la *New-York*, 95,51 0/0 pour l'*Equitable* ?

Alors qu'en France l'établissement d'une voie ferrée nationale, départementale ou communale est toujours soumise à l'autorisation préalable d'une loi précédée d'une enquête économique et financière des plus sévères, alors que dans l'extension des pouvoirs des conseils généraux, réalisée par la loi de 1871, exception a été faite au principe de décentralisation administrative pour le classement des voies départementales et communales qui demeurent toujours subordonnées à la même autorisation législative, les chemins de fer se construisent et se développent aux Etats-Unis sous le régime d'une liberté absolue et d'une concurrence sans frein.

« ... En fait, sinon en droit, la plus grande liberté préside « à la création des chemins de fer des Etats-Unis. C'est le « laisser faire... » (1). L'immensité des territoires à coloniser, l'absence de routes terrestres rendaient les voies ferrées si nécessaires, que, pour décider les entreprises privées à tenter la chance « ... ou débarrassa de toute entrave légale la « constitution des compagnies... » (2).

1. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

2. Colson, *Ibid.*

Le gouvernement américain ne leur impose donc qu'une simple formalité, toute commerciale, l'acte constitutif de la société anonyme, *le charter*, qui doit être rendu par la législature. « ... Cet acte reconnaît et détermine officiellement la « ligne à construire, accorde à la compagnie le droit d'expropriation sans lui attribuer d'ailleurs aucun monopole ni privilège d'aucune sorte... » (1). En revanche, aucune condition n'est imposée à la compagnie. Pas d'enquête d'utilité publique, par suite aucun de ces rapports préalables exigés en France, soigneusement pesés, auxquels collaborent toutes les autorités techniques : Préfets, conseils généraux, conseils d'arrondissement, conseils municipaux, ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, ingénieurs des mines, Chambres de commerce, etc. et destinés à éclairer le public et le gouvernement sur la nécessité et les chances de réussite de l'entreprise. En Amérique, au contraire, « ... on s'en rapporte aux fondateurs « pour apprécier si la ligne doit être productive, c'est-à-dire « utile... » (2).

Quant aux garanties financières que peuvent présenter les sociétés qui entreprennent la construction d'une ligne, elles sont souvent problématiques :

« ... Le versement du capital n'est contrôlé que par les « intéressés, *s'ils le peuvent* » (3). C'est donc bien ce que l'on peut appeler. « ... *Le régime extrême de la liberté sans contrôle...* » (3).

1. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

2. Colson, *Ibid.*

3. Colson, *Ibid.*

Sans doute, eu égard aux besoins, ce régime pouvait en partie s'expliquer, et le développement des chemins de fer aux Etats-Unis n'a été très rapide que grâce à ce laisser-faire excessif. Mais une telle absence de tutelle permet à la spéculation de tenter, sous le couvert de l'industrie, des entreprises purement financières, d'autant plus aléatoires que cette industrie elle-même ne présente que des chances éventuelles de réussite :

« ... Dans la seule année 1882, le réseau s'allongea de
« 17.000 kil., la moitié de notre système français... C'était
« l'âge d'or de l'industrie des chemins de fer ; mais ce fut
« en même temps l'ère des entraînements irrésistibles, des
« spéculations malsaines et des rivalités déplorables, c'est-à-
« dire des grandes erreurs économiques qui donnèrent nais-
« sance à la surproduction des moyens de transport... » (1).

Et le résultat de cette surproduction montre bien que, si l'on peut récriminer quelquefois contre la tutelle de l'Etat et la trouver trop étroite, il importe pourtant de ne pas tomber dans l'excès contraire, car le système de la liberté excessive présente des inconvénients autrement sérieux :

« ... Cette surproduction des voies ferrées était en effet la
« conséquence de l'étonnante impassibilité des pouvoirs
« publics devant ce débordement de l'activité de l'entreprise.
« Toujours égoïste, l'initiative privée a besoin d'une direc-
« tion supérieure pour marcher dans le sens des intérêts
« généraux ; elle est capable d'excès. *En Amérique, elle*

1. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

« ignore volontiers l'économie et se soucie d'abord de faire
« grand. C'est surtout dans la période de 1880 à 1888 que
« les Américains se lancèrent avec une incompréhensible
« légèreté dans la construction des chemins de fer inutiles.
« Escomptant trop haut les progrès du trafic général et le
« développement des territoires nouveaux, on entreprit
« aveuglément des extensions prématurées qui ne pouvaient
« subsister qu'aux dépens des lignes préexistantes ou à ceux
« du public. L'offre des moyens de transport dépassa rapide-
« ment la demande... Enfin, et surtout, les entreprises de
« chemin de fer eurent tendance à devenir des œuvres de pure
« spéculation... » (1).

*
* *

Les résultats néfastes de ce régime ne sont pas seulement nuisibles en ce qui concerne la *construction* des voies ferrées ; l'*exploitation* en souffre également.

« Comme dans toute industrie libre, la surabondance de
« l'offre engendre la compétition entre les produits, nous
« dirons ici les transporteurs ; la concurrence dans l'exploita-
« tion fait donc naturellement suite à la concurrence dans la
« construction, et, comme on l'a dit, *l'Etat de guerre est la*
« *condition naturelle et normale des compagnies* les unes à
« l'égard des autres... » (2).

Dans cette guerre, les compagnies emploient deux armes.

1. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

2. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

La première, les *discriminations*, sont des avantages secrets accordés à des trusts, pour gagner leur clientèle en leur assurant un transport à un prix dérisoire. Le public ordinaire paie un tarif d'autant plus élevé, et les compagnies concurrentes du trust ainsi handicapé, ainsi que les autres compagnies de chemins de fer qui demeurent dès lors presque sans expéditions commerciales ne peuvent soutenir une lutte, prohibée en 1887 par une loi, l'*Interstate commerce act*, mais dont l'application a été rendue impossible par la résistance inouïe de certains trusts. Le livre de M. de Rousiers sur les industries monopolisées aux Etats-Unis nous montre comment le trust du pétrole est sorti victorieux d'une lutte de ce genre contre la loi, et comment du reste la combinaison a fini par tourner à la confusion de la compagnie de chemins de fer qui avait consenti ce tarif dans l'espoir de s'assurer définitivement une clientèle précieuse, alors que le trust du pétrole ne s'en est servi que comme d'un moyen transitoire.

La deuxième arme, *la guerre de tarifs*, est acceptée il est vrai par le droit des gens économiques, mais son emploi donne aux Etats-Unis des résultats généraux tout aussi désavantageux.

« ... La guerre de tarifs ouvertement déclarée et conduite
« au grand jour forme *le common law* des relations entre les
« compagnies, et donne lieu en pratique aux excès les plus
« déplorables.... Ruineuse pour la compagnie qui reste sur
« le carreau et qu'on rachète en général à vil prix, ces guer-
« res coûtent presque autant au vainqueur qui, par les réduc-
« tions exagérées de tarifs, gaspille en quelques semaines de

« luttres les bénéfices accumulés de plusieurs années... (1) »

La période des luttres aiguës est terminée à la vérité aujourd'hui, mais l'esprit d'entreprise des Américains ne leur permettra jamais de s'en tenir à un équilibre définitif de ces compagnies qui les transformerait dès lors peut-être en un placement de tout repos.

« ... L'hostilité latente des compagnies dans leurs rapports
« réciproques reste toujours en éveil ; sans cesse elle fait res-
« sortir les points faibles sur lesquels des luttres de tarifs s'en-
« gagent, courtes d'ordinaire, mais aussi plus répétées. Les
« journaux en annoncent chaque jour de nouvelles... (2) »

*
* *

Avec une instabilité aussi déplorable, résultat du régime d'une liberté aussi étendue, les revenus distribués aux actionnaires sont souvent des plus compromis.

« ... En même temps que la liberté excessive dans la con-
« struction donnait lieu à un gaspillage déplorable du capital
« national, la concurrence immodérée dans l'exploitation
« abaissait outre mesure la productivité légitime du capital,
« et les guerres de tarifs, jointes aux spéculations malheureu-
« ses amenaient d'immenses désastres financiers, des crises
« terribles comme celle de 1873 avec la ruine véritable d'un
« certain nombre de compagnies. *Aux États Unis, les chemins
« de fer assimilés à une industrie ordinaire par leur régime*

1. Colson, *Les chemins de fer aux États-Unis*.

2. Colson, *Ibid.*

« *économique participent tous plus ou moins aux conditions*
« *d'instabilité et de variabilité qui caractérisent les entrepri-*
« *ses purement industrielles... (1) »*

En effet, alors qu'en Europe les chemins de fer constituent une entreprise d'intérêt général, exploitée par des compagnies concessionnaires, administrations presque publiques, investies d'un monopole, en Amérique :

« ... Ce côté *industriel* est prépondérant. Avant tout ce sont
« des *affaires*, des entreprises *privées* qui ne doivent compter
« que sur elles-mêmes et où l'intérêt personnel occupe la
« première place... (2) » Aussi le régime de ces compagnies
de chemins de fer ne se distingue-t-il en rien aux États-Unis
du régime d'une industrie quelconque... « même liberté d'en-
« treprises en pratique, même concurrence sur le marché,
« même absence de monopoles légaux... (3) » Alors que la
compagnie française, à raison de son monopole, emploie toute
son activité à développer sans cesse son exploitation et à diri-
ger vers des perfectionnements continus des efforts dégagés
de toute crainte, et toujours certains de répondre aux besoins
d'une clientèle assurée, la vie commerciale des compagnies
américaines est au contraire toute de lutttes et de combats.
Une véritable armée de *soliciting agents* que dirige un *general*
freight agent et pour l'entretien de laquelle les grandes com-
pagnies américaines dépensent, dit-on, 2 millions par an, cher-
chent à leur amener coûte que coûte une clientèle :

1. Colson, *Les chemins de fer aux Etats Unis*.

2. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

3. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

« ... On voit combien un pareil service commercial, né de
« la concurrence, ne vivant que par la concurrence est peu
« fait pour amener la paix entre des compagnies dont l'état-
« major autoritaire et ambitieux n'est souvent que trop favo-
« rable aux hostilités... (1) »

*
* *

Indépendamment des craintes de toute espèce que l'instabilité économique de ces compagnies peut suggérer, un autre point spécial mérite de fixer l'attention nous voulons parler de la partie *plus spécialement financière de la gestion*. Pas d'assemblée d'actionnaires, aucun parlement financier chargé de contrôler l'administration, mais bien le pouvoir arbitraire, l'autocratie.

« ... Là même où la prospérité de l'entreprise est divisée
« en un grand nombre d'actionnaires, ou, ce qui est le cas le
« plus fréquent, entre un petit nombre de gros actionnaires,
« nous voyons la direction jouir en fait des mêmes pouvoirs
« indépendants. Aux États-Unis, les actionnaires sont rare-
« ment consultés lors de l'émission d'un emprunt; leur avis
« n'est pas toujours requis pour l'augmentation du capital
« social, et ne l'est jamais dans la fixation des dividen-
« des... (2) »

Le caractère particulièrement combatif des entreprises et la nécessité des décisions rapides qui en résulte, exige peut-

1. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

2. Colson, *Ibid.*

être cette délégation absolue de pouvoirs, cette confiance aveugle. Mais l'explication, pour plausible qu'elle soit, ne fait que souligner l'aléa, puisque l'impuissance des actionnaires à surveiller leurs intérêts vient s'ajouter aux dangers journaliers auxquels leurs fonds sont exposés. Ils n'ont du reste en cas de catastrophe aucun recours.

« Le régime autocratique qui préside à la gestion des compagnies a son danger ; il ouvre la porte aux imprudences et à la spéculation. En fait, grâce à l'insouciance des actionnaires, et surtout grâce à leur impuissance, l'administration d'une compagnie américaine est le plus souvent irresponsable » (1).

Et les causes de danger sont fréquentes, et tiennent à la race même de l'Américain.

« Les présidents des chemins de fer sont naturellement ambitieux ; élargir leur réseau, ruiner un rival, acheter des lignes nouvelles, c'est pour eux se grandir eux-mêmes en même temps que faire valoir leur compagnie. De là sont venues trop souvent, constructions téméraires, guerres de concurrence inutiles, risques de toute espèce dont les actionnaires ont en général pâti plutôt que bénéficié. Puis l'Américain est né spéculateur » (2).

*
* *

Les chemins de fer américains comptent à l'heure actuelle 314.000 kilomètres alors que l'Europe n'en a que 270.000.

1. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

2. Colson, *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

Mais si l'on compare la densité des voies ferrées, on trouve que la France a 7 km. 9 par kilomètre carré et les Etats-Unis 4 kilomètres seulement.

En 1900 leur réseau était de 302.000 kilomètres, alors que la France ne possédait que 1/9 de cette longueur. Mais pour desservir cette longueur d'exploitation 9 fois plus considérable, les compagnies américaines possédaient seulement 4 fois plus de locomotives, 5 fois plus de wagons à marchandises, 0,3 de voitures de voyageurs en plus (1).

En 1898-99 les recettes des chemins de fer américains ont été, en *millions de dollars* :

Recettes de l'exploitation..	1.316,6	(1)
Revenus de placements ...	23	
	1.839,6	

et les dépenses de la période correspondante :

Dépenses d'exploitation...	856,9	(2)
Dépenses diverses	0,6	
	857,5	

Le *revenu net* obtenu en faisant la différence (1) — (2) était donc de 482,1.

Ce revenu a été ainsi divisé :

1° Intérêts aux obligations..	241,7
Dettes courantes diverses.	7,1
Impôts	46,3
	295,1
2° Solde disponible	187

1. Ces renseignements et ceux qui suivent sont fournis par le *Monde économique* et l'*Economiste français*.

ainsi réparti :

Dividende aux actions.....	94,3
Améliorations de la voie et du matériel	92,7

ce qui nous donne :

Intérêts aux obligataires	241.700.000 dollars, soit....	1.252.200.600
Dividendes aux actionnaires	44.300.000 dollars, soit....	488.008.000
		1.740.200.600

Le coefficient d'exploitation des compagnies américaines qui, avant 1893, était encore de 70 0/0 s'est amélioré et n'était plus en 1898 que de 66 0/0. En 1900, il est remonté, par suite de la cherté du fer et du charbon, à 67,5 0/0.

En France, en 1899, il n'était que de 50,5 0/0.

La recette brute par kilomètre des compagnies américaines s'élevait :

En 1893 à 22.300 fr.
En 1895 à 18.750 »
En 1897 à 19.000 »
En 1898 à 20.900 »
En 1899 à 21.700 »
En 1900 à 27.000 »

Pour la France, la recette brute par kilomètre a été, en 1899, de 41.000 francs.

Sans doute les compagnies américaines opèrent sur des espaces immenses et sont obligées d'exploiter, par habitant, une longueur de voies ferrées cinq fois plus grande que celle appartenant aux compagnies françaises. Mais si cette cause nous explique la différence considérable des recettes brutes kilométriques, elle ne comble pas et permet au contraire de penser qu'il se passera encore longtemps avant que l'égalité puisse s'établir.

Au 30 juin 1900, le *capital nominal* engagé dans les compagnies américaines de chemins de fer était de :

Obligations : 5.518.000.000 de dollars, soit 28.583.240.000 fr.

qui ont rapporté en 1889, 1.252.200.600 francs, soit 4 1/2 0/0 en moyenne.

Or, il faut remarquer que 10 0/0 de ces obligations n'ont rien touché cette année là et que 11 0/0 de ces obligations ont touché moins de 3 0/0.

Actions : 5.515.000.000 de dollars, soit 28,567.700.000 fr.

auxquels ont été attribués en 1899 des dividendes s'élevant à 488.474 000 francs, chiffre relativement peu considérable, et pour lesquels il serait imprudent d'établir un rendement moyen, car, pour cet exercice, 59 0/0 de ces actions n'ont touché aucun dividende, et la situation était pourtant meilleure qu'en 1893 et 1896 où 70 0/0 de ces actions n'avaient reçu également aucune espèce de distribution.

Le capital total de 57.150.940.000 francs a donc effectivement rapporté, en 1899, 1.704.674.600 francs, soit 3,04 0/0 en moyenne. Il ne faut pas attacher une trop grande importance à ce chiffre moyen puisque nous connaissons les écarts qui existent entre les résultats obtenus par les multiples compagnies des chemins de fer des Etats-Unis. Les unes sont tout à fait sacrifiées, les autres mieux partagées. Il n'en demeure pas moins acquis que si l'on considère dans leur ensemble les 57 milliards engagés dans cette industrie, le total des revenus qu'ils produisent n'est pas, à tout prendre, si considérable. Si l'on recourt à ce placement, il importe,

pour se trouver dans de bonnes conditions, c'est-à-dire pour tirer de ces fonds qu'on leur confie un revenu considérable, de savoir choisir parmi les 2.049 compagnies de chemins de fer de l'Union celles qui sont capables de donner des intérêts ou des dividendes avantageux.

Quant à y trouver un placement de tout repos, ou même dont les avantages soient comparables d'une année à l'autre, il n'y faut pas songer. L'instabilité de cette industrie, sujette à tant de variations, est trop avérée.

La *New-York*, en lui confiant 605.372.946 francs, soit 49,40 0/0 de son actif et 77,62 0/0 de son portefeuille, l'*Equitable*, en plaçant dans les mêmes entreprises 790.931.893 fr., soit 54,48 0/0 de son actif et 93,51 0/0 de son portefeuille, s'exposent donc à subir dans d'énormes proportions les contre-coups toujours possibles que l'esprit essentiellement aventureux des Américains rend des plus vraisemblables. La facilité avec laquelle les trusts se fondent aux Etats-Unis, la mégalomanie des financiers, la récente panique des marchés de Londres et de New-York à la suite de la tentative d'accaparement du contrôle du *Northern Pacific*, en août 1901, montrent que ces assertions sont des plus justifiées.

« Le régime des chemins de fer aux Etats-Unis, dit un économiste américain, M. C. F. Adam, est, par ses qualités et ses défauts essentiellement caractéristique de la nation américaine... »

Chaque peuple ayant ses qualités auxquelles il convient de rendre hommage, mais aussi ses défauts dont il convient de tenir compte dans tout calcul de probabilités, surtout en ce qui

concerne l'avenir d'une industrie aussi intéressante à tous égards que l'assurance sur la vie, on peut dire que les deux compagnies américaines en achetant une quantité aussi énorme de valeurs de chemins de fer n'ont fait que se conformer au génie même de leur race, et leur conception des placements nécessaires à l'assurance *identique du reste à celle qu'ils se font de l'assurance elle-même*, et appropriée à leur tempéramment, admet une large part d'aléa que les compagnies françaises s'interdisent absolument.

Elles ne font ainsi qu'user d'un droit absolu et leurs procédés sont en droit strict inattaquables, car, s'ils ne satisfont en rien nos conceptions économiques, ils cadrent du moins parfaitement que les combinaisons américaines habituelles. Que la vérité soit dans leur hardiesse ou dans notre prudence, il n'importe. Ce qui est indispensable, c'est que le problème soit posé dans sa netteté, et que les données en soient rendus suffisamment claires pour qu'un assuré français puisse le résoudre. La publicité seule, et la publicité, expliquée, *interprétée*, pour parler plus juridiquement, est encore le seul moyen dont l'Etat puisse user pour remplir ce devoir. Il ne peut s'astreindre à des recherches minutieuses ou à une appréciation peut être téméraire de sa valeur des compagnies de chemins de fer américains. Mais la vérité est encore et toujours *dans le fait de préciser* exactement le sens de ces mots « obligations, actions, compagnies de chemins de fer américains ». Nous savons combien ils diffèrent des mots suivant si semblables en apparence : « obligations, actions, chemin de fer français ». Pas de garantie d'intérêts, pas de mono-

pole, pas de législation spéciale, pas de tutelle, aucun appui de l'Etat.

Cette différence, le gouvernement doit la faire ressortir en termes non équivoques. Après avoir obligé les compagnies d'assurances américaines à publier le détail, de leurs placements il expliquera aux assurés français la *valeur légale* de chacun de ces placements, sans même parler de leur *valeur financière*. Et, avertis par cette dissemblance profonde ainsi signalée à leur attention, les assurés s'inquiéteront, s'informeront, et de leurs recherches ressortira pour eux comme pour nous cette conclusion que nous empruntons à une opinion plus autorisée que la nôtre et qui peut s'appliquer *aux compagnies d'assurances elles-mêmes*, aussi bien qu'aux compagnies de chemins de fer des Etats-Unis.

« Les excès du régime sont ceux-mêmes de cet esprit d'entreprise qui dans le risque voit toujours le gain futur plutôt que la perte possible, et dont l'abus devient témérité, violence, spéculation » (1).

*
* *

Nous savons quels placements de tout repos sont au contraire imposés statutairement aux compagnies d'assurances sur la vie françaises, et leur énumération, faite plus haut, contraste singulièrement avec ceux qui composent les portefeuilles américains.

La baisse contenue du taux de l'intérêt avait pourtant causé ces dernières années un préjudice sérieux aux compa-

1. Colson. *Les chemins de fer aux Etats-Unis*.

gnies françaises, obligées de capitaliser leurs réserves à 3 1/2 0/0 alors que leurs placements leur donnaient à peine ce rendement. La sécurité se paie, et la prudence poussée trop loin ne permet aucune affaire de quelque envergure. Les compagnies françaises l'ont compris, et elles ont demandé l'autorisation d'étendre un peu plus la limite de leurs placements. Mais elles l'ont fait avec une modération et une discrétion caractéristiques. Le temps ayant marché, les affaires s'étant développées, le nombre des placements de père de famille s'est augmenté d'autant, et telles valeurs qui à l'époque des décrets d'autorisations, n'existaient pas encore ou présentaient quelques dangers sont aujourd'hui entrés dans la période de consolidation. Si les limites sont reculées, le principe demeure le même. Les valeurs destinées à composer l'actif des compagnies vie doivent toujours être de tout repos, et se trouver limitativement énumérées dans un décret spécial modifiant les statuts de chaque compagnie vie. Le gouvernement a longtemps hésité à rendre ces décrets de crainte de faciliter involontairement les imprudences et les témérités. Il ne s'y est décidé qu'après avoir trouvé dans ces demandes le germe d'une mesure qui restreignait jusqu'à un certain point les erreurs occultes et dégageait d'autant sa responsabilité : *l'achat de ces valeurs, choisies parmi celles que le décret énumérait*, n'est même pas laissé à la disposition entière du conseil d'administration ; il doit être décidé *par les actionnaires dans leur assemblée générale...*

Le 10 juillet 1901 paraissait un décret qui étendait cette réforme déjà réalisée pour les compagnies françaises vie, aux

compagnies d'assurances françaises de toute nature, et qui modifiait l'énumération des anciens placements, désormais insuffisante, pour la mettre en harmonie avec le marché actuel, par l'adjonction de toutes les valeurs véritablement solides. Cette énumération *identique à celle contenue dans les statuts des compagnies vie* françaises, remplace celle précédemment contenue dans l'ancien article 5 du règlement d'administration publique de 1868, qui régit les compagnies d'assurances, autres que les compagnies vies.

ART. 5. — Les fonds de la société, à l'exception des sommes nécessaires aux besoins du service courant sont placés de la manière suivante :

1° Jusqu'à concurrence de $\frac{3}{4}$ au moins :

En immeubles ou en prêts hypothécaires sur des immeubles situés en France ou en Algérie ;

En valeurs de l'Etat, ou en valeurs ayant une garantie de l'Etat portant sur le capital ou le revenu ;

En actions de la Banque de France ;

En prêts aux départements et aux communes, aux Chambres de commerce de France et d'Algérie ;

En valeurs jouissant d'une garantie portant sur le capital ou le revenu de la part desdits départements, communes ou Chambres de commerce régulièrement autorisées ;

En obligations foncières et communales émises par le Crédit foncier de France ;

En prêts ou avances sur les effets publics ci-dessus désignés.

2° Pour le surplus (soit $\frac{1}{4}$ de l'actif) ;

En immeubles avec prêts hypothécaires sur des immeubles situés dans les colonies françaises les pays de protectorat ou à l'étranger ;

En prêts aux colonies françaises ou en valeurs garanties par ces colonies ;

En effets publics de toute nature, français ou étrangers, portés à la cote officielle de la Bourse de Paris et *dont la liste sera arrêtée chaque année par l'assemblée générale des actionnaires* ;

En prêts ou avances sur les effets publics ci-dessus désignés ;

En valeurs étrangères exigées pour dépôt de cautionnement dans chaque Etat étranger ou la société réalise des opérations, pourvu que ces valeurs soient cotées à la Bourse de la capitale dudit Etat et comprises dans la liste annuellement arrêtée par l'assemblée générale.

Nous voyons donc dans la libéralité de cette mesure, dans l'extension réclamée par les compagnies et accordée par le gouvernement la preuve du désir affirmé de se plier aux événements et de profiter de l'accroissement continu du nombre des valeurs mobilières. Mais, si les compagnies françaises se rendent compte des nécessités actuelles, si elles consentent, si elles demandent même à s'y conformer, elles ne désirent le faire, et le gouvernement lui aussi y tient essentiellement, qu'avec toute la prudence désirable. Les intérêts des assurés sont par suite sauvegardés par cet accord de l'Etat et des compagnies. L'unité de doctrine se maintient ri-

goureusement, les directives primitives ne sont pas abandonnées et l'idée du caractère particulier de l'assurance, de son importance relative, de la longue durée de ses contrats, domine toujours les préoccupations.

Cette continuité dans l'action, qui appuie et souligne l'esprit dont elle est animée, montre qu'à l'heure actuelle les préoccupations communes de l'Etat et des compagnies sont toujours identiques. Elle fait ressortir davantage l'opposition complète de la méthode suivie par le génie américain, et explique pourquoi la clarté doit être plus que jamais réclamée sur toutes ses manifestations. Au moment où précisément le système français vient de recevoir une éclatante confirmation, il est indispensable d'appeler l'attention des intéressés sur les détails d'un système diamétralement opposé. Et c'est encore le régime de la *publicité imposée et interprétée* qui permettra aux assurés de faire cette indispensable comparaison et d'en tirer des conclusions appropriées.

*
* *

La réunion des *immeubles* et des *valeurs mobilières proprement dites* représente la plus grande partie de la richesse effective des compagnies d'assurances sur la vie, françaises et américaines.

Pour les Compagnies françaises	78,69 0/0	de leur actif
Pour la <i>New-York</i>	70,66 0/0	—
Pour l' <i>Equitable</i>	70,80 0/0	—

Mais il existe encore d'autres catégories que nous avons

vues déjà et qui le complètent. Quand nous aurons ajouté *les prêts, les hypothèques et les créances* dont nous connaissons la solidité pour les compagnies françaises, et que nous considérerons, par la facilité de la comparaison, comme d'une sécurité équivalente par les compagnies américaines, nous aurons envisagé la presque totalité des actifs de ces compagnies :

Pour les compagnies françaises..	96,16 0/0
Pour la <i>New-York</i>	95,45 0/0
Pour l' <i>Equitable</i>	93,41 0/0

Ces comptes rendus du bureau fédéral nous donnent les produits des placements des fonds respectifs de ces différentes compagnies, pendant les années 1897, 1898, 1899, et, par *onds placés*, il faut entendre le taux global des immeubles, valeurs immobilières, placements hypothécaires, prêts, etc...

Ces taux sont les suivants :

	Compagnies françaises	<i>New-York</i>	<i>Equitable</i>
	—	—	—
1897.....	3,92	4,61	4,14
1898.....	3,88	4,64	4,33
1899.....	3,96	4,45	4,31

Il n'est pas inutile d'examiner ces résultats de plus près. Prenons l'année 1899 par exemple :

D'après le *compte rendu fédéral* les totaux des *fonds placés* au 1^{er} janvier 1899 étaient les suivants :

Compagnies françaises..	1.842.708.846
<i>New-York</i>	1.088.792.917
<i>Equitable</i>	1.308.614.834

Et les intérêts produits, les *revenus de ces sommes*, les suivants :

Compagnies françaises..	70.147.667
<i>New-York</i>	48.690.269
<i>Equitable</i>	54.164.325

Or, nous savons que les revenus, *attribués aux immeubles et fournis au bureau fédéral* par les compagnies américaines, sont :

<i>New-York</i> ..	2.724.576	soit 3,18 0/0
<i>Equitable</i> ..	10.775.413	soit 5,49 0/0

alors que le *rapport du surintendant de l'Etat du Connecticut* nous apprend qu'ils ne s'élèvent en réalité qu'à :

<i>New-York</i> ..	2.717.436	soit 3,09 0/0
<i>Equitable</i> ..	5.646.933	soit 2,84 0/0

Nous conserverons pour la *New-York* le premier chiffre, vu la faible différence, mais il importe de rectifier pour l'*Equitable*. Le *revenu global des fonds placés* de cette dernière compagnie descend dès lors de 4,31 0/0 à 4,06 0/0. En si l'on décompose ces fonds placés en deux parties :

Immeubles,

Valeurs de toute espèce (mobilières, prêts, hypothèques, etc.).

On trouve les résultats suivants, déjà connus pour les immeubles :

	Immeubles	Valeurs de toute espèce	0/0 globai
Compagnies françaises..	3,82	4,06	3,96
<i>New-York</i>	3,09	4,79	4,33
<i>Equitable</i>	2,84	4,27	4,06

Le taux général des placements américains est donc, à première vue, supérieur au taux obtenu par les compagnies françaises.

Mais, en admettant même l'exactitude absolue des chiffres fournis pour les revenus de leurs valeurs, on ne peut s'empêcher de constater que cette supériorité est bien faible : 0,37 0/0, pour le *New-York*, 0,10 0/0 pour l'*Equitable* et qu'elle est *due uniquement au taux relativement élevé des placements valeurs*. Or, nous avons vu que les chemins de fer américains qui constituent la part la plus importante de ces placements sont, à raison même du régime économique et légal qui les régit, soumis à toutes les fluctuations que l'esprit aventureux des Américains permet de prévoir. Nous pensons donc que la solidité des placements français, le calme des opérations auxquels ils peuvent donner lieu, la tutelle légale qui les entoure, les garanties spéciales dont ils jouissent, *compensent, et au-delà, la faible supériorité numérique du taux obtenu* par les compagnies américaines. Encore ce taux doit-il être *publié*. Il l'est à la vérité par le compte rendu fédéral, et cette publicité obligatoire se trouve inexacte pour les immeubles ainsi que le prouvent les comptes rendus correspondants du surintendant de l'Etat du Connecticut. Jusqu'à quel point les revenus des valeurs indiqués sont-ils justifiés, il nous est impossible de le savoir, et le gouvernement qui, dans l'intérêt des assurés, doit imposer cette publicité, est donc, nous le voyons une fois de plus encore, obligé de prévenir qu'il en donne les résultats, sans *pouvoir le moins du monde les garantir*.

*
* *

La comparaison des *actifs globaux* nous prouve une différence de richesse effective considérable entre les compagnies américaines et les compagnies françaises, différence toute à l'avantage de ces dernières.

La comparaison des *éléments détaillés* de ces richesses effectives nous a montré que les placements choisis par les compagnies américaines, bien que produisant un revenu à peine supérieur étaient sensiblement plus aléatoires et soumis à des éventualités redoutables auxquels les placements français étaient complètement soustraits. Cette *richesse effective est donc inférieure de tous points, en quantité comme en qualité*, alors que d'autre part la dette assumée par les compagnies américaines est autrement considérable. Sans doute, d'après leurs chiffres, d'après ceux du moins donnés au bureau fédéral et que nous ne pouvons contrôler, cette richesse est encore supérieure au chiffre mathématique de la dette, telles qu'elles la déterminent, c'est-à-dire aux réserves. Mais nous ne pouvons vérifier le calcul de ces dernières, faute d'un tableau analogue au modèle 5 des comptes rendus fournis par les compagnies françaises, et l'*excédent* de cet actif qu'il faut admettre de confiance sur ces réserves, arbitraires pour nous, est encore inférieur à l'*excédent correspondant* des compagnies françaises, excédent d'un actif dont chaque catégorie est dûment vérifiée et garantie, sur des réserves autrement considérables, destinées à garantir un total d'affaires en cours bien moins élevé. Cette assertion, dont

nous allons donner la preuve indique une fois de plus la nécessité d'éclairer un public qui ne peut deviner cette différence de garantie et qui ne peut descendre dans le détail des chiffres.

Et comme toujours, nous voyons apparaître les *avantages d'une publicité* qui nous permet de telles recherches, de telles comparaisons, en même temps qu'elle nous montre la nécessité pour le gouvernement de prévenir le public que, si dans cette comparaison l'un des termes peut lui être garanti, il est impossible de prendre la responsabilité de certifier l'exactitude de l'autre.

CHAPITRE VIII

LES ENSEIGNEMENTS DE LA PUBLICITÉ OFFICIELLE DU BUREAU FÉDÉRAL SUISSE

III

Les réserves de prévoyance

Les comptes rendus suisses nous ont déjà fait connaître les chiffres suivants :

Au 1^{er} janvier 1900, la situation des compagnies françaises et américaines opérant en Suisse était :

	Assurés et Rentiers	Capitaux assurés en cours	Rentes en cours	Actif corres- pondant
Compagnies françaises.	396.550	3.404.384.862	75.946.546	2.430.567.335
New-York	447.053	3.503.363.936	9.212.114	1.225.451.220
Equitable	347.667	5.464.723.991	3.848.849	1.452.147.382

Si nous appliquons la méthode, couramment employée par les actuaires et si nous évaluons le capital nécessaire pour

assurer le service des rentes, en multipliant par 10 leur chiffre annuel, nous obtenons :

	Capitaux et rentes en cours	Actif correspondant
Compagnies françaises . . .	4.163.850.322	2.130.567.335
New-York	5.595.485.076	1.225.451.220
Equitable.	5.503.212.981	1.452.147.382

Si d'autre part nous mettons en regard des contrats en cours les réserves que chacune de ces compagnies juge nécessaires, d'après sa méthode personnelle, pour assurer le paiement de ces contrats, au fur et à mesure des besoins, nous trouvons :

	Contrats en cours	Réserve jugée suffisante par les Compagnies
Compagnies françaises . . .	4.163.850.322	1.840.113.142
New-York	5.595.485.076	1.013.383.592
Equitable.	5.503.212.981	1.121.307.697

Acceptons de confiance, pour la facilité de la discussion, cette évaluation des réserves faite par les deux compagnies américaines, et supposons-les suffisantes pour équilibrer la somme énorme de leurs contrats en cours. Pour les compagnies françaises nous n'avons aucune crainte à concevoir, puisque nous savons que le calcul en est certifié par la publication détaillée du modèle 5 (imposé par le ministre du Com-

merce) et que d'autre part l'existence des ressources correspondantes est facilement vérifiable.

Ces réserves sont en tout cas *représentées par des valeurs susceptibles de variations*, et, comme leur chiffre total balance une dette mathématique toujours exigible, les différences de cours de ces valeurs doivent pouvoir être comblées instantanément par des ressources supplémentaires. Si de plus, une année d'épidémie amène une mortalité supérieure à celle que les tables ont prévue, ces réserves mathématiques calculées d'après les données normales de la mortalité se trouveront insuffisantes et la compagnie devra encore trouver des ressources supplémentaires toutes prêtes, sous peine de ne pouvoir faire honneur à ses affaires.

Les compagnies françaises, pénétrées de cette nécessité, et animées du plus sage esprit de prévoyance, ont depuis longtemps accumulé des fonds spéciaux importants, destinés à à parer, s'il est nécessaire, à ces diverses éventualités. Leurs statuts les y obligeaient déjà, et, pour leur obéir, elles versaient chaque année à la *réserve statutaire* des sommes considérables. Mais cette réserve statutaire elle-même ne semblant pas suffisante à leur prudente gestion, elles ont constitué en outre des *réserves spéciales* qui viennent s'y ajouter et augmenter dans des proportions considérables cette garantie supplémentaire.

Les compagnies suisses, les compagnies allemandes et anglaises opérant en Suisse, ont suivi depuis 1886, ainsi que nous le montre la succession des rapports fédéraux la même tactique de prévoyance que les compagnies françaises. Les

compagnies américaines au contraire, *New-York* et *Équitable* n'ont aucune réserve statutaire, et, en ce qui concerne les réserves spéciales, elles ont fait preuve de variations de méthode qui ne peuvent inspirer qu'une médiocre confiance dans leur esprit de suite à cet égard. Les comptes rendus fédéraux nous donnent en effet les renseignements suivants :

Réserves spéciales

	Compagnies suisses	Compagnies allemandes	Compagnies françaises	Compagnies anglaises	New-York	Equitable
1886.	330,214	4,795,332	21,286,269	18,536,236	»	»
1887.	371,317	4,967,869	23,217,732	18,536,236	»	»
1888.	397,942	5,074,011	24,514,327	19,388,475	»	»
1889.	413,188	4,938,261	26,406,779	15,638,475	»	»
1890.	492,977	5,016,273	27,396,088	8,750,000	»	»
1891.	516,477	4,400,000	28,979,238	8,750,000	»	»
1892.	556,868	5,100,000	30,451,022	8,750,000	»	»
1893.	571,812	5,100,000	31,785,082	8,750,000	»	»
1894.	623,024	5,100,000	33,049,154	8,750,000	»	»
1895.	673,026	5,100,000	34,372,357	8,750,000	»	»
1896.	620,131	5,100,000	35,794,197	8,750,000	»	»
1897.	676,040	5,100,000	37,032,844	8,750,000	»	»
1898.	728,765	5,100,000	38,079,598	8,750,000	»	»
1899.	774,080	5,100,000	38,076,437	8,750,000	»	»

Réserves statutaires

	Compagnies suisses	Compagnies allemandes	Compagnies françaises	Compagnies anglaises	New-York	Equitable
1886.	806,289	2,343,909	15,474,468	237,540	»	»
1887.	989,909	2,788,257	15,750,448	237,540	»	»
1888.	1,033,564	3,419,358	21,930,977	237,540	»	»
1889.	1,461,292	4,674,914	22,006,808	250,000	»	»
1890.	1,249,101	5,309,642	22,005,488	250,000	»	»
1891.	1,173,102	6,594,812	22,836,920	250,000	»	7,774,050
1892.	1,477,784	7,747,180	24,413,201	»	»	44,674
1893.	1,287,481	7,887,562	18,456,401	»	»	63,317
1894.	1,359,518	8,930,757	25,083,357	»	»	68,696
1895.	1,422,801	10,240,445	26,434,746	»	»	76,636
1896.	1,617,998	12,131,591	44,089,536	»	»	87,007
1897.	1,746,616	13,834,586	69,020,743	»	»	97,657
1898.	1,797,312	14,682,200	79,165,384	»	44,692,074	109,971
1899.	1,552,745	15,325,465	88,117,124	1,250,000	46,983,362	150,712

Ce qui nous donne, fin 1899 :

Réserves spéciales et statutaires réunies :

Compagnies françaises ..	126.993.561
<i>New-York</i>	46.933.362
<i>Equitable</i>	150.712

Les compagnies françaises tiennent donc *disponible* une somme de 126.993.561 fr. à laquelle il convient d'ajouter *la partie non versée du capital social* et que l'on peut exiger des assurés, en cas de besoin, soit 76.874.400 fr. Elles ont donc à leur portée, pour parer à toute éventualité, par suite de leur constitution même et à raison de leur gestion animée depuis si longtemps du même esprit de suite, 203.867.961 fr. qui constituent une garantie supplémentaire dont les comptes sont rigoureusement tenus, présentée comme telle, et qui ne peut avoir d'autre destination.

L'*Equitable* a essayé en 1891 de constituer une réserve spéciale de 7.774.050 fr. Dès l'année suivante, cette velléité louable a disparu, et depuis, elle s'est bornée à verser pour satisfaire cet esprit de prévoyance dans de modestes proportions, une somme très faible, chaque année. De 1892 à 1899 cette réserve spéciale embryonnaire est passée de 44.674 à 150.112, alors que les contrats en cours représentent 5 milliards et demi et que les réserves s'élèvent à 1 milliard et demi.

La *New-York* n'a songé à une semblable mesure qu'en 1894, et, dès la première année, trouvant sans doute que pour une somme de contrats en cours qui s'élevait alors à 5 milliards

et pour des réserves de 765.695.497 une garantie supplémentaire devait être considérable, elle y consacrerait, d'un coup, 5.182.700. :

En 1895 elle la porte à 6.219.240.

En 1896, cette réserve, déjà mise à contribution retombe à 2.052.557.

En 1897 elle disparaît.

En 1893, une autre réserve, d'un genre tout différent, avait été mise à la disposition arbitraire de la Direction, sous la dénomination de *solde à nouveau* :

Soit dès la première année.....	14.000545
En 1894 ce solde monte à.....	28.384,894
En 1895 il revient à.....	25.517,083

Il y a donc diminution de 3.867.811 qui ont été employés par la Direction suivant son bon plaisir.

En 1896 ce solde revient à 28.281.575. Nous savons que la réserve spéciale descend la même année de 6.219.240 à 2.052.557.

En 1897, la réserve spéciale disparaît et le solde descend à 27.165.649.

En 1898, la *New-York* semble revenir aux idées de prudence. Elle constitue une réserve ainsi divisée :

Au fonds de guerre.....	2.591.350
Au fonds pour fluctuations de mortalité.....	2.551.350
Au fonds pour fluctuations des cours et autres éventualités.....	39.509,374
Total.....	44.652,074

En 1899 elle y ajoute :

Au fonds de guerre.....	» »
Au fonds de l'égalisation des dividendes annuels	551,636
Au fonds pour fluctuations dans la mortalité..	» »
Au fonds pour fluctuations de cours et autres éventualités.....	4,739,651
Total.....	2,291,287

Soit au total général 46.983.361, qui constituent véritablement une *réserve spéciale* puisqu'ils sont classés comme tels et non plus laissés à l'arbitraire du conseil d'administration.

Cette réserve spéciale est loin de fournir la même garantie supplémentaire que les 203 millions consacrées par les compagnies françaises. L'examen de la gestion des 14 années considérées, nous montre que la continuité de l'effort accompli et de la méthode suivie donne toute sécurité en ce qui concerne ces dernières, tandis que les soubresauts de la *New-York* ne peuvent inspirer la même confiance. Le régime de la *réserve spéciale* n'est réellement appliqué par elle que depuis deux ans, et dans des proportions relativement faibles. Il sera intéressant de suivre, par le prochain compte rendu fédéral, la marche de cette réforme.

Quant à l'*Equitable*, elle n'a pas cru devoir y recourir et les 150.712 fr. qu'elle porte *en réserve spéciale* ne peuvent être considérés que comme l'indication d'une intention excellente qu'elle n'a encore pu réaliser.

Si du reste la *New-York* est entrée dans cette voie, ce n'est que contrainte et forcée, ainsi que nous l'apprend le bureau fédéral dans son rapport sur l'exercice 1898.

« La *New-York* avait déjà essayé de rentrer en Suisse il y
« a plusieurs années ; elle n'y réussit pas... à la suite d'une
« conférence qui eut lieu les 10-13 octobre 1898, et où la
« *New-York* était représentée par un vice-président, un
« actuaire et quelques autres fonctionnaires de la Société,
« la *New-York* obtint alors une concession dans les propor-
« tions qu'elle désirait.

« La Société s'est engagée à créer et alimenter au moyen
« de ses excédents un fonds de réserve pour fluctuations de
« valeurs, dont le chiffre doit s'élever à 5 0/0 de son actif.

« ...Le 1/4 des excédents de compte profits et pertes spécial
« aux polices à répartition annuelle doit servir à la dotation
« d'un fonds spécial par fluctuations dans la mortalité, et
« d'un fonds de réserve pour risque de guerre, jusqu'à ce que
« chacun de ces fonds atteigne 1/2 0/0 du capital assuré dans
« ce groupe. »

Ces conditions montrent bien que. dans sa haute compétence le bureau fédéral a jugé qu'une *réserve spéciale* était indispensable pour appuyer la réserve mathématique, et constituer ce que nous appellerons la *réserve économique*. Elles constatent de plus que cette réserve n'existait pas pour la *New-York*. Mais ce n'est pas tout : le bureau fédéral semble considérer en outre les *réserves mathématiques de cette compagnie comme insuffisante*, et il lui impose l'obligation de les majorer.

« ...Dorénavant la *New-York* calculera ses réserves comme
« suit :

« Au taux de 3 0/0 pour toutes les nouvelles assurances
« souscrites à partir du 1^{er} janvier 1898.

« D'après la même table et au taux de 3 1/2 0/0 pour les
« assurances à répartition annuelle souscrites avant 1898, et
« pour les polices d'accumulation souscrites en 1885, 1896,
« 1897.

« D'après les tables des 17 sociétés anglaises et au taux de
« 4 0/0 pour les autres assurances. »

Puis venait une autre obligation destinée à empêcher la
résiliation d'office à un taux de rachat dérisoire. des polices
d'accumulation, lorsque la compagnie ayant déjà reçu un
certain nombre de primes et réalisé un certain bénéfice, ne
demandait qu'à être déchargée des obligations effectives de
l'assurance.

« La valeur de rachat d'une assurance en cas de décès est
« de 65 0/0 de la réserve après 3 ans d'existence, 67 1/2 0/0
« après 4 ans d'existence, etc., en augmentant aussi de
« 2 1/2 0/0 de la réserve pour chaque année d'existence,
« jusqu'à 100 0/0 après 17 ans. »

Et l'incidence commerciale forcée de ces prescriptions de
pure sagesse était immédiatement constatée.

« *En considération de cette augmentation de ses prestations*
« *la New-York s'est réservé de majorer ses tarifs pour les*
« *nouvelles assurances viagères à primes temporaires* ».

On ne saurait mieux démontrer que le prix de l'assurance,
la fixation du tarif est en proportion directe de la sécurité
qu'elle présente.

Les 2 compagnies américaines considérées possèdent pour-

tant, en outre des réserves mathématiques, des sommes relativement considérables, et portées à leurs actifs sous la rubrique : *Bénéfices accumulés à répartir aux assurés*. Ces bénéfices, de leur propre aveu, appartiennent donc à leurs assurés et doivent par suite leur être distribués dans leur intégralité au fur et à mesure de l'échéance de leurs polices d'accumulation. Nous n'entrerons pas encore dans le détail de ce genre d'assurance, nous n'examinerons pas si cette distribution de bénéfices est annuelle ou si elle n'est faite qu'à l'expiration de certaines périodes prévues par les contrats. La seule chose qui importe pour l'instant, est de constater ce fait : Les bénéfices sont la propriété globale des assurés avec participation dont les contrats sont en cours, et par suite ne peuvent être considérés comme une garantie supplémentaire puisqu'ils appartiennent déjà à des propriétaires, dans des proportions qui varient suivant l'ancienneté des contrats, et puisqu'ils sont administrés pour leur compte par la compagnie à qui ils ont délégué leurs droits, et qui ne devrait jouir à l'égard de ces capitaux que des simples droits du mandataire. C'est du moins ce que semblent affirmer tous les prospectus des compagnies américaines à leurs assurés français.

Mais supposons ces bénéfices la propriété de la compagnie.

En 1899, ils s'élevaient :

Pour la <i>New-York</i>	à	146.491.923
Pour l' <i>Equitable</i>	à	316.235.282

On pourrait les considérer comme une *garantie supplé-*

mentaire des réserves mathématiques, et, en y ajoutant les réserves spéciales, on obtient :

<i>New-York</i>	443.473.285
<i>Equitable</i>	316.285.994

D'autre part, *les réserves spéciales proprement dites* des compagnies françaises s'élèvent à :

Compagnies françaises.....	203,867.961
----------------------------	-------------

Si l'on considère la *New-York*, on voit donc que, même en ajoutant à ses réserves ces capitaux qui en somme ne lui appartiennent pas, le supplément de garantie est encore inférieur de 20 millions à celui que possèdent les compagnies françaises.

L'*Equitable* présente une supériorité apparente de 113 millions. Mais les contrats en cours sont supérieurs de 1 milliard 400 millions à ceux des compagnies françaises ; les réserves qu'elle estime nécessaires sont inférieures de 720 millions aux réserves totales françaises, et il faut le répéter, les 316 millions de bénéfices ainsi ajoutés, et qui ne sont peut-être pas de trop, sont en définitive présentés comme la propriété, différée il est vrai, mais en somme absolue, des assurés participants.

Il est bon de remarquer en passant que les réclames américaines font entrer dans les garanties présentées au public ces bénéfices accumulés, au mépris des droits de propriété qu'ils ont promis aux assurés. En fait, la délégation consentie par ces derniers, le plus souvent inconsciemment, est si draconienne, que les compagnies jouissent d'un pou-

voir absolu à l'égard de ces capitaux et y puisent à volonté sans hésitation dès que le besoin s'en fait sentir.

De 1886 à 1889 ce fonds des bénéfices a suivi la marche suivante :

	New-York	Equitable
1886	81,426,564	106,345,207
1887	62,283,541	93,310,651
1888	71,770,332	107,254,900
1889	81,599,345	117,756,511
1890	79,113,189	122,521,346
1891	78,471,381	135,750,360
1892	87,095,004	161,129,186
1893	63,474,506	167,228,886
1894	76,799,741	193,728,304
1895	90,852,673	210,023,795
1896	105,775,574	223,774,366
1897	119,329,915	261,431,842
1898	134,039,641	296,504,802
1899	146,491,923	316,235,282

L'examen de ces tableaux révèle tout d'abord qu'en 1886, ces fonds de bénéfices s'élevaient à :

New-York..... 81.426.564
Equitable..... 106.345.207

et qu'en 1887, malgré les bénéfices de l'année, ils étaient descendus à :

New-York 62.283.541
Equitable..... 93.310.651

Le compte rendu fédéral de 1887 nous en donne la raison en nous apprenant que ces 2 compagnies ont tranquillement puisé dans ce fonds des bénéfices appartenant disent-elles,

aux assurés « pour augmenter la réserve des primes désormais
« calculée à 4 0/0 » les sommes suivantes :

La <i>New-York</i>	22.190.035
L' <i>Equitable</i>	22.095,980

Les années 1890 et 1891 sont mauvaises pour la *New-York*
qui voit encore diminuer ce fonds de bénéfices :

<i>New-York</i>	
1889.....	81.599,315
1890.....	79.113,189
1891.....	78.471,384

En 1892 il remonte, mais en 1893 il diminue de nouveau
dans de très fortes proportions :

<i>New-York</i>	
1892.....	87.095,004
1893.....	63.474,506

Si l'on compare les comptes rendus de la *New-York* pu-
bliés en 1892 et 1893 par le bureau fédéral, on trouve
l'explication de cette diminution.

En 1892, cette compagnie annonçait dans son compte
rendu :

Bénéfices accumulés à répartir aux assurés.....	70.647.666
Répartition des bénéfices de l'année 1892 :	
<i>au fonds des bénéfices</i>	<u>16.447.237</u>
	87.095.003

Ces 16.447.237 sont donc devenus la propriété exclusive des
assurés dont l'avoir total s'élevait par suite au 1^{er} janvier 1893
à 87.095.003. Sur ce fonds doivent être prélevés chaque an-
née la somme nécessaire à la distribution des bénéfices

venant à échéance, et, d'après les déclarations de la *New-York*, ils se sont élevés en 1893 à 9.040.658. Il aurait donc dû rester 78.054.345 auxquels il aurait fallu ajouter la part des bénéfices de l'année que le conseil d'administration jugeait bon d'attribuer à ce compte, puisqu'il jouit à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire.

C'est ainsi qu'on avait opéré chaque exercice, de 1886 à 1892, sauf le prélèvement de 22 millions dont nous avons parlé et qui était destiné à permettre de calculer les réserves au taux de 4 0/0.

L'examen détaillé des comptes profits et pertes et des répartitions de ces années le prouve.

Mais en 1893 une nouvelle méthode apparaît. D'après le compte de l'année, la *New-York* attribue au fonds des bénéfices 10.992.686.

Le fonds total des bénéfices devrait donc s'élever à 78 millions $54.354 + 10.992.685 = 89.047.630$, s'il en avait été de même que les années précédentes ; or, il n'en est plus que de 63.474.506 soit en moins 25.572.524.

L'explication de cette anomalie se trouve dans l'étude attentive du compte profits et pertes de 1893. Nous y voyons, aux *recettes* :

Solde, après déduction faite de 6.258.448 pour moins-	
value de valeurs mobilières	21.761.464
Fonds des bénéfices accumulés	59.075.091

On ne reconnaît donc plus aux assurés que la propriété de 59.075.091 alors qu'on l'évaluait au 31 décembre précédent à 70.647.666 et auxquels on avait affecté d'une façon ferme et

définitive 16.447.337, ce qui formait un total de 87.095.003. On a donc puisé, dans ce fonds des bénéfices qui leur appartenait, la différence, soit 28.019.912 que l'on a employés ainsi :

6.258.448 pour amortir des moins-values de valeurs autrement dit une baisse de cours.

21.761.464 transformés *en solde à nouveau à la disposition arbitraire de la Direction.*

Le total de ces deux sommes donne bien en effet la différence cherchée 28.019.012.

Un simple jeu d'écritures a donc permis de prendre, dans ce que l'on présente d'autre part comme la propriété d'autrui, cette somme si importante, et la *New-York* se trouve ainsi y avoir puisé, en ajoutant la somme déjà prélevée en 1887, 50.209.947 francs.

Une autre remarque s'impose dans l'examen de ce compte rendu de 1893. Le solde à nouveau de 21.761.464, ainsi créé à la disposition des directeurs se trouve réduit à la fin de l'exercice à 14.000.545 soit 7.750.919 en moins. Et pourtant la *New-York* affecte à son fonds des bénéfices 10.992.685, sur les bénéfices de l'année !!!! On devine par quel artifice, par quel prélèvement ce bénéfice est trouvé. Grâce à ces virements, les assurés ont gagné en apparence 10.992.685 qui leur ont été restitués sous une forme alléchante, mais ils avaient perdu 28.019.012. Perte nette pour eux 18.026.227. Mais ce jeu d'écritures et cet emprunt forcé ont permis de simuler un bénéfice, d'amortir une perte de 6.258.448 faite sur de mauvais placements, et de mettre dans la main des

directeurs, pour des opérations incontrôlables une somme de 21.761.464, qui, fortement écornée par la réparation des brèches cachées tombait dès la fin de l'exercice à 14.000.545.

Il est intéressant de suivre cette masse noire depuis sa création.

Au commencement de 1893, elle est de 28.019.012. *L'emprunt de 6.258.448* qui lui est fait dès sa création l'amène à 21.761.464. Dans le courant de l'année après un *nouvel emprunt de 7.750.919*, elle retombe à 14.000.545 ;

Fin 1894, elle est portée à 28.384.894. Aucun renseignement de détail n'est donné ;

Fin 1895, on lui attribue 5.620.828 pris sur les bénéfices de l'année. Mais la somme de 28.384.894 s'est réduite à 25.517.083. C'est donc que dans le courant de cet exercice *un emprunt de 3.867.811* a été fait, par des causes inconnues, à ce solde. Il s'élève, par cette affectation nouvelle à 31.137.912 ;

Fin 1896, il redescend à 29.958.617 et pourtant on lui a ajouté 1.667.041 sur les bénéfices de l'année. On lui a donc fait d'autre part *un emprunt de 2.856.337* ;

Fin 1897, il remonte à 51.284.025, or, on lui a affecté 24.118.375 sur les bénéfices de l'année. On lui a par suite *emprunté 2.792.968* ;

Fin 1898, il est évalué 48.520.475 ce qui révèle un *emprunt de 2.763.550*. Sur cette somme, 44.692.074 sont retirés, en apparence du moins à la direction arbitraire du Conseil d'administration et portés en *réserve spéciale*. Nous savons que ce retour à la prudence a été imposé par le gouver-

nement suisse, et désormais, les comptes rendus fédéraux, renfermeront toujours cette rubrique. Mais comment l'existence réelle des ressources correspondantes pourra-t-elle être vérifiée, et si la *New-York* renonce à sa concession en Suisse, qu'adviendra-t-il de cet article qu'elle n'a consenti à créer, en écritures, que par la contrainte.

Les 3.828.401 fr. restants, ont été restitués fin 1898 aux fonds de bénéfices ou aux assurés à participation annuelle ;

Fin 1899, la *réserve spéciale* a été portée, toujours pour obéir au contrat imposé par la Suisse, à 46.983.681.

Ce solde mis ainsi entre les mains de la direction lui a permis, pendant les années critique, de faire face aux pertes suivantes :

1893.....	{	6.258.448	
	{	7.750.949	
1894.....			aucun renseignement
1895.....		3.867.811	
1896.....		2.856.337	
1897.....		2.792.968	
1898.....		2.763.550	
		<u>26.240.033</u>	

Ces pertes ont été comblées par la direction, comme bon lui a semblé et sans que le moindre détail ait été donné (sauf pour les 6 258.448, en 1893, par un simple renvoi incident). D'un exercice à l'autre, le solde à nouveau apparaissait diminué, sans explication aucune, et tout était dit. Si ce prélèvement initial n'avait pas été constitué en 1892 aux dépens des assurés, il eut été impossible de répondre à ces différences annuelles, ou il aurait fallu franchement puiser dans le fonds des bénéfices qui aurait semblé diminuer d'autant. La cons-

titution préalable de la masse noire a permis une opération identique, mais adroitement déguisée.

Le tableau de la page 197 fait ressortir le système adopté.

On peut donc dire *qu'en fait* et contrairement à tout ce que les prospectus répandus à profusion promettent à des assurés trop confiants, ce fonds des bénéfices constitue donc bien une garantie supplémentaire puisqu'il en a presque continuellement joué le rôle. Le compte des profits et pertes de 1899, nous indique, sans plus de détails, que la réserve spéciale est passée de 44.692.074 à 46 983.361. Mais une note du compte rendu fédéral nous apprend qu'une somme de 14.711.747 a été employée « à un apport aux réserves mathématiques ». Ce nouveau virement a encore été fait sans laisser de traces.

Une gestion semblable prouve à quel point cette garantie supplémentaire est indispensable même aux compagnies qui prétendent s'en passer et réserver tous leurs bénéfices à leurs assurés. Les compagnies françaises ont donc été bien inspirées en les constituant aussi considérables. Mais, alors que chez elles il existe une volonté consciente, des opérations au grand jour, *des sommes immobilisées dans un chapitre délimité, et une précision qu'interdit les virements*, les compagnies américaines au contraire n'emploient qu'un système presque occulte, laissé à l'absolue discrétion de la direction, et semblent chercher à dissimuler par tous les moyens et tous les jeux d'écritures possibles les pertes subies.

Les compagnies françaises possèdent, pour faire face aux éventualités, *une réserve spéciale nettement précisée, et qui, par sa nature même, ne peut avoir d'autre destination.*

	Fonds des bénéfices	Création, variation, disparition du Solde à nouveau			
		Solde à nouveau (au début de l'exercice)	Part de bénéfices de l'exercice attribuée au solde à nouveau	Solde à nouveau (à la fin de l'exercice)	Part de l'exercice prélevée sur le solde à nouveau
1892. { Evaluation au 31 décembre 1892.	87.095.003	»	»	»	»
1893. { Evaluation au 31 décembre 1893.	59.075.091	28.019.912	»	21.761.464	6.258.448
1894.	63.474.506	21.761.464	»	14.000.545	7.730.919
1895.	76.799.744	14.000.545	?	28.384.894	?
1896.	90.832.873	25.517.083	5.620.828	31.137.912	3.807.811
1897.	105.775.574	?	1.667.041	29.058.667	2.836.337
1898.	149.329.915	?	24.218.375	51.284.025	2.792.968
1899.	134.039.641	?	»	48.520.475 ⁽¹⁾	2.763.550
					26.240.033

(¹) Ces 48.520.475 constituant le solde à nouveau disparaissent et deviennent { 44.692.074 Réserve spéciale.
3.828.401 aux fonds des bénéfices

Les compagnies américaines emploient comme réserve supplémentaire un fonds de bénéfices que par leurs prospectus elle déclarent la propriété de leurs assurés, et qui court le risque d'être plus tard subitement immobilisé et rendu intangible, le jour où les gouvernements s'inquiéteront de garantir cette propriété. *Cette réserve a donc deux faces.* Elle permet aux compagnies américaines d'user d'un seul et même compte pour se prétendre capable d'assurer à quiconque se fie à elle deux avantages différents ; une garantie supplémentaire considérable, des bénéfices mirifiques.

Or, ce qui nous intéresse seulement pour l'instant, *la garantie supplémentaire*, ne peut que se ressentir de cette dualité et se trouver d'autant affaiblie. De plus, en faisant abstraction du droit éventuel de propriété des assurés, il se trouve que cette garantie est encore inférieure, pour la *New-York*, à celle que présentent les compagnies françaises, et que, si pour l'*Equitable*, elle est supérieure, le nombre des contrats en cours est tel, et les réserves si peu élevées, qu'à première vue cet excédent ne semble pas un luxe inutile.

L'examen du détail souvent un peu aride de cette comptabilité nous prouve plus que jamais la *nécessité d'une publicité des plus complètes*. Comment, en effet, connaître sérieusement cette gestion, comment se rendre compte de la méthode générale suivie par les compagnies étrangères quelles qu'elles soient, si ces points ne sont pas précisés. Les quelques renseignements que la publicité des comptes rendus fédéraux nous a permis de mettre en évidence sont essentiels pour tout Français qui songe à confier son épargne à une

de ces compagnies étrangères, pour éclairer à ses yeux les opérations à si longue échéance que nécessitent les combinaisons de l'assurance. Et, nous le savons, les renseignements eux-mêmes ne sont pas complets, et ceux que nous avons pu étudier n'ont été vérifiés par aucune autorité suisse compétente.

Cet examen des *garanties supplémentaires* vient donc appuyer, lui aussi, l'idée générale de la nécessité de la publicité, en même temps que préciser davantage encore, par l'étude d'un point particulier de cette publicité, *l'impossibilité où se trouvera tout gouvernement de procéder aux vérifications si nécessaires des renseignements relatifs aux garanties et fournis par une compagnie étrangère.*

Le devoir de l'Etat demeure donc toujours identique : *exiger la publicité, avertir les assurés de la relativité des renseignements qu'il a pu ainsi obtenir, et les prévenir qu'il ne les leur fait connaître que sous toutes réserves, et sans en garantir lui-même l'absolue exactitude.*

CHAPITRE IX

LES ENSEIGNEMENTS DE LA PUBLICITÉ OFFICIELLE DU BUREAU FÉDÉRAL SUISSE

IV

Comparaison des dépenses et des recettes. — Les sources de bénéfices

La gestion d'une compagnie ne comporte pas seulement le choix des placements, mais encore la fixation de la somme maxima consacrée aux frais généraux. La comparaison des résultats et des crédits consacrés à les obtenir donne une impression fort exacte de l'esprit dont sont animés les organes de direction de cette compagnie. Plus les chiffres des dépenses sont faibles, plus les affaires réalisées sont avantageuses, plus le Conseil d'administration s'est montré désireux de ne pas entrer dans la voie de la concurrence à outrance, « concurrence hystérique, dit un surintendant américain des assurances », et dont les résultats les plus certains sont de multiplier les affaires à tout prix afin de faire miroiter cette augmentation aux yeux du public, alors que les sommes con-

sacrées aux réclames et aux commissions ont diminué d'autant les garanties offertes aux assurés.

Les comptes rendus fédéraux nous permettent de voir combien la différence de tempérament que nous avons déjà signalée est caractéristique à cet égard, et se retrouve non seulement entre les compagnies françaises et les compagnies américaines, mais encore entre les compagnies européennes et ces dernières. Si nous prenons depuis 1891 les sommes consacrées aux *commissions et frais d'agents* par les trente compagnies européennes et les deux compagnies américaines, nous trouvons le tableau suivant, calculé en 0/0 des *primes encaissées dans l'année* :

	Compagnies suisses	Compagnies allemandes	Compagnies anglaises	Compagnies françaises	New-York	Equitable
1891 .	7,7	4,4	6,5	3,9	14,8	17,7
1892 .	7,7	4,5	9,6	5,6	19,6	15,5
1893 .	7,8	4,4	9,4	5,6	19,7	15 »
1894 .	7,6	4,3	9,3	5,2	19,2	15,3
1895 .	7,3	4,2	8,9	4,4	18,1	16,9
1896 .	7,3	4,2	9 »	4,8	17,2	14,1
1897 .	7,4	4,2	8,9	5,3	16,9	15,2
1898 .	7,3	4,2	8,4	5,5	16,5	14,9
1899 .	7 »	4,1	8 »	5,7	17,4	17,1

Mais ces dépenses ne sont pas les seules, il faut y joindre les frais généraux proprement dits et les impôts, calculés toujours en 0/0 des primes encaissées dans l'année.

	Compagnies suissees	Compagnies allemandes	Compagnies anglaises	Compagnies françaises	New-York	Equitable
1891 .	3,7	4,6	5,8	4,3	10,8	6,4
1892 .	3,9	4,9	8,9	3,3	9,7	6,3
1893 .	6,4	4,7	7,2	3,1	9,5	4,9
1894 .	5,6	4,9	7,5	4,1	9,2	6,7
1895 .	5,3	4,7	7 »	3,9	8,4	7,4
1896 .	5 »	4,7	7,1	4,2	8,4	7,2
1897 .	5,2	4,8	6,8	3,8	9 »	6,5
1898 .	4,9	4,6	6,7	3,9	7,6	6,6
1899 .	4,8	4,6	6,3	4,2	6,8	6,9

Et si l'on totalise, *toujours en o/o des primes encaissées*, ces deux genres de dépenses, on obtient ce qu'on pourrait appeler *le coefficient des dépenses commerciales* des compagnies d'assurances sur la vie de chaque pays :

	Compagnies suissees	Compagnies allemandes	Compagnies anglaises	Compagnies françaises	New-York	Equitable
1891 .	13,4	9 »	12,3	10,2	25,6	23,7
1892 .	13,6	9,4	18,5	8,9	29,3	21,9
1893 .	14,2	9,1	16,6	8,7	29,2	19,9
1894 .	13,2	9,2	16,8	9,3	28,4	23,6
1895 .	12,6	8,9	15,9	8,3	26,5	22,7
1896 .	12,3	8,9	16,1	9 »	25,6	23,1
1897 .	12,6	9 »	15,7	9,1	25,9	21,7
1898 .	12,2	8,8	15,1	9,4	24,1	21,5
1899 .	11,8	8,7	14,3	9,9	24,2	24 »
Soit en moyenne	13 »	9 »	15,5	9,2	26,5	23,6

Ainsi donc, pendant l'année 1899, pour encaisser un million de primes, les compagnies ont dépensé :

Compagnies suisses.....	118.000 fr.
Compagnies allemandes...	87.000 »
Compagnies anglaises.....	143.000 »
Compagnies françaises	99.000 »
<i>New-York</i>	242.000 »
<i>Equitable</i>	240.000 »

Et, pendant les neuf années considérées, pour encaisser neuf millions de primes, à raison de un million, considéré chaque année, elles ont dépensé :

Compagnies suisses.....	1.169.000 fr.
Compagnies allemandes...	810.000 »
Compagnies anglaises.....	1.393.000 »
Compagnies françaises	828.000 »
<i>New-York</i>	2.388.000 »
<i>Equitable</i>	2.121.000 »

Pour réaliser ces neuf millions de primes ainsi considérées :

La *New-York* a sacrifié 1.560.000 fr. de plus que les Compagnies françaises.
L'Equitable » » 1.293.000 fr. de plus » » »

Et alors qu'il entrerait pour ces neuf millions de primes totales :

8.172.000 fr. de primes nettes dans la Caisse des Compagnies françaises,

il n'entrerait que :

6.642.000 fr. de primes nettes dans celle de la *New-York*.
 6.879.000 fr. » » » dans celle de l'*Equitable*.

La quantité ne doit donc pas faire illusion sur la qualité des affaires, et, si l'on divise ainsi en catégories de un million, au cours de ces dernières années, les sommes énormes des primes encaissées, on voit qu'il faut en défalquer, pour chaque

catégorie, une proportion, très raisonnable pour les compagnies françaises, presque triple pour la *New-York* et l'*Equitable*. Il en résulte que pour réaliser ces affaires, en si grand nombre, les compagnies américaines ont été obligées d'en abandonner une partie si considérable, qu'il ne leur est presque rien resté pour constituer des garanties supplémentaires. Les compagnies françaises au contraire, ont fait preuve d'une mégalomanie moins accentuée. Elles n'ont pas voulu sacrifier, pour obtenir les primes qu'elles recherchaient, au delà d'une certaine quotité ; elles en ont obtenu moins peut-être, *mais cette quotité que les compagnies américaines dépensaient au dehors, elles l'ont conservée et affecté à l'augmentation de leurs réserves statutaires et de leurs réserves spéciales.*

Si nous recherchons les résultats obtenus par cette tactique de prudence calculée, nous retrouvons d'une part, la source à laquelle les compagnies françaises ont puisé pour constituer ces réserves supplémentaires que nous avons étudiées au chapitre précédent ; d'autre part, la raison qui a empêché les compagnies américaines de les imiter, puisque nous voyons ces ressources leur faire défaut, à raison même de leurs habitudes commerciales. La quotité que les compagnies françaises emploient à constituer ces réserves particulières, elles les sacrifient en publicité, en commissions destinées à provoquer les affaires nouvelles. Elles développent donc le volume du portefeuille aux dépens de sa densité, et acceptent, cherchent même à augmenter la somme de risques en cours sans constituer en même temps les garanties correspondantes. Et, par

garanties, nous n'entendons pas seulement les *réserves mathématiques* dont la question est et reste réservée, puisque aucun élément de publicité, ne nous permet de vérifier si elles sont suffisantes, mais encore cet excédent que les trente compagnies continentales étudiées par le compte rendu fédéral ont jugé essentiel de *fixer* par un chapitre déterminé, et qui vont ajouter à ces réserves mathématiques les réserves économiques indispensables au fonctionnement prospère de toute opération commerciale.

Nous trouvons donc dans l'étude même de ces frais généraux la preuve des inconvénients qui peuvent résulter de leur chiffre trop élevé inconvénient des plus graves déjà signalé en 1886 par le rapport fédéral suisse. « ... Les garanties
« d'une compagnie sont menacées par la hauteur croissante
« des frais d'administration et surtout des commissions
« d'agents, et la surveillance par l'Etat doit voir dans l'exagération de ces frais le point le plus menaçant pour les assurances... »

Si l'on relève depuis 1891 d'après les renseignements dus à la publicité des comptes rendus suisses les totaux annuels des primes encaissées par les compagnies françaises, la *New-York* et l'*Equitable*, ainsi que les dépenses totales annuelles correspondantes, on obtient le tableau suivant :

	Compagnies françaises		New-York		Equitable	
	Primes encaissées	Dépenses	Primes encaissées	Dépenses	Primes encaissées	Dépenses
1894 . .	179,676,645	18,407,606	436,733,004	35,472,907	472,931,856	41,750,184
1892 . .	212,438,665	48,765,701	435,522,023	39,695,741	478,881,789	38,968,791
1893 . .	185,711,196	15,494,594	459,519,222	40,860,647	488,911,025	42,874,674
1894 . .	186,260,827	17,418,638	454,709,238	43,933,176	477,271,906	41,846,924
1895 . .	228,614,304	20,002,341	448,605,396	43,463,546	495,686,099	39,024,743
1896 . .	187,248,764	46,922,490	459,603,636	41,022,804	493,973,740	41,257,352
1897 . .	204,257,990	17,684,379	468,223,582	43,627,405	499,363,043	43,282,866
1898 . .	203,437,432	19,601,447	485,950,096	44,934,979	204,335,066	44,106,197
1899 . .	198,685,320	19,621,401	218,248,806	52,841,879	222,387,067	53,357,681
Totaux..	4,785,031,143	463,618,597	4,461,115,003	385,553,084	4,733,735,591	386,469,412

Pendant cette longue période, les compagnies françaises ont encaissé, en primes, 1.785.031.143 francs : pour y parvenir elles n'ont dépensé que 163.618.697 francs.

Pendant la période correspondante, la *New-York*, pour parvenir à encaisser un total de primes, *inférieur* de 323.915.140 francs, *dépensait en plus* 122.850.815 francs. Et, l'*Equitable*, pour parvenir à encaisser un total de primes, *inférieur* de 51.295.552 francs, *dépensait en plus* 122.850.815 francs.

Si l'on veut établir une proportion approchée on est en droit de dire (et il sera facile de le vérifier ultérieurement pour les comptes rendus futurs) que, pour encaisser les 1.785.031.143 francs que reçoivent les onze compagnies françaises,

La <i>New-York</i> dépensera..	473.033.252
L' <i>Equitable</i> dépensera....	421.207.349

Donc, pour obtenir un résultat identique à celui atteint par les compagnies françaises ;

La <i>New-York</i> dépensera.	309.414.655 fr. de plus qu'elles
L' <i>Equitable</i> dépensera...	257.648.752 fr. —

Quoi qu'il en soit, et pour en revenir au passé, on constate que les deux compagnies réunies ont encaissé dans cette période 3.197.850.594 francs. Si le taux moyen de leurs frais généraux avait été le même que le taux moyen des frais généraux des compagnies françaises pendant ces neuf années, elles auraient dépensé 294.202.254 francs alors qu'elles ont sacrifié 772.022.496 soit *en plus* 477.820.242 francs.

Sommes versées aux assurés

(Sinistres, Contrats à échéance, Arrérages de rentes)

	Compagnies françaises	[New-York	Equitable
1891. . . .	94.498.439	45.725.430	54.439.618
1892. . . .	404.442.996	54.382.411	62.757.641
1893. . . .	411.905.175	57.062.368	60.395.004
1894. . . .	426.538.633	57.604.447	62.010.552
1895. . . .	431.485.139	62.715.546	65.083.826
1896. . . .	435.444.340	68.985.704	71.022.429
1897. . . .	438.276.104	72.832.013	69.197.493
1898. . . .	451.602.894	79.766.824	77.066.243
1899. . . .	458.903.782	83.041.497	82.234.905
	1.152.497.502	582.115.940	603.907.711

Pendant cette même période, les compagnies françaises ont versé à leurs assurés, pour réparations des malheurs qui les ont frappés inopinément, arrérages de rentes, ou contrats parvenus au terme fixé 1.152.497.502 francs.

La *New-York*, pour la même période, n'a versé que 582.115.940 francs et l'*Equitable* 603.907.711 francs.

Les compagnies françaises, chez lesquelles *l'assurance avec participation* diminue de plus en plus ont versé pendant ces neuf années, à leurs assurés participants au bénéfices, 77.860.971 francs.

Les compagnies américaines qui pratiquent au contraire ce contrat d'une façon presque exclusive ont versé à leurs assurés :

La <i>New-York</i> ..	93.450.707
L' <i>Equitable</i> . . .	105.803.033

Si l'on totalise dès lors l'effort réalisé par ces compagnies

d'assurances, c'est-à-dire les versements effectués automatiquement, en vertu du fonctionnement même de l'institution, pendant la période 1890-1899, on obtient les résultats suivants :

	Sinistres, Arrérages, Echéances	Bénéfices distribués	Totaux
Compagnies françaises..	4.452.497.502	77.860.971	4.230.358.473
<i>New-York</i>	582.115.940	93.450.707	675.566.647
<i>Equitable</i>	603.907.711	105.803.033	709.710.744

Les compagnies françaises ont donc rendu des services bien plus importants et qui ont nécessité des versements de fonds autrement considérables que ceux accomplis par les deux compagnies américaines. Et, si l'on compare les primes encaissées, aux sorties nécessitées par ces obligations en vue desquelles l'assurance a été créée, on trouve :

	Primes encaissées	Paiements	Reste en caisse
Compagnies françaises..	4.785.031.143	1.230.358.473	554.672.670
<i>New-York</i>	1.461.115.003	675.566.647	785.548.353
<i>Equitable</i>	1.733.735.591	709.710.744	1.024.024.847

Si l'on compare d'autre part les *deux actifs* de 1891 et 1899 on obtient :

	Actif de 1891	Actif de 1899	Augmentation
Compagnies françaises..	1.428.939.825	2.130.067.325	701.627.510
<i>New-York</i>	652.747.024	1.225.451.220	572.714.206
<i>Equitable</i>	705.816.061	1.452.147.382	747.271.321

Si l'on rapproche enfin, les *soldes créditeurs* (différence de

primes encaissées et des paiements effectués), des augmentations d'actif, on a :

	Solde créditeur	Augmentation d'actif	Comparaison en faveur de l'actif
Compagnies françaises..	554.672.670	701.627.510	+ 146.954.840
<i>New-York</i>	785.548.353	572.714.706	— 212.834.147
<i>Equitable</i>	1.024.024.847	747.271.321	— 276.753.526

Cette comparaison montre que pendant ces neuf années les compagnies françaises ont augmenté leur actif d'une *richesse effective qui dépasse de 146.954.840 francs celle que représentait le solde créditeur qui leur restait sur les primes encaissées, une fois les versements correspondant au fonctionnement de l'assurance effectués.*

Les compagnies américaines au contraire, ont bien augmenté leur actif, mais dans des proportions notablement inférieures. Leurs versements à leurs assurés, pour ces échéances normales, ont été bien moins considérables, par suite les soldes beaucoup plus élevés. Mais, alors que les compagnies françaises pouvaient affecter intégralement ces soldes à une augmentation d'actif, et y ajouter en outre 146 millions, les compagnies américaines étaient obligées de leur emprunter au moins les différences ainsi trahies, soit :

La <i>New-York</i> ..	212.834.147
L' <i>Equitable</i>	276.753.526

Les compagnies françaises se trouvent donc avoir payé leurs 163.618.597 francs de frais généraux, sans toucher à leurs primes encaissées, bien au contraire. Quant aux compagnies américaines, non seulement elles ont dû y faire appel

pour les sommes que nous venons de trouver, mais encore elles ont dû y ajouter la presque totalité des revenus de leurs fonds placés. Aux 212 millions et aux 276 millions empruntés à ces soldes provenant des primes, elles ont dû en effet joindre :

La <i>New-York</i> ..	172.718.437
L' <i>Equitable</i>	109.715.886

et ces sacrifices seuls ont pu leur permettre d'effectuer le paiement de leurs frais généraux que l'on retrouve alors.

<i>New-York</i>	$\left\{ \begin{array}{l} 212.834.147 \\ 172.718.937 \end{array} \right\}$	$\left\{ \begin{array}{l} 385.553.084 \\ 386.469.412 \end{array} \right\}$
<i>Equitable</i>	$\left\{ \begin{array}{l} 276.753.526 \\ 109.715.886 \end{array} \right\}$	

On peut objecter que, dès la première année, la prime est affectée en partie aux dépenses afférentes au contrat et doit dès lors participer aux frais généraux. Ceci n'enlève rien à la valeur de notre raisonnement. Nous n'avons employé à dessein cet artifice que pour éclairer la question. Il reste acquis que, quelle que soit la manière de l'envisager, la richesse effective des compagnies françaises est telle, et leur gestion si sage, qu'après avoir encaissé leurs primes et payé aux ayants-droit des sommes autrement importantes que celles versées par les compagnies américaines, *elles ont augmenté leur actif d'une quantité équivalente à la différence de ces deux sommes à laquelle elles ont en outre ajouté 146 millions.*

Les compagnies américaines, au contraire, après avoir effectué ces deux mêmes opérations (Encaissement des pri-

mes, paiements) n'ont augmenté leur actif *que d'une quantité inférieure, de la valeur suivante, à la différence de ces deux sommes,*

<i>New-York..</i>	212.834.147
<i>Equitable...</i>	276.753.526

Et leurs frais généraux étaient tels qu'elles ont dû en outre trouver :

<i>New-York..</i>	177.718.937
<i>Equitable...</i>	109.715.886

Cette *Balance des Entrées et des Sorties* montre bien la répercussion extraordinaire de frais généraux aussi demeurés.

Nous avons fait remarquer la faible richesse effective de ces compagnies eu égard à leur chiffre d'affaires, bien que leur actif puisse au premier coup d'œil faire illusion sur un assuré inexpérimenté. Nous l'avions comparée à la situation économique autrement prospère des compagnies françaises : nous savons maintenant d'où vient cette différence.

*
* *

Des affaires obtenues à un prix de revient aussi élevé peuvent s'accroître et se multiplier, le total des primes encaissées peut sembler énorme et amener à croire à la prospérité toujours croissante d'une compagnie : une étude attentive permet pourtant de comprendre rapidement combien il faut se défier de ces chiffres, et avec quelle prudence il convient de décomposer les totaux pour en examiner chaque élément.

Si le portefeuille grossit, les charges augmentent à proportion, et la balance est d'autant plus impossible à établir qu'aucune publicité ne nous permet d'apprécier les divers contrats qui s'y accumulent, par conséquent les divers poids qui doivent les équilibrer. Les actuaires, véritables vérificateurs de ces poids, ne peuvent exercer aucun contrôle, et l'intérêt public exige pourtant que les détenteurs de ces contrats soient obligés, comme tout détenteur des poids et mesures, de les soumettre à la vérification. De plus, nous le savons, cette *balance mathématique* même ne suffit pas. Cet équilibre essentiellement instable, par suite des variations forcées des valeurs, doit pouvoir être instantanément rétabli par des réserves supplémentaires. Nous savons que les compagnies françaises en sont abondamment pourvues, et que les compagnies américaines présentent comme telles leurs *fonds de bénéfices*, propriété nominale, et qui n'est guère effective, des assurés trop confiants.

Il est donc utile d'étudier la *balance économique*, c'est-à-dire les oscillations de la fortune effective des compagnies. Cette fortune étant supérieure aux charges assumées, le plateau penche toujours du côté de la compagnie elle-même, pour un excédent *variable*, égal à la différence de l'actif et des réserves. Nous sommes sûrs de l'existence de cet excédent pour les compagnies françaises, sur lesquelles peuvent s'opérer tous les contrôles possibles. Nous faisons toutes réserves sur l'excédent accusé par les chiffres invérifiables des compagnies américaines.

Mais en leur faisant foi et en acceptant cet excédent comme

exact et réellement positif, il peut être intéressant de connaître les causes qui le font varier chaque année.

Les compagnies françaises, dans leurs comptes rendus, évaluent leurs valeurs mobilières au prix d'achat. Leurs placements ne sont pas immuables, et des mutations obligées amènent des différences de peu d'importance, insignifiantes eu égard à leur portefeuille, et dues à ce fait seul que le cours de la Bourse ne peut toujours rester identique, même pour les valeurs de tout repos.

Les compagnies américaines, au contraire, font de ce chef de très fortes différences que constatent les comptes rendus fédéraux. (Voir tableau page 215).

L'examen de cette première période montre que les valeurs possédées par les compagnies américaines ont été soumises à de sérieuses fluctuations. En 1890, la *New-York*, ne voulant sans doute pas accuser sa perte totale de 6.278.141 fr., a porté un excédent en amortissement ; l'*Equitable*, qui perd la même année 6.683.869 francs, regagne l'année suivante 7.397.927 francs, d'où, d'une année à l'autre, une différence de 14 millions dans les cours.

Nous avons vu, d'autre part, une perte de 6.258.448 francs annoncée en 1892 par la *New-York*, au moment de la création du solde à nouveau, ce qui nous donne dès lors pour cette compagnie :

Bénéfices...	14.912.774
Pertes	12.536.589

Il est difficile de savoir si ces différences sont dues uniquement aux fluctuations des cours. Elles peuvent être égale-

	New-York			Equitable	
	Bénéfices sur les valeurs	Pertes sur le cours des valeurs	Amortissement des valeurs	Bénéfices sur les valeurs	Pertes sur le cours des valeurs
1886	3,462,096	»	»	3,268,864	»
1887	496,266	»	»	»	2,866,112
1888	2,912,959	»	»	4,419,006	»
1889	4,919,817	»	»	426,561	»
1890	»	3,331,646	2,946,495	»	6,683,869
1891	2,764,292	»	»	7,397,927	»
1892	3,957,144	»	»	6,142,402	»
	14,912,774	3,331,646	2,946,495	48,354,760	9,249,981
		6,278,141			
	Bénéfices.	»	14,912,774	Bénéfices.	48,354,760
	Pertes, ...	»	6,278,141	Pertes.	9,249,981

ment causées par des achats et des ventes répétées, par un jeu de bourse, en un mot, puisque le *dépôt en banque*, dont nous connaissons la valeur relativement énorme :

<i>New-York..</i>	52.086.390
<i>Equitable..</i>	94.697.630

reste à la disposition du conseil d'administration, et facilite toutes ces opérations, sans qu'aucun contrôle soit possible. Depuis 1893, le bureau fédéral a sans doute eu la même pensée, car les exigences de ses comptes rendus sont devenues plus grandes, et les questions posées plus nombreuses. Quoi qu'il en soit, depuis cette époque la question est mieux éclairée. Les variations de valeur du portefeuille sont désormais décomposées en deux parties :

Variations dues aux ventes de valeurs,

Variations dues aux cours des valeurs.

On ne peut considérer les bénéfices obtenus dans cette période comme dûs à une simple plus-value.

Chez les compagnies françaises, la solidité des placements, le peu de fréquence des mutations du portefeuille permettrait peut-être de les interpréter ainsi. Chez les compagnies américaines, les différences considérables accusées dans les ventes signalent au contraire des changements fréquents, des arbitrages considérables de valeurs remplacées par d'autres dont les cours agités sont susceptibles de monter tout à coup, et nous voyons l'*Equitable* gagner brusquement à ce jeu, ces trois dernières années, 24 millions en 1897, 20 millions en 1898, 11 millions en 1899.

Si ces combinaisons réussissent, si le flair des administrateurs est perspicace, tout est pour le mieux, mais s'il se trompent, les conséquences se devinent. Le résultat global de la période 1886-1899 n'est pas à tout prendre si considérable, et si les oscillations des cours ont été favorables ces trois dernières années, il n'en sera peut-être pas toujours ainsi... Ces variations subites d'une année à l'autre, trahissent la méthode employée, et montrent avec quel esprit de spéculation les valeurs qui représentent les garanties déjà relativement faibles des assurés sont sans cesse achetées, vendues, modifiées, dans l'espoir d'un bénéfice sur *la vente* ou *les cours*. La différence est caractéristique si l'on considère la gestion du portefeuille des compagnies françaises dont les valeurs mobilières, bien rarement modifiées, peuvent être considérées, à raison même de l'esprit dont sont animés leurs conseils d'administration et le gouvernement qui les surveille, comme de véritables *valeurs immobilières par destination*. Si donc les compagnies américaines communiquent, ainsi que nous l'avons vu, à leurs placements immobiliers eux-mêmes, le peu de stabilité qui caractérise leurs placements mobiliers, les compagnies françaises *consolident au contraire leurs valeurs mobilières*, et tendent à leur donner ce caractère de fixité que l'on remarque déjà dans leurs placements immobiliers. Il n'y a donc plus seulement dissemblance de méthode, il y a opposition complète. De cette situation qui ne peut apparaître qu'après une étude de quelque étendue résultent des conséquences fort graves, et l'assuré français ne peut les soupçonner. Il juge l'esprit qui anime la gestion de ces compagnies d'après

ses idées personnelles, et d'après les directives habituelles des affaires françaises qui en sont la fidèle reproduction puisqu'elles correspondent au génie propre de la race. Il ne se rend pas compte des différences ethnographiques qui peuvent modifier dans un sens diamétralement opposé deux mots de consonnance identique, et, dans la valeur exacte de ce terme « *placement* » il est encore trompé, comme dans la valeur de ces autres mots « autorisation, surveillance, obligation, actions de chemins de fer américains ». C'est donc l'*interprétation* seule qui pourra le mettre sur ses gardes, et pour faciliter cette interprétation, par le rapprochement des faits pris en détail, la *publicité* s'impose, publicité toujours donnée *sans garantie, de telle manière qu'elle soit un avertissement préalable, et non la cause d'une erreur supplémentaire.*

Le total des différences impressionne peu au premier abord, si la permanence des bénéfices semble évidente. Mais lorsque l'étude des causes de ces bénéfices révèle qu'ils sont dus en grande partie à la spéculation, c'est-à-dire qu'ils revêtent un caractère des plus aléatoires, lorsque surgit tout naturellement comme contre partie la crainte de pertes possibles à ce jeu de placements si la chance tourne, le désir de pénétrer plus avant dans le détail des frais généraux en résulte bien vite. Leur quotité, les répercussions subies de ce chef par l'augmentation d'actif, la faiblesse relative de la richesse effective peuvent alors attirer à leur tour l'attention, et peu à peu, l'éducation générale se fait, et tout assuré se trouve en état, sinon de surveiller entièrement ses propres affaires, du moins de concevoir une opinion basée sur des faits et non plus seulement sur des promesses.

*
* *

Les économistes, les hommes politiques qui depuis si longtemps ont déploré cet état de choses et ont proposé des remèdes étaient tous animés du désir évident de protéger les assurés français par des mesures bien comprises et qui *devaient suppléer à leur incapacité relative*.

Les règles du paternalisme sont motivées et déterminées, en droit public, par cette incapacité relative qui met l'individu dans l'impossibilité de se défendre dans certains cas déterminés.

Les causes en sont diverses :

1° Son ignorance économique peut être telle qu'il ne pourra surveiller ses propres intérêts et dès lors l'État se chargera de ce soin ;

2° Les difficultés matérielles de la surveillance sont encore trop considérables pour l'individu, et l'État y suppléera ;

3° Le caractère même de l'entreprise dont les côtés séduisants seront seuls mis en évidence avec une adresse consommée, sera de nature à le tenter en faisant miroiter à ses yeux des espérances, irréalisables la plupart du temps, mais qu'il croira d'autant plus fondées que son désir de les voir aboutir sera plus vif.

Contre de telles dispositions, l'État ne peut que difficilement intervenir. Il n'a guère le droit d'opposer un veto à ceux qui veulent à tout prix se livrer à une spéculation hasardeuse. Mais l'assurance sur la vie témoigne chez ceux qui veulent y participer d'un esprit de prévoyance tout différent. Il sera

donc facile de les garantir contre les promesses exagérées en les mettant à même d'en apprécier les chances. La publicité y suffira ; mais, en son absence, les tentations, le désir d'obtenir beaucoup en risquant peu, parviennent à tromper même les plus sages et les livrent sans défense à des compagnies dont ils ne voient dès lors que les résultats apparents. L'État qui entend les protéger, ne le fait donc pas, puisqu'il les laisse circonvenir sans les éclairer, puisqu'il les voit participer à des opérations hasardeuses sans les avertir. Les assurés français qui ont confié leur épargne aux deux compagnies américaines la *New-York* et l'*Équitable*, les seules que nous ayons pu étudier puisqu'elles sont les seules compagnies étrangères opérant en France sur lesquelles les comptes rendus suisses nous aient donné des renseignements, ne sont donc pas protégés par le gouvernement. A ce titre, ils ont le droit de lui reprocher dès à présent son indifférence à leur égard : ils auront peut-être plus tard bien d'autres récriminations à lui faire entendre. Ils pourront du reste toujours l'incriminer pour avoir laissé passer, sans intervenir, des promesses, des allégations inexactes et dont la rédaction tendancieuse, volontairement obscure leur faisait croire à sa garantie, à sa surveillance, alors qu'elle n'existait pas, à la propriété réservée aux assurés d'un fonds de bénéfices alléchant, alors qu'il appartient toujours à la compagnie. Car, c'est surtout leur confiance, injustifiée du reste, dans la prétendue intervention de l'État qui les tranquillise et les rend plus crédules, et leur permet de croire aveuglément et sans contrôle (d'ailleurs comment s'exercerait-il ?) aux promesses de plus en plus fallacieuses qui les sollicitent chaque jour.

CHAPITRE X

LES ENSEIGNEMENTS DE LA PUBLICITÉ OFFICIELLE
DU BUREAU FÉDÉRAL SUISSE

V

Le fonds des bénéfices accumulés. — La police accumulation.

Un des moyens les plus employés par les compagnies étrangères, pour décider les assurés français à leur confier leurs capitaux consiste précisément à se prévaloir de ce *fonds des bénéfices* dont ils leur promettent la distribution. En échange de primes, un peu plus faibles il est vrai que celles demandées par les compagnies françaises pour une assurance avec participation dans les bénéfices, elles promettent :

1° D'une part, le versement immédiat, en cas de mort, de la somme convenue.

2° D'autre part, un dividende, une participation dans les bénéfices, qu'elles assurent devoir être très considérable. Comme preuve de cette allégation, elles font valoir le chiffre important de ce fonds de bénéfices, qu'elles présentent, dans ce cas

comme la propriété des assurés. Nous savons déjà ce que vaut cette assertion, et nous connaissons la facilité avec laquelle la compagnie puise dans ce fonds, pour obvier aux fluctuations de toute espèce qui pourraient subvenir.

Quant à l'importance relative de cette somme elle-même, elle n'a rien de bien excessif si on la compare au chiffre énorme des assurances avec participation qui sont en cours. Il semble alors plutôt qu'elle soit bien faible. Si l'on considère en effet les assurances *avec participation* de la *New-York* et de l'*Equitable* (toujours par la publicité des comptes rendus fédéraux) en cours au 1^{er} janvier 1900, on trouve :

	Assurés	Contrats
<i>New-York</i>	369.569	5.204.990.466
<i>Equitable</i>	304.297	5.228.691.640

Alors que la totalité des assurés *proprement dits* et des contrats correspondants est de :

	Assurés	Contrats
<i>New-York</i>	437.776	3.503.363.936
<i>Equitable</i>	345.328	5.467.723.991

L'immense majorité des assurés est donc bien amenée à ces compagnies par la promesse de ces bénéfices si alléchants. Or, quels étaient-ils, au 1^{er} janvier 1900 ?

	Fonds des bénéfices
<i>New-York</i>	146.191.969
<i>Equitable</i>	316.782.331

Si l'on met ce fonds des bénéfices en regard du nombre de ces prétendus propriétaires, les assurés participants, on obtient :

	Assurés propriétaires (?)	Fonds des bénéfices	Par tête
<i>New-York</i>	399,569	146,191,969	367
<i>Equitable</i>	345,338	316,782,331	1,041

Et, si l'on considère pendant une période assez longue l'augmentation du nombre des assurés avec participation et l'augmentation correspondante du fonds des bénéfices, on obtient :

	New-York			Equitable		
	Assurés participants	Fonds des bénéfices	Par tête	Assurés participants	Fonds des bénéfices	Par tête
1886. .	Le nombre des assurés <i>participants</i> n'est pas donné par le Bureau fédéral au-delà de 1892.					
1887. .						
1888. .						
1889. .						
1890. .						
1891. .	182,821(?)	78,471,381	429	»	»	»
1892. .	204,754	59,075,091	289	232,446	161,129,186	693
1893. .	239,473	63,474,506	265	255,045	167,228,886	656
1894. .	259,777	76,779,741	296	254,565	193,728,304	761
1895. .	256,410	90,852,673	354	256,461	210,023,795	819
1896. .	274,349	105,775,574	386	258,516	223,774,366	865
1897. .	301,649	119,329,915	396	271,013	261,431,842	964
1898. .	338,100	131,622,072	389	282,403	296,504,802	1050
1899. .	399,569	146,491,969	367	304,297	316,782,331	1041

Cette comparaison montre tout d'abord, que dès qu'une proposition de police américaine avec répartition des bénéfices ou plus exactement de *police avec accumulations de bénéfices*, se présente, la première mesure de précautions à prendre est de rechercher à combien s'élevait au dernier exercice la somme dont pouvait disposer, *par assuré*, le fonds des bénéfices. Ce renseignement, très vague à la vérité, et qui ne

prétend nullement déterminer à combien s'élève exactement la propriété de chacun d'eux a du moins le mérite d'être un indice économique des plus précieux.

On voit dès lors, par exemple, combien une compagnie, qui de ce chef ne dispose, comme la *New-York* que de 367 fr. en moyenne par assuré est différente de l'*Équitable*, qui se trouve posséder près du triple.

Le second élément à considérer, c'est le détail, pour une période assez longue des *variations* de cette somme, que nous appellerons le *coefficient bénéficiaire* de chaque assuré. Une augmentation est certes un indice favorable, mais il ne suffit pas de la constater, il faut encore en rechercher les causes, pour être certain de la permanence du sens de cette progression. Nous savons que, chez les deux compagnies américaines considérées, les placements mobiliers sont d'une nature telle que des fluctuations importantes peuvent toujours survenir. Dès lors, la réserve supplémentaire faisant défaut, c'est le fonds bénéficiaire, faussement représenté comme la propriété des assurés, qui est mis à contribution et comble les différences. Nous savons déjà qu'il en a été ainsi par la *New-York* dont le fonds des bénéfices a subitement subi en 1892 un à coup des plus sérieux.

Fonds des bénéfices (New-York)	
—	
1891.....	78,471.381
1892.....	59,073.091

Le compte rendu fédéral nous apprend qu'en 1892, le nombre des assurés participants de cette compagnie était de

204.744 et que par suite leur coefficient bénéficiaire s'élevait à 289 fr. C'est du reste à partir de cet exercice seulement que nous voyons apparaître dans ces comptes rendus le chiffre total des assurés de cette catégorie; nous n'y trouvions, les années précédentes, que le total des capitaux correspondants au contrats en cours.

Or, en 1892, les 204.754 assurés avec participation, se trouvaient avoir souscrit des contrats s'élevant à 3.482.425.775, soit en moyenne 17.000 francs par contrat. En 1891, pour un nombre *inconnu* d'assurés, les contrats en cours s'élevaient déjà à 3.107.972.181. En conservant cette moyenne de 17.000 francs par contrat, on peut en déduire que le nombre des assurés de 1891 était d'environ 182.821. Et, comme cette année-là, le fond des bénéfices s'élevait à 78.471.381, il en résultait que le *coefficient bénéficiaire* de 1891 montait à 429 francs.

Or, l'année suivante, par une opération dont nous avons vu le détail au chapitre précédent, il tombe brusquement à 289. Sept années se sont écoulées depuis, et il n'est encore péniblement remonté qu'à 367 francs. On voit donc, dans quelles considérables proportions une fluctuation brusque peut affecter ce fonds des bénéfices et diminuer la part de richesse effective de chaque assuré.

Si l'on veut trouver un exemple encore plus frappant de cette assertion, il suffit de se reporter aux années 1886 et 1887. Le compte rendu fédéral nous signale sous la rubrique :

Prélèvement sur le fonds des bénéfices, pour augmentation de la réserve des primes, calculée désormais à 40/0.

<i>New-York</i>	22.490.035
<i>Equitable</i>	22.095,980

Aussi voyons-nous ces fonds des bénéfices subir une diminution considérable :

Fonds des bénéfices

	Fin 1887	Fin 1888
	—	—
<i>New-York</i>	81.426,562	62.283,539
<i>Equitable</i>	106.345,307	93.310,151

Nous ne trouvons pas dans ces comptes rendus déjà anciens le nombre des assurés avec participation, mais nous pouvons y relever le nombre total des assurés, qui n'en diffère que bien peu.

	1887	1888
	—	—
<i>New-York</i>	92.594	109.895
<i>Equitable</i>	107.776	128.938

Ce qui nous donne les *coefficients bénéficiaires* suivants et encore sont-ils trop faibles, puisque le nombre des participants réels est légèrement inférieur.

Coefficients bénéficiaires

	1887	1888
	—	—
<i>New-York</i>	879 fr.	578 fr.
<i>Equitable</i>	967 fr.	723 fr.

Nous pouvons donc joindre au tableau considéré des chiffres de quelque intérêt, et qui font ressortir d'une part la liaison étroite qui existé entre ce coefficient bénéficiaire et la moindre fluctuation des affaires de ces compagnies, d'autre part la facilité avec laquelle ce fonds, propriété nominale de

chaque assuré se trouve livré à l'arbitraire de la compagnie, et diminué d'une année à l'autre dans une considérable proportion.

	Assurés par- ticipants	Contrats en cours correspondants	Fonds des bénéfices	Par tête
New-York				
1886	92,594	1,577,576,745	81,426,562	879
1887	107,116	1,860,255,202	62,283,539	578
1891			78,471,381	429
1892	204,754	3,482,425,755	59,075,091	289
1893	239,473	3,919,591,247	64,474,506	265
1894	259,777	4,006,288,716	76,799,741	296
1895	256,410	3,973,566,497	90,852,673	354
1896	274,349	4,091,089,288	105,775,574	386
1897	301,649	4,302,407,158	119,329,915	396
1898	338,100	4,610,984,432	131,622,072	389
1899	399,569	5,204,990,466	146,491,969	367
Equitable				
1886	109,895	2,133,846,514	106,345,307	967
1887	128,938	2,503,168,121	93,310,651	723
1891			135,750,359	
1892	232,446	4,311,375,805	161,129,186	693
1893	255,045	4,713,709,594	167,228,886	656
1894	254,565	4,598,698,495	193,728,304	761
1895	256,461	4,575,304,000	210,023,795	819
1896	258,516	4,571,825,480	223,774,366	865
1897	271,013	4,734,750,202	261,431,842	964
1898	282,403	4,895,339,679	296,504,802	1,050
1899	304,297	5,228,091,840	316,782,331	1,041

L'examen de ces tableaux prouve en outre que, bien que le nombre des contrats en cours ait considérablement augmenté la situation des assurés est loin de s'être améliorée à proportion.

En 1886, la *New-York* avait 92,594 assurés dont les con-

trats s'élevaient à 1 milliard 577 millions. Son *coefficient bénéficiaire* était de 879 francs.

En 1899, elle comptait 399.559 assurés participants dont les contrats s'élevaient à 5 milliards 205 millions et son coefficient bénéficiaire, après être descendu un moment à 265 fr. n'est encore remonté qu'à 367 fr. Elle a donc fort à faire encore pour être en mesure d'offrir à chacun des 399.569 assurés qui compte sur une part importante de bénéfices, des avantages équivalents à ceux que sa situation de 1886 lui permettait de promettre.

En 1885 l'*Equitable* avait 109.895 assurés dont les contrats s'élevaient à 2 milliards 133 millions et son coefficient bénéficiaire était déjà de 907 fr. En 1899 elle comptait 304.291 assurés participants dont les contrats s'élevaient à 5 milliards 228 millions, et son coefficient bénéficiaire, après être descendu jusqu'à 656 fr. est remonté à 1041 fr. Sa situation, après avoir subi un à coup, est donc redevenue plus prospère qu'en 1886, mais de bien peu, et la fluctuation déjà subie et qu'elle a mis de longues années à réparer montre à quel point il faut se défier de ces résultats si favorables en apparence. Qu'importe en effet une augmentation considérable du portefeuille d'affaires, une affluence extraordinaire de contrats, si la situation de chaque année, considérée isolément, ne s'améliore que très peu, ou même devient moins prospère. *Quelle importance accorder à ce fait qu'un fonds de bénéfices s'est élevé de 81 à 146 millions, si la part à laquelle chaque année pourrait prétendre est descendue de 879 fr. à 367 fr.* C'est encore la *publicité* qui viendra nous permettre de calcu-

ler au juste ce qu'il faut penser de ce fonds des bénéfices, de ce total respectable de millions, capables d'éblouir facilement au premier abord, mais qui revêt une toute autre signification si l'on se reporte au chiffre des propriétaires appelés à se le partager et aux variations des sommes qu'à la fin de chaque inventaire la compagnie aurait été capable d'attribuer à chacun d'eux. Comment, sans comptes rendus explicatifs détaillés, annuels, se rendre compte de ces variations, et surtout, une fois ces chiffres obtenus, comment en vérifier l'exactitude ? Puis, quelle leçon pour l'avenir que ces emprunts faits si facilement à ce fonds des bénéfices pour les besoins de la compagnie, à cette somme qui devrait être intangible, qui, dans les prospectus, est représentée comme telle, et qui pourtant, aux termes du traité conclu avec les assurés et laissée à l'absolue direction du conseil d'administration.

*
* *

L'habileté de la rédaction sert en effet souvent à déguiser aux assurés des conditions qu'ils comprennent mal. Des circonstances pénibles, des conflits tranchés en faveur des compagnies étrangères auxquelles ils se sont adressés, viennent ensuite les interpréter, un peu tard, à leur détriment. Le contrat presque exclusivement proposé par les compagnies américaines par exemple, et appelé *police avec accumulation de bénéfices*, se réduit à ceci :

L'assuré est appelé à payer une prime un peu moins élevée que la prime demandée par les compagnies françaises pour

les contrats avec participation aux bénéfices (et il importe de dire en passant que la participation aux bénéfices française, proprement dite, est toute différente du système américain) un peu plus élevée, dans le cas de l'*assurance mixte* par exemple, que la prime demandée par les compagnies françaises pour une assurance simple contre les risques du hasard qui constitue en fait la véritable cause de l'effort consenti, de l'accession à la mutualité. L'habileté du procédé consiste tout d'abord à laisser dans l'ombre ce principe fondamental de la *réparation certaine du dommage*, pour insister surtout sur une *participation éventuelle aux bénéfices*, c'est-à-dire à faire disparaître le principal pour attirer l'attention exclusivement sur l'accessoire. La partie rigoureusement calculée de la combinaison disparaît alors devant la spéculation.

Accordons de confiance aux compagnies américaines la possibilité de satisfaire à cette exigence principale, c'est-à-dire de faire face aux échéances de la mortalité, mais rappelons qu'à cet égard la loi mathématique est inexorable. Ces réserves que nous savons relativement faibles chez elles, économiquement parlant, doivent avant tout être suffisantes. En supposant qu'elles le soient, l'accessoire, c'est-à-dire les bénéfices accumulés, est de peu d'importance pour une famille qui vient de recevoir le principal, le montant de l'assurance proprement dite auquel elle a droit. Qu'importe en effet à une veuve, dont le mari était assuré à la *New-York* par exemple pour 17.000 francs, que cette compagnie soit en état de lui verser 367 francs ou même le double, ou même le

triple, à titre de participation aux bénéfices, si elle est en droit de concevoir une crainte à l'égard de ces 17.000 francs qu'elle désire avant tout recevoir, et qu'elle ne pourra être certaine de toucher que si les réserves calculées pour les 400.000 contrats en cours sont suffisantes. Là est le point capital de la question, et il demeure forcément obscur faute de la publicité nécessaire.

Il est à remarquer qu'une compagnie française, pour un sacrifice annuel moins considérable, aurait consenti à répondre dans les mêmes conditions d'âge et de durée de cette même somme de 17.000 francs, de ce capital dont le versement intégral sera la préoccupation dominante de la veuve. La réalisation certaine de la somme fixée d'avance par le contrat, préoccupation habilement reléguée au second plan par les compagnies américaines est donc autrement importante que celle de la participation éventuelle aux bénéfices, qui, même en supposant les circonstances exceptionnellement favorables, ne pourra y ajouter que bien peu.

Nous pouvons considérer cet assuré de 40 ans comme ayant conclu une *assurance mixte*. Cette assertion est assez justifiée, car ce contrat spécial gagne chaque jour du terrain en France, et l'on constate qu'au 1^{er} janvier 1900, pour les 11 compagnies françaises considérées par le bureau fédéral, 49, 0/0 des assurés en cours l'avaient adopté.

L'effort annuel qui lui aurait été demandé pour assurer à sa veuve le paiement immédiat de 17.000 francs, ou à lui-même le versement de cette somme au bout de 20 ans, dans le cas où il serait toujours envié à cette époque est de :

Compagnies française.	841.50
<i>New-York</i>	901
Différence annuelle...	59 50

I. — Supposons que cet assuré atteigne le terme de ces vingt années.

S'il s'est adressé à une compagnie française, il aura donné 16.830 fr. Il en touche 17.000 donc *170 de plus qu'il n'a versé*. Il n'a fait aucune perte, bien au contraire il rentre dans ses débours et au-delà, et, moyennant le simple abandon d'une partie des intérêts, il est garanti pendant cette longue période contre la crainte de laisser sa veuve dans une situation critique. En retournant même le raisonnement, on peut dire que ces versements équivalent (à son point de vue personnel) à des prêts de capitaux faits à la compagnie. Moyennant le droit d'utiliser les capitaux, considérés alors comme un simple dépôt, la compagnie s'engage à restituer à la fin de la période convenue une somme fixe représentant la totalité des capitaux prêtés, plus un supplément, fixe également, sorte de prime à forfait. En cas de mort, elle s'engage à payer de suite à guichet ouvert à la veuve cette même somme fixe, bien plus considérable, on le sait, que la quantité déjà prêtée.

La combinaison d'une habile gestion financière et de la théorie mathématique des probabilités permettent à la compagnie d'obtenir de l'emploi ainsi autorisé de ces capitaux un véritable travail effectif dont les résultats lui permettent de les reconstituer sans cesse et de les tenir en permanence à la disposition des ayants-droit.

Pour garantir la même somme, la *New-York* demande à son assuré un versement annuel de 901 francs soit en 20 ans 18.020 francs. A ce moment, il recevra 17.000 francs. Mais il aura versé à la compagnie *1.020 francs en plus*. Ces 1.020 fr. sont représentés par une prime, supérieure annuellement de 50 fr. 50 à celle demandée par les compagnies françaises. Si l'assuré les avait gardés et placés chaque année à 3 0/0, pendant ces 20 ans, ce n'est pas 1.020 francs qu'il aurait en sa possession, mais bien *1.646 francs*.

Il faut donc tout d'abord que la compagnie américaine lui verse, sur le fonds des bénéfices accumulés, au moins cette somme, non pas à titre de bénéfice, mais à *titre de simple restitution*, et, pour qu'il se trouve ramené au même point que s'il s'était assuré à une compagnie française, il faut même qu'elle y ajoute la prime à forfait, restitution partielle des intérêts que cette compagnie lui aurait faite soit 170 francs. Donc au total *1.816 francs*. C'est donc 1.816 francs qui doivent être ainsi déduits avant tout du bénéfice sinon distribué du moins *promis* pour rétablir l'équilibre entre les sacrifices consentis pendant les 20 années, par un assuré survivant, à l'une ou l'autre compagnie.

Nous ignorons quelle part bénéficiaire un assuré de 40 ans qui a contracté à la *New-York*, par exemple, la *police universelle avec accumulation de bénéfices* peut recevoir au bout de 20 ans, pour une assurance mixte de 17.000 francs. Nous ne préjugeons rien. Mais nous maintenons l'obligation absolue de soustraire tout d'abord de cette part bénéficiaire et présentée comme telle, la restitution de ces 1.816 francs que

nous venons de déterminer par le raisonnement précédent, si l'on veut apprécier, sans erreur, l'avantage réel obtenu par l'assuré.

La *publicité* seule, en portant à la connaissance de tous les résultats obtenus par la compagnie, permettrait de s'en faire une opinion au moins approchée. Mais on voit de suite quels doutes pourraient subsister, tant que les détails précis resteront invérifiables, et, pour une compagnie étrangère, de fait ils le seront toujours. Sans doute la publication des résultats obtenus, leur comparaison avec les promesses faites seront des plus intéressants, et le devoir du gouvernement sera de les réclamer pour éclairer les assurés français dans la mesure du possible ; mais il devra toujours prendre dans leur intérêt, et pour ne pas engager sa propre responsabilité, la même précaution, c'est-à-dire les *prévenir qu'il ne peut en rien leur garantir l'exactitude des résultats*.

*
* *

II. — Nous avons considéré cette assurance mixte comme ayant atteint sa durée totale par suite de la survivance de l'assuré, et celui-ci comme recevant en vertu des conventions et. en *échange de son excédent de primes*, une part de ces fameux bénéfices accumulés.

Mais s'il meurt avant l'expiration de la période de 20 ans, après 10 années par exemple, la situation est tout autre.

Il a effectué 10 versements de 901 francs, soit 9.010 francs, sa veuve touche les 17.000 francs promis *et rien de plus*.

Si l'assurance avait été contractée à une compagnie française, les versements totaux effectués auraient été, à raison de 59 fr. 50 de moins par an, inférieurs de 595 francs. Et si ces 59 fr. 50 avaient été placés chaque année à 3 0/0, ces 595 fr. auraient, à l'époque du décès, atteint 702 francs. Le fait, pour cet assuré de 40 ans, d'avoir choisi une compagnie américaine, diminue donc, s'il meurt à 50 ans, l'avoir qu'il laisse à sa veuve, de 702 francs.

S'il meurt même presque à la fin de la période, après avoir payé ses primes pendant 19 ans, elle n'a pas davantage droit à cette participation pour laquelle son mari s'est imposé un sacrifice supplémentaire de 1.130 fr. 50 qui, placés à raison de 59 fr. 50 chaque année à 3 0/0, auraient augmenté son avoir de 1.539 francs.

Jusqu'à la fin de l'expiration de la 20^e année, le sacrifice augmente donc de jour en jour. Sans doute, le paiement des 17.000 francs est toujours assuré (ceci à condition que les réserves mathématiques soient suffisantes) mais on sait que ce résultat, le seul véritablement important, est garanti par les compagnies françaises pour un effort bien moins élevé, et nous savons que leurs réserves sont de tout repos puisque les moyens de vérification sont multiples, et la possibilité d'en user continue.

Cette combinaison, avec spéculation hasardeuse sur l'accumulation des bénéfices éventuels apparaît donc à première vue comme défavorable à l'intérêt de la famille de l'assuré, puisque les ressources de cette famille se trouvent, dans le cas de la disparition de son chef avant la 20^e année, bien

moins élevées que les ressources obtenues par une simple assurance dont toute idée de spéculation aurait été bannie. Et l'aléa est double. *Danger de mort*, qui fait perdre tout droit aux avantages éventuels en vue desquels ce supplément de sacrifice a été consenti, *danger de placements* qui, en cas de survie peuvent amener la Compagnie à ne donner qu'un dividende bien peu en rapport avec le supplément de prime versé. Nous savons en effet quelle somme importante l'assuré doit déduire de cet article : *participation*, avant de pouvoir le considérer comme un véritable bénéfice.

Pour majorer ce fonds des bénéfices, les compagnies escomptent les décès survenus avant la fin de la période parmi les assurés qui ont conclu ce contrat. La mort de chacun d'eux, même survenue au seuil de la 20^e année, lui fait perdre les résultats de ces longs sacrifices, des suppléments de ces 19 primes, sacrifices qui s'élèvent à 1.540 francs.

L'*idée maîtresse* de l'assurance, la *seule véritable*, qui est de chercher un vaccin contre le hasard, contre les catastrophes, une combinaison d'après laquelle les vivants, solides, et en état de lutter toujours, paient pour les morts, est donc perdue de vue.

Une *combinaison de pure spéculation*, tontinière au premier chef, et dans laquelle les morts paient pour les vivants, vient s'y ajouter et *dénaturer son véritable caractère*.

En faisant miroiter aux yeux des assurés l'espoir d'un bénéfice considérable, on obtient d'eux le paiement d'une prime plus élevée, et, si l'on insiste sur l'éventualité des bénéfices, on se garde bien d'attirer leur attention sur cette

condition, essentielle pour y participer plus tard : *la survie*. C'est en effet seulement dans ce cas que ce droit subsiste. Il se résout de lui-même si la mort de l'assuré arrive avant l'expiration de la période, et il ne reste plus que le souvenir d'un sacrifice supplémentaire consenti en vue d'un résultat qui s'est dérobé. A la combinaison certaine, scientifique, est donc venue s'ajouter, habilement dissimulée la spéculation pure, le jeu, l'idée tontinière. La prime demandée peut-être divisée en deux parts : 841 fr. 50 suffisants pour l'assurance simple, 59 fr. 50 qui demeurent disponibles pour la tontine. Si nous admettons même que la *New-York* se déclare capable d'offrir une assurance simple à un taux moins élevé, 830 francs par exemple, il restera alors un excédent encore plus élevé, 61 francs, pour la combinaison tontinière.

Ce contrat très peu usité, et à regret, chez les compagnies françaises, presque exclusivement présenté par les compagnies américaines, vient donc vicier dans son essence même le principe de l'assurance. Il se développe de jour en jour davantage en France, par les compagnies américaines, et sous le couvert de combinaisons habilement présentées. Le succès obtenu a été tel, auprès d'un public mal éclairé sur ces conditions délicates et complexes, et par suite mal défendu contre leurs effets nuisibles, que les compagnies françaises ont dû tenter de suivre leurs concurrents dans cette voie. Les combinaisons offertes par elles et présentant un caractère tontinier, c'est-à-dire un bénéfice réalisé sur les pré-mourants, n'ont eu pourtant aucun succès véritable. Les primes exigées par elles se trouvaient en effet trop élevées et supérieures à

celles demandées par les compagnies américaines, *par une raison particulière que nous verrons plus loin, et dont l'étude nous montrera que l'accumulation des bénéfices, telle qu'elle est pratiquée par les compagnies françaises, présente seulement une des deux caractéristiques de la tontine, alors que l'accumulation des bénéfices des compagnies américaines les réunit toutes les deux.*

L'insuccès relatif des compagnies françaises dans cet essai est donc fort heureux, puisqu'il les empêche de marcher trop avant dans cette voie et d'aggraver un malentendu regrettable en se laissant aller à satisfaire trop facilement cet esprit de spéculation éveillé par les compagnies américaines, et à juxtaposer dans un même contrat deux combinaisons qui reposent sur des principes diamétralement opposés.

La plupart s'en tiennent à l'offre d'une *participation pure et simple*, à des bénéfices qui ne peuvent être garantis il est vrai, mais que l'esprit de leur gestion, la solidité de leurs placements, et surtout la publicité annuelle permettent de *constater à chaque exercice*. Ces bénéfices sont distribués tous les ans, et par suite l'aléa est restreint à une période infime, puisque l'assuré sait chaque année à quoi s'en tenir sur la marche de la compagnie, sur sa prospérité, et peut brusquement cesser sa combinaison avec participation pour s'en tenir à la combinaison simple dès qu'il lui semble inutile de continuer un sacrifice en échange duquel il ne perçoit pas un avantage suffisant. L'assuré de la compagnie américaine jouit peut-être du droit de revenir à la combinaison simple, mais aucune publicité ne pourra l'éclairer à cet effet et l'engager à temps, à prendre sa décision. Il sera peut être fixé

sur les dangers de cette spéculation s'il ne reçoit au bout de 20 ans qu'une participation dérisoire, mais il sera trop tard.

La prime de la combinaison française est, il est vrai, plus élevée que celle de la compagnie américaine, mais la possibilité pour l'assuré de surveiller ses intérêts et de prendre à temps les mesures nécessaires est autrement caractérisée. De plus, chez la compagnie française, la participation est annuelle et dès lors que l'assuré s'en saisisse de suite ou qu'il la laisse dans les caisses de la compagnie, pour une capitalisation, *il n'en est pas moins sûr de la toucher, lui ou les siens*. Il échappe donc ainsi au défaut capital de la tontine qui est de réaliser *au profit des survivants* un bénéfice sur les prémourants. Ce bénéfice, loin d'être perdu, fait au contraire retour aux héritiers de l'assuré qui reçoivent dès lors, la somme intégrale fixée par l'assurance *à laquelle viennent s'ajouter ces participations annuelles laissées en dépôt et capitalisées*. Cet avantage supplémentaire, non seulement promis, mais garanti et facilement contrôlable justifie donc entièrement le supplément de prime demandé.

En comparant le coût de leur assurance *avec participation dans les bénéfices* avec le prix de l'assurance *avec participation aux bénéfices* des compagnies françaises, les compagnies américaines rapprochent donc deux éléments dissemblables, deux combinaisons différentes que l'on ne peut en aucune façon comparer, et, là encore, la *similitude de mots* trompe complètement les assurés français, *faute d'une interprétation suffisante*. Le devoir de l'Etat est donc de venir en aide aux assurés, de suppléer à leur ignorance économique forcée, et de définir très nettement les caractéristiques de chacune des

combinaisons usitées chez les compagnies françaises, donc *approuvées par le Conseil d'Etat et autorisées par le gouvernement*, et, parallèlement de préciser le système suivi, dans les combinaisons de même nom, usitées chez les compagnies américaines, en droit autorisées, *en fait tolérées* par la loi de 1857, *sans que le Conseil d'Etat ait eu à intervenir*.

Les assurés pourront alors éviter les erreurs causées par des similitudes injustifiées : ils ne rapprocheront plus, pour les comparer, que des combinaisons véritablement identiques, et, on peut affirmer hardiment qu'alors les prix respectifs ne sembleront plus si dissemblables. L'intérêt ressortira, évident, de s'adresser à une compagnie française dont la richesse effective, les réserves, la gestion, les placements, la publicité complète et la vérification toujours possible présentent des avantages autrement caractérisés que ceux offerts par les compagnies étrangères.

*
* *

Si l'on considère même les quelques polices avec participation et accumulation de bénéfices que les compagnies françaises, entraînées par le courant, ont été malheureusement obligées de concéder à l'esprit de spéculation, on y trouve une différence capitale :

Chez les compagnies françaises qui font par exemple la police d'accumulation à *participation quinquennale*, les assurés se partagent tous les cinq ans un bénéfice qui se compose de plusieurs éléments :

1° Ces assurés forment une catégorie qui reste limitée aux seuls membres ayant accepté ce contrat spécial ;

2° Chaque année, le bénéfice industriel réalisé sur la catégorie (différence des primes reçues, capitalisées et des sommes payées pour sinistres) est conservé par la compagnie et capitalisé ;

3° Au bout de 5 ans, le bénéfice est divisé entre ceux des membres de la catégorie qui survivent. Pour cela un bilan est établi qui permet de suivre toutes les opérations faites pendant les 5 années, et, en cas de contestation, les tribunaux ont toute facilité pour faire examiner par un expert la somme exacte, qu'il est très facile de reconstituer et qui revient à chaque assuré de cette catégorie, du fait de l'administration régulière de ces bénéfices de chaque année.

La sanction de l'exécution de ce jugement n'est pas illusoire. Directeurs et administrateurs sont connus et répondent pénalement et pécuniairement des suites possibles et réellement effectives d'une erreur ou d'une opération irrégulière.

La clarté est donc complète, la surveillance des plus faciles, le contrôle des plus efficaces, et, au bout de la période, la situation est liquidée, non pas arbitrairement, mais par une véritable reddition de comptes.

Dans le contrat avec accumulation de bénéfices tel qu'il est pratiqué journallement par les compagnies américaines, il n'en est plus de même. Tout d'abord, il n'existe plus de catégorie revêtue d'une sorte de personnalité et facile à suivre. Cette association intermédiaire disparaît. L'assuré subsiste

seul en face de la compagnie, et dès lors il est absorbé par elle. Les bénéfices possibles, réalisés sur la partie supplémentaire et tontinière de sa prime sont versés dans un fonds général, font corps avec lui et *y disparaissent*. A l'expiration de la période prévue au contrat, la compagnie puise dans ce fonds la *somme arbitraire* qu'il lui convient de donner sans que l'assuré ait le droit d'élever la moindre réclamation ou d'exiger la moindre vérification.

« ... *La totalité des bénéfices* de la *Mutual Life* écrivait, le « 9 février 1893 son actuaire M. Clintock, *appartient à la* « *Compagnie en bloc*, jusqu'à ce qu'arrive pour chaque police « l'époque où cette police a droit à une part dans la distribution. Quand cette période arrive, c'est alors notre affaire « d'examiner toute l'histoire de cette police et de déterminer « quelle est sa part équitable dans l'excédent... »

En d'autres termes : aucun des assurés actuels ne se trouvant en ce moment à la fin de sa période, le fonds des bénéfices est par suite dans sa totalité la propriété de la compagnie et non pas celle des assurés. Ce *droit de propriété de l'assuré* nait seulement à l'expiration de la période, *et la compagnie en détermine alors arbitrairement les limites*. Aucun droit de contestation possible n'est donc à ce moment même reconnu à l'assuré, et, le serait-il, qu'il serait complètement illusoire, car, comment l'exercerait-il ? Ce fonds commun des bénéfices est un immense réservoir où viennent se déverser *et surtout se confondre* les recettes de ces catégories multiples. Dès lors, surveillance, revendications, éclaircissement, deviennent impossibles.

Cette confusion savante, voulue et préparée, constitue l'essence même du système, plus encore que le fait de conserver les parts des prémourants. Le fonds des bénéfices n'est plus le compte régulier d'une catégorie, administré selon des règles précises : il devient une masse noire livrée à l'arbitraire absolu de la compagnie.

1^o Qu'il plaise à cette compagnie, par exemple, de prélever sur cette masse les sommes nécessaires à l'équilibre de ses réserves, elle en a le droit.

2^o Pour obtenir des contrats en très grand nombre, elle a fait miroiter ses bénéfices, elle en est arrivée à *offrir des combinaisons pour des primes très faibles* qui lui ont amené des assurés, mais par suite *elle n'a pu constituer par ces contrats que des réserves insuffisantes.* Sur les observations d'un gouvernement déterminé (le gouvernement suisse par exemple, inquiet pour ses nationaux de cette situation qui lui est révélée par la comptabilité spéciale les concernant, et fort heureusement pour eux exigée par lui), la compagnie se décide brusquement à majorer les réserves afférentes aux contrats de ce pays. Elle puise dans ce fonds de bénéfices, destiné nominalelement aux assurés de tous les pays, mais qui se trouve avantager ainsi spécialement les Suisses. En agissant ainsi, elle ne fait qu'ajouter à ces primes réclames, en sous main, aux dépens des assurés des pays incapables de se défendre, le complément nécessaire pour les ramener au taux des primes commerciales normales, exigées par les compagnies françaises, et grâce à cet artifice, elle semble en apparence offrir l'assurance à un taux bien inférieur.

Il est certain que si tous les gouvernements réclamaient simultanément les mêmes mesures, il serait difficile de faire ainsi voltiger les crédits de l'un à l'autre. Encore cela ne serait-il pas tout à fait impossible, vu la difficulté de vérifier la stabilité et surtout l'*intangibilité* des réserves ainsi *annoncées*.

Quoi qu'il en soit, en agissant ainsi, en faveur des assurés suisses, la *New-York* n'a fait que reprendre à ces assurés et surtout aux autres la différence de prime dont elle avait semblé leur faire abandon, et, contrairement aux promesses générales, non des contrats, mais des prospectus, elle a porté atteinte à une propriété moralement acquise.

3° Si le jeu de bourse continu, trahi par l'importance des comptes en cours dans les banques et les fortes différences dans les achats et ventes de valeurs, si les fluctuations des valeurs mobilières de leur portefeuille dont nous connaissons le peu de stabilité font brèche dans ses évaluations, elle puise encore tranquillement dans ce fonds de bénéfices et se constitue une *réserve occulte*, sous le nom de *solde à nouveau*, aux dépens des assurés, contre toute promesse. L'obscurité si bien combinée qui enveloppe ce fonds des bénéfices lui permet d'agir ainsi, contrairement aux plus élémentaires principes d'administration.

On constate à l'égard de ce fonds des bénéfices une *différence très nette entre les prospectus et les contrats*. Les premiers affirment le droit de propriété des assurés, tout en se gardant de le préciser. Comment le pourraient-ils du reste ? Les seconds évitent cette affirmation dangereuse et se bor-

nent à des promesses à effet différé et contre lesquels aucune réclamation n'est admise.

Le vague, soigneusement calculé, des uns et des autres, donne le change sur leur portée véritable et permet à la compagnie étrangère de conclure dans le sens le plus favorable lorsqu'il s'agit d'obtenir le contrat, ou dans un sens restrictif absolu lorsqu'il arrive à réalisation.

Pour remédier à de tels procédés, il ne doit plus seulement être question d'interprétation, d'explications du gouvernement, destinées à mettre les assurés sur leurs gardes. *C'est de pasteurisation qu'il s'agit.* Les prospectus, les réclames qui s'étalent impunément avancement, affirment des faits matériellement inexacts. Le remède est des plus simples. *Il réside dans la précaution sanitaire préventive dont la Suisse nous a donné l'exemple.*

Le 21 janvier 1896, le Conseil fédéral suisse rendait le décret suivant concernant les *Imprimés* des sociétés d'assurances sur la vie opérant en Suisse :

« 1° Les imprimés émanant des sociétés d'assurances sur
« la vie ayant concession en Suisse et *destinés à la recher-*
« *che d'assurances* continuent à ne pouvoir être employés
« qu'en suite de leur approbation, par le Conseil fédéral, en
« tant que ces imprimés modifient les droits des assurés ou
« les bases techniques ou financières d'une société. *Les docu-*
« *ments visés ci-dessus doivent être communiqués sans délai*
« *au Conseil fédéral en vue d'obtenir son approbation* ».

« 2° Les imprimés d'autre nature dont les sociétés d'assurances sur la vie ayant concession en Suisse *font actuelle-*

« ment ou feront à l'avenir usage en Suisse, doivent être
« communiqués dès leur publication au bureau fédéral des
« assurances ».

« Le Conseil fédéral se réserve de les examiner en regard
« de l'article 11, chapitre 2 de cette loi de surveillance ».

Or, nous trouvons à l'article 11, chapitre 2, de la loi fédérale du 25 juin 1885 :

« Seront traduits d'office ou en suite de plainte devant les
« tribunaux cantonaux :

« ... Les directeurs, mandataires et agents responsables d'une
« entreprise d'assurance qui, dans les exposés, documents à
« l'appui ou informations qu'ils sont tenus de fournir au Con-
« seil fédéral, exposent faussement ou cachent la situation
« d'affaires de l'entreprise, ou qui publient des communica-
« tions contraires à la vérité (prospectus, etc.)... ».

L'expérience avait donc démontré à ces spécialistes si bien placés pour apprécier les faits, la nécessité d'un visa préalable de ces prospectus multiples. La *méthode préventive* lui a semblé, dans l'espèce, indispensable, tant il est vrai que la *méthode répressive* serait impuissante dans ce cas spécial. Elle a souvent le tort de se borner à constater les effets déplorables que la crainte des châtimens passibles n'a pu empêcher. A l'égard d'une société étrangère elle serait *a priori* impuissante, car quelle sanction, quelle pénalité seraient applicables, une fois l'irréparable survenu : par quels juges, et à quels coupables ?

On est en droit de croire, si l'on consulte le compte rendu de 1898 au bureau fédéral que les combinaisons proposées

par les sociétés américaines n'étaient pas étrangères à ces mesures spéciales :

« La *New-York*, dit ce rapport, avait déjà essayé de rentrer
« en Suisse il y a plusieurs années. Elle n'y réussit pas, parce
« que nous ne pûmes nous mettre d'accord sur les *assurances*
« *avec accumulation de bénéfices, assurances au sujet des-*
« *quelles on avait fait en Suisse des expériences peu satisfai-*
« *santes.* Dans sa demande de concession de 1898, la *New-*
« *York* déclara dès l'abord qu'elle *renoncerait à la conclu-*
« *sion en Suisse de ces assurances tontinières, dites poliees*
« *d'accumulation.* A la suite d'une conférence qui eut lieu à
« Berne les 10-13 octobre 1898 et où la *New-York* était
« représentée..... la *New-York* obtint alors, pour le reste, la
« concession dans les proportions qu'elle désirait... »

Nous avons vu précédemment qu'on lui imposa en outre la *création d'un fonds de réserve par fluctuation de valeurs*, et nous savons que le *solde à nouveau*, alors disponible, qui y fut consacré provenait originairement d'un prélèvement opéré arbitrairement en 1892 sur le *fonds des bénéfices*.

« Les *polices à répartition annuelle* de bénéfices — ajoutait
« le rapport — doivent *faire l'objet d'un compte de profits*
« *et pertes entièrement indépendants des autres assurances.*
« Les trois quarts au moins des excédents accusés par ce
« compte doivent être *répartis* comme bénéfices aux assurés,
« à l'échéance de la prochaine prime ».

Ce n'est donc plus seulement la *police d'accumulation* qui est interdite, et formellement, ce sont même les *polices à participation annuelle* dont la gestion est suspectée. Et, afin

de pouvoir efficacement protéger ses nationaux, le gouvernement suisse exige, en plus de la publication déjà imposée de tous les contrats les concernant, la connaissance de la comptabilité spéciale des catégories formées par ceux qui ont accepté le contrat avec *participation annuelle* aux bénéfices. C'est bien la crainte de voir ces comptes particuliers se fondre et disparaître dans un fonds général où il est impossible de les retrouver qui a décidé le gouvernement suisse à faire de la modification absolue du système la condition *sine qua non* de son autorisation. Le remède était énergique et radical, et l'opinion du bureau fédéral nettement exprimée.

Les dangers de l'accumulation *proprement dite*, l'aléa de la combinaison *pure* semblent donc à ces spécialistes de l'assurance, peu recommandables, et de nature à faire dévier vers la spéculation un esprit de prévoyance louable qu'il est au contraire essentiel d'encourager et de défendre contre les tentations douteuses. Et, par accumulation *proprement dite*, nous entendons le système dans lequel le détail des opérations, la précision des catégories, la spécialité des comptes, permettent pourtant à l'expiration de la période un contrôle relatif facile. Ce que le bureau fédéral semble repousser, c'est même le premier principe qui permet de caractériser la *ton-tine*: *les bénéfices réalisés par les survivants sur les prémourants*. Les comptes relatifs à ces bénéfices peuvent permettre de les reconstituer en entier à la fin de la période, de vérifier l'exactitude des parts attribués à chaque assuré : le bureau fédéral n'accepte pas davantage la combinaison.

Que dire alors de celle presque exclusivement employée, ail-

leurs qu'en Suisse désormais. par les compagnies américaines, et dans laquelle *l'anonymat remplace la spécialité des comptes*. Comme nous l'avons vu par la lettre de l'actuaire de la *Mutual Life*, la compagnie n'est plus le mandataire responsable des assurés (en serait-il ainsi, que la sanction de cette responsabilité serait nulle de fait) chargé d'administrer, selon les obligations générales du mandat, les bénéfices accumulés qui leur appartiennent. *Elle est le propriétaire même de ces bénéfices*, et si l'habile rédaction des prospectus laisse planer un doute, les termes soigneusement précisés de ses contrats réservent tous ses droits à cet égard. Alors que dans la combinaison accumulation française, que nous pouvons appeler *personnelle*, en ce sens que l'assuré y conserve une personnalité propre et un droit de propriété, les *bénéfices obtenus sur les prémourants sont réalisés de fait par les survivants*, dans la combinaison américaine, combinaison *anonyme* puisque, en ce qui concerne la partie bénéficiaire, l'assuré et surtout son compte disparaissent et s'effacent devant la compagnie, les *bénéfices obtenus sur les prémourants sont réalisés par la compagnie*. Sans doute plus tard, à l'expiration de la période, cette compagnie pourra allouer à son assuré une somme dont elle déterminera arbitrairement la quotité, et l'on devine par avance quelles éventualités pourront en faire varier le montant. Si la compagnie pour une raison quelconque *n'opère plus dans le pays de cet assuré*, elle n'aura plus aucun ménagement à garder, et alors, qu'arrivera-t-il Par quels moyens fera-t-il valoir des droits aussi

peu précis, devant quels tribunaux, suivant quelles règles, et à quel prix ?

Si l'on admet même que cette compagnie opère toujours dans le pays considéré, et se trouve obligée par cela même à quelques ménagements, et à quelque apparence d'équité dont elle reste seule juge du reste, l'absence de toute vérification n'en rend pas moins la situation inadmissible.

Pour bien la comprendre, il suffit de se reporter aux discussions anciennes sur la *généralité* et la *spécialité* du Budget. Le contrôle n'est possible, les fonds publics ne sont sauvegardés que par une division spéciale par *chapitres* et même par *articles* qui constitue chacun d'eux *propriétaire du crédit fixe* qui lui a été voté par les Chambres, et *interdit tout virement* au ministre responsable. Ce système imposé au budget français, les compagnies françaises l'ont adopté. Si elles se laissent aller quelque peu à l'accumulation des bénéfices, *chaque assuré n'en demeure pas moins un chapitre spécial*. Les bénéfices qui lui appartiennent ne sont pas fixés d'avance ; mais, dès qu'ils sont arrêtés, il est facile du moins de les reconstituer et de constater la suite des opérations qui ont permis de les obtenir.

Dans les compagnies américaines, c'est au contraire l'ancien principe de la *généralité du budget* qui l'emporte. Aussi le droit de contrôle des intéressés est-il totalement annihilé. Tout les *virements sont possibles*, et, comme ce fonds des bénéfices, au lieu de se composer comme un budget d'Etat de sommes obtenues par l'impôt que le gouvernement ne peut modifier, déterminées annuellement par suite exactement pré-

cisées, comprend au contraire un portefeuille laissé à la disposition arbitraire de la compagnie et susceptible de donner des revenus variables, soit par les arrérages de coupons ou de dividendes, soit par le jeu des placements, la situation est encore plus grave. Les rentrées exactes, c'est-à-dire les bénéfices éventuels de toute nature sont absolument inconnues, *et ce ne sont pas seulement les virements de comptes* qui sont à craindre, mais encore *les disparitions de fonds*.

La *Mutual Life* qui pratique actuellement en grand la police accumulation la jugeait, avant de l'adopter, dans les termes suivants, qui font bien ressortir le caractère occulte de cette combinaison.

« La *Mutual Life* n'émet pas de polices tontinières et
« n'encourage personne à entrer dans le jeu de la tontine. Le
« principe du jeu est de dépouiller les malheureux, *en rési-*
« *liant leurs polices sans égard*, quand il leur est impossible
« de se procurer l'argent nécessaire au paiement des pri-
« mes, et l'objet du jeu *n'est autre que l'opportunité, pour*
« *les compagnies qui ne paient plus que de très faibles divi-*
« *dendes de cacher le fait* pendant un nombre d'années
« appelé période « tontinière..... »

« Nous avisons chacun d'avoir à se méfier de toute com-
« pagnie qui cherche à l'engager dans le jeu de la ton-
« tine..... »

Si l'on veut vérifier la vérité de cette assertion, il suffit de relever, dans les comptes rendus fédéraux, *les proportions respectives des résiliements* des trente compagnies européennes considérées, pendant l'année 1899.

Résiliements en 1899

	Polices	Capitaux	0/0 des Polices	0/0 de l'en cours Capitaux
Compagnies suisses.....	889	4.521.716	1,1	1,2
Compagnies allemandes.....	2.704	14.091.648	0,4	0,4
Compagnies anglaises.....	3.814	32.741.920	2,7	2,5
Compagnies françaises.....	3.777	38.757.781	1,4	1,3
New-York.....	25.312	234.293.822	6,3	4,5
Equitable.....	15.151	220.003.500	4,6	4,2

Cette tendance aux résiliements, trahie par cette différence considérable dans la proportion, et si différente de la méthode suivie par les autres compagnies européennes, s'explique par ce fait que le portefeuille affaires de ces dernières, composé *d'assurances proprement dites* et non pas de combinaisons tontinières, les amène à rechercher la stabilité et la durée des contrats. *Tout résilient est pour elles une perte.* Pour les compagnies américaines, au contraire, dont le portefeuille est presque exclusivement composé de *contrats avec accumulation*, elles recherchent le renouvellement continu de ces contrats, plutôt que leur permanence.

Elles ont, en effet, *tout à gagner à des résiliements* survenus au bout de quelques années, d'où la tentation pour elles de s'efforcer de rendre ces contrats temporaires. Il est certain qu'après le paiement d'un certain nombre de primes, elles ont le plus grand avantage à profiter de la moindre occasion, du moindre prétexte pour résilier le contrat, et à verser à l'assuré une valeur de rachat relativement faible, calculée seulement sur la réserve de la *partie de la prime afférente à l'assurance proprement dite*. Dans le cas de l'assurance mixte déjà envisagée (un capital de 17.000 fr. avec paiement d'une

prime de 901 fr.) elles saisissent la première occasion de résiliation, au bout de 6 ans par exemple. L'assuré obtient une valeur de rachat égale à la réserve d'un contrat simple assurant 17.000 fr. en cas de mort moyennant une prime de 841 fr., et la compagnie se trouve avoir reçu en outre pendant 6 ans, 6 fois 59 fr. 50 soit 357 fr. qui, placés à raison de 59 fr. 50 par an représentent 396 fr. C'est donc au moins cette somme qu'elle se trouve gagner au résiliation, et qui tombe dans le *fonds général*, sa propriété. Là est certainement la grande source de ses bénéfices impossible à évaluer exactement, et d'autant plus précieuse, puisque tout contrôle devient dès lors impossible. Si l'on veut en avoir une idée approchée, il suffit d'établir, d'après les comptes rendus du bureau fédéral le nombre des résiliations constatés chez les deux compagnies américaines depuis 1886. (Voir tableaux page 255).

Pendant ces 13 années les deux compagnies ont donc résilié :

<i>La New-York</i>	232.763 contrats s'élevant à....	2.889.031.771
<i>L'Equitable</i>	204.654 contrats s'élevant à....	3.266.708.196

Il est intéressant de relever également les contrats souscrits pendant la même période, et de les comparer à ces résiliations.

Cette comparaison fait ressortir la tactique de résiliation poursuivie par les deux compagnies américaines. Si l'on fait la balance des assurances entrées dans le portefeuille d'affaires pendant cette longue période, et de celles sorties par résiliation on voit que *1/3 environ des contrats* ont disparu ou plutôt ont été éliminés de cette façon. Ce qui eût été un désas-

	New-York				Equitable			
	Résillements		% de l'En-Cours		Résillements		% de l'En-Cours	
	Polices	Capitaux	Polices	Capitaux	Polices	Capitaux	Polices	Capitaux
1887. .	5.062	80.997.003	5,4	4,7	7.785	438.034.570	6,5	6,0
1888. .	7.016	418.918.000	6,4	6,0	40.446	494.331.440	7,6	7,2
1889. .	7.502	427.288.221	5,6	5,3	41.623	494.437.940	7,3	6,4
1890. .	»	»	»	»	43.589	248.604.987	7,4	7,4
1891. .	44.844	245.483.273	8,5	7,4	48.609	366.242.606	8,8	9,3
1892. .	46.225	237.036.345	8,4	7,4	23.998	405.933.676	40,0	9,5
1893. .	25.244	314.625.489	40,8	8,3	46.773	274.043.876	6,4	5,9
1894. .	33.025	444.369.336	42,5	40,8	24.835	339.726.084	8,9	7,1
1895. .	30.450	366.373.076	40,9	8,8	46.500	249.094.866	5,8	5,3
1896. .	23.369	280.480.447	8,4	6,7	45.943	230.492.834	5,5	4,9
1897. .	24.706	243.478.452	6,9	5,5	43.987	494.231.069	4,7	4,0
1898. .	23.308	236.268.907	6,6	5,0	45.445	244.890.778	4,9	4,3
1899. .	25.312	234.293.822	6,3	4,5	45.451	220.003.500	4,6	4,2
Totaux.	232.763	2.899.031.771	Taux moyen 7,9	Taux moyen 6,7	204.654	3.266.768.496	Taux moyen 6,8	Taux moyen 6,2

	New-York			Equitable		
	Résillements		Assurances souscrites	Résillements		Assurances souscrites
	Polices	Capitaux		Polices	Capitaux	
1887. .	5,062	80,997,003	23,083	7,785	438,034,570	30,608
1888. .	7,016	118,918,000	26,931	40,446	491,331,410	33,932
1889. .	7,502	127,288,221	31,761	41,623	494,137,940	38,879
1890. .	»	»	36,956	43,589	248,604,987	46,661
1891. .	44,844	215,183,273	41,213	48,609	366,242,606	60,441
1892. .	46,225	237,056,345	53,714	23,998	405,933,676	54,230
1893. .	25,244	314,625,189	70,030	46,773	274,043,876	54,248
1894. .	33,025	444,369,336	69,183	24,835	339,726,084	41,742
1895. .	30,450	366,373,076	43,283	46,500	249,094,866	36,925
1896. .	23,369	280,180,447	55,041	45,943	230,492,834	36,787
1897. .	21,706	243,478,452	64,408	43,987	494,231,069	43,718
1898. .	23,308	236,268,907	74,408	45,445	214,890,718	43,040
1899. .	25,312	234,293,822	404,474	45,451	220,003,500	50,922
Totaux	232,763	2,899,031,771	690,482	204,654	3,266,768,196	571,833
						9,226,813,735

tre véritable pour une compagnie opérant normalement, et méritant bien le nom de *compagnie d'assurances sur la vie*, a été une cause de gain considérable pour des compagnies pratiquant la combinaison tontinière. La tentation est forte, pour la compagnie armée d'un contrat semblable, de profiter de tous les moyens, de tous les prétextes pour en faire cesser l'effet au moment psychologique, et c'est cette possibilité même de gain dans le malheur survenu à l'assuré, qui rend incontestablement le contrat dolosif. Les compagnies françaises et l'assuré qui s'adressent à elles ont un *intérêt commun* au maintien du contrat, pendant toute sa durée. Les compagnies américaines et leurs assurés ont un *intérêt contraire*.

Cette assurance apparaît donc comme inadmissible dans son essence même à raison de son caractère léonin; et les avantages de ces résiliements, si considérables pour la compagnie contractante, et dont l'éventualité possible l'amène à user de toute son adresse pour la transformer en réalité véritable au moment voulu, constituent une source de bénéfices considérables dont la quotité est impossible à déterminer et qui vient s'ajouter, et contribuer dans une importante proportion à l'accroissement du fonds des bénéfices. Ils ne sont ni constatés ni précisés au moment où ils tombent et se perdent dans ce compte *général* et ces sommes énormes, dont les tableaux qui précèdent nous permettent d'apprécier l'importance sont dès lors administrées en bloc sans qu'il soit possible d'obtenir à cet égard le moindre renseignement. Le chiffre annuel des recettes de toute nature demeurant secret, leur administration et celle du fonds des bénéfices tout entier

se résument donc dans *la gestion, suivant des principes ignorés, de sommes totalement inconnues*.

Sans faire le procès d'aucune compagnie, il est impossible pourtant de ne pas reconnaître combien une telle situation est inacceptable. Il est singulier qu'un principe général de droit public, formellement adopté et unanimement accepté puisse être ainsi violé impunément en droit privé. D'ordinaire au contraire, les règles qui demeurent fatalement vagues et flottantes et ne peuvent être qu'indiquées, en droit public, sont au contraire rigoureusement précisées, en *droit privé*.

« Dans le droit public, il s'agit avant tout de l'Etat. Ses
« intérêts sont graves, mais n'ont pas le caractère de rigidité
« de ceux des particuliers. *Les relations que régleme le*
« *droit privé ne peuvent au contraire être imprécises, sous*
« *peine de dégénérer. Le droit privé, ce sont les affaires, il*
« *sera précis, où il ne sera pas* » (1).

La constatation de cette anomalie, de cette dérogation aux principes habituels suffit à condamner absolument ce système, et montre que, malgré la loi de 1857 les compagnies américaines pourraient, si le gouvernement français le voulait, voir restreindre les droits dont elles usent et abusent actuellement. Ce principe général français de *spécialité des comptes*, adopté d'une manière absolue par le droit public, doit, *a fortiori*, être appliqué en droit privé, et cette mesure préventive, qui est destinée à sauvegarder les finances de l'Etat contre les erreurs possibles d'un gouvernement natio-

1. Larnaude, Cours de droit public.

nal, déjà surveillé par la publicité de la presse, et retenu par la crainte du parlement et des élections est autrement justifiée lorsqu'il s'agit de protéger les fonds des assurés français contre les agissements ou l'arbitraire d'une compagnie étrangère dont les organes directeurs, abrités de toute suite pénale ou civile, n'ont à craindre aucune publicité, aucun contrôle, aucune revendication.

Le gouvernement peut et doit par suite s'inspirer du principe de droit public, *la spécialité des comptes* pour interdire d'une manière formelle la souscription des *polices accumulation*, telles qu'elles sont pratiquées par les compagnies américaines.

La loi de 1857 permet aux sociétés étrangères autorisées dans leur propre pays d'opérer en France « *en se conformant aux lois françaises* ».

Nous avons vu, que cette restriction, assez mal rédigée du reste, doit être interprétée très largement.

« ...Nos lois ne régissent les sociétés étrangères, dit à ce propos M. Lyon-Caen qu'autant qu'il s'agit de lois réelles, « de lois d'ordre public, ou de procédure.... » (art. 3 *Code civil*) (1).

Or, si l'on recherche quelles sont les lois de *police et de sûreté*, comprises dans les lois *d'ordre public* et visées par l'art. 3 du Code civil, on trouve que ; « la jurisprudence attribue ce caractère aux lois relatives à l'ordre public. C'est ainsi que plusieurs décisions judiciaires ont fait application

(1) Lyon-Caen. *Traité de droit Commercial*.

« à des étrangers *bien que leur loi nationale fut contraire,*
« des art. 205, 206, 207 qui établissent l'obligation alimen-
« taire entre parents et alliés. Les dispositions de nos lois qui
« prohibent la polygamie et les mariages entre proches pa-
« rents ont été au même titre déclarées applicables aux étran-
« gers... »

« ...Il va sans dire que l'étranger résidant en France ne
« pourrait *pas y réclamer l'application de celle de ses lois*
« *personnelles qui seraient contraires à une loi française de*
« *police et de sûreté*, car les lois de cette nature obligent tous
« ceux qui habitent le territoire (art. 3, al. 1). Ce serait donc
« en vain qu'un disciple de Mahomet *invoquerait la loi per-*
« *sonnelle* pour épouser plusieurs personnes en France. De
« même, un étranger ne pourrait pas épouser en France une
« femme qui lui serait parente au degré où le mariage est
« prohibé par la loi française, alors même que la loi natio-
« nale ne contiendrait pas une semblable prohibition (1)... »

En d'autres termes, toute mesure contraire d'une façon formelle aux principes généraux qui ont inspiré le droit français, et reconnue par la jurisprudence dangereuse pour l'ordre public, constitue une dérogation aux lois de police et de sûreté et peut être interdite à l'étranger résidant en France, même si elle est acceptée par sa propre législation.

La spécialité des comptes est un principe de législation financière essentiel et absolu du droit français. *Le contrat avec accumulation de bénéfices*, tel que les compagnies américaines le pratiquent est formellement contraire, dans son

(1) Baudry-Lacantinerie. *Traité de droit civil*.

essence et dans son application à ce principe de la spécialité des comptes.

Il est donc directement visé par l'article 3 du code civil, et, à ce titre, se trouve violer la prescription contenue à la fois dans la loi de 1837 et le décret de 1882 spécial aux sociétés américaines, *En l'état actuel de la législation, il peut et doit être interdit, par une simple circulaire du ministre du commerce.*

Ce n'est certes rien exagérer que de juger dangereuse pour la prospérité de la famille une combinaison qui repose sur des principes financiers contraires à ceux que la nation a jugés indispensables au bon fonctionnement du budget public. Elle se trouve en opposition absolue avec l'esprit général de la législation française, presque autant que la polygamie par exemple. Mais cette dernière dérogation, bien peu fréquente, est loin de présenter les mêmes dangers qu'une combinaison malheureusement trop répandue et qui tous les jours est offerte impunément au public dans les réclames les plus habiles, ou le vague des obligations le dispute à l'étendue des promesses. Ce n'est plus l'individu qui risque d'être trompé et de subir les dangereuses conséquences de son erreur, c'est la famille elle-même. « La molécule sociale, a dit M. Cheysson c'est la famille, et non pas l'individu ». Or le code civil trahit dans la rédaction de maint article, cette préoccupation hautement affirmée dans les travaux préparatoires : s'inspirer de l'intérêt supérieur du groupement familial, dont elle juge la prospérité essentielle au bonheur de l'individu, et à l'équilibre de l'Etat. Le gouvernement, en

prenant cette mesure destinée à protéger la famille, ne fera donc que se conformer aux travaux préparatoires du code civil, à l'esprit du droit privé, à la lettre du droit public, à la jurisprudence enfin, qui a précisé dans un sens non équivoque quelles étaient les véritables lois de police et de sûreté, les véritables mesures d'ordre public devant lesquelles les *combinaisons. même admises à l'étranger, devaient disparaître*. En agissant ainsi, il ne fera qu'user dans des proportions absolument admises du *droit de souveraineté* possédé par la nation, et dont l'exercice lui est dévolu. Il suffit de regarder autour de soi, pour voir de quelle façon les gouvernements étrangers ont appliqué le même droit, à la répression du même abus. Nous trouverons dans l'examen des mesures qu'ils ont adoptées, une preuve de la légitimité de nos appréciations, une justification de nos craintes, et peut-être un exemple à suivre.

CHAPITRE XI

DES MESURES GÉNÉRALES IMPOSÉES A L'ÉTRANGER (RUSSIE, SUISSE, PRUSSE), AUX COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE. — NÉCESSITÉ DE LEUR ADOPTION EN FRANCE.

Nous avons déjà vu les mesures prises en 1898 par la *Suisse*: suppression de la police accumulation, sûretés particulières imposées pour le calcul des bénéfices des polices à participation annuelle, obligation de la *spécialité des comptes, etc.* Elle suivait, dans cette voie, l'exemple de la *Russie*.

La *Gazette de Saint-Petersbourg* du 6 avril 1894 nous donne les raisons de la conduite de ce gouvernement.

« ... Un arrêté du Comité des ministres, sanctionné le
« 24 mars par S. M. l'Empereur, vient d'interdire dorénavant
« toute opération d'assurance sur la vie, avec participation
« aux bénéfices pendant une certaine période de temps pour le
« compte d'un groupe quelconque d'assurés, c'est-à-dire les
« opérations connues sous le nom d'assurances tontinières et
« semi-tontinières. »

N'est-ce pas là la preuve de la crainte causée par la *généralité des comptes*, la prohibition complète de leur anonymat.

« ... Dans le communiqué plus explicite, publié par le *Mes-*
« *sager des Finances*, la *nature préjudiciable* et le *caractère*
« *immoral* des opérations tontinières et semi-tontinières pra-
« tiquées chez nous par les compagnies américaines l'*Equi-*
« *table* et la *New-York* sont mis en lumière d'une manière
« encore plus éclatante, et on est vraiment en droit de s'éton-
« ner du sans façon avec lequel MM. les Américains ont pen-
« dant des années fait des dupes parmi les assurés Russes
« qu'ils ont su allécher sur toutes espèces de réclames et par
« des promesses irréalisables.

« ... Dans le communiqué de l'organe officiel de notre mi-
« nistère des finances, ... la tontine et la semi-tontine y sont
« qualifiés sans ambages de *fraudes*, de *moyen de dépouiller*
« *les veuves et les orphelins*, de *spéculation immorale sur la*
« *mort du prochain*, de *ruses imaginées pour tromper la con-*
« *fiance du public*, etc.

« ... Le communiqué met en évidence que les compagnies
« américaines du genre de l'*Equitable* et de la *New-York*
« trompent tout bonnement le public en lui *prodiguant des*
« *promesses irréalisables*, et en ne tenant pas compte de ce
« qu'elles promettent. Le règlement final se fait ensuite d'après
« un système tout particulier de comptabilité américaine,
« inventé spécialement à l'effet de donner aux conseils d'admi-
« nistration respectifs le moyen de disposer sans contrôle des
« sommes énormes prélevées sur les épargnes des assurés.

« Le communiqué constate en outre que le taux des *frais généraux* dans lesdites compagnies américaines se monte « déjà à 30 o/o des *primes reçues* et a une tendance à augmenter de jour en jour, tandis que le taux le plus élevé « dans les autres compagnies ne dépasse pas 18 o/o.

« Enfin le communiqué officiel établit encore ce fait que les « Américains induisent le public en erreur en prétendant que « toutes leurs opérations en Russie sont sujettes au contrôle « effectif et permanent du gouvernement, tandis qu'en réalité « le contrôle se réduit à la vérification des sommes à verser « dans le fonds des réserves pour risques en cours (1). Ces « fausses allégations des compagnies américaines se font, dit « le communiqué, dans un but de réclame, pour faire accroire « au public que le gouvernement même garantit la réalisation « des fameuses promesses et estimations de MM. les Américains ».

Tous ces points particuliers, mis en évidence par ce communiqué officiel ainsi analysé par la *Gazette de Saint-Petersbourg*, sont ceux sur lesquels nous nous sommes efforcés d'appeler l'attention par l'étude détaillée des comptes rendus que la publicité suisse nous permettait d'approfondir.

Les mêmes recherches ont conduit en Russie aux mêmes résultats ; la sanction de ces investigations se trouve dans la lettre adressée le 25 mars 1894 au directeur de la *New-York* par le ministre de l'intérieur de Russie.

«... L'assurance sur la vie avec participation aux bénéfices

1. Nous ne possédons même pas en France ce dernier contrôle, cette dernière vérification.

« fices de la compagnie, diffère pendant une certaine période,
« au profit d'un groupe quelconque d'assurés (*accumulation*
« *et semi accumulation*), est interdite d'une façon absolue.

« L'assurance sur la vie, avec participation aux bénéfices
« divers de la compagnie, est autorisée, mais à condition que
« le paiement annuel obligatoire des bénéfices acquis aux
« assurés ne sera pas différé de plus de trois ans à partir
« de l'acceptation de l'assurance ».

Signé : J. KABATT,
directeur.

A. SHKLIARNICZ,
chef de section.

La petite accumulation, ainsi autorisée, n'est en réalité que la capitalisation permise pendant trois ans, de bénéfices déterminés, et dont il est facile de reconstituer la marche à l'expiration de la période. C'est donc et toujours le système de la *spécialité* remplaçant le système de la *généralité des comptes*.

*
* *

En 1899, le gouvernement prussien qui avait retiré le 1^{er} novembre 1895, à la *New-York* la concession qui lui avait été donnée, le 10 juin 1882, la lui accordait de nouveau, mais imposait à cette rentrée des conditions dont l'examen détaillé est supérieur à toute discussion générale, et précise mieux que tout raisonnement les craintes que le fonctionnement et les combinaisons d'une compagnie étrangère peuvent inspi-

rer à un gouvernement. Et ces règles ne concernent pas seulement la *New-York*. Un hasard seul a voulu qu'elle fût en cause. Les conditions indiquées ou du moins *l'esprit qui les anime* peuvent et doivent s'appliquer à toute société d'assurances étrangères sur la vie qui vient opérer sur le territoire d'un Etat. Son caractère spécial justifie des exigences particulières qui sont le résultat même de la nature de son industrie. Cette vérité, reconnue en droit privé national (et le régime spécial des compagnies d'assurances vie françaises en est la preuve) doit donc passer enfin dans le domaine du droit international privé. Et la Prusse, en édictant les prescriptions qui vont suivre, par *mesure gouvernementale*, sans mettre en branle la machine législative toujours trop lente à se mouvoir, nous donne un exemple à méditer et à suivre.

Conditions imposées par le gouvernement prussien à la *New-York* :

« 1^o Toute modification introduite par la compagnie dans
« ses règlements devra, à peine de révocation de l'autorisa-
« tion être préalablement notifiée au gouvernement et ne
« pourra être mise à exécution qu'après avoir reçu son auto-
« risation ».

Ceci ne nous semble pas applicable pratiquement, bien que l'intention en soit excellente. Nous ne nous rallions pas, on le sait, au système de *l'autorisation spéciale*, car nous ne croyons pas que l'enquête préalable puisse en être effective. Constatons seulement que le gouvernement prussien espère obtenir et en tout cas *exige de la lumière et de la publicité* sur ce point particulier.

« 2° L'autorisation accordée à la compagnie sera *publiée*
« dans les journaux officiels, ainsi que dans les organes officiels de *publicité* des districts sur lesquels la compagnie se
« propose d'étendre ses affaires, le tout aux frais de la compagnie... ».

Il est probable que les termes soigneusement pesés et suffisamment clairs de cette autorisation spéciale accordée par le gouvernement prussien seront de nature à mettre en garde les assurés contre des suites possibles. Cette autorisation, malgré la similitude de nom, ne leur apparaîtra pas alors identique à celle dont jouissent les compagnies nationales, et ils prendront leurs dispositions en conséquence.

La *grande publicité* donnée à l'interprétation exacte de ce mot *autorisation* ne permettra donc pas à la compagnie étrangère de s'en prévaloir de la même manière et avertira les assurés.

« 3° La compagnie devra établir en Prusse un *siège principal* avec bureaux et représentant général, domicilié au même lieu. Ce dernier devra remettre dans les six mois de la clôture de chaque exercice annuel, au président du district dans lequel il sera établi (à Berlin au président royal de police), le rapport de la compagnie, établi conformément aux prescriptions de l'Etat prussien, ainsi que la preuve de l'accomplissement des conditions prescrites au § 6 ci-après. L'actif de la compagnie en Prusse sera établi séparément de l'actif général de la compagnie ».

La nature de la publicité imposée est donc nettement précisée. Le gouvernement prussien en dicte la forme, pour être

certain d'obtenir des renseignements suffisants sur les points qu'il tient à éclairer. Il exige que la transformation de la succursale prussienne, en une *véritable filiale* relativement indépendante de la compagnie principale, et dont *l'actif et l'administration tout entière* seront établis d'une manière distincte.

« La balance, le solde des comptes, et un aperçu sommaire de toutes les affaires faites en Prusse seront publiés chaque année, aux frais de la compagnie, dans le *Moniteur de l'Empire* et dans le *Moniteur de l'Etat prussien* ».

L'existence de cette filiale sera donc consacrée, délimitée, éclairée, et sa gestion sera publiée. Elle acquerra une véritable personnalité, et ses actes seront faciles à vérifier. Le gérant responsable devra à cet effet se conformer aux prescriptions suivantes :

« Le représentant général sera responsable de la correction de la Balance des écritures et du Sommaire des soldes de comptes (comptes de profits et pertes) aussi bien que de la Comptabilité tenue par lui, et devra, s'il est nécessaire, donner des garanties en faveur de tous les créanciers résidant dans le pays.

« En outre, s'il en est requis officiellement, il devra fournir toutes informations concernant la conduite des affaires de la compagnie et son installation en Prusse, enfin présenter, pour être examinés, tous documents, livres, comptes, etc., qui pourront lui être demandés à cet effet ».

A ces mesures de prudence, d'ordre général, viennent s'ajouter des garanties particulières, imposées pour sauve-

garder les droits de *chaque assuré prussien, considéré isolément.*

« 4^o Tous les contrats que la compagnie passera avec des
« citoyens de l'Etat prussien seront faits par son représen-
« tant général et à son domicile. La compagnie, *comme dé-*
« *fenderesse sur l'exécution de toutes les obligations résultant*
« *des affaires faites avec tous habitants du pays* devra, au
« *choix de l'assuré*, résidant dans ce pays, accepter la com-
« pétence soit du domicile légal de son représentant, soit
« celui de l'agent qui a agi comme intermédiaire, et *cette*
« *condition devra être expressément rappelée dans toutes les*
« *polices remises à des personnes résidant dans ce pays. Si le*
« *différend doit être soumis à un tribunal arbitral, les arbi-*
« *tres, y compris le président, devront être citoyens prus-*
« *siens* ».

On voit donc apparaître le désir d'inscrire dans le contrat, en termes précis, un droit appartenant aux assurés, afin qu'ils en soient informés. Vient ensuite la mesure sanitaire, la pasteurisation concernant les prospectus et les réclames qui devront être publiés dans un organe officiel, donc ne pourront échapper à l'examen du goût :

« 5^o Toutes *annonces* faites par la compagnie en conformité
« de ses règlements seront publiées dans le *Moniteur de*
« *l'Empire* et dans le *Moniteur de l'Etat prussien* ».

Pour empêcher d'une part (dans l'intérêt collectif de l'Etat) l'expatriation des capitaux, d'autre part (dans l'intérêt particulier des assurés) les garanties des contrats prussiens de traverser les mers, pour faire jouer enfin à ces capitaux le

rôle de réservoir compensateur des fonds d'Etat tout en leur assurant la stabilité de placements nécessaire :

« 6° La moitié des primes versées par les assurés prussiens
« ainsi que leurs intérêts, seront placés en consolidés
« prussiens, et inscrits sur le Grand Livre de la Dette prus-
« sienne.

« Et il sera stipulé sur le dit Grand Livre que la compagnie
« ne pourra pas disposer des sommes ainsi placées sans l'au-
« torisation du ministre de l'Intérieur ».

Nous arrivons maintenant à la *prohibition absolue de la police accumulation* même avec *compte spécial* et *capitalisation simple*, *a fortiori* avec gestion anonyme des bénéfices, généralité des comptes et distribution différée :

« 7° La compagnie pourra émettre en Prusse des polices avec
« *participation aux bénéfices*, mais *seulement à distribution*
« *annuelle*, de telle sorte que la première distribution de
« bénéfices ait eu lieu au commencement de la seconde année
« d'assurances. *Aucune police tontinière ou à participa-*
« *tion différée ne pourra être émise par la compagnie en*
« *Prusse* ».

Et, comme complément nécessaire de l'autorisation de cette combinaison à distribution annuelle, la *spécialité* du budget relatif à ces contrats remplace la *généralité*, et cette spécialité même est surveillée par l'Etat prussien :

« 8° La compagnie devra faire une *catégorie spéciale* des po-
« lices à participation annuelle, tenir une *comptabilité parti-*
« *culière pour cette catégorie*, soumettre cette comptabilité

« aux fonctionnaires prussiens chargés de la surveillance, et
« la publier dans le *Moniteur de l'Empire* ».

On voit toujours apparaître la *publicité* destinée à éclairer les assurés. On joint à ces mesures, des précautions destinées, eu égard à l'énormité des frais généraux de la compagnie, à bien préciser la part respective de ces frais généraux qui devra supporter la filiale prussienne.

On poursuit ainsi la *spécialisation* des comptes qui la concernent, et on évite aux assurés prussiens appelés à se partager ses bénéfices le danger de les voir absorber par des frais dépensés en d'autres pays :

« 9^o La compagnie effectuera la répartition de ses dépenses
« générales qui *incomberont aux assurances à participation*
« *annuelle* de telle sorte que ces dépenses se divisent en
« deux classes, savoir :

« *a.* En regard des primes de l'année, les dépenses affé-
« rentes aux affaires nouvelles...

Les assurés qui escomptent une participation aux bénéfices éventuels, peuvent ainsi apprécier la méthode suivie et les dépenses sacrifiées par la compagnie, pour les obtenir.

« *b.* En regard des primes de renouvellement, les dépenses
« afférentes aux affaires anciennes ».

Il faudra donc avouer les commissions énormes allouées pour obtenir les contrats ; il sera impossible de les faire payer par les affaires anciennes.

C'est encore la *spécialité* des comptes qui apparaît.

« La part des dépenses de la première classe (*a*), à la
« charge des polices à répartition annuelle, sera déterminée

« par la proportion existant entre le montant des primes de
« première année, afférentes aux affaires de cette nature, et
« le montant total des primes de première année, affé-
« rentes à l'ensemble des affaires souscrites par la compa-
« gnie ».

Par suite, obligation de n'affecter au débit des bénéfices distribuables *annuellement* aux assurés participants que ce qui doit y être réellement porté, impossibilité de profiter de l'anonymat des comptes pour leur attribuer une partie des dépenses afférentes aux autres assurances. La proportion arithmétique dont l'application est demandée est si simple, d'une équité si évidente, que le fait même de la réclamer en termes exprès semble indiquer de la part du gouvernement prussien bien peu de confiance dans la compagnie.

« Les dépenses de la seconde classe seront déterminées par
« la proportion existant entre le montant des primes de renou-
« vellement reçues sur polices à participation annuelle, et
« celles reçues sur l'ensemble des affaires de la compagnie ».

Même précaution, même défiance de la *généralité* des comptes, même marche vers la *spécialité*, mêmes règles d'une équité et d'une facilité d'application indiscutables. Mais il ne suffit pas d'exiger, en faveur des assurés prussiens certains droits, il faut encore qu'ils en soient informés par une publicité suffisante, afin de pouvoir en user au besoin :

« 10° La compagnie reproduira sur ses polices et prospectus les prescriptions des articles 7 à 9 ci-dessus ».

Pour établir par avance bien exactement ce que doivent être les *bénéfices à répartition annuelle*, pour bien préciser les

dépenses qui seules peuvent être prélevées sur eux, le gouvernement prussien s'entoure de minutieuses précautions.

« La répartition du bénéfice total entre les polices s'effectuera sur les bases suivantes : *Les bénéfices produits par les polices à répartition annuelle sont déterminés comme suit :*

« A la fin de chaque année, le calcul du bénéfice ou de la perte est fait pour la totalité des polices émises avec participation annuelle dans les bénéfices. *La part des dépenses totales de la compagnie, incombant aux polices à participation annuelle dans ce compte, est déterminée de la manière suivante :* le montant total des dépenses est divisé en deux parties, savoir :

« a) Celles de ces dépenses qui incombent exclusivement aux primes de l'année.

« b) Celles de ces dépenses qui concernent les primes des années suivantes.

Nous voyons reparaître la distinction entre les dépenses qui reviennent de droit à la prime de l'année et celles qui incombent aux autres. La clarté de ce compte est indispensable. Les compagnies américaines, nous le savons, ont le plus grand intérêt à *renouveler* et non pas à *conserver* leurs contrats. De là des sacrifices énormes de commissions, réclames, publicité, destinés à obtenir sans cesse des polices nouvelles. Il est essentiel que ces sacrifices soient imputés à la *prime de l'année, et à elle seule*. C'est pour empêcher un virement sur les années suivantes, ou sur les bénéfices, que le

gouvernement prussien poursuit ainsi la *spécialité de ce compte* :

« Les polices à répartition annuelle supportent, dans les
« dépenses de 1^{re} classe, une part déterminée par la propor-
« tion existant entre le montant total des primes de l'année,
« *reçues pour polices à participation annuelle*, et le total des
« primes de l'année *reçues sur l'ensemble des affaires réalisées*
« *par la Compagnie*.

« De même pour les dépenses de la 2^e catégorie, la part
« qu'elles supportent est déterminée par la proportion existant
« entre le montant total des primes de renouvellement, *re-*
« *çues sur polices à participation annuelle*, et le total des pri-
« mes de même nature, *reçues par la compagnie sur l'ensem-*
« *ble de ses affaires*. »

Après avoir rigoureusement délimité les seuls prélèvements dus véritablement par ce genre de contrats pour leur participation aux frais généraux, le gouvernement prussien autorise quelques prélèvements supplémentaires de pure prévoyance :

« Le chiffre des bénéfices de l'année étant ainsi déterminé,
« en ce qui concerne les polices à participation annuelle, les
« directeurs de la compagnie peuvent en distraire une partie
« pour constituer des *réserves spéciales* par exemple, réserves
« par risques de guerre, pour fluctuations de cours, *à la condi-*
« *tion que ces prélèvements n'excèdent pas 1/4 du montant*
« *des bénéfices constatés*. »

Si la prévoyance est admise et acceptée, on ne veut pas la voir dévier. Un maximum est imposé à ces réserves, toujours

plus ou moins difficiles à surveiller, et qui tourneraient sans cela bien vite à la *masse noire*, administrée avec cette *généralité de comptes* que l'on pourchasse avec tant de persévérance.

Le meilleur moyen d'y obvier du reste, est d'empêcher ces bénéfices de dormir d'un sommeil dangereux dans les caisses de la compagnie :

« Le surplus des bénéfices de l'année (qui ne pourra être « inférieur aux $\frac{3}{4}$ du bénéfice total) est alors réparti, en « *argent comptant*, entre les porteurs de polices à répartition « annuelle, dans le cours de l'année suivante et à *la date* « *anniversaire* de le souscription de chaque police ».

La *répartition réelle, effective*, est donc assurée par la fixation précise de sa *nature* et de son *époque*, dont la seule venue constitue une mise en demeure par la compagnie. Pour sauvegarder pourtant, sans les compromettre, les intérêts des assurés et la progressivité de leurs droits, un ingénieux système permet de tenir compte de l'ancienneté des polices, sans tomber dans l'accumulation :

« La répartition du bénéfice entre les polices s'effectue de « la manière suivante : les polices en vigueur depuis deux ans « participent à raison d'une prime annuelle *augmentée de $\frac{1}{6}$* , « celles en vigueur depuis trois ans, à raison d'une prime « annuelle *augmentée de $\frac{2}{6}$* et ainsi de suite en augmentant « de $\frac{1}{6}$ par chaque année pendant laquelle la police se continue ».

Les polices qui auront acquis une certaine ancienneté, dont les titulaires ne pourront continuer à payer les primes,

et qui seraient déchues de tout droit à participation dans la police accumulation telle que la pratiquent les compagnies américaines, ne perdront pas, d'après le système prussien, le prix de leurs efforts de plusieurs années :

« Les polices à primes limitées, dont toutes les primes
« n'auront pas été payées, *participeront*, suivant la méthode
« progressive ci-dessus, au prorata de la prime annuelle et
« viagère *correspondante à l'âge de la souscription*, et les
« polices de même nature, dont toutes les primes auront été
« payées intégralement, participeront au prorata de $1/20$ de
« la prime unique correspondant, d'après les tarifs suppri-
« més de la compagnie à l'âge atteint par l'assuré à la fin de
« l'année d'inventaire ».

Une précaution est également prise, pour garantir à l'assuré une valeur de rachat suffisamment sérieuse de son contrat, *proportionnée à la totalité de la prime, qu'il aura versée pendant plusieurs années*, et le garantir, en faisant en partie disparaître la tentation d'un gain immoral, contre tout désir de résiliation de la compagnie qui pourrait entraîner celle-ci à profiter trop facilement de toute erreur ou de toute gêne momentanée de sa part :

« 11° Après trois années d'existence de la police, la compa-
« gnie paiera comme valeur de rachat 65 0/0 de la réserve ;
« 67 $1/2$ après quatre années, et ainsi de suite en augmen-
« tant de 2 $1/2$ par an, de manière qu'après la dix-septième
« année la valeur de rachat égale la réserve entière ».

Et pour que les assurés soient bien informés de ce qui leur est dû et puissent le réclamer le cas échéant, pour éviter

toute surprise dans le cas de résiliation postérieure d'un contrat :

« Les valeurs de rachat devront être clairement indiquées
« dans les prospectus et dans les polices ».

Poursuivant encore ce but de rendre la résiliation d'office de plus en plus difficile, le gouvernement prussien impose à la compagnie des prêts proportionnés à la valeur des réserves afférentes aux contrats :

« La compagnie s'obligera à avancer à l'assuré, à titre de
« prêt, au taux de 5 0/0, le montant de la valeur de rachat,
« moins 5 0/0 et devra annexer à la police un tableau indi-
« quant le montant de ces prêts pour chaque assuré ».

Non seulement toutes ces précautions sont soigneusement spécifiées, en elles-mêmes, mais on le voit, la plus grande publicité leur est donnée de manière que *chaque assuré* soit à même d'en profiter.

Viennent maintenant de prescriptions, dont l'efficacité n'est certaine que si le gouvernement tient dans sa main d'une manière effective, les réserves afférentes aux contrats prussiens en cours. Elles témoignent en tout cas, d'une certaine défiance des méthodes de calcul employées par la *New-York* pour déterminer ses réserves mathématiques :

« 12° Les tarifs de primes de la compagnie ont pour base la
« table américaine de mortalité. Les réserves sont calculées
« pour les polices émises depuis 1898 au taux d'intérêt de
« 3 0/0 et 3 1/2 0/0 pour les polices à participation annuelle.
« Pour toutes les autres le taux d'intérêt est 4 0/0.

« Il est *interdit* à la compagnie de faire usage pour le cal-

« cul de ses réserves de la méthode dite de Zillmer ou de
« toute autre méthode semblable. *Aucune modification dans*
« *le calcul des primes ou des réserves, concernant par exem-*
« *ple la table de mortalité, le taux de l'intérêt, les charge-*
« *ments pour dépenses d'administration, et affectant les assu-*
« *rances souscrites en Prusse ne pourra être introduit sans*
« *avoir été préalablement soumise à l'approbation de l'auto-*
« *rité de surveillance en Prusse.*

« 13° *Toutes modifications aux conditions de police* devront
« de même, *avant d'entrer en vigueur*, être soumises à
« l'approbation de l'autorité de surveillance en Prusse ».

A ces mesures de surveillance, parfaites *si la possibilité pratique de les appliquer peut être démontrée* vient se joindre une condition acceptée par la compagnie américaine, et qui constitue un traitement *de faveur*. *absolument irrégulier* puisque la compagnie prétend être une mutuelle, et accordé aux assurés prussiens :

« 14° La compagnie garantira, *sans surprime, le risque de*
« *guerre à ses assurés et citoyens prussiens.* Les militaires de
« profession seuls paieront une surprime de 5 0/00 depuis la
« souscription de l'assurance, pour la garantie du risque de
« guerre. La compagnie constituera tout d'abord un fonds de
« réserve pour risque de guerre qui sera pour commencer
« de 1/2 million de dollars et augmentera graduellement ».

Ce traitement de faveur, consenti par une mutuelle dont tous les membres peuvent être appelés, le cas échéant en garantie de tous les paiements nécessités par la mortalité, ouvre aux assurés français de la *New-York* une perspective singu-

lière pour le jour où une guerre dans laquelle l'Allemagne serait engagée viendrait obliger cette compagnie à payer de ce chef des sommes énormes. Il y a un véritable déni de justice à engager ainsi la responsabilité des membres de la mutualité sans leur assentissement. Signaler un tel abus, c'est le qualifier.

« 15° La compagnie a constitué une réserve pour fluctuations de valeurs (1). Cette réserve ne devra pas descendre au-dessous d'un million de dollars.

La Prusse, comme la Suisse, constate donc la nécessité d'une *réserve économique*, destinée à appuyer les *réserves mathématiques*, précisée, délimitée comme telle, indépendante du fonds général des bénéfices.

« 16° Dans le rapport qu'elle adressera aux autorités de surveillance en Prusse, la compagnie calculera la valeur de l'actif qu'elle possède, en se conformant aux règles établies en Prusse ».

Non content d'imposer ainsi une méthode particulière d'évaluation, qui lui permette de mieux apprécier l'*actif total* de la compagnie, et qui facilite cette étude pour les assurés, le gouvernement prussien impose ensuite des règles de gestion particulières à la compagnie elle-même. Celle-ci s'engage à les suivre, mais tiendra-t-elle sa promesse ?

Il sera en tout cas bien difficile au gouvernement prussien de déclarer à ses nationaux qu'il en est certain.

Quoi qu'il en soit, ces stipulations trahissent les doutes que

1. Nous savons que cette mesure a été prise en 1898 à l'instigation de la Suisse.

lui inspire la solidité des placements souvent choisis par la compagnie :

« 17^o La compagnie incorporera dans ses règlements une disposition prescrivant que ses fonds seront placés *en valeurs plus particulièrement définies*, mentionnées dans les sections 13 et 16 des lois d'assurance de l'Etat de New-York. En outre, elle *s'interdira* tous prêts hypothécaires sur propriétés non mises en valeurs ou terrains ne rapportant pas de revenus ; sur hôtels, théâtres, églises, brasseries, usines ou mines ou autres immeubles affectés à des entreprises industrielles. Elle s'interdira également de placer des fonds dans des entreprises industrielles.

« Elle s'interdira d'acquérir de nouvelles actions, comme aussi d'augmenter le montant des prêts qu'elle a consentis sur actions, et elle devra, avant la fin de l'année 1901, avoir aliéné les unes et les autres, de façon que, dans les apports qu'elle présentera pour ladite année 1901, ne figurent plus à son actif ni actions industrielles, ni prêts sur les titres de cette nature. Elle s'interdira enfin d'acquérir des immeubles si ce n'est pour pourvoir à l'installation de ses bureaux ou par l'effet de poursuites exercées en remboursement d'hypothèques ».

La sévérité de ces stipulations indique clairement que la composition de l'actif de la compagnie a semblé des plus défectueuses au gouvernement prussien. Parviendra-t-il au résultat qu'il poursuit, à une *épuration du portefeuille valeurs* ? L'avenir seul nous l'apprendra.

Il exige, pour surveiller l'exécution de ces promesses, des

facilités presque inquisitoriales, et dans des termes qui ne témoignent que d'une confiance médiocre dans la gestion de la compagnie :

« 18° L'autorité prussienne de surveillance aura le droit d'en-
« voyer, *aux frais de la compagnie*, des délégués *au siège de*
« *la compagnie, à New-York ou dans toute autre succursale*
« *de la compagnie partout ailleurs, et à toute époque, et sans*
« *en aviser préalablement la compagnie*, à l'effet d'examiner
« toutes les affaires, livres, pièces, etc., et généralement
« toutes les affaires de la compagnie, et cette dernière devra
« donner pour instructions à ses employés de fournir aux
« délégués prussiens toutes les informations qu'ils pourront
« demander ».

Et, afin que les assurés ne se désintéressent pas de leurs affaires, et reçoivent des renseignements rigoureusement exacts :

« 19° La compagnie devra fournir aux assurés prussiens son
« rapport annuel exactement dans la même forme qu'à l'au-
« torité prussienne de surveillance ».

Et comme le gouvernement sait parfaitement que les commissions excessives sont un danger pour l'assurance elle-même, par le prélèvement exagéré qu'elles font subir à la prime, et qu'elles peuvent exciter les courtiers à faire des promesses irréalisables et à tromper les assurés :

« 20° La commission de la première année, (commission
« d'agents) sur les assurances sur la vie et sur les assurances
« mixtes ne pourra excéder en Prusse 2 0/0 du capital
« assuré ».

Puis vient une autre condition :

« La présente concession ne confère pas à la compagnie le droit d'acquérir des immeubles en Prusse ; elle ne pourra le faire qu'après avoir demandé et obtenu, pour chaque acquisition qu'elle se proposerait de faire, l'autorisation du gouvernement ».

On peut éviter ainsi des dépenses exagérées, employées à l'acquisition, coûte que coûte, d'un immeuble réclamé ; on évite également de voir un monument devenir trop facilement la propriété d'une compagnie étrangère qui acquiert dès lors le droit de le faire disparaître pour le remplacer par un immense édifice d'un goût douteux élevé à sa gloire et destiné à capter l'attention de la foule.

Le dernier article enfin réserve tous les droits du gouvernement prussien, en cas de non observation par la compagnie de toutes les conditions qui précèdent :

« Enfin, la présente concession peut, à toute époque, être révoquée et déclarée nulle et de nul effet, à la discrétion du gouvernement prussien, sans que ce dernier ait à donner aucun motif de sa décision ».

*
* *

Il est impossible d'affirmer d'une façon plus énergique et plus justifiée à la fois, le désir très net d'employer tous les droits que le principe de la *souveraineté* confère, à la protection de ses nationaux. Les diverses particularités visées par le gouvernement prussien sont en partie la reproduction des incon-

vénients que nous avons signalés. Qu'obtiendra-t-il par cette réglementation, il est difficile de le deviner, mais, dès à présent, il est bon de remarquer :

1° L'interdiction absolue de la police accumulation ;

2° L'acceptation de la seule participation *annuelle* aux bénéfices ;

3° La création d'une *filiale prussienne*, dotée d'une personnalité légale, financière et effective, puisque la moitié au moins des capitaux prussiens versés sera immobilisée en rentes prussiennes et ne pourra être récupérée que sur l'autorisation du ministre de l'Intérieur ;

4° Des prescriptions minutieuses destinées à ne faire supporter aux bénéfices que la part rigoureusement exacte qui leur revient dans les dépenses générales et à éviter tout virement ;

5° Des droits draconiens de surveillance ; quelque chose comme le droit de perquisition pendant l'état de siège ;

6° Une publicité aussi complète que possible, des flots de lumière, que la compagnie est obligée de fournir elle-même et à ses propres frais ;

7° L'obligation de composer à l'avenir le portefeuille de valeurs plus sérieuses, et de le purifier dès à présent de celles fort douteuses qui s'y trouvent actuellement ; des mesures destinées à arrêter la compagnie dans sa tendance trop facile à la résiliation, des avantages spéciaux pour le cas de guerre, une réserve pour fluctuations de valeurs, etc.

Et surtout, dans presque chaque article la *généralité* des

comptes poursuivie sans relâche disparaît pour être remplacée par la *spécialité des comptes*.

Ces prescriptions sont sans doute excellentes, quant à leur esprit, mais nous doutons fort qu'elles soient pratiquement applicables, et surtout que l'État *prussien ose prendre à un moment donné la responsabilité d'assurer à ses nationaux qu'elles sont toutes respectées*. Là est le point délicat de la question. Il ne suffit pas d'édicter des mesures remarquables de tout point, qui prévoient tous les dangers. Il faut être certain de leur efficacité complète, et pour cela être à même d'en assurer l'exécution. Nous ne pensons pas qu'un gouvernement quelconque ait cette possibilité à l'égard d'une compagnie étrangère, quelque vif que soit son désir, et cela pour des raisons multiples que nous avons énumérées par ailleurs. Il était bon pourtant d'approfondir ces conditions imposées par le gouvernement prussien, de chercher quelles raisons avaient motivé chacune d'elles, car ces raisons même précisent bien les dangers que peuvent présenter les compagnies étrangères opérant actuellement en France, et appuient énergiquement les faits que nous avons déjà dégagés par l'étude comparée des documents dus à la publicité suisse.

Ces dangers, nous les avons tous signalés, sauf un seul qui mérite une étude spéciale en raison de son importance capitale. Nous voulons parler de l'*expatriation des capitaux*. Le gouvernement prussien impose à la compagnie l'obligation de laisser en Prusse *la moitié des primes* qu'elle reçoit des assurés de ce pays. Cette quotité est employée à l'achat de rentes prus-

siennes, et le ministre de l'Intérieur seul peut en autoriser le retrait. Delà plusieurs avantages :

1° Les capitaux restent en Prusse et sont employés directement à consolider le crédit de l'Etat, alors que s'ils émigraient en Amérique, leur départ aurait une répercussion économique des plus graves que nous étudierons au chapitre suivant ;

2° Les assurés prussiens, et leur gouvernement responsable, sont certains de posséder un gage sérieux, effectif, représentant la valeur approchée des engagements contractés à la compagnie. Les sacrifices déjà consentis, les primes déjà versées ont leur contre-partie dans ce cautionnement.

*
* *

Le Sénat et le Conseil d'Etat français ont admis, eux aussi, la nécessité de ce cautionnement.

« ... Il importe avant tout de protéger les assurés français
« contre les risques que peut leur faire courir *l'emploi de*
« *leurs capitaux par des compagnies qui ne sont astreintes à*
« *aucune règle ou du moins dont les statuts sur ce point sont*
« *beaucoup moins sévères que ceux que nous imposons aux*
« *compagnies françaises*. Aussi, tout en maintenant l'autori-
« sation et la surveillance proposées par le gouvernement, la
« la commission du Sénat a exigé en outre un *cautionnement*.
« Voici le texte des deux paragraphes qui avaient été ajoutés
« à l'art. 91 :

« 1° Les compagnies étrangères seront tenues de déposer à

« la Caisse des dépôts et consignation un *cautionnement* qui
« sera affecté, par privilège, au profit des assurés, à la ga-
« rantie des opérations faites en France, et *qui sera propor-*
« *tionnée à l'importance des sommes encaissées par ces com-*
« *pagnies* ;

« 2^o Le règlement d'administration publique prévu par
« l'art. 88 déterminera *le taux et la nature des cautionne-*
« *ments*, les conditions de retrait, et le mode spécial de sur-
« veillance auquel ces sociétés seront soumises ».

Au cours de la discussion, M. Denormandie demanda que
le *cautionnement* « se composât des valeurs françaises et de
« versements successifs destinés à *représenter la réserve du*
« *total des risques en cours pour les contrats souscrits en*
« *France*, calculé d'après le mode qui sera prescrit par un
« règlement d'administration publique » (2).

En outre il demanda, et c'était le complément obligé, que
les sociétés étrangères fussent astreintes à la *publicité de*
leurs opérations.

La commission, puis le Sénat, acceptèrent cet amende-
ment.

Le Conseil d'Etat, admit le principe du cautionnement : il
trouva que, s'il était fixé au *total des réserves pour risques en*
cours « le dépôt s'élèverait alors à la totalité de ce qui pour-
« rait être dû aux assurés (3) » mais qu'alors des difficultés
« pratiques d'application surgiraient. « Cette forme de cau-

1. Chauchat, Rapport au Conseil d'Etat.

2. Chauchat, *id.*

3. Chauchat, *id.*

« tionnement ou plutôt de dépôt entraînerait une surveillance
« très difficile et imposerait au gouvernement une responsa-
« bilité très lourde. Les versements devant être successifs, il
« faudrait en effet que le gouvernement suive toutes les opé-
« rations de la compagnie pour s'assurer qu'ils sont faits
« exactement et complètement. Les difficultés ne seraient pas
« moindres dans le retrait. Tout le monde sait combien les
« règlements de la Caisse des consignations sont rigoureux
« en matière de retrait » (1).

C'étaient donc seulement des raisons d'application qui lui faisaient rejeter cette quotité du cautionnement fixée par le Sénat, et l'amenaient à la remplacer par un cautionnement à forfait. *Il n'en reconnaissait pas moins que pour équilibrer exactement la dette d'une société étrangère envers des assurés français, le dépôt en lieu sûr, de sommes égales aux réserves totales des risques en cours était indispensable.*

Dans la séance du 5 septembre 1895 du premier Congrès international d'Actuaires, tenu à Bruxelles. M. Harding, attaché à l'*Economic Life Assurance Society* de Londres, en étudiant la question « de la Législation gouvernementale à l'égard du fonctionnement des compagnies d'assurances sur la vie », arrivait à la même constatation. Tout en se déclarant peu partisan du dépôt d'un cautionnement, car, pour qu'il fût effectif, la quotité à exiger lui semblait excessive, il reconnaissait que « *pour être efficace, ce cautionnement devait égaler la réserve totale* » (2).

1. Chauchat, Rapport au Conseil d'Etat.

2. *Bulletin de l'Institut des Actuaires*, oct. 1855.

Le principe est donc admis de la nécessité mathématique de cette évaluation, si l'on veut la garantie véritable et non plus nominale. Tant que la balance des primes reçues par la compagnie et des sommes qui serviront de gage ne s'équilibrera pas, il pourra toujours y avoir une tentation redoutable, par une compagnie étrangère dont les affaires seraient en souffrance, de disparaître brusquement d'un pays en laissant au gouvernement de ce pays le soin de combler la différence, ou de contempler, impuissant, *à moins de pression militaire*, la ruine et ses nationaux.

Cette mesure, d'une efficacité douteuse déjà envers la Chine ou la Turquie, est impossible à employer avec un Etat organisé. Devant l'impuissance évidente du *système répressif*, c'est donc le *système préventif* qui doit être adopté, c'est-à-dire l'obligation d'un cautionnement suffisant. Si donc il est difficile d'autre part de maintenir ce dépôt exactement à jour, ainsi que l'a pensé le Conseil d'Etat, dans des proportions d'égalité trop minutieuses, il est du moins possible de limiter la différence à une somme insignifiante en *révisant annuellement la quotité exigée et en la fixant d'après le chiffre des affaires en cours de la filiale française*, dont cette raison nouvelle vient encore exiger la création, avec la publicité, la clarté, la *spécialité des comptes qu'elle comporte*.

Les capitaux doivent donc demeurer en France, être consolidés, servir de gage effectif, et *leur expatriation* par suite être interdite *au nom de l'intérêt même des assurés*.

Il nous reste à voir maintenant combien l'Etat doit craindre, *à son propre point de vue*, cet exode si préjudiciable aux

intérêts généraux dont il a la garde, et quelles mesures de protection ces *considérations d'utilité publique*, qui viendront se joindre alors aux raisons d'*utilité privée* doivent décider en faveur des compagnies d'assurances vie françaises, à raison du *caractère particulier de la nature même de leur industrie*, caractère que nous n'avons pas encore fait ressortir.

CHAPITRE XII

DES SERVICES IMMÉDIATS ET DIRECTS RENDUS A L'ÉTAT PAR LES COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

**La monnaie, force motrice. — Les résultats actuels et futurs de
l'expatriation des capitaux**

L'utilité essentielle des compagnies d'assurances sur la vie consiste, ainsi que nous l'avons vu, à permettre aux mutualités dont nous connaissons le fonctionnement d'opérer en toute sécurité, et d'assurer aux 550.000 familles dont les chefs sont entrés dans ces associations la réparation ou tout au moins l'atténuation des malheurs de toute espèce qui peuvent les frapper.

« Elle fait envisager les deux images autrefois si désolantes
« de la vieillesse et de la mort avec une douce sécurité, par
« l'abri qu'elle offre aux vieillards et aux survivants...

«... Dans la grande variété des combinaisons humaines, on
« ne trouve rien de comparable, en tant qu'institution pri-
« vée, par la sûreté du but qu'elle atteint, par l'ampleur des

« résultats qu'elle donne, enfin par la variété des choses auxquelles elle touche, à cette forme spéciale de la prévoyance... » (1).

Ces compagnies sont donc des plus intéressantes, *à raison même de leur objet*, et méritent par cela même un classement des plus privilégiés, dans cette hiérarchie des *sociétés d'utilité publique*, implicitement reconnues déjà par l'Etat, ainsi qu'on le constate si l'on se reporte par exemple aux mesures spéciales prises par lui en faveur des compagnies de chemins de fer. Elles ont donc au même titre les droits les plus évidents à un appui aussi ferme qu'éclairé, et, dans ces mesures protectrices, il est impossible de séparer les actionnaires des assurés, puisque leurs intérêts se combinent et se complètent harmonieusement.

*
* *

Mais si ces compagnies peuvent réclamer de l'Etat une intervention des plus marquées, à raison de leur objet, cet objet même n'est pas la seule considération qui doit décider le gouvernement à la leur accorder.

Leur fonctionnement est en effet corrélatif et parallèle au fonctionnement de l'Etat. Leurs intérêts financiers, la solidité de leur crédit, le cours favorable de leurs placements se confondent avec les intérêts, le crédit et le cours des *valeurs de l'Etat*. Et, par ce terme, il faut entendre, non seulement la rente française, mais encore les différentes valeurs essentiel-

1. Caudiani, *L'évolution de l'assurance*. Communication faite à la Société de statistique de Paris, séance du 16 juin 1897.

lement nationales dont le *décret du 10 juillet 1901* nous a résumé le détail. Nous savons déjà que le gouvernement a consenti à étendre la zone des placements financiers des compagnies françaises, sans pour cela cesser de leur imposer des valeurs de tout repos, presque exclusivement françaises. *Les conditions fondamentales de la vie et de la prospérité de ces compagnies sont par suite d'une nature telle qu'elles se trouvent contribuer puissamment au crédit de l'Etat.*

« Les compagnies d'assurances sur la vie, qui achètent
« toujours et ne vendent jamais, à moins de revers, sont les
« plus fermes soutiens du crédit public. On ne sait pas assez
« à quel point les masses de valeurs absorbées et immobili-
« sées par les compagnies anglaises, contribuent à la fer-
« meté du marché, ainsi qu'au haut prix des consoli-
« dés... » (1).

Elles forment donc une sorte de réservoir compensateur qui diminue les chances de crise ou en atténue les effets. Ce réservoir ne contient que des valeurs de premier ordre, presque toutes françaises, celles précisément qu'il importe le plus à un gouvernement de préserver, et, à ce titre, l'ensemble des compagnies qui alimentent ce réservoir, devient un organe de sûreté absolument nécessaire à l'Etat, et qui ne pourrait disparaître sans le mettre dans le plus cruel des embarras.

Si l'on veut se convaincre de cette vérité, il suffit d'étudier la composition de ce réservoir et la nature des valeurs qui le maintiennent à l'étiage voulu.

1. De Courcy, *Autorisation et Surveillance.*

Au 1^{er} janvier 1901 les 17 compagnies d'assurances sur la vie française possédaient, outre leurs 561.369.200 d'immeubles.

Fond d'Etat français.....	263.129.305
Emprunts des communes et des départements financiers.....	40.627.904
Valeurs françaises garanties par l'Etat.	651.921.566
Valeurs françaises diverses.....	51.777.278
	1.007.356.045

Ce portefeuille si considérable, le gouvernement est assuré de pouvoir en escompter la stabilité pour les calculs qui lui permettent d'orienter sa politique financière. Il sait que ce milliard ne sera pas livré à la légère à la spéculation, et restera soustrait par la prudence et l'habileté des Conseils d'administration à une panique qui le jetterait brusquement sur le marché et risquerait d'amener une violente dépression des cours funeste à la fois aux compagnies et au public. Si même cette panique se produit en dehors d'elles, ces compagnies de vront y résister, car il leur serait impossible d'y céder sans se trouver en présence de différences énormes, capables de les faire sombrer à tout jamais.

On voit quel intérêt un Etat conscient de ses propres besoins doit leur porter, à quel point leur existence et leur prospérité sont pour lui essentielles et dans quelle importante proportion. Ces considérations tirées de l'examen de leur technique même viennent s'ajouter aux raisons nombreuses qui militent déjà en leur faveur.

*
* *

Mais les compagnies ne bornent pas le placement de leurs fonds à des valeurs proprement dites ; elles les utilisent également en deux sortes de combinaisons, plus utiles s'il est possible, puisqu'elles *mettent* plus directement encore *les capitaux qu'elles emploient ainsi, à la portée des forces productives nationales*. Au 1^{er} janvier 1901, les 17 compagnies françaises se trouvaient ainsi avoir placé en *prêts hypothécaires* 142.951.598 fr. et *avoir avancé*, sur les polices souscrites, à leurs assurés, 77.950.275 fr. soit au total 220.921.873.

Aux avantages résultant pour le marché français de la stabilité de placement du milliard déjà considéré s'ajoutent donc les services rendus par ces 221 millions, jetés dans les affaires de toute espèce, et qui viennent apporter à beaucoup d'idées fécondes, l'appui nécessaire à la réalisation des résultats qu'on est en droit d'en attendre.

Inertes, impuissantes, sans capitaux, ces entreprises multiples empruntent aux fonds ainsi prêtés une force nouvelle qui leur permet d'ajouter encore à la richesse préexistante nationale. Ces avances sont du reste pour les compagnies et leurs assurés, de tout repos. Les *placements hypothécaires*, solidement gagés ne présentent aucun danger, et les *avances sur polices*, sont représentées et au-delà, par les réserves des contrats appartenant aux assurés qui les sollicitent et constituent ainsi plutôt qu'un prêt véritable, un tirage de chèque sur un compte particulier, qui demeure dans les caisses de la compagnie et y conserve néanmoins des vertus spéciales.

*
* *

Le propre des compagnies d'assurances sur la vie, à raison de la quantité énorme des capitaux dont elles doivent disposer, et du but qu'elles poursuivent, est d'appliquer leurs combinaisons à une *matière première d'une nature toute spéciale*.

D'autres usines emploient le fer, le cuivre, le bois, le marbre, leur font subir des transformations de toute nature afin de leur donner la forme et la consistance qui permettront de satisfaire des besoins déterminés.

Les compagnies d'assurances sur la vie emploient la même ingéniosité, les mêmes méthodes industrielles, basées à la fois sur des règles scientifiques et commerciales, à travailler cette matière particulière : *la monnaie*.

Nous trouverons encore dans ce fait fortuit une raison qui viendra s'ajouter à toutes celles qui devaient déjà décider l'Etat à protéger efficacement ces compagnies. Nous allons voir que cet appui nécessité par leur objet, par les règles générales de leur fonctionnement qu'une coïncidence heureuse harmonise avec la prospérité de l'Etat, se trouve justifié plus encore peut-être par *le caractère particulièrement précieux de cette matière* qu'elles sont appelées par leur destination même à travailler le plus habilement possible.

*
* *

Les véritables causes de la richesse d'une nation ne sont pas encore nettement déterminées. Les opinions ont varié,

depuis plusieurs siècles, et ne sont pas encore, à l'heure actuelle, complètement assises.

Au moyen âge, pour les Etats féodaux, et pour les Etats centralisés du commencement des temps modernes, le système *bullioniste* domine. Les gouvernements craignent de manquer de numéraire. L'idée dominante est que *la richesse réside dans l'accumulation de métaux précieux, de monnaie*, et tout moyen qui semble propre à empêcher leur exode est par cela même déclaré parfait. Cette compréhension *trop étroite* du rôle de la monnaie ne permet pas de distinguer parmi ces moyens ceux qui peuvent être nuisibles, et, pour avoir manqué de ce discernement nécessaire, l'Espagne perd bien vite sa richesse et sa grandeur, et passe, par la ruine de son industrie et de son commerce, du premier rang qu'elle occupait sous Charles-Quint, à l'effacement et à la misère.

Dès le xvi^e siècle pourtant, on commence à voir *que l'accumulation des capitaux ne suffit pas à constituer la richesse d'une nation*, car cette accumulation est sujette à diminuer, voire même à disparaître. Il faut donc s'inspirer de mesures plus intelligentes et plus efficaces qu'une prohibition aveugle et du reste impuissante. « On ne renonce pas à retenir les « métaux précieux, mais d'autres se font jour, notamment « *l'idée que la force économique d'un pays dépend de ses « industries... »* (1).

On pense donc à développer des industries en levant les barrières à l'importation pour les matières premières, en

1. Cauwès, *Cours d'Economie politique*.

même temps qu'on les oppose aux produits manufacturés concurrents. Puis, on supprime les barrières à l'exportation, afin de permettre à ces industries nationales de vendre à l'étranger le plus de produits possibles, *et par suite de faire rentrer en France des quantités considérables de cette monnaie dont la possession est toujours considérée comme le critérium certain de la fortune publique.*

C'est le but que poursuivait le bullionisme, mais recherché cette fois par une méthode plus consciente des réalités. Colbert a donné son nom à ce système d'*économie nationale* qu'il a édifié, et qui avait été déjà esquissé par Montchrestien dont le livre renfermait de précieux renseignements sur la *nature* et la *puissance des forces productives de la France.*

Le *bullionisme* voulait réaliser la *balance des contrats*, c'est-à-dire empêcher dans chaque transaction particulière la *sortie d'une quantité quelconque de monnaie*, même la plus minime. Le *mercantilisme*, plus large de vues, se contente de la *balance du commerce*, c'est-à-dire généralise la question en tenant compte de la complexité forcée des opérations commerciales. Il évite de gêner les transactions par des règles vexatoires dans leur minutie, et se contente d'une *solde favorable à la nation, afin de maintenir dans le pays une quantité de monnaie toujours grandissante.* Il facilite du reste cette augmentation en prenant des mesures appropriées, destinées à augmenter les exportations et à diminuer les importations.

Si leurs méthodes différaient, bullionistes et mercantilistes n'en poursuivaient pas moins le même but, à raison même de la *vertu propre, particulière, qu'ils attribuaient à la monnaie,*

considérée par eux comme la seule richesse véritable. Avec Law et Child apparaît une conception différente, le *néo-mercantilisme*. Pour eux, la *monnaie n'est plus qu'un moyen*, et la richesse véritable d'une nation, qu'elle permet à la vérité de développer, c'est « en quelque sorte, comme une restauration « de l'importance du commerce intérieur » (1). Ils veulent pousser à « la suractivité des industries » (2), des industries *nationales*, bien entendu. *Et ces forces productives qu'ils semblent considérer comme la source véritable de la richesse ne peuvent atteindre tout leur développement et donner tout leurs résultats qu'avec l'aide du numéraire*. De là l'idée de multiplier le numéraire par tous les moyens possibles, et de créer, à côté de la *monnaie proprement dite*, la *monnaie de papier basée sur le crédit*, qui augmente ce numéraire presque à l'infini, et féconde ces *forces productives qui seules peuvent donner une définitive richesse*. Les combinaisons de détail relatives à l'émission de la monnaie de papier sont à la vérité défectueuses, mais l'idée maîtresse n'en apparaît pas moins : la vertu spéciale de la monnaie, la force magique qui résidait en elle et en faisait la *seule* richesse, semblent détruites, *elle n'est plus qu'un moyen et non un but*.

Cette notion plus exacte de la valeur réelle de la monnaie n'a fait qu'apparaître. Son règne éphémère a disparu par la chute de Law et la banqueroute de ses méthodes d'application défectueuses. Le mercantilisme reprend le dessus et demeure victorieux jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. A ce moment

1. Cauwès, *Cours d'Economie politique*.

2. Cauwès, *id.*

commence une réaction qui dépassera le but, sous la direction des physiocrates qui cherchent à faire triompher les idées de libre échange et se refusent absolument à accorder une importance quelconque à la monnaie et aux considérations d'*Economie nationale*. Le numéraire, qui avait tenu jusqu'alors exclusivement la première place, n'apparaît pas dans leurs raisonnements. Ils ne veulent connaître que les *produits*, et, après des fortunes diverses, cette école de la liberté aboutit avec J.-B. Say et Bastiat à une théorie complètement différente de l'ancienne école, qui oppose au mercantilisme doctrinaire le libre échange intransigeant.

Pour les physiocrates « tout vendeur est acheteur, donc la « balance du commerce ne signifie rien » (1).

Pour J.-B. Say « tout produit est un débouché pour un autre » (2). Les raisonnements, essentiellement *abstraits*, sont développés sans tenir compte de la monnaie. Les économistes classiques cherchent le *minimum du coût de production* dans la suppression totale des mesures douanières. Ils n'admettent aucune *économie nationale*, aucune *communauté d'intérêts économiques résultant de l'unité politique*.

Cet exclusivisme absolu vient précisément de ce qu'ils ne veulent tenir compte en aucune façon, de l'importance du numéraire. Leur discussion deviendrait impossible s'ils l'introduisaient dans leurs raisonnements. Les mercantilistes demeureraient hypnotisés par la monnaie, sans en voir le rôle exact, les libres échangistes, comme toute école de réaction,

1. Cauwès, *Cours d'Economie politique*.

2. Cauwès, *id.*

pour avoir trop vivement ressenti les effets de cette erreur, sont tombés à leur tour dans l'excès contraire, et ont refusé toute importance à cette monnaie à laquelle Ricardo attribuait dédaigneusement le rôle d'un *dénominateur commun*, dont on peut se servir un instant dans une discussion, pour faciliter une comparaison, mais qu'on peut éliminer ensuite sans nuire le moins du monde au raisonnement. Ils ne veulent voir que le *troc*, fiction véritable, en l'état actuel de la civilisation, et refusent de considérer *la vente* qui est la réalité et repose essentiellement sur l'emploi de la monnaie. Ils ont créé la *valeur*, notion abstraite, pour remplacer le *prix*, expression concrète du commerce.

« L'expression réelle c'est le *prix*, c'est-à-dire l'expression
« de la valeur des choses en argent. La *valeur* n'existe que
« dans l'imagination. Pourquoi a-t-on recours à cette fiction ?
« C'est par réaction contre les vieilles théories du mercanti-
« lisme qui ne considère que le prix des choses, que la mon-
« naie. Les théories mercantilistes avaient divinisé la monnaie,
« les économistes en ont fait abstraction pour ne considérer
« que la valeur, que l'échange en soi. Les deux théories sont
« excessives... » (1).

Les mercantilistes avaient dit : l'or et l'argent ont une *importance exclusive*.

Par réaction, pour l'école classique, l'or et l'argent deviennent des *marchandises comme les autres*.

1. Cauwès, *Cours d'économie politique*.

★
* *

Or, il faut reconnaître que, contrairement à ces deux opinions, *la monnaie a une importance intermédiaire entre ces deux extrêmes*. Si elle ne constitue pas la richesse à elle seule, elle *possède du moins des vertus spéciales* que n'ont pas les autres marchandises :

«... Elle est une *commune mesure* entre les valeurs, elle « est le *trait d'union* entre les rapports successifs, elle est en « outre l'*équivalent* de toutes les choses contre lesquelles elle « est échangée (1) ». On peut ajouter avec David Hume « qu'elle est la goutte d'huile qui fait marcher le mécanisme » et la preuve du retour instinctif et général à ce *mercantilisme atténué*, à cette *importance spéciale accordée à la monnaie* se trouve dans l'orientation financière actuelle des grandes puissances :

« Aujourd'hui, plusieurs grandes puissances ont tout fait « pour accumuler de grandes réserves d'or. La Russie a une « encaisse or de 2.300 millions, la France a 1.890 millions... « Les théories mercantilistes n'ont donc pas perdu absolument toute leur valeur. De plus, l'or et l'argent nous permettent de régler les transactions. Les grandes banques « relèvent le taux de leur escompte pour défendre leurs encaisses. A certaines échéances en effet, les opérations doivent être réglées en or. Ce n'est peut-être pas pour plus de « 7,8 ou 10 0/0 des règlements que le numéraire intervient,

1. Cauwès, *Cours d'économie politique*.

« mais pourtant, la réserve en numéraire, c'est le palladium.
« La valeur du crédit, c'est une valeur d'attente, on ne peut
« supprimer les stocks métalliques.... (1) ».

Une des causes principales de cette importance spéciale de la monnaie, en « *sa puissance d'acquisition immédiate* » (2).

Le caractère de cette définition en fait à merveille ressortir les avantages protéiformes, et montre à l'évidence que, *seule entre tous les autres objets matériels*, la monnaie est capable de rendre des services infinis en se pliant à toutes les exigences possibles. Le *papier-monnaie* ne donne les mêmes résultats, n'obtient les mêmes facilités fiduciaires que si les stocks métalliques sont suffisamment importants, et les créances auxquelles il correspond et qui circulent ne sont que la représentation convenue d'une quantité équivalente de *monnaie proprement dite* payable à vue à la première réquisition.

Si les espèces que représentent ces créances ont été expédiées à l'étranger et ont accru le stock métallique d'une autre nation, on est en droit de dire que la créance peut être solide à la vérité, mais que celui qui la possède ne s'en est pas moins dessaisi d'une certaine quantité de « *puissance d'acquisition immédiate* ». Car si la monnaie a par elle-même cette qualité, la créance ne la possède qu'en vertu d'une convention toujours aléatoire. S'il survient un événement malheureux dans ce pays lointain où ces espèces métalliques ont été transportées, le créancier trop confiant sera fixé, à ses dépens

1. Cauwès, *Cours d'économie politique*.

2. Cauwès, *Cours d'économie politique*.

sur l'importance relative de la monnaie proprement dite, et des créances qui la représentent sans toutefois l'égaliser.

Ce danger, le créancier de l'étranger le devine confusément et il n'est peut-être pas nécessaire de recourir à ce raisonnement un peu spécial pour le lui démontrer.

Mais la forme particulière que nous avons tenu à donner à cette *expatriation de capitaux* a son importance pour en mieux faire saisir les véritables dangers.

M. Ferrier, directeur des douanes sous l'Empire, avait développé cette expression si caractéristique de « *puissance d'acquisition immédiate* ». C'est, dit-il, avec de l'*argent* qu'on « peut se procurer tout, et en particulier les *capitaux* « *productifs*, les matières premières par exemple... ». Cette vertu spéciale de la monnaie a donc une répercussion essentielle sur le développement des forces productives d'un pays, et nous savons que ce développement, et de lui seul résulte sa prospérité. Les deux éléments du capital, *capital productif* et *capital monnaie* sont donc en corrélation étroite, et l'utilisation raisonnée du premier est impossible sans l'aide continue du second.

Or, les richesses latentes d'une nation ne peuvent être mises en valeur comme cette nation est en droit de le désirer, que si toutes les richesses en numéraire sont uniquement consacrées à cet effort. Sans doute, l'intérêt personnel peut conduire à préférer des placements étrangers, mais là encore, l'antagonisme de l'intérêt personnel et de l'intérêt national doit se résoudre au profit de la collectivité. Et, pour mieux comprendre le rôle de la monnaie, dans cette lutte continue

des nations qui s'efforcent de tirer de leurs forces latentes un parti chaque jour plus complet, il importe de lui donner le titre qui lui convient véritablement : *force motrice*.

*
* *

Elle en possède en effet le caractère, les inconvénients, les avantages. La force motrice réside dans la nature même, mais il faut savoir rapprocher les éléments divers dont la combinaison la constitue. La vapeur, l'électricité, les mélanges détonants dont l'emploi est si répandu aujourd'hui ne sont pas créés, ils existent à l'État de force cachée. La force hydraulique, celle des chutes du Niagara existe aussi en permanence, et toute la question est de savoir la capter pour en tirer parti.

La monnaie, simple petit fragment d'un métal dont les gisements se trouvent dans la nature, possède aussi une force remarquable et indéniable qui permet à qui la possède d'obtenir de merveilleux résultats. Encore faut-il que l'emploi en soit intelligent. S'il est nul, par suite d'une thésaurisation pure analogue à celle de l'Espagne sous Charles-Quint, cette force motrice devient inutile comme celle récelée par une rivière considérable dont les chutes énormes tombent perpétuellement sans jamais être utilisées.

S'il est inintelligent, comme il arrive pour les dépenses ruineuses d'une guerre, il y a déperdition de cette force motrice ainsi qu'il arrive pour une machine qui tourne à vide. S'il est au contraire bien compris, les résultats obtenus sont

d'une extraordinaire utilité. Création de routes, de ports, de chemins de fer, d'ouvrages de toute espèce dont on n'aurait pu envisager la construction sans capital monnaie. L'idée était née pourtant, mais elle demeurait inapplicable.

Seule, cette monnaie en a permis la réalisation. Ainsi la vapeur met entre les mains de l'inventeur la force motrice indispensable pour actionner la machine perfectionnée qu'il vient de découvrir.

Si la monnaie présente tous les avantages de la force motrice, elle est sujette aux mêmes inconvénients. Elle existe bien dans la nature, mais il faut se la procurer, savoir la découvrir, chercher à en posséder la plus grande quantité possible. On apprécie de même la vitalité d'une industrie en totalisant le nombre de chevaux vapeur qu'elle possède.

Prise isolément, la monnaie est impuissante : un amas d'or est par lui-même inutile. Une force motrice considérable ne sert de rien si elle n'est pas appliquée à une industrie quelconque. Une usine qui fait métier de vendre l'énergie électrique, ne saurait qu'en faire si elle n'avait pas d'abonnés. Les capitaux qui dorment sans emploi ne sont d'aucun profit et ne servent que s'ils sont appliqués à une entreprise déterminée. La force de travail latente que contient une chute d'eau ne devient appréciable que si la machine capable de l'utiliser est construite. De même la monnaie ne peut rendre les services considérables, indispensables que l'on attend d'elle qui si l'idée féconde en résultats et qu'elle doit actionner à été trouvée.

L'union de ces deux éléments complémentaires, les idées

créatrices sans cesse nouvelles et qui permettent de mettre en valeur les ressources latentes d'une nation, et la *force motrice* qui leur est indispensable pour réaliser ce programme d'où résultera la richesse du pays, peut donc seule permettre de constituer une *force productive intégrale homogène* qui les comprendra toutes deux.

Les peuples neufs, possèdent des ressources naturelles considérables ; souvent des idées ingénieuses prennent naissance chez eux, pour les utiliser. Mais le capital monnaie, la *force motrice* nécessaire leur manque. Ils doivent donc la rechercher, l'emprunter au dehors.

Les peuples anciens, dont le sol est mis en valeur depuis longtemps s'imaginent souvent qu'il ne reste plus aucune ressource nouvelle à exploiter chez eux, et prêtent alors les capitaux dont ils possèdent une énorme quantité à ces peuples neufs, moyennant un intérêt important. Chacun des prêteurs y trouve certainement un avantage (et encore ce point serait-il à discuter) mais l'ensemble de la nation en souffre forcément. Ce sont autant de *forces motrices* qui lui ont été enlevées et qui sont allées, chez un peuple jeune encore, mettre en valeur des ressources insoupçonnées, *faciliter une production rivale et créer une concurrence des plus dangereuses*. Le peuple neuf dont les besoins sont plus modestes, dont les frais généraux sont bien moins élevés, obtient, *grâce à cette force motrice qu'on lui a prêtée un coût de production tel que* le vieux monde ne peut plus lutter et voit se retourner contre lui-même ces produits concurrents que sa propre force motrice a seule permis d'obtenir. Nous trouvons encore dans

ce fait la preuve de l'antagonisme trop fréquent de l'économie individuelle et de l'économie nationale, la violation flagrante de la théorie de List qui recommande de ne pas *voir seulement le profit immédiat mais de songer au lendemain*, et il en résulte cette règle, affirmée déjà : l'intérêt personnel ne doit pas être seul considéré ; l'intérêt collectif dont l'Etat est le gardien doit être également sauvegardé.

*
* *

L'assimilation de la monnaie à une force motrice est également exacte dans les excès même qu'une accumulation trop considérable, permet d'envisager. La vapeur produit des résultats d'autant plus importants que la machine est plus forte mais lorsqu'on dépasse une certaine limite, le maniement en devient plus dangereux, les risques d'explosion plus nombreux et leurs effets plus néfastes. Il en est de même des masses énormes de capitaux, dont la direction est plus difficile, et qui permettent de tenter des entreprises d'accaparement gigantesques, ruineuses pour beaucoup, souvent pour eux-mêmes qui les ont essayées, et qui causent en tout cas sur le marché des malaises véritables, soit à raison de leur but et de leur fonctionnement, soit à cause des craintes de chute qu'elles inspirent. *Les trusts sont les explosions de cette force motrice.* Ils présentent les mêmes dangers et font les mêmes victimes. Les parois qui les renferment, soumis à une pression trop considérable et trop irrégulière éclatent presque toujours écrasant à la fois ceux qui croient les diriger et ceux qui les

entourent, et l'on conçoit comment la même force, capable de réaliser des entreprises si utiles, peut devenir par son excès même la cause de malheurs irréparables.

*
* *

Force motrice ou monnaie, les résultats bons ou mauvais en sont identiques, et cette assimilation étant prouvée, on comprend de quelle utilité peut être pour un Etat une industrie qui, par sa nature même, applique toute son ingéniosité à recueillir cette force motrice, à canaliser les différentes sources capables de la produire pour en réunir tous les éléments, et en constituer une accumulation considérable qu'elle augmentera encore par des opérations techniques spéciales, et qu'elle tiendra à la disposition presque exclusive du pays.

Une partie restera toujours sous pression, dans un grand réservoir, prête à toute éventualité, et l'Etat sera toujours assuré, en cas de besoin, de pouvoir y recourir. L'autre partie sera mise à la disposition des mille industries diverses qui ne peuvent se développer qu'en trouvant, moyennant une juste rémunération, c'est-à-dire un intérêt raisonnable, la force motrice nécessaires à ces idées sans cesse renouvelées qui sont le meilleur élément de la richesse d'une nation, puisque suivant l'expression d'un philosophe elles constituent « l'outil des outils » (1).

Les compagnies d'assurances sur la vie françaises ont déjà capté dans la nation par des canalisations multiples, et

1. Jean Izoulet.

accumulé une force motrice de 2 milliards 398.231.852. Sur cette somme, 1.568.725.245 (valeurs françaises, rentes françaises, immeubles) restent toujours sous pression et 220.921.873 (prêts hypothécaires, prêts sur police) sont disséminés pour actionner une foule de petites entreprises auxquelles elles donnent la vie et le mouvement nécessaires. Les éléments nécessaires pour produire 147.300.000 (engagements non versés des actionnaires) ne sont même pas encore employés, mais peuvent venir au premier appel augmenter la pression nécessaire ou l'empêcher de baisser. Nous avons ainsi près de 2 milliards exclusivement réservés à la nation elle-même.

Dans le surplus, 268.293.330 sont en *fonds d'Etat étrangers*. Il faut y voir une concession faite par l'intérêt collectif général à l'intérêt personnel de l'entreprise qui recherche pour elle-même les avantages résultant d'assez gros intérêts. Les services qu'elle rend au pays d'une manière exclusive sont assez considérables pour qu'on lui permette de songer un peu à elle-même, à condition de ne le faire que dans une proportion raisonnable.

L'excédent est employé au fonctionnement même de l'institution. C'est l'électricité dont une usine électrique se sert pour s'éclairer elle-même. Il n'y a aucune déperdition, mais au contraire emploi essentiel de cette force restante.

*
* *

Cette étude de l'importance qu'il faut reconnaître à la *matière spéciale* dont le travail raisonné constitue l'industrie des assurances sur la vie, montre tout l'intérêt que l'Etat doit

porter à ces compagnies et la protection qu'il doit leur accorder s'il veut bénéficier des avantages directs ou indirects qu'il est en droit d'en attendre. Il fait les plus grands sacrifices pour soutenir la *construction navale*, qui ne réussirait pas à vivre sans son appui, parce qu'il lui est indispensable d'avoir à sa disposition, le cas échéant, pour la construction ou la réparation de sa flotte de guerre, un grand nombre d'ateliers bien pourvus de toutes les machines nécessaires, une armée d'ouvriers suffisamment exercés. Il ne peut laisser cette industrie s'éteindre en France ni lui permettre de passer à l'étranger, car il y va de l'intérêt de la défense nationale.

Une usine de *force motrice*, comme celle des compagnies d'assurances sur la vie, lui est aussi essentielle, et présente cet avantage que, florissante et bien conduite, surveillée et suivie de très près, elle ne nécessite même pas de la part de l'Etat un sacrifice analogue aux primes si libéralement distribuées aux constructions navales. Il suffit d'éclairer les assurés français sur la prospérité des compagnies françaises, sur la fécondité de leurs diverses combinaisons d'assurances pour les décider à s'assurer dans de plus fortes proportions, et à augmenter par suite l'importance de cette *station centrale de force motrice*. Ces renseignements mieux connus prouveront en outre que, si les avantages offerts par les compagnies étrangères ne sont pas en réalité plus considérables, la garantie est souvent bien plus faible. *La publicité expliquée et précisée* des opérations des compagnies étrangères est indispensable pour obtenir ce résultat, et le devoir de l'Etat est d'intervenir pour l'assurer.

Si à la rigueur, cette publicité ne suffisait pas à réserver cette force motrice à la nation, le droit et le devoir de l'Etat seraient d'éliminer les *éléments de déperdition*, toujours prêts à fonctionner pour faciliter l'expatriation des capitaux. L'importance du but poursuivi justifierait absolument une telle détermination prise déjà du reste par plusieurs Etats d'Europe. Un palliatif imaginé par certains d'entre eux a été d'empêcher les compagnies étrangères d'enlever cette force motrice du territoire national en les obligeant à placer tout ou partie des réserves correspondantes aux contrats conclus dans le pays en rentes et fonds d'Etat de ce pays même. Le système du cautionnement, révisé tous les ans pour le maintenir à la valeur approchée des réserves correspondantes aux contrats en cours, nous semble capable de donner les mêmes résultats, et d'empêcher l'exode des capitaux. Nous retrouvons donc la même mesure que nous avons déjà proposée, et son utilité qui nous est apparue évidente lorsqu'il s'agissait de sauvegarder les *intérêts privés des assurés* nous semble tout aussi justifiée par la défense si nécessaire des *intérêts généraux de l'Etat*. Du reste, qu'elle soit ou non adoptée, que le remède proposé semble ou non approprié, il n'en faut pas moins maintenir très énergiquement le principe suivant : *toutes les éventualités de réglementation, de prohibition même restent ouvertes à l'égard des compagnies d'assurances sur la vie étrangères, à raison du caractère spécial de cette force motrice qu'elles s'efforcent d'enlever chaque jour au pays.*

*
* *

Cette expatriation, nous ignorons dans quelle proportion elle se produit, et pourtant combien elle serait intéressante, utile à constater ?

La Suisse s'est montrée plus soucieuse de se procurer ces renseignements si essentiels, et un grand nombre des tableaux de ses comptes rendus sont consacrés à les faire ressortir.

Nous y trouvons, dans le *tableau 4, le mouvement des assurances de capitaux suisses*, aussi bien chez les compagnies nationales que chez les *compagnies étrangères opérant en Suisse*, assurances souscrites et assurances éteintes pendant l'exercice, nombre de polices, capitaux.

Le *tableau 10* donne également l'état des assurances en cours en Suisse, par catégorie d'assurances : vie entière, mixtes, terme fixe et autres, avec ou sans participation, assurances en cas de vie, rentes viagères, différées ou autres.

Le 1^{er} des *tableaux statistiques* nous fait connaître les totaux des polices et des sommes assurées, les totaux des rentiers et des rentes qui doivent leur être servies, ainsi que la proportion pour laquelle ces affaires suisses entrent dans le portefeuille de la compagnie étrangère.

Le deuxième *tableau statistique* nous apprend quel a été, dans l'année, le total des primes payées à ces compagnies étrangères ou des capitaux versés pour constitution de rentes, donc le total des capitaux envoyés à l'étranger, et d'autre part le total des capitaux et des rentes versées par ces com-

pagnies aux assurés nationaux. La différence donnera le solde définitif des capitaux, de *la force motrice expatriée*.

De ce genre de publicité *spéciale*, concernant uniquement une sorte de filiale suisse, différente par suite de la publicité relative à la marche générale de la compagnie, mais plus particulièrement destinée à éclairer l'Etat et les assurés sur *l'importance et le sort des contrats nationaux contractés à l'étranger*, ressortent des enseignements des plus profitables.

1° Le tableau 4 apprend aux assurés suisses et à l'Etat que le nombre des assurés suisses était passé en 1899 de 496 à 646 pour la *New-York* et de 543 à 535 pour l'*Equitable*, soit 150 de plus pour l'une et 8 de moins pour l'autre. Les capitaux assurés étaient passés de 5.947.207 francs à 7.792.304 francs pour la *New-York*, et de 7.524.682 francs à 7.405.681 francs pour l'*Equitable*, que par conséquent le portefeuille suisse de la *New-York* s'était accru de 1.845.097 francs, soit 31 0/0 de sa valeur et que celui de l'*Equitable* avait diminué de 1,6 0/0.

2° Le tableau 10 leur montre comment se répartissent par catégories les assurances de citoyens suisses. A la *New-York* par exemple :

Vie entière	{ avec participation...	2.495.550
	{ sans participation,...	458.370
Mixte et	{ avec participation...	4.674.535
Terme fixe	{ sans participation...	68.490
Autres assurances	{ avec participat.	50.000
	{ sans participat.	»
Assurances capitaux en cas de vie..		43.350
Rentes	{ viagères.....	55.471
	{ différées.....	2.000
	{ autres rentes.....	2.228
Total des capitaux...		7.792.394

3^e Le premier des tableaux statistiques revient sur ces assurances, afin d'indiquer l'importance relative qu'elles possèdent dans le portefeuille total de la compagnie américaine. Les 646 assurés suisses et leurs 7.792.304 francs entrent pour 0,1 0/0 dans la composition du portefeuille total de la *New-York* ; les 535 assurés de l'*Equitable* et leurs 7.405.681 fr., ont la même valeur relative de 0,1 0/0 dans le portefeuille de cette compagnie.

Si, pour les rentes, la proportion s'élève à 0,8 0/0 pour la *New-York* avec 79 rentiers et 59.969 francs de rente et à 0,5 0/0 avec 11 rentiers et 5.172 francs de rente chez l'*Equitable*, c'est que les rentes totales de la *New-York* et de l'*Equitable* ne sont que très peu importantes si on les compare aux assurances en cours. On est donc en droit de dire que telle disposition future, nuisible à leurs assurés suisses, mais utile à elles-mêmes ne les gênera que bien peu. Si les intérêts de leurs assurés américains sont en jeu, la faible opposition que les assurés suisses pourront leur faire sera nulle, vu leur nombre infime, et elles n'hésiteront pas à sacrifier leurs affaires dans ce pays, importantes peut-être, mais qui ne représentent que bien peu si on les compare aux contrats souscrits en Amérique.

Une augmentation même considérable de ce portefeuille les laissera pourtant dans les mêmes dispositions. Il lui sera impossible, en effet, de se développer suffisamment pour acquérir dans le chiffre des primes annuelles une importance suffisante qui lui permette d'être comparé à celui fourni par les assurés américains.

C'est ce que nous montre le deuxième tableau statistique.

Les Suisses ont versé à la *New-York* 334.962 francs de primes alors qu'elle a reçu en tout 218.248.806 francs.

Ils ont versé à l'*Equitable* 243.769 francs de primes, alors que ses encaissements totaux sont de 222.387.067 francs.

Ce ne sont donc pas ces faibles versements, gouttes d'eau dans la mer, qui feraient hésiter ces compagnies le cas échéant, à sacrifier leur portefeuille suisse, si l'esprit aventureux de leur gestion les amenait à décider quelque mesure non adoptée par le Conseil fédéral. Quel serait alors le recours légal des assurés suisses contre les dispositions arbitraires d'une compagnie qui n'aurait plus aucun ménagement à garder?

Ce dernier tableau leur fournit encore un renseignement précieux :

La différence des primes et capitaux envoyés de Suisse en Amérique et retournés d'Amérique en Suisse pour sinistres et rentes est de :

162.592	en faveur de la	<i>New-York</i>
155.257	—	<i>l'Equitable</i>

soit 317.849 francs *expatriés en Amérique* pendant l'année 1899.

C'est ce chiffre dont il est capital de pouvoir suivre les fluctuations annuelles.

★
★ ★

Nous ne possédons en France aucune espèce de publicité qui nous permette de retrouver tous ces renseignements. Il

ne semble pas excessif de les exiger, puisque la Suisse a déjà opéré de même, et l'on a pu voir, par l'exposé rapide de ces tableaux, combien ces *renseignements spéciaux à une filiale française* viendraient s'ajouter utilement aux renseignements généraux que nous avons réclamés et qui sont, eux aussi, destinés à éclairer l'Etat et les assurés, sur des points dont la connaissance exacte leur est indispensable.

Une réclame gigantesque paru dans un journal français en septembre 1901, à l'occasion d'un numéro exceptionnel publié pour la visite du Tsar en France, est le seul document où nous puissions trouver un renseignement de ce genre. Faute de mieux, nous le prendrons, et nous y trouverons précisément le chiffre des *capitaux français assurés à la Mutual Life* depuis 1888. Le tableau, publié par cette compagnie, est en effet, le suivant :

	Capitaux assurés	Augmentation sur l'année précédente
1888.....	1.355.000	
1889.....	6.564.000	5.209.000
1890.....	10.588.000	4.024.000
1891.....	16.881.000	6.293.000
1892.....	29.835.000	12.954.000
1893.....	48.682.000	18.847.000
1894.....	67.618.000	18.436.000
1895.....	86.123.000	18.565.000
1896.....	107.814.000	21.691.000
1897.....	125.103.000	17.289.000
1898.....	144.872.000	19.769.000
1899.....	166.844.000	21.972.000
1900.....	197.874.000	31.030.000

La *Mutual Life* évaluant d'autre part ses assurances en cours à 4.495.470.420, les affaires françaises se trouvent

n'entrer dans la composition totale de son portefeuille, bien que le chiffre en soit encore d'une importance regrettable que pour 4,40 0/0. Toutes les objections relatives au peu d'importance que cette compagnie pourrait attacher, le cas échéant aux intérêts d'une si faible proportion de son portefeuille, et la facilité avec laquelle elle les sacrifierait à ceux de ses assurés américains, peuvent s'appliquer aux assurances contractées par les Français.

Si l'on veut rechercher *quelles primes des affaires en cours de cette importance ont fait passer annuellement en Amérique*, il suffit de multiplier empiriquement par 3,60 0/0 le chiffre de ces en cours. On obtient les résultats suivants :

	Primes annuelles
1888.....	48.780
1889.....	286.304
1890.....	381.108
1891.....	617.716
1892.....	1.074.060
1893.....	1.680.552
1894.....	2.434.248
1895.....	3.400.428
1896.....	3.881.304
1897.....	4.503.708
1898.....	5.215.392
1899.....	6.606.384
1900.....	<u>7.123.404</u>
Total....	36.953.508

On voit combien est rapide la progression, combien cet exode s'accroît et justifie les craintes si souvent affirmées des économistes et des législateurs. Cette seule compagnie,

en l'espace de 13 ans, a transporté en Amérique, 36.953.508 fr. soit une *force motrice* des plus considérables.

Les résultats du passé permettent de s'effrayer davantage encore de ce que peut réserver l'avenir. Un Etat prévoyant doit s'en inquiéter, et même si par une aberration économique il accepte cette éventualité, il doit du moins se préoccuper, comme l'ont fait les Suisses, les Allemands, les Russes, etc., de *savoir quelle quantité de force motrice est expatriée, par quels contrats* ; quelle importance elle occupe dans le portefeuille de la société étrangère, et par suite quelle sollicitude on peut espérer voir attacher, par la compagnie à sa gestion ; quels services annuels enfin, rend cette compagnie, sous forme de capitaux et de rentes servies, et si ces restitutions contractuelles se font correctement et sans difficultés. En un mot l'existence complète de *cette partie nationale du portefeuille étranger* doit être suivie de très près, connue, publiée, *dans l'intérêt des assurés*, incapables la plupart du temps de soupçonner les dangers qu'ils courent, et *dans celui de l'Etat*, appelé fatalement à subir le contre coup d'événements contraires.

Nous retombons donc toujours dans la solution d'une publicité *aussi complète que possible* mais toujours fatalement différente de celle des compagnies françaises, puisque aucune vérification ne sera possible ; donnée par suite aux assurés, pour ce qu'elle vaut réellement, c'est-à-dire avec une note explicative déclinant toute garantie. Plus l'examen de la question se poursuit, plus on le voit, l'étude des divers points considérés accentue et précise cette solution.

★
* *

Il est intéressant de revenir sur cette définition de la monnaie : *force motrice*, et de montrer par quelques exemples combien l'exode trop facile des capitaux qui la constituent a causé une crise fatale non seulement à une nation, mais à l'Europe entière.

« ... L'Europe s'aperçoit que les produits de ses machines
« n'ont pas été les seuls à franchir les mers ; que la machine
« elle-même a pris son vol et s'en est allée, infidèle, éveiller
« les peuples dont elle avait fait nos clients, les éveiller, les
« mettre en état d'abord de se suffire à eux-mêmes, au lieu
« de nous acheter nos produits, puis de fabriquer et de vendre à leur tour ces produits à la place des nôtres. *Elle a*
« *transformé en un mot les consommateurs en vendeurs et nos*
« *clients en concurrents.* Les *Etats-Unis* tout d'abord ont
« donné le signal de cette émancipation ; mais leur exemple
« n'a pas tardé à être suivi, à leur détriment comme au nôtre,
« et c'est dans tous les mondes, dans l'Amérique centrale et
« méridionale, en Australie, aux Indes, au Japon, que les
« rivaux surgissent et que nos débouchés se ferment... » (1).

Or, la seule manière de constituer cet outillage, est, pour un peuple neuf, de trouver des capitaux étrangers bénévoles qui consentent à leur faciliter les moyens de s'armer pour la lutte économique, et qui construisent de toutes pièces, aveuglés par l'espoir d'un intérêt rémunérateur, des machines qui

1. D'Estournelles de Constant, *Le péril prochain, L'Europe et ses rivaux*.

se retourneront demain contre eux et tariront leurs propres sources de revenus.

C'est toujours l'oubli du lendemain signalé par List, la politique économique à courte vue et qui n'envisage que l'intérêt immédiat. Et le résultat n'en est à l'heure actuelle que trop évident :

« ... Ce mal se trahit par des signes nombreux, simultanés, « apparents, indiscutables comme l'affaiblissement, la mai-
« greur, la fièvre, et dont l'énumération tiendrait ici trop de
« place : dépopulation, émigration. Double *émigration*, celle
« des travailleurs d'abord, *celle des capitaux ensuite*, et cette
« dernière émigration qui commence à se dessiner *nous*
« *atteint deux fois. Elle nous affaiblit et fortifie nos ri-*
« *vaux...*

« ... augmentation des charges et diminution des ressour-
« ces publiques ; *avilissement du prix de nos produits agrico-*
« *les et industriels...* chômages, grèves » (1).

Le Japon tient une des premières places dans cet avènement au rang de puissance productive, avènement dû à la direction et *aux capitaux européens* et l'Europe, toujours aveuglée, songe encore à favoriser de même un développement semblable de la Chine.

« Et quand la Chine, éveillée comme le Japon se sera mise
« au travail avec nos outils ; quand ses masses encore inertes
« viendront à notre appel, par centaines de millions, activer
« encore la concurrence déjà effrénée où l'Europe lassée

1. D'Estournelles de Constant, *Le péril prochain, l'Europe et ses rivaux*.

« s'épuise, quand nos ouvriers, en un mot, verront leurs at-
« liers se clore, leurs heures de travail se réduire et leur
« gagne-pain, celui de leurs enfants disparaître, qu'arrivera-
« t-il... » (1).

C'est à juste titre que cette question a été dénommée : le *problème des temps nouveaux*.

Le cri d'alarme a été jeté, et la *facilité d'expatriation de la force motrice en est le principal facteur*.

Les compagnies d'assurances sur la vie nationales, dont l'industrie consiste précisément à travailler cette force motrice dont l'importance augmente chaque jour méritent donc entre toutes la sollicitude de l'État puisqu'elles jouent en sa faveur le rôle d'*accumulateurs* de cette force, l'empêchent de se perdre, et la recueillent précieusement pour la distribuer aux entreprises nationales.

La société étrangère au contraire, l'*accumulateur étranger*, avide de se charger de plus en plus de cette force pour la mettre ensuite au service de ses propres industries, rivales des nôtres est dans cette guerre économique déjà cruelle, désormais sans merci, l'*ennemi véritable*. Et l'importance de cette défense est chaque jour plus considérable, car plus le siècle avancera, plus cette lutte deviendra ardente.

« Vieillie, divisée, sceptique ou surmenée, l'Europe est-elle
« capable de résister à ce péril de la concurrence ? Les nou-
« veaux mondes commencent à peine à entrer en valeur, et
« ils ne se bornent pas à fermer leurs portes à un grand nom-

1. D'Estournelles de Constant, *Concurrence et chômage. Nos rivaux, nos charges, notre routine*.

« bre de nos produits, ils se mettent en mouvement pour nous
« apporter les leurs déjà surabondants, chaque jour ils font
« un pas de plus vers nous, et le cercle menaçant dont ils
« nous investissent devient de plus en plus étroit ; chaque
« jour diminuent les distances qui les séparaient de nous. Nos
« inventions ont rompu leurs degrés ; des réservoirs débor-
« dants d'énergie humaine qui dormait ont à présent trouvé
« leur pente de notre côté, comment nous défendre contre ce
« déluge » ... (1).

C'est encore et toujours en arrêtant l'*expatriation de cette force motrice* si essentielle que nous pourrions nous défendre. Nous augmenterons, nous décuplerons par elle notre force de résistance, et nous diminuerons d'autant l'accroissement de force de l'ennemi, dans un temps où « ... les marchands de-
« viennent pour nous plus redoutables que les soldats » ... (2)

Et les signes précurseurs du danger se multiplient, il suffit de regarder avec attention pour les apercevoir :

« Sans livrer de batailles, la concurrence s'insinue comme
« l'eau pénètre dans les caves ; elle s'installe dans nos mai-
« sons. Au début, elle rend service, elle apporte des écono-
« mies, des simplifications, des progrès, du bien-être. On lui
« fait bonne mine. C'est à la longue seulement qu'on s'aper-
« çoit de la part trop large qu'elle occupe, quand le locataire
« ou le fermier ne paie plus le propriétaire, quand la valeur
« de nos fonds baisse d'année en année, quand l'ouvrier ren-

1. D'Estournelles de Constant.

2. *Id.*

« tre chez lui les mains vides, quand l'usine ne travaille plus,
« quand le patron dépose son bilan ou se retire... » (1).

Et comme l'extrême division du travail d'une part et la concentration des entreprises de l'autre amènent facilement à la surproduction, les effets sont généraux, et aucune nation n'y échappe.

« Au dedans, dans toute l'Europe, la valeur de la propriété
« baisse, comme celle du travail et des produits. La spéculation, la mode, les besoins du luxe peuvent faire illusion et
« même provoquer certains renchérissements dans les villes ;
« l'amour de la terre et son morcellement dans nos campagnes, en France, peuvent atténuer son avilissement, cela
« est certain, mais voyons les résultats dans leur ensemble
« sans nous arrêter aux exceptions. Plus la surproduction se
« généralisera, moins les exceptions seront nombreuses » (2).

Et pour la France, le péril est plus particulièrement caractérisé, le danger plus menaçant peut-être.

« ... Des ouvriers en nombre trop grand sont sans travail,
« l'argent se retire, se dissipe, se cache ou *émigre*. Tel propriétaire qui faisait vivre en France une population agricole sur ses terres les quitte pour aller chercher des récoltes
« doubles produites à moitié prix aux colonies ; *d'autres et*
« *ils sont légion retirent leurs fonds des entreprises industrielles ou nationales pour les placer en valeurs étrangères.*

« Après un temps d'arrêt dû à la guerre de 1870-71 *l'exode*
« *semble se précipiter aujourd'hui.* On estime qu'il nous a

1. D'Estournelles de Constant.

2. *Id.*

« déjà enlevé 26 milliards, pour les porter suivant de variables courants soit près de nous, en Russie et en Italie, en Espagne, en Turquie, en Egypte, en Grèce, en Serbie, en Bulgarie, soit au-delà des mers, au Honduras, à Haïti, au Vénézuëla, au Brésil, au Pérou, au Panama, à la République Argentine, au Chili, en Chine, au Transvaal..

«... Dans nos plus petites villes, la perte des capitaux coïncide avec les progrès de la concurrence.

«... *L'épargne s'évapore, cesse de s'associer au travail ; l'union de ces deux forces, qui assurait notre prospérité, se relâche. Elles se divisent et divorcent alors qu'elles ne peuvent rien isolément...* » (1).

Ne trouvons-nous pas là une éloquente justification de la définition que nous avons donnée. L'épargne, la monnaie, *force motrice*, actionnant le travail, *force productive*, et la prospérité de la nation, résultat naturel de leur union, cessant brusquement si cette union se dissout. C'est donc et toujours dans l'*expatriation* de l'épargne, de la force motrice que réside le danger véritable.

Un économiste éminent, M. Coste, a recherché dans une remarquable étude présentée à la fin de 1896 à la Société de statistique de Paris : « *la répartition des bénéfices du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis 50 ans* » quels pourraient être les effets de cet exode sur le *salaire*, c'est-à-dire sur cette partie de la richesse qui constitue l'unique ressource de la majorité de la nation.

1. M. d'Estournelles de Constant.

«.... Pour lui, une partie des capitaux qui auraient dû pro-
« voquer la demande de travail en France a fait défaut ou
« a *provoqué une demande de travail à l'étranger*. Il estime
« à 20 milliards la valeur du portefeuille étranger que nous
« avons. Ces 20 milliards ont accru les revenus des capitaux,
« mais n'ont pas eu d'action directe sur les revenus du tra-
« vail.

« M. Coste insiste aussi sur les 28 milliards de fonds
« publics qui représentent les dépenses militaires ou l'indem-
« nité de guerre. C'est dans l'emploi regrettable de ces
« 48 milliards qu'il voit la cause de l'*accroissement moins que*
« *proportionnel* des revenus du travail. *Nos ouvriers, dit-il,*
« *subissent la cause* des grands travaux improductifs et du
« *cosmopolitisme des capitaux...* » (1).

*
* *

Si nous envisageons la plus redoutable de ces nations con-
currente, les Etats-Unis, nous constatons dans ces dernières
années un développement extraordinaire.

« Aux Etats-Unis la *masse du commerce* représentait :

« En 1899 : 10.300.000.000 de francs.

« Dont : Importations.. 6.000.000.000

« Exportations.. 6.300.000.000

« En 1875 : elle était seulement de 5.000.000.000 de fr.

« Dont : Importations.. 2.200.000.000

« Exportations.. 2.800.000.000 (2) ».

1. Jay, *Cours de législation industrielle*.

2. Cauwès, *Cours d'économie politique*.

M. Austin, chef du bureau des statistiques des finances à Washington, constate cet essor dans une lettre adressée à M. Naorajy, membre du parlement anglais. D'après lui, *l'excédent des exportations sur les importations*, dans le commerce des Etats-Unis avec l'Europe, a toujours été croissant.

1897.....	350 millions dollars	
1898.....	620	—
1899.....	470	—
1900.....	675	—

soit 3.495.500.000 fr.

En 1900, les exportations d'Europe en Amérique ont été : 441 millions dollars.
— d'Amérique en Europe ont été : 1.116 millions dollars,

Il attribue en grande partie ce développement économique à ce fait qu'après la guerre de Sécession, *beaucoup de capitaux européens furent engagés aux Etats-Unis dans la construction des chemins de fer et dans de nombreuses entreprises industrielles*. Une foule de valeurs américaines apparut alors sur les marchés européens. Le *premier* résultat a été de diminuer les importations, et c'est *grâce à ces capitaux venus du dehors que le pays arriva à produire à bon compte ce qu'il achetait autrefois en Europe*.

Le *second* fut d'augmenter les exportations et par suite la concurrence. Dans les premiers temps le surplus de l'exportation était entièrement absorbé par les intérêts à payer aux capitaux européens. *Mais le temps a marché, et les exportations sont telles qu'elles sont actuellement une source énorme de bénéfices réalisés aux dépens du vieux monde et par sa propre faute*.

« L'ancien monde lui achète chaque année 5.580 millions
« de marchandises... et sa production de matières premières

« et de denrées alimentaires augmente tous les ans. Actuel-
« lement les Etats-Unis produisent 1/3 du charbon du monde
« entier, la moitié du blé et quatre fois autant de maïs que
« tous les autres pays du monde réunis. Enfin lorsque l'ordre
« sera rétabli à Cuba, *le sucre américain fera baisser les prix*
« *dans le monde entier* » (1).

Le « bureau of foreign commerce » américain a publié dans la « Review of the worlds commerce » un recueil des rapports des consuls américains, précédé d'une introduction de M. Frédéric Emory, chef du bureau du commerce étranger, et, à côté des chiffres reproduits et dont l'éloquence est à méditer, se trouvent l'explication de cet étonnant développement. « Nous avons atteint, dit M. Emory, *une surprenante*
« *suprématie dans l'exportation des produits manufacturés*
« non parce que nous le cherchions, mais parce que, en *dé-*
« *veloppant nos ressources*, en manufacturant pour le marché
« intérieur nous avons atteint une production excellente, et
« comparativement peu coûteuse qui, à notre étonnement
« comme à celui du monde entier a fait soudain de nous un
« formidable compétiteur, peut-être le plus redoutable de
« tous, dans la grande rivalité du commerce » (2).

Et la cause première de tous ces succès, M. Frédéric Emory la trouve « dans l'*accumulation des capitaux* qui permet la
« constitution de ces sociétés puissantes de ces trusts gigan-
« tesques qui arrivent en quelque sorte à monopoliser le
« marché universel des produits qu'ils fabriquent. *Cette accu-*

1. *Monde économique*, Enson.

2. *id.* G. François.

« *mulation des capitaux leur donne non seulement une com-
« plète indépendance financière, mais leur permet d'interve-
« nir sur les marchés financiers de l'ancien continent* » (1).

Les sociétés qui se forment aux Etats-Unis sous le nom de trusts et qui menacent de submerger l'industrie européenne trop divisée *nécessitent sans cesse un appel croissant de capitaux*. Cette accumulation tend à augmenter de plus en plus pour mettre à la disposition d'industries colossales des sommes fabuleuses, *et toutes les entreprises financières américaines s'efforcent d'y attirer les capitaux européens*.

L'Amérique seule ne saurait en effet suffire à les fournir, et le mouvement est si généralisé à l'heure actuelle que tout placement industriel aux Etats-Unis, se trouve n'être qu'un fragment de *trust*.

« Dans les trois premiers mois de 1899 il en avait été fondé
« pour *plus de 8 milliards de francs*, s'appliquant aux industries
« les plus variées : sucre de betterave, laiton, glace, tuyaux
« de conduite, soie, gaz, navigation électrique, distillerie du
« Kentucky, brasserie du Maryland, sel, balances automati-
« ques, fournitures de matériel scolaire, ciments, tramways,
« blanchisserie, lait, autotrucks, pêcheries de Pacifique,
« caoutchouc, sardinerie, papiers, chaussures, vernis... Le
« capital de ces divers trusts est divisé en à peu près $\frac{2}{3}$
« d'actions de préférence, $\frac{1}{3}$ d'actions ordinaires et une
« fraction insignifiante d'obligations. Ces dernières seront
« probablement émises en plus grande quantité dans l'ave-

« nir, lorsque les compagnies dans la période de réaction
« auront besoin de se procurer des capitaux... » (1)

Et les lignes qui suivent nous apprennent quel jeu d'écritures, absolument régulier, permet de faire croire à une prospérité complète de ces entreprises alors même qu'elles ne sont guère florissantes.

« La plupart des actions de préférence étant cumulatives,
« c'est-à-dire ayant droit à un dividende fixe prélevé sur les
« exercices suivants, dans le cas où les bénéfices d'une ou
« plusieurs années n'ont pas suffi à le payer en totalité ou
« en partie, il en résulte que le revenu des actions est beau-
« coup plus aléatoires... » (2).

Il suffit donc de présenter à un public français, qui ignore cette distinction entre *actions de préférence* et *actions propres dites* les dividendes léonins servis aux premières, pour lui faire croire à un placement de premier ordre, alors qu'au contraire les actions de seconde espèce n'ont peut-être rien touché. — *C'est toujours le sens exact des mots qu'il intervient d'interpréter, sans s'en rapporter à leur similitude apparente.*

Chaque jour ces trusts augmentent, chaque mois en voit naître de nouveaux. — Le *Bulletin de l'Office national du Commerce extérieur* du 6 juillet 1901, nous apprend qu'un nouveau trust vient de se former « The Arkansas Valley

1. Raphael-Georges Lévy. — *Le développement industriel aux Etats-Unis.*

2. Raphael-Georges Lévy. — *Le développement industriel aux Etats-Unis.*

Sugar Beet and Irrigation Land Compagnie » au capital de 30 millions.

Ce trust possède 30.000 hectares dans le Colorado qu'il plantera en betteraves à sucre, au milieu desquels il a construit une usine où travailleront 20.000 ouvriers.

Le dernier et le plus célèbre peut-être, car la grève récente qu'il a causée l'a fait connaître du monde entier, le *trust de l'acier* comprend 196 compagnies pouvant fournir 13.180.000 tonnes, et a été constitué au capital de 5 milliards de francs.

*
* *

Que réservent à l'Europe, à la France, ces gigantesques accumulations de force motrice, il est impossible de le prévoir. Mais en présence de l'intensité de ces efforts adverses une énergique défense s'impose. Le devoir de tout Etat est de garder jalousement pour lui même sa propre force motrice, et, en vue des efforts éventuels à fournir, de chercher à la retenir par tous les moyens sur son propre sol, pour l'employer à mettre en valeur avec la dernière âpreté, toutes les ressources capables de le sauver dans cette lutte commerciale. Et tout naturellement la protection des compagnies nationale d'assurances sur la vie dont le rôle est de recueillir et de conserver cette force motrice vient à l'esprit, et avec cette idée de protection, on voit apparaître comme complément indispensable la nécessité de décourager les entreprises étrangères rivales, dont le rôle est précisément de capter cette force motrice nationale pour la mettre au service de ces trusts et d'em-

ployer les capitaux *français* à ruiner l'industrie et le commerce *français*, à avilir le salaire de l'ouvrier *français*.

Ce n'est donc plus seulement l'intérêt même de l'assuré, celui de l'actionnaire des compagnies d'assurances nationales qui se trouve en jeu, c'est l'intérêt du pays tout entier considéré dans ses éléments intimes de richesse et de prospérité. La question est généralisée par la nature même de la matière première que l'industrie des assurances est appelée à travailler. Alors qu'il est admis que toute industrie, toute entreprise, utile à l'Etat, mérite, au nom de l'intérêt général d'être protégée, il se trouve que celle ci, plus que toute autre doit l'être, à raison même des circonstances présentes si difficiles, des graves éventualités futures, et du rôle sans cesse grandissant de *réservoir économique de force motrice* qu'elle est appelée à jouer.

Les faits se chargeront peut-être de prouver la vérité de cette assertion plus rapidement qu'on ne pense. La terrible crise de *surproduction* qui commence à sévir, qui ne pourra qu'être aggravée par les trusts américains, et qui est signalée de toutes parts, en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, fait déjà ressentir ses premiers effets. Des stocks énormes de marchandises demeurent en magasin et subissent une mévente forcée. Un chômage désastreux en résulte, les ouvriers restent sans travail et se tournent vers la révolution sociale, les ateliers se ferment. Non seulement les industriels ne peuvent plus continuer à produire, mais ils sont incapables de *rembourser les avances* que les établissements de crédit leur ont consenties. Et ces établissements de crédit qui ont prêté

trop à la légère la presque totalité de leur stock métallique, de leur puissance d'acquisition immédiate, de leur force motrice, se trouvent l'avoir remplacée dans leur portefeuille par une proportion inquiétante de créances douteuses, irrécouvrables en tout cas à la date fatale de la liquidation ; de là de nombreuses faillites, comme celles qui se multiplient en Allemagne où le mouvement de crédit démesuré a été accentué plus que partout ailleurs et où le portefeuille industriel est colossal.

Les dépôts en banque, effectués en numéraires ont été ainsi compromis par ces banques et dans ce besoin de liquidation universel, d'autant plus marqué que les craintes sont plus justifiées, les créances qui n'ont qu'une *valeur d'attente* ne sont plus acceptées en paiement, mais sont au contraire dépréciées. L'on ne veut plus recevoir que les espèces métal, toujours exigibles en droit, et avec lesquelles aucune surprise n'est possible. De là un besoin général de numéraire qui fait jeter sur les marchés de toutes les bourses internationales un nombre considérable de valeurs, même des plus solides, afin de les réaliser, d'où baisse générale des fonds placés. Le développement industriel colossal de ces dernières années, facilité par des émissions continues de valeurs fiduciaires étant arrêté, la confiance faite à ces titres cesse, maintenant que la prospérité des entreprises dont elles représentent la valeur, n'est plus régulière... La crise, le Krach, les liquidations serrées, suivent toujours ces périodes de confiance excessive, de crédit imprudent. On se livre à une évaluation sévère *en or* de toutes ces valeurs, à un pointage méticuleux de la dé-

précision précise qu'il faut faire subir au cours fiduciaire dont elles ont bénéficié jusqu'alors, et tout se résout en *espèces métalliques*, en *monnaie* dont la valeur seule est immuable et ne trompe pas.

C'est donc notre or qu'il s'agit de préserver, en ce moment surtout. Les banques ont, pour défendre leur encaisse, l'élévation du taux de l'escompte. Les assurances sur la vie sont désarmées, et, si un grand nombre de leurs assurés les quittent pour passer aux compagnies étrangères une quantité d'or correspondante sort de leur caisse pour passer à l'étranger. Les services qu'elles rendent en ce moment même à l'Etat sont des plus caractérisés. Elles possèdent, nous le savons, *un milliard* en valeurs, et ce milliard restera dans leur portefeuille tant que leurs assurés leur seront fidèles, à raison même de la nature de leurs opérations, de l'esprit de leur gestion. Nous sommes en droit de dire qu'à l'heure actuelle, au moment où se poursuit, pour les causes que nous connaissons, cette réalisation générale, où la rente et les meilleures valeurs françaises subissent une baisse qui résulte non d'un manque de confiance en leur solidité, mais du besoin universel de numéraire, la stabilité du portefeuille de ces compagnies et même leurs achats, soutiennent, fort heureusement pour l'Etat, les cours de plus en plus menacés.

Il faut donc les défendre puisqu'elles ne peuvent le faire elles-mêmes, et le rôle de l'Etat apparaît de plus en plus comme devant être des plus actifs dans ce sens, à mesure que son propre intérêt semble plus évident.

On peut différer sur la solution définitive qu'il convient

d'adopter, on ne peut que tomber d'accord sur la nécessité de cette intervention. Nous croyons pour notre part que *l'interdiction de la police accumulation, la détermination annuelle d'un cautionnement intangible, sensiblement égal à la réserve de la totalité des risques en cours, l'interprétation officielle de l'autorisation accordée* et de la *publicité* future à exiger, contribueront puissamment à maintenir en France les capitaux des assurés français en les prévenant des différences de garanties. S'il en était ainsi, cette mesure remplirait le but poursuivi sans grandes difficultés. Les placements étrangers de cette nature ne seraient pas interdits, ils tomberaient en désuétude. Mais si cette mesure ne suffisait pas, il est évident que les exigences de la situation deviendraient telles que, dans l'intérêt supérieur de la nation, il faudrait aviser pour enrayer cet exode irraisonné, imprudent, inhabile, aveugle et presque criminel.

Les mesures proposées sont capables, croyons-nous, d'éclairer la situation sans la trancher brutalement, et de tarir sans conflit une des sources les plus importantes de l'expatriation des capitaux. Si des intérêts particuliers dignes de sollicitude entre tous ne suffisent pas à décider le gouvernement à prendre les mesures nécessitées par une protection énergique des compagnies françaises d'assurances sur la vie, les terribles éventualités prévues pour un avenir peut-être rapproché permettent d'évoquer le spectre brutal des plus menaçantes catastrophes.

CHAPITRE XIII

LE CARACTÈRE NATIONAL ÉTROIT DES COMPAGNIES AMÉRICAINES. — LES
CONSÉQUENCES DE LA FRAPPE LIBRE DE L'ARGENT EN AMÉRIQUE. —
LE CARACTÈRE DE LA CRISE AMÉRICAIN ACTUELLE ET SA RÉPERCUS-
SION SUR LA CONVENTION COMMERCIALE DE 1898.

Les compagnies d'assurances sur la vie étrangères opérant
en France, au 1^{er} janvier 1901, sont .

Compagnie d'assurances générales de Trieste (Autriche);

Baloise (Suisse) ;

British natural Premium Life Association (Angleterre);

Equitable (Etats-Unis) ;

Genevoise (Suisse);

Gresham (Angleterre) ;

Mutual Life (Etats-Unis) ;

Mundus (Danemark) ;

New York (Etats-Unis) ;

Réserve mutuelle (Etats-Unis) ;

Royal (Angleterre) ;

Société générale néerlandaise (Hollande) ;

Société suisse (Suisse) ;

Sun of Canada (Angleterre) ;

Union de Londres (Angleterre).

L'absence presque complète de toute publicité concernant ces compagnies nous a conduit, ainsi qu'on l'a vu, à spécialiser presque toujours les preuves que nous pouvions donner à l'appui de nos raisonnements.

Les deux sociétés américaines que la publicité des comptes rendus fédéraux nous a permis d'étudier ont été les seules dont nous ayons pu connaître la gestion.

Il est vrai que l'étude de leurs méthodes nous a permis de dégager des points d'une importance capitale.

Pour conserver à cette étude une unité que les circonstances lui ont fatalement donnée, il est indispensable de la compléter, à l'égard des compagnies américaines, puisque nous avons été conduits à les prendre dans notre enquête comme le type caractéristique des sociétés étrangères d'assurances sur la vie dont nous nous proposons d'approfondir le régime légal en France afin de dégager les modifications qu'il semblerait nécessaire d'y apporter.

Deux points particuliers les concernant doivent encore être signalés au public français, et ils sont d'une importance telle que l'Etat français doit, lui aussi, leur prêter la plus sérieuse attention et y trouver encore une raison supplémentaire qui justifierait son intervention, s'il en était besoin.

*
* *

Les facilités accordées à une société étrangère sont moti-

vées par ce fait qu'on les considère comme *internationales* ; cette qualification signifie qu'elles s'occupent uniquement des affaires commerciales en vue desquelles elles ont été créées, et tiennent tous leurs créanciers comme égaux en droits, à quelque nation qu'ils appartiennent. Elles restent soigneusement neutres dans tous les conflits et semblent relever en quelque sorte d'une *Croix rouge commerciale*.

Les compagnies d'assurances américaines n'ont pas ce caractère, elles sont *nationales* avant tout.

Sans leur reprocher ce patriotisme trop naturel, nous avons le droit de signaler tout particulièrement cet esprit aux assurés français, et surtout d'attirer leur attention et celle du gouvernement sur les conséquences qui peuvent en résulter.

La preuve est facile à faire et sera plus éloquente que tous les raisonnements.

Le 4 avril 1898, au plus fort de la guerre hispano-américaine, la *New-York* adressait au président des Etats-Unis le télégramme suivant :

A l'honorable William Mac Kinley,

Président de la République des Etats-Unis, à Washington

La Commission des finances de notre compagnie, dans une réunion tenue spécialement ce matin, a adopté les résolutions suivantes :

1^o La Commission approuve cordialement la politique du président des Etats-Unis dans la question cubaine, tout au moins dans la nature de ses manifestations auxquelles le public a été invité.

2^o. Le succès qui vient de couronner les efforts incessants du président pour le soulagement et la protection des reconcentrados cubains, permet à la Commission de nourrir l'espoir que la guerre avec l'Espagne pourra être évitée et qu'une paix honorable sur des bases solides pourra être conclue.

3^o Toutefois, si la guerre devait éclater, la *New-York Life Insurance Company* mettra immédiatement à la disposition des Etats-Unis, à titre de prêt, une somme de *cinquante millions de francs aux conditions qu'il plaira au gouvernement lui-même de faire*.

4^o Le trésorier de la compagnie est autorisé par les présentes et tous pouvoirs lui sont donnés à cet effet de faire le nécessaire pour la mise à exécution de la présente délibération.

EDWARDS v. GIBBS, *trésorier*.

Et la réponse arrivait la même journée :

Washington, le 4 avril 1898.

A Monsieur Édwards v. Gibbs,
Trésorier de la *New-York Life Insurance Company*,
à New-York

Reçu télégramme mettant à la disposition immédiate un prêt de 50 millions si la guerre éclate. Agréez remerciements pour votre offre patriotique.

L. S. GAGE, *secrétaire*.

Il est contraire aux plus élémentaires principes d'équité et

de neutralité que les organes directeurs d'une mutuelle dont tous les assurés, à quelque nation qu'ils appartiennent, ont le droit de réclamer leur part des bénéfices ou peuvent être appelés en garantie des charges, puissent avantager de cette façon les assurés d'un pays quelconque, fût-ce même ceux du pays d'origine de la compagnie.

Et la publication française qui relevait cette extraordinaire mesure la portait à la connaissance du public en ces termes :
« Pour l'édification des Français qui ont cru pouvoir confier
« leurs économies et l'avenir de leurs familles aux compa-
« gnies d'assurances américaines, tandis qu'ils avaient sous la
« main des institutions autrement sérieuses et solides, créées
« avec des capitaux français et dirigées par des personnalités
« dont tout le monde en France connaît la valeur indis-
« table, nous venons ici établir sous leurs yeux, la corres-
« pondance, dont le patriotisme est le prétexte, mais dont
« les frais sont faits avec de l'argent de gens qui ne s'atten-
« daient nullement à concourir de leur poche aux dépenses
« pour une guerre déclarée par les Américains aux Espa-
« gnoles ».

La même compagnie ne se bornait pas du reste à violer directement la neutralité que le caractère international prétendu de ses opérations aurait dû lui imposer. Non contente d'offrir au gouvernement américain l'argent des assurés français anglais, etc., *espagnols*, elle décrétait en même temps une mesure de faveur analogue à celle que le gouvernement prussien a exigé pour ses nationaux, mais autrement marquée. Elle publiait en effet l'annonce suivante : « Tout citoyen des

« Etats-Unis, assuré par une police de la *New-York Life Insurance Company* est absolument libre de prendre part à la guerre. Le montant de la somme assurée sur la vie de celui qui périra au cours des événements sera intégralement payé sans qu'il soit exigé aucune prime supplémentaire ».

Une compagnie qui se montre aussi patriote avec l'argent des assurés des autres pays a donc un caractère étroitement national. Nous n'avons pas le droit de témoigner la même suspicion à toutes les compagnies de ce pays. Mais nous pouvons craindre, que, étant donnés le caractère américain et la faible place que tiennent les affaires françaises dans leur portefeuille, elles ne se décident trop facilement, si les circonstances semblent l'exiger, à sacrifier à leurs propres nationaux les assurés français qui se seraient confiés à elles. Elles ne sont donc pas véritablement *internationales*, au sens général qu'on attache à ce mot. Par suite elles ne peuvent réclamer les facilités qu'on a coutume d'accorder aux sociétés qui méritent ce titre, et le gouvernement doit prendre à leur égard telles mesures que nécessite un particularisme aussi évident.

*
* *

Un autre problème, concernant les compagnies d'assurances sur la vie américaines s'est posé un instant avec une acuité extrême ; sa solution en a été différée, mais elle demeure toujours imprécise, et, devant l'inconnu menaçant de l'avenir, des précautions exceptionnelles s'imposent. Nous voulons parler de la *frappe libre de l'argent* :

« L'or seul, dit M. Raphaël-Georges Lévy, conserve

« aujourd'hui, de par le consentement facile et universel de
« l'humanité civilisée, sa force libératoire. L'argent n'est
« plus, sauf en quelques pays d'importance secondaire,
« librement frappé, c'est-à-dire *transformé en disques moné-*
« *taires d'une valeur certaine et pouvant servir à acquitter une*
« *dette de n'importe quel montant.* Le rapport de 1 à 15 1/2
« fondé en France, ou de 1 à 16 adopté aux Etats-Unis, ou
« tout autre s'en approchant n'est plus qu'un souvenir qui
« paraît lointain, tant il diffère du rapport de 1 à 40 coté à
« l'heure où nous écrivons... Chacun sait désormais qu'un
« lingot d'argent est une marchandise soumise à des hausses
« ou des baisses analogues à celles qui affectent tous les
« objets d'échange et de consommation. *La vertu monétaire*
« *lui a été retirée*, car on ne saurait désigner de ce nom la
« fonction qui lui est réservée, dans la plupart des pays, *de*
« *constituer la monnaie d'appoint*, celle qui sert à régler les
« petites transactions, d'un *montant* à peine supérieur à celui
« de la plus petite pièce du métal libératoire, l'or, ou du
« billet de banque de la plus faible dénomination... » (1).

Le monométallisme or est pourtant loin d'être unanimement accepté aux Etats-Unis. Un parti puissant et nombreux réclame sans cesse la réhabilitation de l'argent et l'élection présidentielle de 1897 s'est faite sur cette question. La lutte des deux candidats, Mac-Kinley défenseur de l'étalon d'or, Briyan champion de la frappe libre de l'argent, *la bataille des étalons* (battle of standard) se termina non sans peine par

1. R. G. Lévy, *La hausse du blé et la baisse du métal argent. 1897.*

la victoire de Mac-Kinley, élu le 3 novembre 1896 par 271 voix contre 176 données à Briyan, minorité importante on le voit, et qui trahissait dans le pays une tendance des plus puissantes. Le parti argentiste prétend remédier, par la frappe libre, à la plupart des maux dont souffre l'Amérique.

« Il promet aux propriétaires des mines de ce métal un « débouché assuré et un *prix invariable* pour leur marchandise ; il fait miroiter aux yeux des agriculteurs *une hausse* « du blé et des autres produits de la terre qu'il prétend « devoir être la conséquence de cette libre frappe... » (1).

Le défaut capital de cette doctrine consiste précisément dans ce fait que l'argent ne possède point, au même titre que l'or, sur les marchés du monde « la *puissance d'acquisition immédiate* » que nous savons être la caractéristique de la monnaie véritable, et que sa valeur varie constamment pour des raisons nombreuses que nous ne pourrions discuter ici sans nous laisser entraîner, hors de notre sujet, dans une digression sur le monométallisme et le bimétallisme. Il nous suffit de signaler simplement l'importance capitale attachée en Amérique à cette question monétaire.

La *loi Sherman*, votée en 1890, obligeait le Trésor américain à acheter chaque mois pour 4.500.000 dollars argent et à payer les lingots de ce métal en *certificats de dépôt, remboursables en or dans ses caisses*. Les résultats avaient été tels que, déjà sous la présidence de M. Cleveland la loi avait dû être suspendue.

L'élection présidentielle mettait de nouveau les deux partis

1. R.-G. Lévy, *A la veille d'une élection présidentielle*.

en présence. Au commencement de juillet 1896, la *Convention Démocratique* de Chicago élisait comme président le sénateur J.-W. Daniel, de l'Etat de Virginie, favorable à l'argent, par 556 voix contre 349 bien que le *Comité national Démocratique* eut proposé son concurrent, le sénateur Hill de l'Etat de New-York favorable à l'étalon d'or. Le sénateur Daniel traduisit les sentiments de la majorité dans des termes dont la violence témoigne bien de l'acharnement des partisans de l'argent :

« Il faut émanciper l'Amérique de la tutelle des rois de
« l'Europe menés par la Grande-Bretagne à l'assaut du *métal*
« *argent*, cette moitié de la monnaie du monde, et empêcher
« ces tyrans de réduire tous les fabricants, marchands, fer-
« miers et ouvriers américains à n'être plus que des scieurs
« de bois ou des porteurs d'eau.

« N'oubliez pas qu'en 1892, vous vous êtes déclarés en
« faveur de l'*usage simultané de l'or et de l'argent comme éta-*
« *lon*, de la *libre frappe des deux métaux*, et que le seul point
« sur lequel vous ne vous êtes pas alors prononcés, était celui
« de fixer les rapports des deux métaux.

« Les hommes qui sont dans les affaires, les manufactu-
« riers, les commerçants, les agriculteurs, nos enfants qui
« peinent dans les comptoirs, dans les usines, dans les
« champs, dans les mines, savent qu'un resserrement de la
« circulation engloutit, avec la force silencieuse et irrésistible
« de la pesanteur les profits annuels de leurs entreprises et
« de leurs paiements. Ils savent aussi qu'*étalon d'or* signifie
« contraction et organisation du désordre.

« Le parti républicain s'est prononcé en faveur de l'étalon d'or britannique. S'il triomphe, nous ne pouvons que nous attendre à de nouveaux spasmes de panique, et à une période de pression indéfinie... ».

Et le programme, la *plateforme* démocratique, rédigé par le parti en vue de l'élection, accentuait encore ces déclarations :

« Nous, démocrates des Etats-Unis, assemblés en convention nationale... reconnaissant que la *question monétaire est aujourd'hui la plus importante de toutes*, nous rappelons que la *Constitution* désigne en même temps l'or et l'argent comme étant les métaux monétaires des Etats-Unis, et que la première loi de frappe, votée par le Congrès après l'établissement de la Constitution, fit du dollar argent l'unité monétaire, et n'admit la libre frappe du dollar d'or qu'à un taux déterminé sur la base du dollar argent.

« Nous déclarons que l'acte de 1873, qui a démonétisé l'argent sans que le peuple américain en ait eu connaissance ni l'ait approuvé, a eu pour résultat le renchérissement de l'or et *comme conséquence une baisse correspondante du prix des marchandises produites par le peuple, un lourd accroissement de la charge des impôts et de toutes les dettes privées et publiques, l'enrichissement de la classe des prêteurs ici et au dehors, la décadence de l'industrie, et l'appauvrissement du peuple.*

« Nous sommes *inaltérablement opposés au monométallisme qui a paralysé la prospérité de toute la communauté industrielle.* Le monométallisme or est une politique an-

« glaise ; en l'adoptant, d'autres nations sont devenues les
« esclaves financières de Londres. Elle n'est pas seulement
« non-américaine, elle est anti-américaine.

« ... *Nous demandons la frappe libre et illimitée de l'ar-*
« *gent et de l'or au rapport actuel de 16 à 1, sans attendre*
« l'aide ni le consentement d'aucune autre nation. Nous
« demandons que le *dollar argent étalon ait pleine force libé-*
« *ratoire à l'égal de l'or, pour toutes dettes publiques et*
« *privées.* Nous sommes partisans d'une législation qui empê-
« che à l'avenir la démonétisation d'aucune monnaie libéra-
« toire par des contrats particuliers... ».

Et le caractère déjà suffisamment combatif de cette proclamation, prenait dans les réunions publiques destinées à décider la masse, les allures démagogiques les plus violentes :

« Toutes ces punaises d'or (goldbugs) s'écriait le sénateur
« Tillmann, de la Caroline du Sud, sont foncièrement hypo-
« crites et menteuses... En 1893, le Congrès a démonétisé
« l'argent et établi l'étalon d'or, grâce aux machineries de
« John Sherman et autres coquins...

« Les trusts et monopoles nous tuent... Et maintenant
« amis, voilà assez longtemps que nos chefs nous vendent, le
« temps est venu de nous insurger... ».

Si nous considérons l'effet immédiat de l'adoption d'une telle mesure, au point de vue des créances et des dettes, la répercussion se résout ainsi :

Toute dette, chiffrée en dollars, serait dès l'adoption de la frappe libre, *payable en dollars argent*, sans que le créancier

ait le droit de refuser cette monnaie qui aurait dès *lors cours libératoire forcé*.

Sans préjuger de la « valeur d'acquisition immédiate » que pourraient posséder en Amérique ces dollars argent, nous sommes certains *qu'ils n'auraient pas cours en France*. Un assuré français, qui aurait par exemple contracté à une compagnie américaine l'assurance mixte dont nous avons déjà parlé et qui aurait versé 20 primes de 901 fr. soit 18.020 fr. *en or*, recevra 17.000 fr. *en dollars argent*, c'est-à-dire en pièces de 5 fr. identiques aux pièces de même valeur nominale, chiliennes, péruviennes, espagnoles, et nous comprenons immédiatement quelle « valeur d'acquisition immédiate » posséderait en France le capital ainsi obtenu, en vertu du contrat souscrit et des sacrifices si longtemps consentis. Ces 17.000 fr., portés chez un changeur pour être convertis en monnaie française, donneraient à l'assuré français environ 10.000 fr.

On pourrait croire qu'il serait facile de remédier par avance à cette banqueroute partielle en stipulant dans les contrats, des paiements *en or*. Mais il ne suffit pas de posséder une stipulation dûment signée, pour s'endormir dans une sécurité trompeuse. Cette garantie ne pourrait être que nominale, cet engagement ne serait que fictif. L'intention ferme de la compagnie, sa volonté absolue de le remplir ne sont pas assez, il faut encore qu'elle puisse le réaliser. Et l'expression de ces craintes ne doit pas être considérée comme une pure supposition, mais bien comme la constatation même d'un fait. Le 22 août 1896, le journal le *Temps* publiait une lettre de New-

York, dans laquelle son correspondant, après avoir envisagé la lutte des deux étalons ajoutait ; « Et ici se pose la question
« de savoir *comment seront remplis les engagements de ceux*
« *qui, aux termes de leurs contrats auront à effectuer des*
« *paiements en or. Les compagnies d'assurances américaines*
« *sur la vie se sont déjà émues de ce problème, et le président*
« *de la compagnie la New-York a adressé aux porteurs de*
« *ses polices une circulaire dans laquelle il déclare que si le*
« *programme de Chicago est mis à exécution, les compagnies*
« *d'assurances ne pourront pas, même si elles le veulent, opé-*
« *rer leurs paiements en or...*

« Que diront leurs clients, si on les paie en dollars argent
« valant 53 cents au lieu de 100 ? Poser ainsi la question,
« c'est la résoudre. Il y a lieu de penser que l'avertissement
« donné par le président de la *New-York*, ramènera bon
« nombre d'électeurs à la cause du *Sound money* ».

Il serait intéressant de savoir si les assurés autres que les assurés américains ont reçu cette circulaire. Il est permis de croire qu'elle a été simplement envoyée aux nationaux, afin d'éclairer leur religion et décider leur vote. Mais si les assurés français, par exemple, n'en ont pas eu connaissance, sans le reprocher le moins du monde à la *New-York* qui à la vérité n'était pas obligée en droit strict de leur faire connaître cette éventualité menaçante, on peut dire du moins qu'elle a ainsi affirmé une fois de plus son caractère exclusivement national.

Et, si l'on en croit un de nos économistes les plus éminents, la *New-York* n'aurait pas été la seule à jeter un cri d'alarme.

« Les grandes compagnies d'assurances sur la vie, tout en
« reconnaissant loyalement que leurs engagements vis-à-vis
« de leurs assurés ont été contractés en or, déclarèrent qu'elles
« ne se croient pas en mesure de les acquitter dans cette mon-
« naie, si la législation argentiste était votée. Et cependant,
« parmi leurs dix millions d'assurés, que de veuves et d'or-
« phelins intéressants à qui un changement de législation
« monétaire causerait ainsi le plus grave préjudice..... » (1).

La crise fut évitée. Mac-Kinley élu par 277 voix contre 176 accordées à Briyan affirma le triomphe de la *Saine monnaie* (Sound monney).

Le 14 mai 1900 parut la loi qui constituait l'*Etalon d'or*. La Chambre l'avait votée par 190 voix contre 140 en décembre 1899.

Le 5 novembre 1900, la nation américaine approuvait de nouveau la politique du président en votant sa réélection par 292 voix contre 155 accordées à Briyan.

Malgré ces deux succès, les craintes les plus légitimes s'imposent toujours. La minorité argentiste est des plus importantes et constitue un parti véritable. Ses arguments, on a pu en juger, sont de ceux qui frappent la masse, car ils s'adressent à ses passions plutôt qu'à son raisonnement et proposent non pas des réformes compliquées, mais un remède dont la simplicité même est des plus tentantes. Les éléments habituels qui dirigent la psychologie des foules se retrouvent dans ce parti. Les chefs occupent d'importantes situations et

1. R. G. Lévy, *Evolution monétaire*.

jouissent par suite du *prestige* qui agit sur les masses ; l'*affirmation* qui ébranle et entraîne, se retrouve dans tous leurs discours ; la *répétition* continue, qui étourdit et ne permet plus la réflexion à l'esprit obsédé fait retentir de ses échos les tribunes, les meetings, les journaux ; la *contagion* qui en résulte, envahit une foule désormais sans volonté..

Et la situation actuelle n'est pas faite pour calmer et rasséner les esprits. La mégalomanie croissante, les trusts sans cesse multipliés, la surproduction déjà très considérable (comme nous allons le voir) causent un malaise qui toujours augmente, et qui, succédant à une période d'essor et de prospérité relative, décideront plus facilement peut-être la masse imprudente et aigrie, amenée désormais à l'état de réceptivité rêvée, à rechercher dans cette prétendue panacée le remède de tous ses maux.

Quoi qu'il en soit, il nous suffit de constater que l'*exécution des contrats souscrits par les compagnies américaines est à la merci des hasards d'une élection présidentielle*. Le parti de l'or a perdu par la mort tragique de Mac-Kinley son représentant le plus éminent, celui dont les qualités personnelles et la haute valeur pouvaient l'emporter le plus facilement. Que réserve la prochaine réélection, l'avenir nous l'apprendra. Mais une telle éventualité dont le danger se représente tous les quatre ans est de nature à inspirer les craintes les plus sérieuses.

La question ne peut être résolue par la stipulation d'avantages particuliers, de promesses formelles obtenues par voie gouvernementale : contre de tels cataclysmes, les pouvoirs

publics sont impuissants. La seule solution qui s'impose à l'esprit est de maintenir *cet or*, cette *force motrice appartenant à la filiale française, sur la terre de France*. Cette précaution préventive d'un *cautionnement égal aux réserves, annuellement déterminé*, est préférable à toutes les mesures de suspicion, à toutes les stipulations les plus précises qui mettraient entre les mains des assurés un *engagement purement nominal* dont on ne pourrait poursuivre la réalisation.

Nous trouvons donc dans la considération de points caractéristiques propres à la législation et aux courants qui agitent les Etats-Unis, une raison nouvelle de prévenir les suites possibles en appropriant les mesures gouvernementales aux menaces d'une situation qu'il est indispensable d'envisager.

*
* *

« La loi de 1857, dit M. Lyon-Caen, n'a pas subordonné la reconnaissance de l'existence légale des sociétés étrangères « en France à la loi de la réciprocité... *Il faut que le gouvernement français juge utile d'accorder cette faveur aux sociétés étrangères en retour d'avantages d'une autre espèce, notamment d'avantages concernant les droits de douane...* » (1).

L'inaction actuelle du gouvernement, son indifférence apparente et qui contraste avec les recherches et les efforts des dernières années, serait, si l'on en croit certains bruits, motivés précisément par ce fait qu'un accord tacite entervenu entre la

1. Lyon Caen, *Traité de droit commercial*.

France et les Etats-Unis, assure en France, aux compagnies d'assurances sur la vie américaines, la plus large tolérance, *en échange de certains avantages douaniers accordés par une convention commerciale conclue en 1898.*

S'il en est ainsi, il n'y a aucune critique à adresser à cet égard au gouvernement, qui n'a fait qu'agir dans la plénitude de ses droits, et se trouve avoir simplement appliqué la règle si bien formulée par M. Lyon-Caen, parfaitement justifiée du reste par les exigences économiques et commerciales. Mais, s'il y a eu exercice régulier et normal d'un droit, il reste à voir si la balance des avantages et des inconvénients a été mûrement considérée, et si son équilibre qui reste la raison et la cause de cette politique n'est pas rompu à notre détriment ; en d'autres termes, si nous n'avons pas fait un marché de dupe.

Si l'industrie des assurances a été sacrifiée aux intérêts d'autres industries françaises, il y aurait déjà un déni de justice et une erreur économique des plus graves, car nous pouvons nous appuyer désormais sur cette vérité surabondamment prouvée : entre toutes les industries, l'assurance sur la vie, à raison de l'intérêt spécial que méritent les assurés, de la conformité d'intérêts qu'elle présente avec l'Etat, de l'appui direct qu'elle lui fournit, et de la nature même de la matière qu'elle est appelée à travailler, bien loin de pouvoir être sacrifiée à une autre industrie, mérite au contraire un traitement de faveur. Mais, en laissant même de côté cette considération, et en nous plaçant simplement au point de vue des concessions de toute nature que les Américains ont pu nous faire en 1898, nous affirmons, *qu'en l'état actuel des affaires, ces concessions sont absolument insuffisantes.*

Les Etats-Unis se trouvaient, il y a 30 ans, occuper encore dans la classification des Etats, la place dévolue aux « pays « neufs à population croissante, ayant des ressources agricoles et industrielles » (1). Il était donc tout naturel de les voir adopter, pour constituer la *matière normale* de List et augmenter de plus en plus une complexité essentielle à leur grandeur, le système de droits protecteurs, à l'abri desquels les jeunes industries productives pouvaient se créer et atteindre bien vite un complet développement.

Pour favoriser cet état dynamique, le *tarif Mac Kinley* opposait en 1890 à l'importation de certains produits européens une barrière composée de droits s'élevant à 49 0/0 *ad valorem*. « Comme les Etats-Unis n'avaient pas besoin de recettes douanières, on les concentrait seulement sur certaines industries qu'on voulait protéger » (2).

En 1893 une détente se produit, le *tarif Wilson* voté sous l'influence du président Cleveland réduit ces droits à 39 0/0.

Mais en 1897 un nouveau mouvement de protection étroite s'affirme. Un nouveau tarif voté par la Chambre par 205 voix contre 121, par le Sénat, par 38 voix contre 28, est promulgué le 24 juillet par le président Mac Kinley. C'est le *tarif Dingley* qui élève ces droits à 57 0/0 et dans certains cas à 120 0/0.

Derrière cette barrière ainsi relevée, les *forces productives* des Etats-Unis aiguillonnées par l'esprit d'initiative, actionnées par la *force motrice monnaie* sans cesse réunies par les banques, se relevèrent à un tel point que bientôt la *surproduction*

1. Cauwès. Cours d'économie politique.

2. Cauwès. Cours d'économie politique.

apparut. Le président Mac Kinley, personnellement convaincu de la nécessité des trusts, désireux de leur assurer des débouchés, certain que les industries grandies derrière ces tarifs étaient assez puissantes désormais pour dominer les marchés se montra disposé à accorder aux nations européennes des abaissements de tarifs sur certains points. Il comptait obtenir en échange de ces concessions des avantages pour les industries en pleine marche et pour lesquelles le marché extérieur devenait dès lors une nécessité vitale. Ainsi avaient lutté déjà pour le libre-échange les manufacturiers anglais dont l'industrie parvenue à un complet développement derrière les tarifs protecteurs des siècles précédents, avait atteint vers 1840 un rendement tel qu'elle menaçait de succomber à la pléthore de ses produits, si un écoulement sur le continent ne leur était assuré.

Ainsi va s'ouvrir devant le Reichstag allemand, entre les industriels et les agrariens, une lutte motivée par l'hypertrophie de l'industrie allemande, et par son besoin impérieux d'amener la nation à un abaissement de tarifs en échange duquel elle pourra obtenir des autres pays les débouchés qui lui sont indispensables.

Le résultat fatal de ce développement brusque, fut la conclusion par le président Mac Kinley d'une *convention avec la France, signée en mai 1898 et de dix traités analogues* passés avec la plupart des Etats américains. Dans ces traités, et en particulier dans la convention franco-américaine, si certains avantages nous étaient accordés, ce n'était pas, bien entendu, sans concessions de notre part au moins équivalentes.

Il est à craindre que la question des compagnies d'assurances sur la vie américaines, mal connue, mal approfondie, n'ait été alors résolue par une promesse de statu quo absolue. Si le maintien de la situation anormale et assez mal définie, créé par la loi de 1857, s'excusait à la rigueur en 1898, il n'en est plus de même aujourd'hui, après les déterminations prises par les gouvernements suisses et prussiens. Ces deux décisions, émanées de deux nations différentes, créent un éclatant précédent qui éclaire les autres gouvernements, leur indique la route à suivre, excuse et justifie toute mesure analogue qui se trouve *désormais conforme à la jurisprudence internationale.*

Le premier symptôme du malaise éprouvé par l'industrie américaine, qui avait décidé le président Mac Kinley a atténuer désormais la sévérité de son programme et à concéder des abaissements de ces tarifs pour le relèvement desquels il avait été élu, n'a pas été ressenti ni surtout compris par son propre parti. Aussi la politique des traités nouveaux subit-elle une résistance acharnée... « Une grande partie de son « parti refuse de l'y suivre. Le Home Market Club (cercle « du marché national) de Boston, s'indigne des clauses de la « convention commerciale entre la France et les Etats-Unis, « et la plupart des sénateurs des Etats industriels du nord- « est ont pris la tête de l'opposition faite par le Sénat aux « divers traités. *Mais les délais pour la ratification de* « *ceux-ci ont été prorogés, ils ont été de nouveau soumis au* « *Sénat*, et il semble vraisemblable que si l'orthodoxie protectionniste parvient encore cette fois à les faire rejeter, ce

« ne sera que pour subir dans un avenir peu éloigné de
« profondes brèches dans les murailles du tarif... » (1).

La convention franco-américaine de 1898 n'est donc pas encore à l'heure actuelle ratifiée par le Sénat des Etats-Unis. Il nous est par suite toujours facile d'apporter des modifications, sinon à la convention elle-même, du moins aux conditions générales accessoires qui peuvent être sous-entendues. Les causes qui avaient décidé en 1898 le président Mac Kinley à s'efforcer de changer l'orientation de son parti n'ont fait que s'accroître, *et mettent de plus en plus la nation américaine dans l'obligation d'obtenir de nous, à tout prix, ces avantages que nous leur avons consentis.*

En mars 1901, à l'inauguration de sa seconde période présidentielle, Mac Kinley proclamait cette nécessité.

« Nos productions de plus en plus diversifiées s'accroissent
« dans des proportions qui nous montrent la nécessité d'élar-
« gir davantage encore nos marchés extérieurs en étendant
« nos relations commerciales ».

Il ajoutait le 1^{er} mai 1901 :

« C'est à vous, comme à moi, de voir à ce que les États-Unis
« adoptent une ligne de conduite qui ouvre, dans toutes les
« parties du monde, les marchés les plus larges aux produits
« du sol américain et des manufactures américaines. Nous
« sommes maintenant en état d'approvisionner nos propres
» marchés... *Nous avons atteint cet état de développement*
« industriel où, par assurer la vente de notre excédent de pro-

1. *Economiste Français*. — Pierre Leroy Beaulieu, 13 juillet 1901.

« *duits, il nous faut ouvrir à cet excédent de nouvelles voies. Je*
« *suis sûr qu'à ce sujet il n'y aura aucune division dans notre*
« *pays, ni au nord, ni au sud* »...

Le 5 septembre 1901 enfin, il prononçait à l'exposition de Buffalo les paroles suprêmes qui devaient rester son testament politique.

« ... Notre puissance de production a pris un si énorme
« développement et nos produits se sont multipliés à un tel
« point que le problème de nouveaux marchés réclame une
« attention pressante immédiate. Seule, une politique large
« et éclairée peut conserver ce que nous avons acquis. Par
« des arrangements commerciaux intelligents, qui n'arrête-
« ront pas notre production, *nous trouverons de nouveaux*
« *débouchés pour notre excédent toujours croissant.*

« Nous ne devons pas nous reposer dans cette sécurité
« imaginaire que nous pourrons toujours tout vendre et n'a-
« cheter que peu ou rien. Nous devrions prendre à nos clients
« tous ceux de leurs produits que nous pouvons employer
« sans nuire à notre propre industrie et à notre main d'œuvre.
« *La réciprocité est la conséquence naturelle de notre prodi-*
« *gieux développement commercial.* L'excédent de production
« que nous ne pouvons consommer à l'intérieur, nous de-
« vrions l'envoyer à l'étranger.

« La période de l'exclusivisme est passée. *L'expansion de*
« *notre commerce est un problème pressant.* Les guerres
« commerciales sont sans profit. Les traités de réciprocité sont
« en harmonie avec l'esprit des temps et non des mesures de
« représailles. S'il en est parmi nos tarifs qui ne soient plus

« nécessaires au trésor ou à l'encouragement et à la protection de notre industrie, pourquoi ne les emploierions nous pas à étendre et à développer nos marchés à l'intérieur ?.. »

Il suffit de se reporter aux statistiques pour s'expliquer la nécessité de cette capitulation de principes, de cette orientation nouvelle et pour en déduire la dépendance réelle dans laquelle se trouvent désormais les Etats-Unis à l'égard des nations européennes.

Si nous prenons les chiffres fournis par M. Austin, chef du bureau des statistiques de Washington, nous trouvons que les importations d'Amérique en Europe sont autrement importantes que les importations d'Europe en Amérique.

Les *excédents* ainsi révélés en faveur de l'Amérique sont :

En 1897.....	350 millions de dollars.
En 1898.....	620 millions de dollars.
En 1899.....	470 millions.
En 1900.....	675 millions, soit 3 milliards 375.000.000.

En 1900 en effet, les importations d'Europe en Amérique ont été seulement de 441 millions de dollars, alors que les importations d'Amérique en Europe ont été de 1 milliard 116 millions de dollars soit 5 milliards 780 millions.

C'est donc à l'heure actuelle les Etats-Unis qui ont besoin de l'Europe, c'est eux qui doivent baisser pavillon, faire d'importantes concessions, s'ils veulent obtenir des débouchés sans lesquels ils ne sauraient vivre désormais.

Si nous considérons en particulier la situation respective de la France et des Etats-Unis, les mêmes conclusions s'imposent. *Le tableau général du commerce et de la navigation.*

public en 1900 par la *Direction générale des douanes*, nous donne depuis 1894 les chiffres respectifs des importations et des exportations relatives au commerce spécial de la France avec les Etats-Unis.

En millions de francs

	Importations d'Amérique en France —	Exportations de France en Amérique —
1894.....	327,0	185,8
1895.....	283,2	288,7
1896.....	313,8	224,7
1897.....	437,5	242,2
1898.....	623,4	209,7
1899.....	427,3	255,4

L'opposition faite momentanément par le Sénat américain à la convention franco-américaine de 1898 ne doit donc pas nous faire illusion sur les situations respectives. Ce n'est pas à nous de craindre une non acceptation des abaissements de tarifs réclamés pour nos marchandises.

L'Amérique, au contraire, doit voir grandir la menace de la dénonciation de cette convention qui ne se trouve plus présenter désormais pour nous des avantages équivalents à ceux que nous accordons. *La situation est donc renversée depuis 1898.* La crise de surproduction dont souffrent les Etats-Unis ne fera en effet que croître et s'aggraver sous l'influence des trusts multiples qui se fondent chaque jour.

Aucune considération ne doit donc arrêter l'Etat français dans ses mesures de réglementation à l'égard des compagnies d'assurances sur la vie américaines, et, *s'il envisage le*

sort futur de cette convention de 1898 non encore ratifiée, il doit ne le faire que pour rechercher déjà quels avantages nouveaux il pourrait y faire ajouter à ceux désormais insuffisants et que les Américains avaient déjà consentis en 1898.

Tel est le rôle véritable d'un gouvernement conscient des mouvements d'opinion, soucieux de l'évolution économique, attentif à saisir les événements au fur et à mesure de leur apparition, habile à les interpréter et à les utiliser au mieux des intérêts du pays dont il doit sauvegarder la prospérité. La grandeur d'une nation résulte en grande partie de ce souci d'information universelle, de cet opportunisme raisonné de ceux qui la gouvernent,

CHAPITRE XIV

MESURES PROPOSÉES (PAR VOIE GOUVERNEMENTALE). — ELLES ONT ÉTÉ ADOPTÉES DÉJÀ PRESQUE INTÉGRALEMENT PAR LE LÉGISLATEUR FRANÇAIS (LOI DU 9 AVRIL 1898). — EN DROIT INTERNATIONAL, LEUR LÉGITIMITÉ A ÉTÉ RECONNUE PAR LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE 1900. — PRINCIPES GÉNÉRAUX QUI ONT DOMINÉ CETTE THÈSE ET MÉTHODE SUIVIE.

« Si l'on s'élève au-dessus des préoccupations industriel-
« les, *pour s'inspirer uniquement de l'intérêt public*, dit
« M. Cheysson dans son remarquable rapport présenté le
« 28 mars 1894 au Congrès des sociétés savantes à la Sor-
« bonne, au nom de l'Institut des actuaires français, *il est*
« *certain que cette différence de régime entre les sociétés fran-*
« *çaises et les sociétés étrangères ne peut pas se soutenir.*
« Nous n'aurons pas le mauvais goût d'établir ici un classe-
« ment quelconque entre les compagnies suivant leur natio-
« nalité, mais il nous sera permis du moins *d'affirmer que*
« *nos compagnies françaises ont tout à gagner à la lumière*
« *et que leur véritable intérêt est d'en réclamer le plus pos-*
« *sible.* D'autre part, personne ne saurait, ce nous semble,

« refuser d'admettre que si certaines garanties sont exigées
« des compagnies françaises, dans l'intérêt des assurés, *des*
« *garanties au moins égales doivent être imposées aux com-*
« *pagnies étrangères qui ont leur siège* en dehors de notre
« pays, drainent nos capitaux, et rendraient, en cas de sinis-
« tre, le recours des assurés plus difficile que vis-à-vis des
« compagnies nationales... ».

On a pu voir, qu'au cours de cette étude, nous nous sommes inspirés uniquement de ces *considérations d'intérêt public*, et que nous avons soigneusement suivi ces directives. Si nous n'adoptons pas identiquement les mêmes solutions, nous nous réclamons pourtant des mêmes principes.

*
* *

Comme M. Cheysson, comme l'Institut des actuaires dont il était l'interprète et qui ne pouvait déléguer cet honneur à une compétence plus éminente, nous avons déclaré et démontré « que les compagnies françaises ont tout à gagner à
« la lumière et que leur intérêt est d'en réclamer le plus pos-
« sible ». Nous demandons en conséquence qu'une *publicité*
identique à celle imposée aux compagnies d'assurances sur la
vie françaises dont le modèle a été arrêté par l'Institut des actuaires en 1893 et rendu obligatoire par le ministre du Commerce en 1894, soit *imposé* ou *demandé* aux compagnies étrangères.

1° Si le gouvernement, pour des considérations diplomatiques croit devoir se borner à la *demande*, et *s'il ne l'obtient*

pas, il avertira officiellement les assurés français que la compagnie étrangère en question *a refusé de donner ces renseignements*, en même temps qu'il précisera les raisons qui motivaient sa demande de publicité et les inconvénients qui peuvent résulter de l'obscurité ainsi persistante. Une note de ce genre, clairement et fermement rédigée par le Conseil d'Etat mettra la responsabilité du gouvernement à couvert, et son effet moral sera tel, sur des assurés désormais prévenus, que bien peu seront assez imprudents pour se lancer tête baissée dans une entreprise dont on leur aura fait ainsi envisager l'aléa.

2° Si ces renseignements sont fournis par la compagnie étrangère, le gouvernement avertira les assurés français qu'il les leur *donne sous toutes réserves, à titre de pure indication, sans les leur garantir*. Cette note devra être rédigée de telle façon qu'il sera bien entendu que ces réserves concernent les détails relatifs à la publicité des sociétés étrangères, *et à eux seuls*. Ils seront alors fixés sur la confiance respective qu'ils peuvent accorder à *ces deux publicités* dont la valeur exacte sera ainsi précisée.

*
* *

Les deux significations absolument différentes du mot *autorisation* seront soigneusement déterminées par un *règlement interprétatif* rédigé par le Conseil d'Etat et qui fera ressortir la *forme et l'étendue des garanties* que le gouvernement obtient ainsi des compagnies françaises. La *forme et l'étendue des garanties correspondantes* de l'autorisation de la

loi de 1857 seront *comparées et délimitées* pour en fixer le sens exact et éviter toute erreur dans l'esprit des assurés français.

*
* *

Tout contrat *avec accumulation de bénéfices*, dans lequel le principe de la spécialité des *comptes ne sera pas respecté*, sera *interdit* comme contraire à l'art. 3 du Code civil, aux principes généraux du droit français, et par suite à l'art. 2 de la loi de 1857.

*
* *

La publicité réclamée de la compagnie d'assurances sur la vie étrangère sera double :

1° *Publicité générale* éclairant la gestion de la compagnie toute entière à raison de l'intérêt que les assurés français sont en droit d'attacher à la connaissance de sa marche et de sa prospérité ;

2° *Publicité particulière à la filiale française*, qui permettra au gouvernement de contrôler la sécurité des contrats français, et d'apprécier si les réserves qui les garantissent sont évaluées suivant des règles mathématiques suffisantes.

*
* *

Cette publicité sera complétée par le *dépôt d'un cautionnement, constitué en valeurs françaises, révisé annuellement* et arrêté par le gouvernement au chiffre approximatif des *réserves correspondant aux contrats français en cours*. Les réserves

ves ne seront plus dès lors suffisantes, *seulement sur les livres*, ce qui ne donnerait qu'une garantie purement illusoire. Ce dépôt aura l'avantage de constituer un *gage effectif* imposé à des débiteurs en l'honorabilité desquels on peut avoir parfaitement confiance, mais contre lesquels aucun recours n'est possible en cas de catastrophe. En outre, il maintiendra en France *ces capitaux*, cette *force motrice* dont nous avons démontré l'utilité *présente et future*, si indispensables au développement des forces productives, au crédit de l'Etat, à la prospérité de la nation.

*
* *

La censure la plus sévère sera exercée sur les documents de toute espèce, polices, imprimés, prospectus, rédigés par les compagnies étrangères et qui devront être communiqués tous, sans exception, au gouvernement. Nous savons combien cette mesure est nécessaire, et l'exemple de la Suisse et de la Prusse nous montre comment les inconvénients d'une liberté qui peut facilement tourner à la licence peuvent être arrêtés à l'origine même du mal.

*
* *

L'ensemble de ces prescriptions une fois arrêté, il sera *demandé* aux compagnies étrangères de s'y conformer. *La liste de celles qui s'y refuseront sera établie et publiée par le gouvernement*, et une note explicative du Conseil d'Etat, mettra les assurés en garde et les avertira que l'Etat décline formellement toute responsabilité à leur égard.

Les renseignements fournis par celles qui accepteront ce régime de la lumière, qui repose sur l'exercice le plus modéré qu'on puisse concevoir du droit de souveraineté, seront publiés par l'Etat, *avec garantie des renseignements relatifs à la filiale française* (garantie subordonnée on le comprend au dépôt d'un cautionnement égal à la réserve des contrats). Ceux qui se rapportent au contraire à la gestion générale de la compagnie, *ne seront pas garantis*.

*
* *

Ainsi que le constatait M. Cheysson « la situation actuelle « n'est pas défendable ; on ne peut faire coexister dans la « même industrie *deux principes antagonistes* : la réglementation pour les sociétés françaises, la liberté absolue pour les « sociétés étrangères ». Le système que nous proposons ramène donc, sans la moindre vexation, les compagnies étrangères au régime adopté pour les compagnies françaises. Il leur est *demandé* et non pas *imposé* de s'y conformer. L'Etat se charge, ainsi qu'il le doit, de *publier et surtout d'interpréter* les renseignements de toute espèce qui concernent les unes et les autres. Il supplée ainsi à *l'ignorance économique forcée* de ses nationaux que son rôle même est d'éclairer, précise nettement le genre de garanties que chacune de ces compagnies présente, en détermine les limites exactes. Par le *cautionnement*, annuellement remis à jour, il prévient d'avance toute crainte de voir cette garantie disparaître hors de portée. au-delà des mers, dans le cas possible d'une liquidation difficile.

Les étrangers sont soumis en France d'une façon courante à ce gage préalable, à cette *caution judicatum solvi*, et il n'est jamais venu à l'idée de personne *de considérer cette mesure comme vexatoire*. Il en serait de même du dépôt de ce cautionnement, bien plus justifié encore à raison de l'importance toute particulière présentée par les intérêts auxquels il servirait de gage.

*
* *

Nous avons vu que la Suisse et la Prusse ont déjà pris l'avance pour l'application des mesures que nous préconisons à l'égard des sociétés étrangères d'assurances sur la vie. La France, à son tour, a formellement admis, dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, l'adoption du principe de l'égalité de traitement, en ce qui concerne les sociétés d'assurances sur les accidents, qu'elles soient *françaises ou étrangères*.

L'article 27 de cette loi est ainsi conçu :

« Les compagnies d'assurances mutuelles ou à prime fixe
« contre les accidents, *françaises ou étrangères* sont sou-
« mises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes
« à constituer *des réserves ou cautionnements*, dans les con-
« ditions déterminées par un règlement d'administration
« publique. Le montant des réserves ou cautionnements sera
« affecté par *privilège* au paiement des pensions et indem-
« nités ».

Le 28 février 1899 le conseil d'Etat rendait le règlement d'administration publique prévu par l'article 27.

L'article 1 porte que *toutes* les sociétés d'assurances accidents sont soumises aux prescriptions de ce règlement

L'article 2 relatif à la fixation du cautionnement qui doit s'ajouter aux réserves mathématiques annonce que les sociétés anonymes d'assurances accidents *françaises ou étrangères* y sont soumises.

Les articles 3, 4 et 5 traitent des sûretés prises pour faire de ce *cautionnement un gage effectif*.

L'article 7 prescrit l'*obligation d'une réserve minima*, dont le chiffre sera fixé par le gouvernement.

L'article 8 indique le genre des valeurs qui devront constituer cette réserve. *Toutes ces valeurs se trouvent de fait obligatoirement françaises.*

L'article 10 crée la *filiale française*.

« Les sociétés.. *qui assurent concurremment un risque analogue dans d'autres pays étrangers*, doivent établir, pour
« *les opérations se rattachant à ce risque en France, une gestion et une complicité absolument distinctes...* »

L'article 11 organise la *publicité*, et la *pasteurisation*.

« *Toutes les sociétés doivent communiquer immédiatement au ministre du commerce 10 exemplaires de tous les règlements, tarifs, polices, contrats et imprimés, distribués ou utilisés par elles* ».

L'article 12 fixe la *forme de la publicité*.

« Les sociétés doivent produire au ministre du commerce aux dates fixées par lui :

« 1^o *Le compte rendu détaillé annuel de leurs opérations avec des tableaux financiers et statistiques dans les condi-*

« tions déterminées par arrêté ministériel. Ce compte rendu
« doit être délivré par les sociétés intéressées à toute per-
« sonne qui en fait la demande, moyennant paiement d'une
« somme qui ne peut excéder 1 fr.

« 2^o L'état des salaires assurés et l'état des rentes et indem-
« nités correspondant aux risques spécifiés à l'art. 1^{er}, ainsi
« que tous autres états ou documents manuscrits que le mi-
« nistre juge nécessaires à l'exercice du contrôle ».

D'autres articles créent un corps spécial de *contrôleurs* et un *comité consultatif*. Les *sociétés étrangères* sont soumises bien entendu aux investigations de ces contrôleurs et aux décisions du conseil consultatif.

Rappelons en passant que nous faisons toutes réserves sur cette double création, et sur son opportunité, relativement aux sociétés françaises. Elle se trouve avoir, certes, son utilité, mais présente aussi des inconvénients que nous avons signalés déjà.

En ce qui concerne son efficacité à l'égard des compagnies étrangères, nous savons également qu'elle est matériellement des plus restreinte. Mais, en revanche, constatons que l'*intention du gouvernement*, pour être réalisée par des procédés d'application un peu différents de ceux que nous proposons, *n'en est pas moins des plus formelles*.

Article 18 : « Chaque année, avant le 1^{er} décembre, le
« ministre du commerce *arrête*, après avis du Comité con-
« sultatif et *publie* au *Journal officiel* la *liste des sociétés*
« *mutuelles* ou à primes fixes, *françaises ou étrangères*, qui
« fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26

« et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le présent décret ».

Il est clair que l'exclusion des autres compagnies étrangères en résulte, soit *légalement*, soit, ce qui est plus essentiel, *effectivement*, car les assurés français se garderont bien dès lors de se confier à celles dont les sûretés ne leur seront pas garanties.

L'article 19 indique que *mention du versement du cautionnement sera publiée à l'Officiel*.

L'article 20 est ainsi conçu : « *Les sociétés étrangères doivent accréditer auprès du ministre du commerce et de la Caisse des dépôts et consignations un agent spécialement préposé à la direction de toutes les opérations faites en France par les assurances visées à l'article 1^{er}.* »

« Cet agent représente seul la société auprès de l'administration *Il doit être domicilié en France.* »

Le 29 mars 1899, le ministre du commerce arrêta la fixation du *cautionnement*.

I. Pour les *compagnies françaises* :

1^o 400.000 francs la première année ;

2^o Les *années ultérieures*, une somme qui ne peut descendre au-dessous de 400.000 francs ni dépasser deux millions et qui doit être égale à 2 0/0 *des salaires ayant servi de bases aux assurances pendant la dernière année*.

Le cautionnement n'est pas, il est vrai, absolument égal aux réserves, à la dette de la compagnie envers les assurés français, mais il s'en rapproche du moins, et la *révision annuelle* permet de *proportionner* ce cautionnement au chiffre des contrats en cours.

II. — Pour les *compagnies étrangères* :

Le *cautionnement révisé annuellement* leur est également imposé, mais :

1^o Le minimum est porté à 600.000 francs ;

2^o Le maximum monte jusqu'à 3 millions.

On voit donc apparaître l'adoption officielle du principe suivant :

Des sociétés d'assurances étrangères sont soumises à des prescriptions plus sévères que celles imposées aux sociétés françaises de même nature.

Nous n'en demandons pas tant. Plus modeste, nous réclamons simplement l'égalité. Nous faisons nos réserves sur divers points de détail ; nous croyons que la tâche des commissaires contrôleurs, dans l'intérêt commercial des compagnies françaises, doit être accidentel et non continu ; nous pensons que le ministre sera désarmé souvent, et que les prescriptions imposées aux compagnies étrangères par l'article 7 du règlement d'administration publique (minimum des réserves mathématiques) et par l'article 9 (composition de cette réserve mathématique en valeurs françaises) seront pratiquement invérifiables si *le montant de ces réserves n'est pas déposé en gage, en France même, dans un établissement d'où le ministre ne les laissera sortir qu'à son gré.*

Avec la quotité du cautionnement actuellement exigé, tant que les réserves des contrats français seront inférieures à ce cautionnement lui-même, qui constitue le gage, la sécurité sera complète. Mais sitôt qu'elles dépasseront ce chiffre de 3 millions qui en est le maximum, le gouvernement res-

tera de fait, en cas de non solvabilité de la compagnie étrangère, responsable de la différence.

Mais ces critiques ne sont qu'accessoires, et leur vérité ne peut apparaître qu'à l'usage. Il nous suffit de faire remarquer pour l'instant que les principes généraux dont nous réclameons l'*application* ont été *proclamés* et *appliqués* presque complètement, quelquefois même avec aggravation, par le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dont le conseil d'Etat a rédigé les volontés.

La question est donc des plus simples : la doctrine étant ainsi affirmée, il ne reste plus qu'à réaliser son unité. Il suffit d'étendre aux compagnies étrangères d'assurances sur la vie, *par la voie de la demande* (et le fait d'un refus de leur part, *officiellement constaté*, constituera aux yeux du public une condamnation sans appel) l'*application morale* des mêmes règles. A cet effet le gouvernement devra les édicter, *proprio motu*, en mettant au service de la volonté nettement affirmée du ministre, la compétence du Conseil d'Etat, chargé de la traduire, et sans consulter à nouveau le pouvoir législatif dont les intentions ont été déjà formellement exprimées. Il fera disparaître ainsi une anomalie des plus graves destinée à s'accroître chaque jour davantage si l'on n'y met un terme, et dont la suppression ne peut se trouver que dans l'adoption, avec de légères modifications de détail, de ces mesures déjà décidées pour les compagnies accidents et qui ont cristallisé les principes directeurs de l'assurance internationale. Aucune opposition ne s'est manifestée contre les obligations ainsi *imposées* déjà aux compagnies accidents, et leur extension

aux compagnies étrangères d'assurances sur la vie ne soulèverait certainement pas la moindre critique. En serait-il autrement du reste que le gouvernement français aurait, on va le voir, une facile réponse.

*
* *

Le *Congrès international des sociétés par actions*, réuni à Paris en 1900, a traité dans sa septième séance, sous la direction du garde des sceaux, ministre de la justice, la question des *sociétés d'assurances étrangères*, et a fixé, par une décision solennelle, le droit international de souveraineté dont toute nation peut user à l'égard des sociétés étrangères de cette nature qui viennent opérer chez elles.

Cette décision *adoptée à l'unanimité* constitue une véritable *autorisation législative internationale*, puisque de fait, les Congrès internationaux de toute nature sont les seules consultations possibles qui puissent amener une entente, et déterminer non seulement *les limites*, mais encore *l'étendue des droits des gouvernements*.

La discussion, des plus intéressantes, qui se résume du reste en un discours éloquent de M. Lyon-Caen, dans lequel la question est posée avec toute la netteté désirable, est à reproduire en entier :

« *M. le garde des sceaux*. — Nous abordons maintenant la « seconde question qui est ainsi conçue :

« *Faut-il exiger que la société étrangère ait, dans le pays*
« *où elle veut, soit faire des opérations, soit établir une agence*
« *ou une succursale, des administrateurs responsables des*
« *opérations faites dans ce pays, conformément aux lois qui*
« *y sont en vigueur pour les sociétés par actions nationales ?*

« *M. Lyon-Caen.* — Permettez-moi d'expliquer ce qui préoc-
« cupe un certain nombre de mes collègues et ce qui a
« préoccupé aussi un certain nombre de députés, puisqu'à
« plusieurs reprises, à la Chambre des députés, des proposi-
« tions ont été déposées à ce sujet et n'ont pas abouti.

« Nous venons de décider que les sociétés anonymes étran-
« gères constituées conformément aux lois de leur pays doi-
« vent pouvoir, dans les autres, ester en justice, faire des
« opérations, et, ce qui est plus grave, y établir des succur-
« sales ou des agences. En France, nous avons des sociétés
« anonymes nationales, qui à raison de leur objet, sont
« soumises à un régime spécial. Ce sont les sociétés anony-
« mes d'assurances sur la vie. Ces sociétés sont soumises
« encore à l'autorisation *individuelle* du gouvernement qui
« par l'entremise du Conseil d'Etat fait examiner leurs sta-
« tuts. Lesdits statuts déterminent de quelle manière les
« les sociétés d'assurances sur la vie peuvent placer leurs
« fonds disponibles ; ils déterminent même le minimum de
« tarif pour les primes. Ces sociétés anonymes d'assurances
« sur la vie françaises sont donc soumises à l'autorisation
« préalable et à la surveillance du gouvernement ; *tandis*
« *que, quand il s'agit de sociétés étrangères, il est admis*
« *dans l'état de la législation, que par cela seul que toutes*
« *les sociétés anonymes du pays ont été de la part du gouver-*
« *nement français, l'objet d'un écrit général d'autorisation,*
« *les sociétés anonymes d'assurances sur la vie de ce pays*
« *elles-mêmes, peuvent établir sur notre territoire des suc-*
« *cursales, et, par conséquent, peuvent faire des opérations*

« sans avoir besoin de l'autorisation du gouvernement fran-
« çais, et sans être astreintes à aucune règle spéciale relati-
« vement à l'emploi de leurs fonds disponibles et au tarif de
« leurs primes.

« Beaucoup de personnes se plaignent de cet état de cho-
« ses ; elles trouvent qu'il y a là une inégalité au profit des
« sociétés anonymes étrangères d'assurances sur la vie, et au
« détriment des sociétés françaises. Voilà ce qui préoccupe
« évidemment un très-grand nombre de nos collègues fran-
« çais. Mais nous devons généraliser, nous ne devons pas
« nous placer au point de vue d'un pays déterminé.

« Il s'agit de savoir si nous ne devons pas compléter nos
« résolutions en admettant que : lorsque dans un pays, les
« sociétés anonymes sont soumises à raison de leur objet, à
« des règles spéciales, les mêmes règles spéciales se rattachant
« à la nature des opérations ne doivent pas être appliquées
« aux Sociétés anonymes étrangères qui établissent des suc-
« cursales dans le pays dont il s'agit. Telle est la question
« généralisée.

« Il faut que, dans un congrès comme celui-ci, nous ne
« visions pas seulement la France, et spécialement les sociétés
« d'assurances, d'autant plus qu'il y a des pays dans lesquels
« des sociétés anonymes, autres que les sociétés d'assurances
« sur la vie, sont, en raison de la nature de leurs opérations,
« soumises à des conditions spéciales.

« Je comprendrais que, complétant nos résolutions con-
« formément aux propositions de lois dont la Chambre des
« députés de France a été saisie à plusieurs reprises, nous

« émettions le vœu que, quand dans un pays, les sociétés
« anonymes nationales sont, à raison de la nature de leurs
« opérations, soumises à des règles spéciales, les sociétés
« étrangères ne puissent faire des opérations dans ce pays
« qu'en se soumettant aux mêmes règles (applaudissements).

« *M. le garde des sceaux.* — Je mets aux voix la formule
« proposée par M. Lyon-Caen et qui est ainsi conçue :

« *Quand, dans un pays, des sociétés anonymes sont sou-*
« *mises, à raison de la nature de leurs opérations, à des*
« *règles spéciales (autorisation du gouvernement, dépôt d'un*
« *cautionnement, etc.), les mêmes règles doivent être appli-*
« *quées aux sociétés anonymes étrangères, ayant ces opéra-*
« *tions pour objet... »*

« Adopté à l'unanimité des membres présents (Applau-
« dissements). »

Nous n'ajouterons qu'un mot : cette décision du congrès établit le droit, pour un Etat, de soumettre les sociétés d'assurances sur la vie, nationales ou étrangères, aux *mêmes règles spéciales*.

Or nous savons qu'un gouvernement est impuissant vu les difficultés matérielles, à leur appliquer des dispositions absolument identiques. Il faut donc donner ces mots : *règles spéciales*, toute leur étendue, et reconnaître qu'ils comprennent à la fois les *principes* et les *mesures d'application*, le fond du droit et les règles de procédure. Les *principes* sont fixes et *doivent être communs* aux deux espèces de sociétés. Les *règles de procédure* au contraire présentent un caractère essentiellement souple et variable, et le gouvernement est tenu

de les rédiger de telle sorte qu'elles assurent pratiquement l'observation rigoureuse de ces principes même, aussi bien par les sociétés étrangères que par les sociétés nationales.

La caution *judicatum solvi* garantit que l'étranger admis à jouir devant les tribunaux français des mêmes droits que les nationaux et qui bénéficiera des suites de l'arrêt, s'il lui est favorable, ne pourra pas se dérober à ses conséquences s'il lui est contraire. On admet parfaitement la légitimité de cette *mesure de procédure* ainsi annexée, pour les étrangers seulement, à l'exercice du droit, et destinée à garantir, *dans toute son étendue*, l'application rigoureuse de ce droit.

Si de l'exemple général on revient au cas particulier des sociétés d'assurances sur la vie, les conclusions sont identiques. Il suffit d'envisager un point quelconque pour s'en convaincre.

Les sociétés françaises et étrangères d'assurances sur la vie reçoivent l'autorisation d'opérer librement dans un pays, à *charge de constituer des réserves suffisantes*. Elles ont donc *le même droit*.

Mais les difficultés de la vérification de cette condition, à laquelle *reste subordonnée l'exercice de ce droit*, sont différentes pour les sociétés nationales et pour les sociétés étrangères. Pour les premières rien de plus facile ; pour les secondes, il y a presque impossibilité :

« Quant aux réserves afférentes à ces opérations spéciales,
« l'Etat ne pourrait en constater l'existence comme il le fait
« pour les sociétés françaises, si ces réserves étaient noyées

« à l'étranger dans la caisse sociale avec celles de toutes les
« autres opérations

« Il faudrait donc qu'elles fussent déposées dans notre
« pays, en lieu sûr, et consistassent en valeurs de tout repos,
« de manière à constituer un gage effectif pour les assu-
« rés... » (1).

On voit donc apparaître la mesure d'application, la règle de procédure qui devra être annexée au droit et qui sera d'une nature telle qu'elle garantira *pratiquement* aux assurés français d'une société étrangère les mêmes sûretés qu'à ceux d'une société nationale ; à cet effet, cette règle devra rendre les réserves imposées *suffisantes* quant à leur quotité, *effectives* quant à leur existence et à leur disponibilité. Et de là découle tout naturellement pour toute société *étrangère* l'obligation du *cautionnement égal aux réserves mathématiques des contrats français en cours*.

Il importe donc d'interpréter soigneusement les termes mêmes de la décision du congrès si l'on veut en comprendre la valeur et surtout découvrir l'étendue des droits conférés à chaque Etat par la motion ainsi adoptée. C'est de son esprit et non de sa lettre étroite qu'on doit s'inspirer.

Quelques instants de réflexion, et surtout un coup d'œil jeté sur la jurisprudence internationale déjà fixée, suffisent à dégager cet esprit et à dissiper tous les doutes.

..

Ici se termine cette étude dans laquelle nous avons tenté d'apporter une contribution à l'éclaircissement d'une question

(1) Cheysson.

que nous croyons des plus importantes. Nous nous sommes efforcés d'y faire preuve de toute l'impartialité désirable, et nous avons cherché à élargir le sujet le plus possible, pour éviter tout reproche de particularisme étroit. La tâche nous a été facilitée par ce fait que le caractère spécial des compagnies d'assurances sur la vie les rend solidaires de l'intérêt général de la nation, et, si nous avons pu réclamer pour elles une attention toute spéciale, nous avons moins démontré que ce n'était qu'à titre de réciprocité, et en raison même des services exceptionnels qu'elles rendent à l'Etat.

La publicité si éclairée, si intéressante et si autorisée du bureau fédéral suisse nous a permis d'appuyer nos considérations générales d'exemples particuliers, limités malheureusement aux deux seules compagnies américaines qui se trouvent opérer à la fois en Suisse et en France. Nous sommes heureux de lui en adresser ici tous nos remerciements.

Nous prions également M. Lyon-Caen, qui a bien voulu accepter de présider notre thèse et nous aider de ses conseils, d'accepter l'expression de notre vive reconnaissance. La discussion approfondie du principe même dont nous avons poursuivi l'étude, traitée avec la netteté et l'autorité qui le caractérisent, dans son *Traité de Droit commercial*, nous a conduit à dégager l'état et les dangers du régime actuel. Son intervention au Congrès international des sociétés par actions a décidé, ainsi qu'on a pu le voir, d'un vote unanime qu'il a emporté d'assaut et qui consacrait les conclusions formulées déjà par lui et dont il poursuivait depuis longtemps l'adoption. *Le but que nous avons poursuivi a été d'éclairer*

par une enquête concrète les vérités abstraites qu'il défendait et d'employer nos recherches personnelles à leur apporter la consécration des faits.

Pour le faire avec ordre, nous nous sommes inspirés des méthodes de l'école de Le Play :

« Parcourez les sujets de thèse du nouveau doctorat des sciences politiques et économiques, et aussi les titres des articles de revue. Un double niveau d'*abstraction* s'y trouve superposé, ensevelissant le phénomène vivant, le fait en quelque sorte plastique » (1).

Et pour éviter cet écueil :

« Toute étude économique pour devenir *concrète* doit se ramener à un certain nombre de modifications de métier ou de région, de marché et de rouages d'intérêt général » (2).

Nous nous sommes inspirés de ces principes et nous les avons appliqués autant qu'il nous a été possible. Mais ils ne suffisaient pas eux seuls. Pour ne pas s'égarer dans les recherches, les rapprochements, les comparaisons obligées :

« Il faut un *classement*, et pour ce classement une *direction d'ensemble*. Cette direction d'ensemble est tout simplement un faisceau de faits permanents d'ordre supérieur qui embrassent les faits permanents d'ordre secondaire. Elle peut être juste, elle peut être fausse, mais elle est nécessaire. En dehors d'elle, tout gît pêle mêle sans coordination » (3).

1. Du Maroussenn, Les Enquêtes.

2. Du Maroussenn, Les Enquêtes.

3. Du Maroussenn, Les Enquêtes.

Cette *direction d'ensemble*, nous l'avons demandée aux *faits permanents d'ordre supérieur* signalés depuis si longtemps par M. Lyon-Caen. Elle nous a guidé dans notre travail, et nous a évité, nous l'espérons, toute erreur de doctrine. Les conclusions pourront parfois être acceptées sous réserves, les mesures proposées sembler quelquefois discutables, il faudra pourtant reconnaître que cette étude purement technique, et qui prétend n'apporter qu'une modeste contribution à l'avancement de la question a été dominée dans son ensemble par des déductions scientifiques émanées d'une autorité incontestée, et par suite d'une valeur indiscutable. Si ces directives n'ont pas toujours été rigoureusement suivies, si la question a semblé s'égarer parfois dans des sentiers voisins, il faut l'attribuer à ce fait que les effets obtenus ne répondent pas toujours à l'effort et que rien n'est si difficile que la réalisation absolue d'un programme. Toute notre ambition a consisté pourtant à ne pas trop nous en écarter.

Si, à défaut d'autres, nous avons obtenu du moins ce résultat, nous croirons avoir entrepris et mené à bien une œuvre de quelque utilité.

VU :

Le Président de la thèse,
CH. LYON-CAEN.

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Introduction.	1
L'intervention et la protection de l'Etat au regard des sociétés commerciales nationales, organes essentiels dans l'Etat, sont, en général, motivées et justifiées par :	
1 ^o L'ignorance économique forcée qu'entraînent la division du travail et l'accentuation toujours plus marquée des spécialités ; 2 ^o l'intérêt direct de l'Etat ; 3 ^o les doctrines de l'Economie nationale.	
Application à un cas particulier : Les compagnies nationales d'assurances sur la vie.	
CHAPITRE II. — Principes généraux de l'assurance sur la vie	20
CHAPITRE III. — Des services « techniques » rendus par les compagnies d'assurances sur la vie françaises, et des mesures générales que ces services leur permettent de réclamer	34
CHAPITRE IV. — De la législation française en matière de sociétés d'assurances sur la vie.	44
I. — Autorisation.	
CHAPITRE V. — De la législation française en matière de sociétés d'assurances sur la vie (<i>suite</i>).	72
II. — Surveillance.	

CHAPITRE VI. — Les enseignements de la publicité officielle du bureau fédéral suisse	118
I. — Les réserves. — L'actif. — Les placements immobiliers.	
CHAPITRE VII. — Les enseignements de la publicité officielle du bureau fédéral suisse (<i>suite</i>)	149
II. — Les placements mobiliers. — Comparaison générale des placements de fonds.	
CHAPITRE VIII. — Les enseignements de la publicité officielle du bureau fédéral suisse (<i>suite</i>)	178
III. — Les réserves de prévoyance.	
CHAPITRE IX. — Les enseignements de la publicité officielle du bureau fédéral suisse (<i>suite</i>)	200
IV. — Comparaison des dépenses et des recettes. — Les sources de bénéfices.	
CHAPITRE X. — Les enseignements de la publicité officielle du bureau fédéral suisse (<i>fin</i>)	222
V. — Le fonds des bénéfices accumulés. — La police accu- mulation.	
CHAPITRE XI. — Des mesures générales imposées à l'étranger (Russie, Suisse, Prusse) aux compagnies d'assurances sur la vie. — Nécessité de leur adoption en France	263
CHAPITRE XII. — Des services immédiats et directs rendus à l'Etat par les compagnies d'assurances sur la vie. — La monnaie, force motrice. — Les résultats actuels et futurs de l'expatriation des capitaux.	129
CHAPITRE XIII. — Le caractère national étroit des compa- gnies américaines. — Les conséquences de la frappe libre de l'argent en Amérique. — Le caractère de la crise améri-	

caine actuelle et sa répercussion sur la convention commerciale de 1898	336
CHAPITRE XIV. — Mesures proposées (par voie gouvernementale). — Elles ont été adoptées déjà presque intégralement par le législateur français (loi du 9 avril 1898). — En droit international, leur légitimité a été reconnue par le Congrès international de 1900. — Principes généraux qui ont dominé cette thèse et méthode suivie	
	361
